

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (88)4

Vol. 1988/0001

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

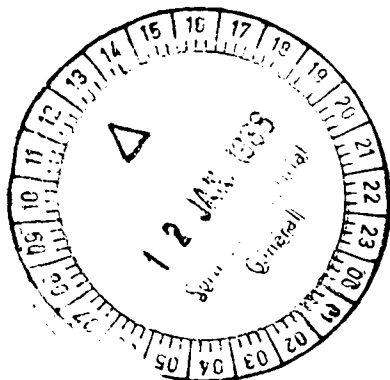
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(88) 4 final

Bruxelles, le 4 janvier 1988

PROPOSITION MODIFIEE DE DIRECTIVE DU CONSEIL
concernant l'assainissement et la liquidation des
établissements de crédit et les
systèmes de garantie des dépôts

présentée par la Commission au Conseil,
conformément à l'article 149 paragraphe 3 du Traité



Proposition modifiée d'une directive du Conseil concernant
l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit
et les systèmes de garantie des dépôts

EXPOSE DES MOTIFS

I. RAPPEL DE LA PROCEDURE

1. Le 19 décembre 1985, la Commission a adopté une proposition de directive concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit (1) qui comprenait un titre IV relatif à la garantie des dépôts. Cette disposition a été complétée le 22 décembre 1987 par une recommandation de la Commission, relative à l'instauration, dans la Communauté, de systèmes de garantie des dépôts (2). La proposition de directive a été transmise le 9 janvier 1986 au Conseil qui a décidé, le 24 janvier 1986, de consulter le Parlement européen et le Comité économique et social.

2. Le Comité économique et social a adopté à l'unanimité un avis (3) relatif à la proposition de la Commission au cours de sa 238e session plénière qui a eu lieu à Bruxelles le 2 juillet 1986.

Le Parlement européen a adopté la résolution clôturant sa procédure de consultation lors de son vote de la séance plénière du vendredi 13 mars 1987 (4).

3. La présente proposition modifiée a été élaborée afin de tenir compte des résultats de la consultation de ces deux institutions ainsi que de l'adhésion de deux nouveaux Etats membres.

(1) JO n° C 356 du 31 décembre 1985, p. 55

(2) JO n° L 33 du 4 février 1987, p. 16

(3) JO n° C 263 du 20 octobre 1986, p.13

(4) JO n° C 99 du 13 avril 1987, p. 211

Le Parlement européen a reconnu, dans sa résolution, qu'une telle directive constituerait "un progrès certain, bien que modeste, dans le développement du marché commun du crédit au sein duquel seront mieux assurées la protection des épargnants et leur confiance dans le système bancaire".

Le Comité économique et social, dont l'avis est intervenu avant l'adoption de la recommandation de la Commission sur les systèmes de garantie des dépôts a principalement critiqué l'article de la directive portant sur cette question où il a demandé la suppression d'un paragraphe (article 16.2). Le Parlement, en ce qui le concerne, a souligné "qu'une telle directive n'est viable que si les Etats membres se conforment au plus tard le 1er janvier 1990 à la recommandation de la Commission".

Afin de souligner l'importance de cette question, un amendement suggère de compléter l'intitulé de la directive en mentionnant explicitement les systèmes de garantie des dépôts dans le titre même de la proposition de directive.

La Commission, très consciente du lien existant entre les procédures d'assainissement ou de liquidation et les systèmes de protection des déposants présente donc sa nouvelle proposition avec un intitulé plus complet conforme à la résolution du Parlement européen.

II. COMMENTAIRE DES MODIFICATIONS

Le Parlement européen a suggéré d'ajouter deux considérants, faisant référence, dans le premier, à la Convention relative à la faillite, au concordat et aux procédures analogues et, dans le second, à la recommandation de la Commission du 22 décembre 1986. Ces deux amendements du Parlement européen ont été repris intégralement dans la proposition modifiée (dixième et dix-huitième considérants).

TITRE 1 - Article 1

L'amendement, proposé par le Parlement européen, exprime clairement que les dispositions de la présente directive sont applicables aux succursales créées dans d'autres Etats membres que celui du siège social de l'établissement de crédit. Ceci résultait du contenu même de la directive mais n'était pas indiqué expressément dans la version antérieure.

Article 2

Un premier amendement du Parlement à cet article reprend une observation présentée dans l'avis du Comité économique et social consistant à insérer dans le premier alinéa une référence aux "autorités compétentes", telles qu'elles sont définies dans la directive, pour prendre les mesures qui figurent dans la liste reprise en annexe. Cet ajout a été repris sous la forme proposée par le Comité économique et social.

En plus de cet amendement ayant un caractère formel, le Parlement européen a proposé trois modifications de l'article 2 qui ont été reprises intégralement dans la proposition modifiée:

- La première modification consiste à supprimer les critères positifs que la Commission avait cru devoir insérer pour caractériser les mesures d'assainissement.

Le Parlement européen juge que ces critères font double emploi avec les critères négatifs figurant aux points a) et b) du paragraphe 2 et sont donc superfétatoires.

La nature des mesures figurant en annexe qui ne sont pas spécifiques, dans la plupart des cas, des situations d'assainissement, exigeaient que soient au moins précisés les cas où ces mesures ne peuvent pas être considérées comme des mesures d'assainissement (ce qui n'a pas été modifié); les précisions figurant au paragraphe 1 étaient utiles mais pas indispensables, elles peuvent donc être supprimées sans inconvénients de la version modifiée.

- La deuxième modification, qu'il convient de rapprocher des amendements proposés pour les articles 3, 11 et 14, tend à reprendre dans cette directive certaines dispositions relatives à la liquidation qui, normalement, relevaient de la Convention sur la faillite et, en conséquence, à insérer une annexe II, sur le modèle du protocole annexé à cette Convention, qui reprendrait la liste des procédures de liquidation applicables aux établissements de crédit.

Cette nouvelle disposition est donc justifiée par l'ajout de l'annexe II figurant dans la proposition modifiée.

- La troisième modification consiste à définir ce qu'est un système de garantie des dépôts selon la directive.

En s'inspirant de la définition qui figure dans la recommandation de la Commission, le Parlement a suggéré une définition large qui permet de considérer comme système de garantie des dépôts certains systèmes qui fonctionnent sur une autre base que celle de l'indemnisation.

Article 3

Comme cela a été signalé ci-dessus cet ajout provient de la nouvelle orientation adoptée dans cette directive en ce qui concerne les procédures de liquidation.

TITRE II

Les articles 4, 5, 6 et 7 qui instituent les règles essentielles de la reconnaissance mutuelle des décisions d'assainissement et de la collaboration entre les autorités compétentes ont fait l'objet de demandes de modifications de la part du Comité économique et social (article 4) et du Parlement (article 5, 6 et 7) qui ne peuvent être insérées dans la proposition modifiée sans bouleverser toute l'économie du système choisi.

Toutefois, à l'article 7, une modification rédactionnelle a été apportée consistant à mentionner les droits des actionnaires, la question de savoir s'ils sont "des créanciers" pouvant prêter à controverse.

Article 9

Le Parlement et le Comité économique et social ont estimé nécessaire de mentionner expressément au paragraphe 2 de cet article qu'un Etat membre ne peut demander une modification ou un complément de l'annexe que pour les mesures qui ont été édictées dans cet Etat. Cette modification a, selon la Commission, un caractère tout à fait formel en raison du peu de probabilité qu'un Etat membre notifie une mesure n'appartenant pas à son ordre juridique propre. Par ailleurs, une décision du Conseil en date du 13 juillet 1987, donc postérieure à l'avis du Parlement, a fixé "les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission"(5).

Le texte de la décision du Conseil a donc été substitué au texte figurant dans la proposition de la Commission.

Article 11

La référence à la Convention qui figurait au paragraphe 2 a été déplacée pour figurer dans un nouveau "considérant" (dixième considérant modifié).

Le Parlement et le Comité économique et social ont fait à juste titre remarquer qu'il convenait d'affirmer la compétence exclusive des autorités administratives ou des organes de liquidation du pays du siège parce que certains Etats membres, si cette précision ne figurait pas dans cet article, pourraient contester le principe d'unité de la liquidation.

Article 14

Conformément à l'amendement proposé par le Parlement, une disposition relative à la publicité de la liquidation a été insérée dans un paragraphe 3 nouveau de cet article 14 qui contient déjà des règles de droit matériel applicables de façon spécifique aux établissements de crédit.

(5) Décision 87/373 CEE - JO n° L 197 du 18.7.87, p. 33

III. ADAPTATION DU PRESENT TITRE AUX MODIFICATIONS DES LEGISLATIONS NATIONALES

Article 16

Comme l'indique le nouveau point C ajouté au titre III, un nouvel article a été ajouté à la fin de ce titre consacré à la liquidation pour tenir compte de l'insertion d'une annexe II recensant les procédures nationales de liquidation.

Il était en effet utile de prévoir une modification rapide de la liste de ces procédures pour suivre l'évolution des législations nationales. Cette tâche de mise à jour est confiée à la Commission qui devra en effectuer la publication au JOCE.

Annexe I

Le titre de cette annexe a été modifié pour l'uniformiser avec celui de la proposition modifiée de directive.

Les mesures de la Belgique relatives aux Caisses d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite ont été mises à jour.

Les mesures d'assainissement existant en Espagne et au Portugal ont été insérées.

Annexe II

Liste des procédures de liquidation prévue à l'article 2.3 de la proposition de directive relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit et les systèmes de garantie des dépôts.

Cette annexe, qui est plus complète et plus détaillée que celle figurant dans le protocole du projet de Convention sur la faillite, le concordat et autres procédures analogues dont le Parlement européen proposait de s'inspirer a été établie avec le concours des Etats membres auxquels il a été demandé de répondre à un questionnaire diffusé par la Commission.

Proposition modifiée d'une directive du Conseil concernant
l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit
et les systèmes de garantie des dépôts

Texte initial

Directive du Conseil relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 57 paragraphe 2, troisième phrase,

vu la proposition de la Commission,

en coopération avec le Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que, conformément aux objectifs du Traité, il convient de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté en supprimant toute restriction à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services à l'intérieur de la Communauté;

Texte modifié

Directive du Conseil relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit et les systèmes de garantie des dépôts

Visas inchangés

Du 1er au 9e considérant : inchangés

Texte initial

Texte modifié

considérant que, parallèlement à la suppression de ces restrictions, il convient de se préoccuper de la situation susceptible de se produire en cas de difficultés dans un établissement de crédit, notamment au cas où cet établissement a des succursales dans d'autres Etats membres;

considérant que la structure actuelle du secteur des établissements de crédit, dont l'accès à l'activité et l'exercice sont soumis à une surveillance des autorités dans tous les Etats de la Communauté, justifie de prévoir des mesures spécifiques à ces établissements en matière d'assainissement et de liquidation;

considérant que les législations et les usages en vigueur dans les Etats membres tendent à instaurer des procédures d'assainissement destinées à éviter l'insolvabilité des établissements de crédit dès qu'apparaît une situation financière difficile, afin notamment de préserver la confiance des épargnants dans le système bancaire;

considérant qu'il serait très difficile de tenter d'unifier ces législations et usages, sans avoir, dans un premier stade, mis en place une reconnaissance réciproque par les Etats membres de ce que chacun d'eux accomplit pour résoudre les difficultés financières de ses propres établissements;

Texte initial

Texte modifié

considérant qu'il convient de confier la mise en application des mesures d'assainissement concernant un établissement de crédit opérant dans plusieurs Etats membres aux autorités compétentes d'un seul Etat membre, à savoir de celui dans lequel l'établissement de crédit a son siège social, et que celles-ci doivent être habilitées à appliquer leur propre législation en dehors du territoire national, en consultation appropriée avec les autorités compétentes des autres Etats membres concernés;

considérant que le but d'assainissement ne peut être atteint que si tous les obstacles de nature juridique qui empêcheraient de rendre applicables dans les succursales les mesures d'assainissement prises par les autorités du siège sont levés;

considérant qu'une publicité informant créanciers et actionnaires de la mise en oeuvre de certaines mesures d'assainissement est souhaitable et parfois nécessaire dans les pays où se trouvent des succursales, notamment quand ces mesures risquent d'entraver l'exercice de certains de leurs droits;

considérant qu'il est indispensable de prévoir une procédure permettant l'adaptation rapide de la directive à l'évolution des réglementations nationales relatives aux mesures d'assainissement qui doivent continuer à évoluer sur le plan national

Texte initial

Texte modifié

en fonction de l'expérience acquise; qu'il est souhaitable, à cet effet, d'accroître les compétences du Comité consultatif, créé en application de la directive 77/780/CEE du Conseil (1) en lui confiant le pouvoir de donner un avis sur l'adoption ou le rejet de ces modifications sur le plan communautaire;

considérant qu'en l'absence ou en cas d'échec des mesures d'assainissement, les établissements de crédit en crise doivent être liquidés; qu'il convient, dans ce cas, de prévoir certaines dispositions visant à coordonner le rôle des autorités de contrôle bancaire dans l'application des mesures de liquidation;

considérant que le rôle important joué par les autorités compétentes avant l'ouverture de la liquidation avec la mise en place des mesures d'assainissement doit se prolonger par l'ouverture de la liquidation pour permettre un déroulement correct des opérations de liquidation;

considérant qu'en l'absence ou en cas d'échec des mesures d'assainissement, les établissements de crédit en crise doivent être liquidés; que, dans l'attente d'une Convention, conclue sur la base de l'article 220 du Traité CEE, relative à la faillite, au concordat et aux procédures analogues, il convient de coordonner les dispositions essentielles applicables en cas de liquidation d'un établissement de crédit et de prévoir certaines dispositions visant à coordonner le rôle des autorités de contrôle bancaire dans l'application des mesures de liquidation;

Du 11e au 17e considérant : inchangés

(1) JO n° L 322 du 17.12.1977, p. 30

Texte initial

Texte modifié

considérant que le retrait de l'agrément bancaire doit être une des conséquences nécessaires de la mise en liquidation des établissements de crédit; que, toutefois, dans certains cas exceptionnels, les autorités compétentes pourront le maintenir pour faciliter les opérations de liquidation;

considérant qu'en matière d'établissements de crédit, il est admis que, pendant sa période d'activité, l'établissement et ses succursales forment une entité soumise au contrôle des autorités compétentes du siège social en ce qui concerne la surveillance de la liquidité et de la solvabilité; qu'il serait inopportun de renoncer à cette règle au moment de la liquidation d'un établissement de crédit;

considérant que l'égalité des créanciers n'est sauvegardée que dans la mesure où l'établissement de crédit est liquidé selon des principes d'unité et d'universalité qui postulent la compétence des autorités administratives et judiciaires d'un seul Etat, l'application de la loi de liquidation du pays du siège et l'extraterritorialité de ses effets;

considérant toutefois que la liquidation doit être soumise à des règles particulières lorsque l'établissement est solvable; que la liquidation volontaire selon les règles statutaires postule cette solvabilité;

Texte initial

Texte modifié

qu'il convient de prévoir que les autorités compétentes auront le pouvoir de s'assurer de celle-ci pendant toute la durée des opérations de liquidation;

considérant que, moyennant certaines adaptations, la coordination du rôle des autorités compétentes lors de l'assainissement et la liquidation doit être rendue possible également pour des succursales d'établissements de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté;

considérant que, en cas de liquidation d'un établissement de crédit insolvable, les intérêts des déposants doivent être protégés par les systèmes de garanties existant dans la Communauté européenne, sans discrimination sur un même territoire entre les succursales d'établissements de crédit nationaux et des autres Etats membres, et subsidiairement dans un même établissement entre les dépôts effectués dans le pays du siège et dans les succursales créées dans les autres Etats membres, lorsqu'il n'existe dans ces derniers aucun système de garantie des dépôts;

considérant que la mise en place d'un système de garantie des dépôts devra faire l'objet d'une coordination ultérieure par voie de directive, à la lumière de l'expérience acquise lors de la mise en oeuvre des dispositions contenues dans la recommandation de

Texte initial

Texte modifié

la Commission, du 22 décembre 1986,
relative à l'instauration, dans la
Communauté, de systèmes de garantie des
dépôts (87/63/CEE), publiée au Journal
Officiel n° L 33, du 4.2.1987.

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE:

TITRE I

Champ d'application et définitions

Article premier

1. La présente directive s'applique aux établissements de crédit et à leurs succursales au sens de l'article 1er, premier et troisième tirets de la directive 77/780/CEE, sous réserve des conditions et exemptions prévues à l'article 2 de ladite directive.

2. Les dispositions de la présente directive visant les succursales d'un établissement de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté s'appliquent seulement lorsqu'il existe des succursales de cet établissement dans au moins deux Etats membres de la Communauté.

Article premier

1. La présente directive s'applique aux établissements de crédit et à leurs succursales créées dans un Etat membre autre que celui du siège social, tels qu'ils sont définis à l'article 1er, premier et troisième tirets de la directive 77/780/CEE, sous réserve des conditions et exemptions prévues à l'article 2 de ladite directive.

Inchangé

Texte initial

Article 2

1. Au sens de la présente directive, sont considérées comme des mesures d'assainissement, les mesures qui sont destinées à maintenir ou rétablir la situation financière d'un établissement de crédit et qui répondent aux conditions suivantes:

- a) figurer dans la liste reprise en annexe
- b) avoir pour objet d'éviter l'ouverture d'une procédure de liquidation;
- c) être décidées avant toute déclaration d'insolvabilité de l'établissement de crédit.

2. Ne sont pas considérées comme des mesures d'assainissement, même si elles figurent dans la liste reprise en annexe, les mesures qui sont prises:

- a) dans le cadre de la surveillance normale des établissements de crédit telle qu'elle est définie à l'article 7 de la directive 77/780/CEE ainsi que les mesures destinées à réprimer des infractions aux lois et règlements;
- b) dans le cadre d'une faillite, d'un concordat ou de toute autre procédure de liquidation déjà engagée.

Texte modifié

Article 2

1. Au sens de la présente directive, sont considérées comme des mesures d'assainissement, les mesures figurant dans la liste reprise en annexe I pour autant que ces mesures soient destinées à maintenir ou rétablir la situation financière d'un établissement de crédit.

Inchangé

3. Au sens de la présente directive, sont considérées comme procédures de liquidation les procédures reprises en Annexe II.

Texte initial

3. Les mesures visées au paragraphe 1 et les autorités compétentes pour les mettre en oeuvre sont déterminées par les lois et règlements mentionnés en annexe.

Article 3

Au sens de la présente directive, on entend par:

- pays du siège: l'Etat membre dans lequel un établissement de crédit a son siège social,
- pays d'accueil: tout Etat membre autre que celui qui est défini comme le pays du siège, dans lequel un établissement de crédit a créé une succursale au sens de l'article 1er troisième tiret de la directive 77/780/CEE,
- autorités compétentes: les autorités ayant compétence pour accorder et retirer l'agrément et/ou surveiller l'activité des établissements de crédit, conformément aux articles 3, 4, 6, 7, 8 de la directive 77/780/CEE, ainsi que toute

Texte modifié

4. Au sens de la présente directive, sont considérés comme systèmes de garantie des dépôts l'ensemble des dispositions ayant pour objet soit d'assurer une indemnisation convenable des déposants, soit de leur éviter toute perte.

5. Les mesures visées au paragraphe 1 et les procédures de liquidation visées au paragraphe 3 ainsi que les autorités compétentes pour les mettre en oeuvre sont déterminées par les lois et règlements mentionnés en annexe I et II.

Article 3

Au sens de la présente directive, on entend par:

- Inchangé
- Inchangé
- autorités compétentes: les autorités ayant compétence pour accorder et retirer l'agrément et/ou surveiller l'activité des établissements de crédit conformément aux articles 3, 4, 6, 7, 8 de la directive 77/780/CEE, ainsi que

Texte initial

autre autorité citée en annexe de la présente directive comme étant chargée de la mise en oeuvre des mesures d'assainissement.

TITRE II

Mesures d'assainissement

A. Etablissements de crédit ayant leur siège social à l'intérieur de la Communauté

Article 4

1. Les autorités ou les juridictions du pays du siège sont compétentes pour décider conformément aux réglementations, procédures et usages en vigueur sur leur territoire, la mise en oeuvre dans un établissement de crédit et ses succursales d'une ou plusieurs mesures d'assainissement.

2. Les mesures d'assainissement, décidées par les autorités ou la juridiction compétentes du pays du siège, produisent tous leurs effets à l'égard des dirigeants et des créanciers des succursales situées dans les autres Etats membres, même si les réglementations du pays d'accueil qui leur sont applicables ne prévoient pas de telles mesures ou soumettent leur mise en oeuvre à des conditions qui ne sont pas remplies.

Texte modifié

toute autre autorité citée aux annexes I et II la présente directive comme étant chargée de la mise en oeuvre des mesures d'assainissement ou des procédures de liquidation

TITRE II

Mesures d'assainissement

A. Etablissements de crédit ayant leur siège social à l'intérieur de la Communauté

Article 4

Inchangé

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

3. Les décisions prises par les autorités ou la juridiction compétentes du pays du siège de mettre en oeuvre une ou plusieurs mesures d'assainissement font obstacle à la mise en oeuvre ou au maintien par les autorités ou la juridiction compétentes du pays d'accueil de toute mesure d'assainissement au sens de l'article 2, sauf décision contraire des autorités compétentes du pays du siège.

Inchangé

Article 5

Article 5

Les autorités compétentes du pays du siège sont tenues, avant l'adoption de toute mesure d'assainissement, d'informer, par tous les moyens, les autorités compétentes du pays d'accueil de leur intention et de les consulter sur les effets de cette mesure dans le pays d'accueil, à moins que la mesure ne soit manifestement pas destinée à produire des effets significatifs dans une succursale située dans un autre Etat membre.

Inchangé

Article 6

Article 6

Si les autorités compétentes du pays d'accueil estiment nécessaire la mise en oeuvre sur leur territoire d'une ou plusieurs mesures d'assainissement au sens de l'article 2, elles sont tenues d'en informer les autorités compétentes du pays du siège.

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

Si les autorités compétente du pays du siège, après avoir reçu cette information estiment que les difficultés rencontrées par la succursale ne sont pas de nature à justifier l'application de l'article 4 paragraphes 1 et 2, elles en informent les autorités du pays d'accueil qui peuvent décider l'application sur leur territoire d'une ou plusieurs mesures d'assainissement.

Article 7

1. Lorsque la mise en oeuvre des mesures d'assainissement décidées conformément à l'article 4 paragraphes 1 et 2 affecte directement les droits des créanciers situés dans un pays d'accueil et si un recours est possible dans le pays du siège contre la décision ordonnant la mesure, les autorités compétentes du pays du siège peuvent, si elles l'estiment nécessaire, publier, aux frais de l'établissement de crédit, un extrait de leur décision au Journal Officiel des Communautés européennes et dans deux journaux à diffusion nationale de chaque pays d'accueil.

2. Les autorités compétentes du pays du siège peuvent, si elles l'estiment opportun notifier la mesure directement et individuellement aux créanciers résidant dans la Communauté et dont les droits sont affectés.

Article 7

1. Lorsque la mise en oeuvre des mesures d'assainissement décidées conformément à l'article 4, paragraphes 1 et 2 est susceptible d'affecter directement les droits de tout créancier qui serait situé dans un pays d'accueil, ou de tout actionnaire, et si un recours est possible dans le pays du siège contre la décision ordonnant la mesure, les autorités compétentes du pays du siège peuvent, si elles l'estiment nécessaire, publier, aux frais de l'établissement de crédit, un extrait de leur décision au Journal Officiel des Communautés européennes et dans deux journaux à diffusion nationale de chaque pays d'accueil.

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

3. L'extrait de la décision à publier ou la notification doivent mentionner, dans la ou les langues nationales des Etats concernés, l'objet et la base juridique de la décision prise, les délais de recours, et, de façon précise, l'adresse des autorités ou de la juridiction compétentes pour connaître le recours.

Inchangé

4. Les mesures d'assainissement s'appliquent indépendamment des mesures de publicité prévues aux paragraphes 1 à 3 et produisent tous leurs effets à l'égard des créanciers à moins que les autorités compétentes du pays du siège ou la législation de ce pays relative à ces mesures n'en disposent autrement.

Inchangé

5. Sauf en cas de notification individuelle, les délais de recours courent à compter de la publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

B. Etablissements de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté

B. Etablissements de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté

Article 8

Article 8

1. Dans l'attente d'une coordination ultérieure des dispositions législatives, réglementaires et administratives visant les succursales des établissements de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté, les autorités et juridictions du

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

pays d'accueil conservent la faculté de mettre en oeuvre les mesures d'assainissement conformes aux réglementations, procédures et usages en vigueur sur leur territoire, à moins que des accords conclus avec le pays du siège social conformément au traité sur la base du principe de réciprocité n'en disposent autrement.

2. Toutefois, l'autorité compétente du pays d'accueil d'une succursale d'un établissement de crédit ayant son siège social hors de la Communauté, qui estime nécessaire de mettre en oeuvre une ou plusieurs mesures d'assainissement, au sens de l'article 2, est tenue, avant l'adoption de telles mesures, d'en informer par tous les moyens les autorités compétentes des autres pays d'accueil où l'établissement a créé des succursales figurant sur la liste visée à l'article 3 paragraphe 7 de la directive 77/780/CEE et publiée chaque année au Journal Officiel des Communautés européennes.

Inchangé

3. Dans les cas où une intervention d'extrême urgence s'impose, l'information visée au paragraphe 2 peut être remplacée par une notification immédiate de la mesure aux autorités compétentes des autres pays d'accueil.

Inchangé

4. Les autorités compétentes d'un autre pays d'accueil peuvent décider que les mesures d'assainissement dont elles sont

Texte initial

Texte modifié

informées par la procédure visée au paragraphe 2 ou la notification visée au paragraphe 3, produisent leurs effets à l'égard des dirigeants et des créanciers des succursales situées dans ce pays d'accueil même si la réglementation qui leur est applicable en vertu du paragraphe 1 ne prévoit pas de telles mesures ou soumet leur mise en oeuvre à des conditions qui ne sont pas remplies, sous réserve toutefois de l'application des accords mentionnés audit paragraphe 1.

5. Les mesures de publicité confiées par l'article 7 paragraphes 1 et 2 à la diligence des autorités compétentes du pays du siège sont, en cas d'application des dispositions du paragraphe 4 du présent article, confiées à la diligence de l'autorité compétente du pays d'accueil visée au paragraphe 2.

C. Adaptation de la directive aux modifications des législations nationales

Article 9

1. La liste des mesures d'assainissement figurant en annexe est modifiée et complétée conformément à la procédure définie au présent article.

Inchangé

C. Adaptation du présent titre aux modifications des législations nationales

Article 9

1. La liste des mesures d'assainissement figurant en annexe I est modifiée et complétée conformément à la procédure définie au présent article.

Texte initial

Texte modifié

2. Si un Etat membre souhaite modifier ou compléter la liste des mesures figurant en annexe, il notifie à la Commission la mesure envisagée en indiquant si la mesure comporte ou non des dispositions susceptibles d'affecter les droits des créanciers.

3. Un représentant de la Commission demande au Président du Comité consultatif bancaire institué par la directive 77/780/CEE, ci-après dénommé "comité", de saisir le comité de la mesure proposée en demandant, si la situation lui semble l'exiger, que celui-ci se réunisse d'urgence.

4. Le comité émet son avis sur cette mesure à une majorité qualifiée des deux tiers des voix; toutefois, si la modification envisagée concerne une mesure susceptible d'affecter les droits de créanciers, il émet son avis à l'unanimité.

5. Lorsque le comité émet un avis favorable à la modification de la liste, la Commission arrête la mesure envisagée.

6. Lorsque le comité n'émet pas un tel avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil qui statuera à la majorité qualifiée, une proposition relative à la mesure à prendre.

2. Si un Etat membre souhaite modifier ou compléter la liste des mesures figurant en annexe I, conformément à des dispositions de son ordre juridique propre, il notifie à la Commission le projet de mesure envisagée.

3. La Commission est assistée par un comité composé des représentants des Etats membres et présidé par le représentant de la Commission.

Le représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause.

4. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 148 paragraphe 2 du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des Etats membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend pas part au vote.

5. La Commission arrête les mesures envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité.

6. Lorsque les mesures envisagées ne sont pas conformes à l'avis du comité, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Texte initial

Si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, la mesure proposée est arrêtée par la Commission.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque la mesure est susceptible d'affecter les droits des créanciers. Dans ce cas, la Commission soumet au Conseil une proposition de directive dans les conditions prévues à l'article 149 du Traité.

7. Les Etats membres peuvent, sans attendre les décisions du comité et du Conseil, adopter la mesure envisagée; toutefois, les décisions prises en application de cette mesure ne pourront bénéficier des dispositions de la présente directive et notamment à l'article 4 paragraphes 2 et 3.

Article 10

Chaque Etat membre veille à ce qu'aucun obstacle de nature juridique n'empêche de rendre applicables aux succursales des établissements de crédit ayant leur siège dans un autre Etat membre créées sur son territoire, les mesures d'assainissement susceptibles d'être décidées, conformément à l'article 4, par les autorités ou la juridiction compétentes du pays du siège; en conséquence, il adopte, dans le respect des principes généraux de sa législation respective, les actes législatifs, réglementaires et administratifs nécessaires à cet effet.

Texte modifié

Si, à l'expiration d'un délai qui sera fixé dans chaque acte à adopter par le Conseil en vertu du présent paragraphe, mais qui ne peut en aucun cas dépasser trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission.

Inchangé

Article 10

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

TITRE III

TITRE III

Liquidation

Liquidation

A. Etablissements de crédit ayant leur siège social à l'intérieur de la Communauté

A. Etablissements de crédit ayant leur siège social à l'intérieur de la Communauté

Article 11

Article 11

1. Les autorités compétentes du pays du siège sont consultées sur toute demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire émanant des créanciers, du débiteur ou du ministère public.

Inchangé

2. L'activité de l'établissement de crédit est liquidée conformément aux dispositions de la loi du pays du siège dans la mesure où la présente directive et la convention relative à la faillite, aux concordats et aux procédures analogues n'en disposent pas autrement.

2. L'activité de l'établissement de crédit est liquidée conformément aux dispositions de la loi du pays du siège dans la mesure où la présente directive n'en dispose pas autrement.
(référence à la Convention supprimée)

3. Les décisions relatives à la liquidation d'un établissement de crédit émanant des autorités administratives ou judiciaires, ou des organes de liquidation, produisent tous leurs effets également à l'égard des succursales de l'établissement de crédit situées dans d'autres Etats membres et font obstacle à la décision d'ouvrir à l'égard de celles-ci toute autre procédure de liquidation, sous réserve des dispositions de l'article 12 paragraphe 2.

3. Les décisions relatives à la liquidation d'un établissement de crédit émanant des autorités administratives ou judiciaires, ou des organes de liquidation du pays du siège produisent tous leurs effets également à l'égard des succursales de l'établissement de crédit situées dans d'autres Etats membres et font obstacle à la décision d'ouvrir à l'égard de celles-ci toute autre procédure de liquidation, sous réserve des dispositions de l'article 12 paragraphe 2.

Texte initial

Texte modifié

Article 12

Article 12

1. Les autorités compétentes du pays du siège sont consultées avant toute décision de liquidation volontaire émanant des organes statutaires d'un établissement de crédit.

Inchangé

2. La liquidation volontaire d'un établissement de crédit ne fait pas obstacle à l'ouverture, à la demande des autorités compétentes du pays du siège, d'une liquidation administrative ou judiciaire si les organes statutaires ne procèdent pas à cette liquidation d'une manière satisfaisante ou s'il existe une crainte fondée que l'établissement ne soit pas en mesure de remplir ses obligations vis-à-vis de ses créanciers.

Article 13

Article 13

1. Lorsqu'une procédure de liquidation est ouverte à l'encontre d'un établissement de crédit en l'absence ou après l'échec de mesures d'assainissement, les autorités compétentes du pays du siège retirent l'agrément à cet établissement en respectant la procédure prévue à l'article 8 de la directive 77/780/CEE.

Inchangé

2. Toutefois, à titre exceptionnel, le retrait de l'agrément n'empêche pas la ou les personnes chargées de la liquidation de poursuivre certaines activités de l'établissement de crédit avec l'accord et sous le

Texte initial

Texte modifié

contrôle des autorités compétentes du pays du siège, dans la mesure où cela est nécessaire pour les besoins de la liquidation.

Cette disposition n'est applicable dans le pays d'accueil que si la législation relative au retrait de l'agrément bancaire n'en dispose pas autrement.

3. En cas de liquidation volontaire, l'agrément, prévu à l'article 3 de la directive 77/780/CEE peut être maintenu jusqu'à la fin des opérations de liquidation, à condition que l'établissement continue à remplir les conditions auxquelles l'agrément est lié.

Article 14

Article 14

1. La liquidation est effectuée sous la surveillance des autorités compétentes du pays du siège en collaboration avec les autorités compétentes du pays d'accueil.

Inchangé

2. Les liquidateurs sont habilités à exercer sur le territoire de tous les Etats membres tous les pouvoirs qu'ils sont habilités à exercer sur le territoire d'ouverture de la liquidation. Toutefois, même si la législation de l'Etat d'ouverture de la liquidation ne prévoit pas la pluralité des liquidateurs, les autorités compétentes d'un pays d'accueil pourront, si elles l'estiment nécessaire, demander la nomination d'un liquidateur désigné parmi les personnes exerçant

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

les fonctions de liquidateur sur leur territoire; de même lorsque la législation de l'Etat d'ouverture de la liquidation permet la délégation de certains pouvoirs à d'autres personnes, celles-ci, à la demande des autorités compétentes du pays d'accueil, devront être choisies parmi les personnes pouvant exercer les fonctions de liquidateur dans ce pays.

3. La publicité de la liquidation est assurée à la diligence du ou des liquidateurs par insertion, au Journal Officiel des Communautés européennes et dans deux journaux à diffusion nationale de chaque pays d'accueil, d'un extrait de la décision la prononçant.

B. Etablissements de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté

B. Etablissement de crédit ayant leur siège social hors de la Communauté

Article 15

Article 15

1. Au cas où la législation du pays d'accueil prévoit la possibilité de liquider une succursale d'un établissement de crédit ayant son siège social hors de la Communauté, la liquidation est prononcée par les autorités ou juridiction compétentes de ce pays d'accueil.

Inchangé

2. Les autorités compétentes du pays d'accueil visé au paragraphe 1 retirent l'agrément de cette succursale si celle-ci fait l'objet d'un agrément séparé conformément à l'article 4 de la directive 77/780/CEE.

Texte initial

Texte modifié

3. Les autorités compétentes visées aux paragraphes 1 et 2 informent les autorités compétentes des autres pays d'accueil du retrait de l'agrément et de l'ouverture d'une procédure de liquidation.

4. Les autorités compétentes des pays d'accueil autres que celui visé aux paragraphes 1 et 2, peuvent décider de retirer l'agrément séparé éventuellement accordé à la succursale créée sur leur territoire.

5. A titre exceptionnel, le retrait de l'agrément n'empêche pas la ou les personnes chargées de la liquidation de poursuivre certaines activités de la succursale avec l'accord des autorités compétentes et/ou sous le contrôle de la juridiction compétente, dans la mesure où la législation du pays d'accueil le permet.

6. Le retrait de l'agrément ne met pas fin à la surveillance des activités d'une succursale par les autorités compétentes du pays d'accueil.

C. Adaptation du présent titre aux modifications des législations nationales

Article 16 (nouveau)

Toute modification de la liste des procédures nationales reprise en annexe II est notifiée à la Commission. Celle-ci

Texte initial

Texte modifié

veille aux mises à jour de l'annexe II
et à leur publication sans délai au
Journal Officiel des Communautés
européennes.

TITRE IV

TITRE IV

Garantie des dépôts

Garantie des dépôts

Article 16

Article 17

1. Les Etats membres veillent à ce que les systèmes de garantie des dépôts existant sur leur territoire couvrent les dépôts des succursales d'établissements ayant leur siège social dans un autre Etat membre.

Inchangé

2. A titre transitoire, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un système de garantie des dépôts dans tous les Etats membres, ces derniers veillent à ce que les systèmes de garantie des dépôts auxquels adhèrent les établissements qui ont leur siège social sur leur territoire permettent de couvrir les dépôts recueillis dans les succursales créées dans des pays d'accueil, à l'intérieur de la Communauté, dépourvus de tout système de garantie des dépôts, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour garantir les dépôts recueillis dans le pays du siège.

Texte initial

Texte modifié

TITRE V

TITRE V

Dispositions finales

Dispositions finales

Article 17

Article 18

1. Les Etats membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 1er janvier 1990. Ils en informent immédiatement la Commission.

Inchangé

Les Etats membres peuvent prévoir que lesdites dispositions ne s'appliquent que deux ans après cette date.

2. Les Etats membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 18

Article 19

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Inchangé

Texte initial

ANNEXE

Liste des mesures d'assainissement prévues à l'article 2 paragraphe 1 du projet de directive relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

BELGIQUE

Banques

- Enquêtes et expertises sur place

Art. 19, al. 3, 2° et al. 4 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (sanction pénale: art. 42, 9° du même arrêté).

Autorité compétente pour décider

l'enquête ou l'expertise: la commission bancaire

Autorités compétentes pour procéder à

l'enquête ou l'expertise: la commission bancaire et la Banque nationale de Belgique sur demande de la commission bancaire.

- Nomination d'un commissaire spécial

Art. 25, § 1, al. 1 et 2, 1° et § 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935

Texte modifié

ANNEXE I

Liste des mesures d'assainissement prévues à l'article 2 paragraphe 1 de la proposition de directive relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit et les systèmes de garantie des dépôts

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

(sanction pénale pour ceux qui accomplissent des actes sans l'autorisation du commissaire spécial: art. 42, 2° bis du même arrêté).

Autorité compétente pour désigner le commissaire spécial: la commission bancaire.

- Suspension de tout ou partie des activités
Art. 25, § 1, al. 1 et 2, 2° et § 3 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935
(sanction pénale pour ceux qui accomplissent des actes à l'encontre d'une décision de suspension: art. 42, 2° bis du même arrêté).

Autorité compétente pour suspendre:
la commission bancaire; un recours est ouvert auprès du ministre des finances qui confirme ou infirme.

Caisses d'épargne privées

Inchangé

- Enquêtes et expertises sur place
Art. 16, al. 4, 2° et al. 5, des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967
(sanction pénale: article 35 des mêmes dispositions coordonnées).

Autorité compétente pour décider l'enquête ou l'expertise: la commission bancaire.

Texte initial

Texte modifié

Autorités compétentes pour procéder à l'enquête ou l'expertise: la commission bancaire et la Banque nationale de Belgique sur demande de la commission bancaire.

- Nomination d'un commissaire spécial
Art. 17 bis, § 1, al. 1 et 2, 1° et § 2, des mêmes dispositions coordonnées (sanction pénale: article 21, 4° des mêmes dispositions coordonnées).

Autorité compétente: la commission bancaire

- Suspension de tout ou partie des activités

Art. 17 bis, § 1, al. 1 et 2, 2° et § 3 des mêmes dispositions coordonnées (sanction pénale: art. 32, 4° des mêmes dispositions coordonnées).

Autorité compétente et recours: la commission bancaire; un recours est ouvert auprès du ministre des finances qui confirme ou infirme.

- Pouvoir du Roi de prendre, dans l'arrêté de révocation de l'autorisation de fonctionner d'une caisse d'épargne privée, les mesures propres à sauvegarder les droits des déposants (spécialement le transfert des fonds d'épargne privilégiés et des actifs grevés).

Art. 23 des mêmes dispositions coordonnées.

Texte initial

Texte modifié

Entreprises régies par le chapitre Ier de
la loi du 10 juin 1964

Inchangé

- Enquêtes et expertises sur place
Art. 6, § 1, al. 3, 2° et al. 4 de la
loi du 10 juin 1964 sur les appels
publics à l'épargne (sanction pénale:
art. 13, 4° de ladite loi).

Autorité compétente pour décider
l'enquête ou l'expertise: la commission
bancaire.

Autorités compétentes pour procéder à
l'enquête ou l'expertise: la commission
bancaire et la Banque nationale de
Belgique sur demande de la commission
bancaire.

- Nomination d'un commissaire spécial
Art. 9 bis, § 1, al. 1 et 2, 1° et § 2
de ladite loi (sanction pénale: art. 13,
5° de ladite loi).

Autorité compétente: la commission bancaire

- Suspension de tout ou partie des activités
Art. 9 bis, § 1, al. 1 et 2, 2° et § 3
de ladite loi (sanction pénale: art. 13,
5° de ladite loi).

Autorité compétente et recours: la
commission bancaire; un recours est
ouvert auprès du ministre des finances
qui confirme ou infirme.

Texte initial

Texte modifié

Etablissements publics de crédit
Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite

Etablissements publics de crédit,
Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite

- Enquêtes et expertises sur place
Art. 1, al. 2 de l'arrêté royal n° 2
relatif à la surveillance de la Caisse
d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite.

- Enquêtes et expertises sur place
Art. 1, al. 2 de l'arrêté royal n° 2
du 24.12.1980 relatif à la surveillance
de la Caisse d'épargne de la Caisse
générale d'épargne et de retraite qui
rend applicable à celle-ci l'article
19, al. 2 à 5 de l'arrêté royal n° 135
du 9 juillet 1935 (précité).

Autorité compétente pour décider l'en-
quête ou l'expertise: la commission
bancaire

Inchangé

Autorités compétentes pour procéder à
l'enquête ou l'expertise: la commission
bancaire et la Banque nationale de
Belgique sur demande de la commission
bancaire.

Inchangé

- Autres mesures
Pas de mesures spéciales; responsa-
bilité du Parlement et du gouvernement.

- Avis aux organes de gestion de la
Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite en application
de l'article 3 de l'arrêté royal n° 2
du 24.12.1980.

Autorité compétente: la commission
bancaire.

Texte initial

Texte modifié

DANEMARK

DANEMARK

Article 46 de la loi n° 35 du
30 janvier 1981.

Inchangé

Les autorités de contrôle des banques
et des caisses d'épargne peuvent déclarer
l'état de cessation des paiements pour
des banques ou des caisses d'épargne, si
c'est nécessaire dans l'intérêt des
déposants. La déclaration ne peut pas
être révoquée par la banque ou la caisse
d'épargne sans l'agrément des autorités
de contrôle.

La déclaration sera faite au tribunal
"Skifteretten" qui fait partie du
système judiciaire.

ALLEMAGNE

ALLEMAGNE

Mesures prises en application de
l'article 46 de la loi relative à l'orga-
nisation de la profession bancaire:

Inchangé

- instructions données aux dirigeants;
- interdiction ou limitation du droit
d'effectuer des opérations de
paiement,
- interdiction ou limitation de
l'exercice des activités de dirigeant
ou de propriétaire,
- désignation de personnes chargées
de la surveillance de l'établissement.

Texte initial

Texte modifié

Mesures prises en application de
l'article 46 bis de la loi relative à
l'organisation de la profession
bancaire (1):

- interdiction d'effectuer des opérations
de paiement ou d'aliénation,
- fermeture des guichets de l'établis-
sement de crédit pour les opérations
avec la clientèle,
- interdiction d'encaisser des paiements
qui ne sont pas destinés au rembourse-
ment des dettes vis-à-vis de l'établis-
sement de crédit.

Autorité compétente: l'office fédéral de
contrôle bancaire (Bundesaufsichtsamt
für das Kreditwesen).

ESPAGNE (nouveau)

- suspension temporaire des administra-
teurs
Décret-loi royal 5/1978 du 6 mars 1978
Décret-loi royal 18/1982 du 24
septembre 1982
Décrets royaux 2575 et 2576/1982 du
1er octobre 1982 (extension des dispo-
sitions précédentes aux Caisses
d'épargne et coopératives)

Autorité compétente: la Banque d'Espagne

(1) Ces mesures figurent également dans
le protocole 1b) du projet de convention
relative à la faillite, au concordat et
autres procédures analogues.

Texte initial

Texte modifié

FRANCE

FRANCE

Mesures prévues par la loi n° 84/46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

Inchangé

Mesures à prendre par la commission bancaire:

- injonction (article 43),
- désignation d'un administrateur provisoire (article 44),
- interdiction de certaines opérations et autres limitations dans l'exercice de l'activité (art. 45, § 3),
- suspension temporaire ou démission d'office de l'une ou plusieurs des personnes chargées de la détermination effective de l'orientation de l'activité des établissements de crédit (art. 45, § 4 et 5).

Mesures à prendre par le gouverneur de la Banque de France:

- organiser le concours de l'ensemble des établissements de crédit en vue de prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des déposants et des tiers, au fonctionnement du système bancaire ainsi qu'à la préservation du renom de la place (article 52).

Texte initial

Texte modifié

GRECE

GRECE

Mesures prévues par:

Inchangé

- a) la loi 1665/1951 organisant le contrôle et la faillite administrative des banques, la nomination d'un commissaire, la liquidation et le retrait de l'agrément;
- b) la loi 236/75 organisant la nomination d'un commissaire temporaire dans les cas d'une urgence et d'une importance particulières;
- c) la loi 431/76 prévoyant l'obligation de doubler le capital des banques dans certaines conditions considérées comme constitutives d'un état d'insolvabilité;
- d) la loi 2292/1953 (notamment art. 10 à 12) relative à la fusion obligatoire des sociétés bancaires.

A. Mesures à prendre par la Banque de Grèce habilitée par la loi générale 1266/1982

- i) augmentation obligatoire du capital (loi 1665/1951, art. 6);
- ii) nomination d'un commissaire (loi 1665/1951, art. 8);
- iii) nomination d'un commissaire temporaire dans les cas d'une urgence et d'une importance particulières (loi 236/75);
- iv) doublement obligatoire du capital par les banques qui ont été placées plusieurs fois sous un commissaire ou un commissaire temporaire et dont le

Texte initial

Texte modifié

capital et les réserves représentent moins de 1/70e du total de leurs dépôts (loi 431/76).

B. Mesures à prendre par le gouvernement
(Conseil des ministres et ministre du commerce)

Fusion obligatoire des banques et augmentation du capital initial de plus d'un tiers (loi 2292/1953, article 10-12).

IRLANDE

IRLANDE

Mesures relatives aux banques agréées, dont la référence législative est le Central Bank Act de 1971 et dont l'autorité compétente est la Banque centrale d'Irlande):

Inchangé

- suspension du droit de recevoir des dépôts et d'effectuer des paiements (section 21),
- restriction de la portée de l'autorisation (section 10),
- interdiction ou restriction de la publicité pour les dépôts (section 22).

Mesures relatives aux caisses de crédit à la construction dont la référence législative est le Building Societies Act de 1976 et dont l'autorité compétente est le Registrar of Friendly Societies:

- restriction d'autorisation (section 11),
- prêt d'une société à une autre (section 24),

Texte initial

Texte modifié

- union de sociétés (section 25),
- transfert et garantie d'exécution des engagements (section 26),
- confirmation et enregistrement des unions prévues à la section 25 ou des transferts de garantie prévue à la section 26 (section 27),
- compétence de l'autorité de contrôle (registrar) pour désigner un inspecteur ou convoquer une assemblée spéciale (section 29)
- compétence de l'autorité de contrôle (registrar) pour suspendre la collecte de fonds et les paiements (section 31),
- compétence de l'autorité de contrôle (registrar) pour suspendre et contrôler la publicité (section 32).

ITALIE

- a) Demande d'informations sur la situation économique de l'établissement de crédit ou de ses succursales (article 31 de la loi bancaire).
Autorité compétente: Banca d'Italia.
- b) Inspections auprès de l'établissement de crédit et de ses succursales (article 31 de la loi bancaire)
Autorité compétente: Banca d'Italia.
- c) Convocation des assemblées générales ainsi que des organes de gestion de l'établissement de crédit en vue de l'adoption de mesures extraordinaires (article 35 de la loi bancaire).
Autorité compétente: Banca d'Italia.

ITALIE

Inchangé

Texte initial

Texte modifié

- d) Révocation des organes de gestion et de contrôle et leur remplacement par des organes extraordinaires en vue de l'assainissement de l'établissement de crédit (article 57 de la loi bancaire).

Instance compétente: ministre du Trésor sur proposition de la Banca d'Italia (la Banca d'Italia est seule compétente pour la désignation des organes d'exception).

- e) Suspension temporaire des paiements et de toute autre procédure exécutoire concernant l'établissement de crédit sous le régime de gestion extraordinaire visée au point d) (article 63 de la loi bancaire).

Autorité compétente: Banca d'Italia.

- f) Suspension temporaire des fonctions des organes de gestion et de contrôle de l'établissement de crédit et désignation d'un fonctionnaire de l'autorité de surveillance bancaire pour exercer lesdites fonctions (article 66 de la loi bancaire).

Autorité compétente: Banca d'Italia.

- g) Révocation de l'autorisation d'exercer l'activité de certaines succursales de l'établissement de crédit en raison de carences de gestion (article 34 de la loi bancaire).

Autorité compétente: Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio (CICR).

Texte initial

Texte modifié

LUXEMBOURG

LUXEMBOURG

Mesures prévues par la loi du 10 août 1982
portant organisation:

Inchangé

- 1) du droit de suspension de l'Institut
monétaire luxembourgeois à l'égard
des établissements de crédit;
- 2) du sursis de paiement, de la gestion
contrôlée et de la liquidation des
établissements de crédit.

Mesures à prendre par l'Institut
monétaire luxembourgeois:

- injonction (en cas de crise) (article 2),
- suspension des dirigeants (article 3)
(non applicable aux établissements de
droit public luxembourgeois),
- suspension totale ou partielle des
activités (article 3).

Mesures à prendre par le tribunal
d'arrondissement, siégeant en matière
commerciale (le cas échéant sur requête
de l'Institut monétaire):
sursis de paiement et gestion contrôlée
(articles 7 à 10) (non applicable aux
établissements de droit public
luxembourgeois).

PAYS-BAS

PAYS-BAS

Mesures prévues par la loi du 13 avril 1973
relative au contrôle des institutions de
crédit:

Inchangé

Texte initial

- injonctions,
- curatelle occulte (IIIe partie, section 24),
- règlement d'urgence (Ve partie, section 31).

Autorité compétente: la Banque centrale
(De Nederlandsche Bank).

Texte modifié

PORTUGAL (nouveau)

Mesures susceptibles d'être prises par
le Ministre des finances après avis de
la Banque du Portugal:

- exemption temporaire des établissements
en crise de certaines obligations
légales et octroi d'une aide monétaire
ou financière.

Décret loi 51/84 du 11 février 1984
article 34

- délai de 90 jours pour l'assainissement
financier d'établissements de crédit
ayant suspendu leurs paiements et
nomination d'un commissaire du gouver-
nement.

Décret loi n° 30689 du 27 août 1940
article 1

- nomination d'un administrateur chargé
d'assurer le fonctionnement normal
d'une "Caixa economica"

Décret loi n° 136/79 du 18 mai 1979
relatif aux "Caixas Economicas"
article 23

Mesures susceptibles d'être prises par
le Conseil des Ministres sur proposition

Texte initial

Texte modifié

du Ministre des finances en cas d'appli-
cation des mesures prévues à l'article
34 du décret loi du 11 février 1984
(précité)

- nomination de délégués, administrateurs
ou d'une commission administrative
chargés d'intervenir dans la gestion
de l'établissement
- suspension de leurs fonctions d'un
ou plusieurs administrateurs en
exercice.

ROYAUME-UNI

ROYAUME-UNI

Mesures susceptibles d'être prises par
la Banque centrale (Bank of England):

- pouvoir de nomination d'un ou plusieurs
experts chargés d'enquêter et de faire
rapport sur l'état et la gestion d'une
institution agréée (Banking Act 1979,
section 17),
- pouvoir de révoquer l'agrément d'une
institution (Banking Act 1979,
section 71a),
- pouvoir de révoquer l'agrément d'une
institution et de le remplacer par un
agrément conditionnel (Banking Act 1979,
sections 71b et 10),
- pouvoir, en cas de révocation pure et
simple de l'agrément d'une institution,
de donner des directives pour la gestion
des affaires (Banking Act 1979,
sections 8 et 9).

Inchangé

ANNEXE II (nouvelle)

Liste des procédures de liquidation prévue
à l'article 2.3 de la proposition de direc-
tive relative à la coordination des disposi-
tions législatives, réglementaires et admi-
nistratives concernant l'assainissement et
la liquidation des établissements de crédit
et les systèmes de garantie des dépôts

BELGIQUE

- la faillite - het faillissement
Code de Commerce, livre III, article 437
et suivants
- autorité compétente: tribunal de commerce

DANEMARK

- Konkurs
loi n° 444 du 28 août 1984
loi n° 374 du 15 août 1985 qui rend appli-
cable aux banques, caisses d'épargne et
coopératives la loi précédente
- Autorité compétente: Skifteretten

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

- Konkurs
Article 46bis de la loi relative à l'orga-
nisation de la profession bancaire version
révisée du 20 décembre 1984.
- Autorité compétente: office fédéral de
contrôle bancaire (Bundesaufsichtsamt für
das Kreditwesen)

- freiwilligen liquidation

Article 38 paragraphe 2 de la loi relative
à l'organisation de la profession bancaire
article 131 et suiv., 145 et suiv., für
die offene Handelsgesellschaft
article 262 et suiv. für die Aktien-
gesellschaft
article 60 et art. 78 et suiv. für die
Genossenschaft

ESPAGNE

1. Quiebra

Code de commerce articles 870 à 941

2. Suspension di pagos

loi du 26/7/1922

Autorités compétentes: autorités judiciaires

3. Liquidacion administrativa

(à la suite d'un retrait d'agrément)

loi bancaire du 31.12.1946 art. 57 bis

(complétée par le décret-loi royal 1298/1986

du 28 juin art. 4-3)

Autorités compétentes: direction générale

du trésor et de la politique financière

du Ministère de l'Economie et des entre-

prises - Banque d'Espagne

4. Liquidacion

Caisses d'épargne: décret loi royal

2532/1929 du 21 novembre 1929 art. 140 à 146

Coopératives de crédit: loi 3/1987 du 2

avril 1987 art. 103 à 115

Autres établissements de crédit: loi sur

les sociétés anonymes du 17.7.81 art. 150

à 171

FRANCE

- redressement et liquidation judiciaires
loi n° 85/98 du 25 janvier 1985 (Titre III)
décret n° 85/1388 du 27 décembre 1985,
art. 119 et suivant
- Autorités compétentes: tribunal de
commerce

GRECE

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και
ελέγχου Τραπεζών". Άρθρο 9 (εκκαθάριση.

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Loi 1665/1951 du 27 janvier 1951 sur le
fonctionnement et le contrôle des banques
article 9 (liquidation)

Autorité compténte: la Commission monétaire

IRLANDE

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963 Vie partie)
- liquidation of banks
(Central Bank Act 1971 sections 28 to 31)

For Building Societies

- compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976 section 95)
- Housing (Miscellaneous Provisions) Act 1979
section 20
- Land Act 1984 (section 4(2))
- Age of Majority Act 1985

Autorité compétente:

- autorité compétente pour délivrer ou retirer
l'agrément et surveiller l'activité des
établissements de crédit
- The High Court en cas de faillite

For Building Societies: Registrar of Friendly
Societies qui est aussi Registrar of Building
Societies (Building Societies Act 1986,
section 85)

ITALIE

- il concordato preventivo
Décret du 16 mars 1942 art. 160 à 186
Décret loi du 12 mars 1936 modifié
art. 35, al. 2 d)
Autorité compétente: autorité judiciaire
- la liquidazione coatta amministrativa
Décret loi du 12 mars 1936 art. 67 à 86
Décret du 16 mars 1942 modifié art. 194
à 215
- Autorités compétentes: Banque d'Italie,
Ministre du Trésor et Comité interminis-
tériel pour le crédit et l'épargne
- la liquidazione volontaria
Décret du 12 mars 1936 modifié, art. 86 bis

LUXEMBOURG

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit
Loi du 10 août 1982 section 2
Autorités compétentes: le Tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale sur requête du Procureur d'Etat ou du commissaire au contrôle des banques
- Liquidation volontaire
Loi du 10 août 1982 article 12

PAYS-BAS

- vrijwillige solvende liquidatie ingevolge statutaire ontbinding
en
- gedwongen solvende liquidatie na intrekking van de vergunning
Code civil, Volume II, titre I, art. 22 et 23, titre 3, art. 166 à 173 relatifs à la liquidation des personnes solvables
Autorité compétente: l'établissement de crédit lui-même
- solvende liquidatie tijdens de noodregeling
Art. 36 paragraphe 1 et 6 de la loi concernant la surveillance des établissements de crédit qui rend applicable à ceux-ci les dispositions précitées du Code civil
Autorité compétente: de bewindvoerders
- insolvente liquidatie na faillietverklaring van de kredietinstelling
Loi sur la faillite du 30 septembre 1893 et amendement S140, Titre I, articles 1 à 212
Autorité compétente: autorité judiciaire (de rechtbank)

PORTUGAL

- Normas para a liquidação de estabelecimentos bancarios
décret-loi n° 30-689 du 27 Août 1940
art. 11 et suivant
autorité compétente: Ministre des Finances
- liquidação na sequência de revogação de autorização
Autorité compétente: Ministre des Finances
- Caixas cooperativas
décret-loi n° 454/80 du 9 Octobre 1980
art. 75 e 77 qui leur rend applicable les
règles générales en matière de procédure de
faillite du décret-loi n° 44/129 du 28
Décembre 1961 chap. XV art. 1245 et suivant,
vente des biens: art. 882 et suivant

ROYAUME-UNI

- Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986
4ème partie)
- Creditors voluntary winding-up
- Corporate voluntary arrangements (insolvency
Act 1986, Ière partie)
- Corporate arrangements and reconstructions
(Companies Act 1985, XIIIe partie)
- For Building Societies (Building Societies
Act 1986, Xe partie)
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
- Dissolution by consent of an appropriate
majority of the society's members
- Autorité compétente: autorité judiciaire
- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986
4ème partie)

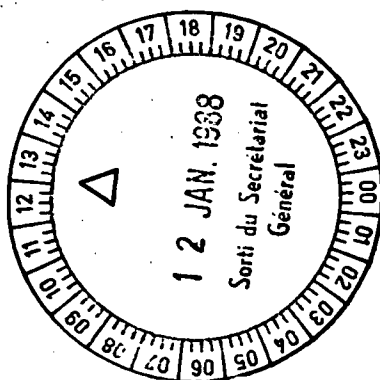
KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KUM(88) 4 endg.

Brüssel, den 4 Januar 1988

GEÄNDERTER VORSCHLAG FÜR EINE RICHTLINIE DES RATES über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute und die Einlagensicherungssysteme

Vorlage der Kommission an den Rat
gemäß Artikel 149 Absatz 3 des Vertrags



Geänderter Vorschlag für eine Richtlinie des Rates über die
Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute und die
Einlagensicherungssysteme

BEGRÜNDUNG

I. VERFAHREN

1. Am 19. Dezember 1985 hat die Kommission einen Vorschlag für eine Richtlinie über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute ¹⁾ angenommen, der einen Titel IV über die Einlagensicherung enthielt. Diese Bestimmung wurde am 22. Dezember 1987 durch eine Empfehlung der Kommission zur Einführung von Einlagensicherungssystemen in der Gemeinschaft ²⁾ ergänzt. Der Richtlinienvorschlag wurde dem Rat am 9. Januar 1986 übermittelt, der am 24. Januar 1986 beschlossen hat, das Europäische Parlament und den Wirtschafts- und Sozialausschuß anzuhören.

2. Der Wirtschafts- und Sozialausschuß hat am 2. Juli 1986 auf seiner 238. Plenartagung in Brüssel einstimmig eine Stellungnahme ³⁾ zu dem Vorschlag der Kommission verabschiedet.

Das Europäische Parlament hat die EntschlieÙung zum Abschluß des Konsultationsverfahrens bei der Abstimmung in der Vollsitzung am Freitag, den 13. März 1987, ⁴⁾ angenommen.

3. Dieser geänderte Vorschlag wurde ausgearbeitet, um den Ergebnissen der Anhörung dieser beiden Organe sowie dem Beitritt zweier neuer Mitgliedstaaten Rechnung zu tragen.

1) ABL. Nr. C 356 vom 31. Dezember 1985, S. 55

2) ABL. Nr. L 33 vom 4. Februar 1987, S. 16

3) ABL. Nr. C vom

4) ABL. Nr. C vom

Das Europäische Parlament hat in seiner EntschlieÙung anerkannt, daÙ eine solche Richtlinie "einen unbestreitbaren, wenn auch bescheidenen Fortschritt bei der Entwicklung des gemeinsamen Kreditmarktes darstellen würde, innerhalb dessen der Schutz der Sparer und ihr Vertrauen in das Bankwesen besser gewährleistet sein werden".

Der Wirtschafts- und SozialausschuÙ, dessen Stellungnahme vor der Annahme der Empfehlung der Kommission zur Einführung von Einlagensicherungssystemen in der Gemeinschaft vorlag, hat hauptsächlich den Artikel der Richtlinie kritisiert, der sich mit dieser Frage befaÙt, und hat die Streichung eines Absatzes (Artikel 16 Absatz 2) verlangt. Was das Parlament betrifft, so hat es betont, "daÙ eine solche Richtlinie nur durchführbar ist, wenn die Mitgliedstaaten bis spätestens 1. Januar 1990 der Empfehlung der Kommission nachkommen".

Um die Bedeutung dieser Frage zu unterstreichen, wird eine Ergänzung des Titels der Richtlinie dahingehend vorgeschlagen, daÙ die Einlagensicherungssysteme im Titel des Richtlinienvorschlags genannt werden.

Die Kommission, die sich des Zusammenhangs zwischen dem Sanierungs- oder Liquidationsverfahren und den Einlegerschutzsystemen durchaus bewußt ist, legt daher ihren neuen Vorschlag mit einem vollständigeren Titel entsprechend der EntschlieÙung des Europäischen Parlaments vor.

II. KOMMENTAR ZU DEN ÄNDERUNGEN

Das Europäische Parlament hat angeregt, zwei Erwägungen anzufügen, von denen die erste auf das Übereinkommen über Konkurs, Vergleich und ähnliche Verfahren und die zweite auf die Empfehlung der Kommission vom 22. Dezember 1986 Bezug nimmt. Diese beiden Änderungsanträge des Europäischen Parlaments wurden vollständig in den geänderten Vorschlag übernommen (zehnte und achtzehnte Erwägung).

TITEL 1 - Artikel 1

Die vom Europäischen Parlament vorgeschlagene Änderung bringt klar zum Ausdruck, daß die Vorschriften dieser Richtlinie auf Zweigstellen Anwendung finden, die in anderen Mitgliedstaaten als dem Sitzland des Kreditinstituts errichtet worden sind. Dies ergab sich aus dem Inhalt der Richtlinie, war jedoch in der vorherigen Fassung nicht ausdrücklich erwähnt.

Artikel 2

Eine erste Änderung des Parlaments zu diesem Artikel greift eine Bemerkung der Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses auf, wonach im ersten Absatz auf die in der Richtlinie definierten "zuständigen Behörden", die die im Anhang aufgeführten Maßnahmen treffen, Bezug zu nehmen ist. Dieser Zusatz wurde in der vom Wirtschafts- und Sozialausschuß vorgeschlagenen Form übernommen.

Zusätzlich zu dieser formellen Änderung hat das Europäische Parlament drei Änderungen des Artikels 2 vorgeschlagen, die vollständig in den geänderten Vorschlag übernommen wurden:

- Die erste Änderung betrifft die Streichung der positiven Kriterien, die die Kommission zur Kennzeichnung der Sanierungsmaßnahmen glaubte anführen zu müssen.

Das Europäische Parlament ist der Ansicht, daß diese Kriterien nur eine unnütze Wiederholung der negativen Kriterien in den Punkten a) und b) des Absatzes 2 darstellen und daher überflüssig sind.

Die Art der im Anhang aufgeführten Maßnahmen, bei denen es sich meistens nicht um spezifische Maßnahmen für Sanierungsfälle handelt, verlangte, daß zumindest die Fälle präzisiert werden, in denen diese Maßnahmen nicht als Sanierungsmaßnahmen angesehen werden können (was nicht geändert wurde); die Klarstellungen in Absatz 1 waren nützlich, aber nicht unerlässlich; sie können daher ohne Nachteile für die geänderte Fassung gestrichen werden.

- Die zweite Änderung, die mit den für die Artikel 3, 11 und 14 vorgeschlagenen Änderungen zu vergleichen ist, zielt darauf ab, in diese Richtlinie bestimmte, normalerweise in den Bereich des Konkursübereinkommens fallende Liquidationsbestimmungen zu übernehmen und dementsprechend einen Anhang II nach dem Modell des diesem Abkommen beigefügten Protokolls mit dem Verzeichnis der auf die Kreditinstitute anwendbaren Liquidationsverfahren anzufügen.

Diese neue Bestimmung ist daher durch die Aufnahme von Anhang II in den geänderten Vorschlag gerechtfertigt.

- Die dritte Änderung betrifft die Begriffsbestimmung eines Einlagensicherungssystems gemäß der Richtlinie.

In Anlehnung an die in der Empfehlung der Kommission enthaltene Begriffsbestimmung hat das Parlament eine weite Begriffsbestimmung vorgeschlagen, mit der bestimmte Systeme, die auf einem anderen Prinzip als dem der Entschädigung aufbauen, als Einlagensicherungssysteme angesehen werden können.

Artikel 3

Wie bereits oben erwähnt, beruht dieser Zusatz auf den in dieser Richtlinie nunmehr aufgeführten Liquidationsverfahren.

TITEL II

Die Artikel 4, 5, 6 und 7, die die wesentlichen Regeln für die gegenseitige Anerkennung der Sanierungsentscheidungen und für die Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Behörden festlegen, waren Gegenstand von Änderungsanträgen seitens des Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 4) und des Parlaments (Artikel 5, 6 und 7), die nicht ohne eine völlige Umgestaltung des Konzepts des gewählten Systems in den geänderten Vorschlag eingefügt werden können.

An Artikel 7 wurde jedoch eine redaktionelle Änderung vorgenommen, die die Rechte der Aktionäre erwähnt, wobei die Frage, ob sie "Gläubiger" sind, zu Meinungsverschiedenheiten führen kann.

Artikel 9

Das Parlament und der Wirtschafts- und Sozialausschuß hielten es für nötig, in Absatz 2 dieses Artikels ausdrücklich darauf hinzuweisen, daß ein Mitgliedstaat eine Änderung oder eine Ergänzung des Anhangs nur für die in diesem Staat erlassenen Maßnahmen beantragen kann. Diese Änderung ist nach Ansicht der Kommission rein formell, da es wenig wahrscheinlich ist, daß ein Mitgliedstaat eine Maßnahme mitteilt, die nicht seiner eigenen Rechtsordnung angehört. Außerdem hat die Ratsentscheidung vom 13. Juli 1987 (d.h. nach der Stellungnahme des Parlamentes) die Modalitäten für die Ausübung der der Kommission übertragenen Durchführungsbefugnisse festgelegt ⁵⁾. Der Richtlinienvorschlag der Kommission wurde dementsprechend umgeändert.

Artikel 11

Die ursprünglich in Absatz 2 vorgesehene Bezugnahme auf das Übereinkommen steht jetzt in einer neuen "Erwägung" (zehnte geänderte Erwägung).

Das Parlament und der Wirtschafts- und Sozialausschuß haben es zu Recht für zweckmäßig gehalten, die ausschließliche Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden oder der Liquidationsorgane des Sitzlandes zu bekräftigen, weil bestimmte Mitgliedstaaten den Grundsatz der Einheit der Liquidation in Abrede stellen könnten, wenn dies nicht in diesem Artikel klargestellt wird.

Artikel 14

Gemäß der vom Parlament vorgeschlagenen Änderung wurde eine Bestimmung über die Bekanntmachung der Liquidation in einen neuen Absatz 3 des Artikels 14 eingefügt, der bereits materiellrechtliche, speziell für die Kreditinstitute geltende Vorschriften enthält.

III. ANPASSUNG DIESES TITELS AN DIE ÄNDERUNGEN DER INNERSTAATLICHEN RECHTSVORSCHRIFTEN

Artikel 16

Wie der neue Punkt C unter Titel III erkennen läßt, wurde am Ende dieses Titels ein neuer Artikel über die Liquidation hinzugefügt, um der Einfügung eines Anhangs II Rechnung zu tragen, der die innerstaatlichen Liquidationsverfahren aufführt.

5) Ratsentscheidung 87/373 EWG - ABL. Nr. L 197 vom 18.7.1987, S. 33

Es war tatsächlich ratsam, eine rasche Änderung des Verzeichnisses dieser Verfahren vorzusehen, um mit der Entwicklung der innerstaatlichen Rechtsvorschriften Schritt zu halten. Diese Aufgabe der Aktualisierung wird der Kommission übertragen, die die entsprechende Veröffentlichung im Amtsblatt der EG vornehmen muß.

Anhang I

Der Titel dieses Anhangs wurde geändert, um ihn mit dem des geänderten Richtlinienenvorschlags zu vereinheitlichen.

Die Maßnahmen Belgiens hinsichtlich der Sparkassen (Caisses d'épargne) der Caisse générale d'épargne et de retraite wurden auf den neuesten Stand gebracht.

Die in Spanien und Portugal bestehenden Sanierungsmaßnahmen wurden eingefügt.

Anhang II

Verzeichnis der Liquidationsverfahren, das in Artikel 2 Abs. 3 des Vorschlags für eine Richtlinie zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute und die Einlagensicherungssysteme vorgesehen ist.

Dieser Anhang ist vollständiger und detaillierter als der vom Europäischen Parlament als Grundlage vorgeschlagene Anhang im Protokoll des Entwurfs des Übereinkommens über Konkurs, Vergleich und ähnliche Verfahren; er ist mit Hilfe der Mitgliedstaaten erstellt worden, die um die Beantwortung eines von der Kommission verbreiteten Fragebogens ersucht worden sind.

Geänderter Vorschlag für eine Richtlinie des Rates über die
Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute sowie die Ein-
lagensicherungssysteme

Ursprünglicher Vorschlag

Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute

Geänderter Vorschlag

Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute sowie die Einlagensicherungssysteme

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 57 Absatz 2, Satz 3
auf Vorschlag der Kommission,

in Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament,

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach den Zielen des Vertrages ist eine harmonische Entwicklung des Wirtschaftslebens innerhalb der Gemeinschaft durch Beseitigung aller Beschränkungen der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs in der Gemeinschaft zu fördern.

Parallel zur Beseitigung dieser Beschränkungen ist es angebracht, sich mit der Lage zu befassen, die sich im Fall von Schwierigkeiten in einem Kreditinstitut ergeben kann, insbesondere falls dieses Kreditinstitut Zweigstellen in anderen Mitgliedstaaten hat.

Die derzeitige Struktur des Bereichs der Kreditinstitute, deren Tätigkeitsaufnahme und -ausübung einer Aufsicht der Behörden in allen Staaten der Gemeinschaft unterliegt, rechtfertigt es, spezifische Sanierungs- und Liquidationsmaßnahmen für diese Institute vorzusehen.

Präambel unverändert

Erwägungen 1 bis 9 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Die in den Mitgliedstaaten bestehenden Rechtsvorschriften und Gepflogenheiten zielen auf die Einführung von Sanierungsverfahren ab, mit denen die Zahlungsfähigkeit der Kreditinstitute bei Auftreten einer schwierigen finanziellen Lage verhindert werden soll, um insbesondere das Vertrauen der Sparer in das Bankensystem zu wahren.

Es dürfte sehr schwierig sein, eine Vereinheitlichung dieser Rechtsvorschriften und Gepflogenheiten zu versuchen, bevor nicht die Mitgliedstaaten zunächst die von jedem einzelnen von ihnen durchgeführten Maßnahmen zur Lösung der finanziellen Probleme der eigenen Kreditinstitute gegenseitig anerkannt haben.

Die Durchführung der Maßnahmen zur Sanierung eines Kreditinstituts, das in mehreren Mitgliedstaaten tätig ist, ist den zuständigen Behörden eines einzigen Mitgliedstaats zu übertragen, und zwar des Mitgliedstaats, in dem das Kreditinstitut seinen satzungsmäßigen Sitz hat; die Behörden müssen befugt sein, ihre Rechtsvorschriften in geeigneter Konsultation mit den zuständigen Behörden der anderen betreffenden Mitgliedstaaten außerhalb des nationalen Hoheitsgebiets anzuwenden.

Das Ziel der Sanierung kann nur erreicht werden, wenn alle rechtlichen Hindernisse, die einer Anwendung der von den Behörden des Sitzlandes getroffenen Sanierungsmaßnahmen in den Zweigstellen entgegenstehen, beseitigt sind.

Eine Publizität zur Unterrichtung der Gläubiger und Aktionäre über die Durchführung bestimmter Sanierungsmaßnahmen ist wünschenswert und zuweilen in den Ländern, in denen Zweigstellen niedergelassen sind, notwendig, insbesondere wenn diese Maßnahmen die Ausübung einiger ihrer Rechte beeinträchtigen können.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Es ist unerlässlich, ein Verfahren für die rasche Anpassung der Richtlinie an die Entwicklung der einzelstaatlichen Rechtsvorschriften über die Sanierungsmaßnahmen vorzusehen, deren Entwicklung auf einzelstaatlicher Ebene entsprechend den gesammelten Erfahrungen gewährleistet sein muß. Zu diesem Zweck ist es wünschenswert, die Zuständigkeiten des in Anwendung der Richtlinie 77/780/EWG des Rates (1) eingesetzten Beratenden Ausschusses zu erweitern und ihm die Befugnis zu übertragen, zur Genehmigung oder Ablehnung dieser Änderungen auf Gemeinschaftsebene eine Stellungnahme abzugeben.

Falls keine Sanierungsmaßnahmen getroffen werden oder diese gescheitert sind, müssen die in einer Krise befindlichen Kreditinstitute liquidiert werden. In diesem Fall sind einige Bestimmungen zur Koordinierung der Rolle der Bankaufsichtsbehörden bei der Anwendung der Liquidationsmaßnahmen vorzusehen.

Die wichtige Aufgabe, die die zuständigen Behörden bei der Durchführung der Sanierungsmaßnahmen vor Eröffnung der Liquidation wahrnehmen, ist nach Eröffnung der Liquidation zwecks ordnungsgemäßer Abwicklung der Liquidationsgeschäfte fortzuführen.

Der Entzug der Bankzulassung muß eine der notwendigen Folgen der Liquidation der Kreditinstitute sein. In einigen Sonderfällen können allerdings die zuständigen Behörden vom Entzug absehen, um die Liquidationsgeschäfte zu erleichtern.

(1) ABL. Nr. L 322 vom 17.12.1977, S. 30

Falls keine Sanierungsmaßnahmen getroffen werden oder diese gescheitert sind, müssen die in einer Krise befindlichen Kreditinstitute liquidiert werden. Bis auf der Grundlage von Artikel 220 des EWG-Vertrags ein Übereinkommen über Konkurs, Vergleich und ähnliche Verfahren geschlossen ist, müssen die bei der Liquidation eines Kreditinstituts anwendbaren wesentlichen Bestimmungen koordiniert werden und einige Bestimmungen zur Koordinierung der Rolle der Bankaufsichtsbehörden bei der Anwendung der Liquidationsmaßnahmen vorgesehen werden.

Erwägungen 11 bis 17 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Im Bereich der Kreditinstitute wird davon ausgegangen, daß das Kreditinstitut und seine Zweigstellen während der Dauer ihrer Tätigkeit eine Einheit bilden, die bezüglich der Überwachung der Liquidität und der Zahlungsfähigkeit der Aufsicht der zuständigen Behörden des satzungsmäßigen Sitzes unterliegt. Es wäre unangebracht, bei der Liquidation eines Kreditinstituts auf diese Regel zu verzichten.

Die Gleichheit der Gläubiger wird nur gewährleistet, soweit das Kreditinstitut nach den Grundsätzen der Einheit und Universalität liquidiert wird, was die Zuständigkeit der Verwaltungs- und Justizbehörden eines einzigen Staates, die Anwendung des Liquidationsrechts des Sitzlandes und den nicht gebietsgebundenen Charakter seiner Wirkungen voraussetzt.

Allerdings ist die Liquidation besonderen Vorschriften zu unterwerfen, wenn das Kreditinstitut zahlungsfähig ist. Die freiwillige Liquidation nach den satzungsgemäßen Vorschriften setzt diese Zahlungsfähigkeit voraus. Es ist vorzusehen, daß die zuständigen Behörden befugt sind, sich während der gesamten Dauer der Liquidationsgeschäfte dieser Zahlungsfähigkeit zu versichern.

Die Koordinierung der Aufgabe der zuständigen Behörden bei der Sanierung und Liquidation ist mit Hilfe einiger Anpassungen auch für die Zweigstellen von Kreditinstituten mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft zu ermöglichen.

Die Interessen der Einleger sind im Fall der Liquidation eines zahlungsunfähigen Kreditinstituts durch die in der Europäischen Gemeinschaft bestehenden Sicherungssysteme zu schützen; dabei ist eine Diskriminierung zwischen den Zweigstellen von nationalen oder gemeinschaftlichen Kreditinstituten auf dem gleichen Hoheitsgebiet unzulässig. Dies gilt auch für die Einlagen, die im Sitzland und in den in anderen Staaten errichteten

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Zweigstellen des gleichen Kreditinstituts getätigt worden sind, wenn es in den letztgenannten Mitgliedstaaten kein Einlagensicherungssystem gibt -

Die Einführung eines Einlagensicherungssystems bedarf der späteren Koordinierung durch eine Richtlinie anhand der Erfahrungen, die bei der Durchführung der in der Empfehlung der Kommission vom 22. Dezember 1986 über die Einführung eines Einführungssystems in der Gemeinschaft (87/63/EWG) enthaltenen Bestimmungen gewonnen wurden, die in ABL. Nr. L 33 vom 4.2.1987 veröffentlicht wurde;

HAT FOLGENDE RICHTLINIE ERLASSEN:

TITEL I

Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1

1. Diese Richtlinie findet auf die Kreditinstitute und ihre Zweigstellen im Sinne von Artikel 1 erster und dritter Gedankenstrich der Richtlinie 77/780/EWG unter Berücksichtigung der in Artikel 2 jener Richtlinie vorgesehenen Voraussetzungen und Ausnahmen Anwendung.

2. Die Bestimmungen dieser Richtlinie, die die Zweigstellen eines Kreditinstituts mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft betreffen, finden nur dann Anwendung, wenn in mindestens zwei Mitgliedstaaten der Gemeinschaft Zweigstellen dieses Kreditinstituts bestehen.

Artikel 2

1. Im Sinne dieser Richtlinie gelten als Sanierungsmaßnahmen Maßnahmen, die dazu bestimmt sind, die finanzielle Situation eines Kreditinstituts zu erhalten oder wiederherzustellen, und die folgenden Bedingungen entsprechen:

TITEL I

Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1

1. Diese Richtlinie findet auf die Kreditinstitute und die von ihnen in einem anderen Mitgliedstaat als dem Sitzland errichteten Zweigstellen, wie sie in Artikel 1 erster und dritter Gedankenstrich der Richtlinie 77/780/EWG definiert sind, unter Berücksichtigung der in Artikel 2 jener Richtlinie vorgesehenen Voraussetzungen und Ausnahmen Anwendung.

Absatz 2 unverändert

Artikel 2

1. Als Sanierungsmaßnahmen im Sinne dieser Richtlinie gelten die in dem Verzeichnis in Anhang I aufgeführten Maßnahmen, soweit sie dazu bestimmt sind, die finanzielle Situation eines Kreditinstituts zu erhalten oder wiederherzustellen.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

- a) sie müssen in dem Verzeichnis im Anhang aufgeführt sein,
- b) ihr Zweck muß darin bestehen, die Eröffnung eines Liquidationsverfahrens zu vermeiden,
- c) sie müssen beschlossen werden, bevor das Kreditinstitut für zahlungsunfähig erklärt wird.

2. Nicht als Sanierungsmaßnahmen gelten Maßnahmen, selbst wenn sie in dem Verzeichnis im Anhang aufgeführt sind, wenn sie

- a) im Rahmen der normalen Beaufsichtigung der Kreditinstitute im Sinne von Artikel 7 der Richtlinie 77/780/EWG getroffen werden, sowie Maßnahmen, die zur Ahndung von Verstößen gegen die Rechts- und Verwaltungsvorschriften bestimmt sind.
- b) im Rahmen eines Konkurses, Vergleichs oder anderer bereits eingeleiteter Liquidationsverfahren getroffen werden.

3. Die Maßnahmen im Sinne des Absatzes 1 und die zur Durchführung dieser Maßnahmen zuständigen Behörden werden durch die im Anhang erwähnten Rechts- und Verwaltungsvorschriften bestimmt.

Absatz 2 unverändert

3. Als Liquidationsverfahren im Sinne dieser Richtlinie gelten die in Anhang II aufgeführten Verfahren.

4. Als Einlagensicherungssysteme im Sinne dieser Richtlinie gelten sämtliche Bestimmungen, die entweder auf eine angemessene Entschädigung der Einleger abzielen oder sie gegen jeden Verlust absichern.

5. Die Maßnahmen im Sinne des Absatzes 1 und die in Absatz 3 vorgesehenen Sanierungsmaßnahmen und die zur Durchführung dieser Maßnahmen zuständigen Behörden werden durch die in den Anhängen I und II erwähnten Rechts- und Verwaltungsvorschriften bestimmt.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Artikel 3

Im Sinne dieser Richtlinie gelten als:

1. und 2. Gedankenstrich unverändert

- Sitzland: der Mitgliedstaat, in dem ein Kreditinstitut seinen Sitz hat.
- Aufnahmeland: anderer Mitgliedstaat als der als Sitzland definierte Mitgliedstaat, in dem ein Kreditinstitut eine Zweigstelle im Sinne von Artikel 1 (dritter Gedankenstrich) der Richtlinie 77/780/EWG errichtet hat.
- Zuständige Behörden: die Behörden, die gemäß Artikel 3, 4, 6, 7 und 8 der Richtlinie 77/780/EWG für die Erteilung und den Entzug der Zulassung und/oder die Beaufsichtigung der Tätigkeit der Kreditinstitute zuständig sind, sowie jede andere Behörde, die im Anhang als mit der Durchführung der Sanierungsmaßnahmen beauftragte Behörde genannt ist.

- "Zuständige Behörden: die Behörden, die gemäß Artikel 3, 4, 6, 7 und 8 der Richtlinie 77/780/EWG für die Erteilung und den Entzug der Zulassung und/oder die Beaufsichtigung der Tätigkeit der Kreditinstitute zuständig sind, sowie jede andere Behörde, die in den Anhängen I und II als mit der Durchführung der Sanierungsmaßnahmen oder des Liquidationsverfahrens beauftragte Behörde genannt ist".

TITEL II

TITEL II

Sanierungsmaßnahmen

Sanierungsmaßnahmen

A. Kreditinstitute mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft

Buchstabe A. unverändert

Artikel 4

Artikel 4 unverändert

1. Die Behörden oder Gerichte des Sitzlandes sind dafür zuständig, entsprechend den in ihrem Hoheitsgebiet geltenden Vorschriften, Verfahren und Gepflogenheiten über die Durchführung einer oder mehrerer Sanierungsmaßnahmen in einem Kreditinstitut und seinen Zweigstellen zu entscheiden.

2. Die von den zuständigen Behörden oder dem zuständigen Gericht des Sitzlandes beschlossenen Sanierungsmaßnahmen sind gegenüber den Leitern und Gläubigern der in den übrigen Mitgliedstaaten gelegenen Zweigstellen voll wirksam, selbst wenn nach den einschlägigen Rechtsvorschriften des Aufnahmelandes solche Maßnahmen nicht vorgesehen sind oder ihre Durchführung von Voraussetzungen abhängig gemacht wird, die nicht erfüllt sind.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

3. Die von den zuständigen Behörden oder dem zuständigen Gericht des Sitzlandes getroffene Entscheidung, eine oder mehrere Sanierungsmaßnahmen durchzuführen, steht der Durchführung oder Fortführung jeder anderen Sanierungsmaßnahme im Sinne von Artikel 2 durch die zuständigen Behörden oder Gerichte des Aufnahmelandes entgegen, sofern die zuständigen Behörden des Sitzlandes nichts anderes beschließen.

Artikel 5

Die zuständigen Behörden des Sitzlandes sind verpflichtet, vor dem Beschluß einer Sanierungsmaßnahme mit allen Mitteln die zuständigen Behörden des Aufnahmelandes von ihrer Absicht zu unterrichten und sie über die Wirkungen dieser Maßnahme im Aufnahmeland zu konsultieren, es sei denn, die Maßnahme ist offensichtlich nicht geeignet, signifikante Wirkungen gegenüber einer Zweigstelle in einem anderen Mitgliedstaat zu entfalten.

Artikel 6

Halten die zuständigen Behörden des Aufnahmelandes die Durchführung einer oder mehrerer Sanierungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 2 in ihrem Hoheitsgebiet für notwendig, so sind sie verpflichtet, die zuständigen Behörden des Sitzlandes davon zu unterrichten.

Sind die zuständigen Behörden des Sitzlandes nach dieser Unterrichtung der Ansicht, daß die Schwierigkeiten der Zweigstelle die Anwendung von Artikel 4 Absätze 1 und 2 nicht rechtfertigen, so setzen sie die Behörden des Aufnahmelandes hiervon in Kenntnis, die über die Anwendung einer oder mehrerer Sanierungsmaßnahmen in ihrem Hoheitsgebiet entscheiden können.

Artikel 5 unverändert

Artikel 6 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

1. Beeinträchtigt die Durchführung der gemäß Artikel 4 Absätze 1 und 2 beschlossenen Sanierungsmaßnahmen unmittelbar die Rechte der Gläubiger in einem Aufnahmeland und können in dem Sitzland Rechtsmittel gegen die Entscheidung, die diese Maßnahme anordnet, eingelegt werden, so veröffentlichen die zuständigen Behörden des Sitzlandes, falls sie es für notwendig erachten, auf Kosten des Kreditinstituts einen Auszug aus ihrer Entscheidung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften und in zwei überregionalen Zeitungen jedes Aufnahmelandes.

2. Die zuständigen Behörden des Sitzlandes können, soweit sie dies für angebracht halten, die in der Gemeinschaft ansässigen Gläubiger, deren Rechte beeinträchtigt werden, unmittelbar einzeln benachrichtigen.

3. In dem zu veröffentlichenden Auszug aus der Entscheidung oder der Benachrichtigung sind in der oder den Landessprachen der betroffenen Staaten Gegenstand und Rechtsgrundlage der getroffenen Entscheidung, die Rechtsmittelfristen und die genauen Anschriften der Behörden oder des Gerichts anzugeben, die für die Prüfung der Rechtsmittel zuständig sind.

4. Die Sanierungsmaßnahmen werden unabhängig von den in den Absätzen 1 bis 3 vorgesehenen Publizitätsmaßnahmen angewandt und sind gegenüber den Gläubigern voll wirksam, es sei denn, die zuständigen Behörden des Sitzlandes oder die einschlägigen Rechtsvorschriften dieses Landes verfügen etwas anderes.

5. Außer im Fall einer Einzelbenachrichtigung beginnen die Rechtsmittelfristen mit der Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften.

Geänderter Vorschlag

1. Kann die Durchführung der gemäß Artikel 4 Absätze 1 und 2 beschlossenen Sanierungsmaßnahmen unmittelbar die Rechte der Gläubiger, einschließlich der Aktionäre und der Arbeitnehmer des betreffenden Kreditinstituts, in einem Aufnahmeland beeinträchtigen und können in dem Sitzland Rechtsmittel gegen die Entscheidung, die diese Maßnahme anordnet, eingelegt werden, so können die zuständigen Behörden des Sitzlandes, falls sie es für notwendig erachten, auf Kosten des Kreditinstituts einen Auszug aus ihrer Entscheidung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften und in zwei überregionalen Zeitungen jedes Aufnahmelandes veröffentlichen.

Absatz 2 bis 5 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

B. Kreditinstitute mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft

B. Kreditinstitute mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft

Artikel 8

1. Bis zu einer späteren Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Zweigstellen der Kreditinstitute, deren Sitz außerhalb der Gemeinschaften liegt, bleibt es den Behörden und Gerichten des Aufnahmelandes freigestellt, die Sanierungsmaßnahmen durchzuführen, die den in ihrem Hoheitsgebiet geltenden Vorschriften, Verfahren und Gepflogenheiten entsprechen, soweit Abkommen, die gemäß dem Vertrag mit dem Sitzland unter Beachtung des Grundsatzes der Gegenseitigkeit geschlossen worden sind, nichts anderes bestimmen.

Artikel 8 unverändert

2. Hält jedoch die zuständige Behörde des Aufnahmelandes einer Zweigstelle eines Kreditinstituts, dessen Sitz sich außerhalb der Gemeinschaft befindet, die Durchführung einer oder mehrerer Sanierungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 2 für notwendig, so ist sie verpflichtet, vor dem Beschluß solcher Maßnahmen mit allen Mitteln die zuständigen Behörden der übrigen Aufnahmeländer davon zu unterrichten, in denen das Kreditinstitut Zweigstellen errichtet hat, die in der jährlich im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften veröffentlichten Liste gemäß Artikel 3 Absatz 7 der Richtlinie 77/780/EWG aufgeführt sind.

3. In Fällen, in denen ein Einschreiten mit äußerster Dringlichkeit geboten ist, kann die Unterrichtung gemäß Absatz 2 durch eine Mitteilung der Maßnahme ersetzt werden, die unverzüglich an die zuständigen Behörden der übrigen Aufnahmeländer zu richten ist.

4. Vorbehaltlich der Anwendung der in Absatz 1 genannten Abkommen können die zuständigen Behörden eines anderen Aufnahmelandes beschließen, daß die Sanierungsmaßnahmen, die ihnen im Wege des Verfahrens gemäß Absatz 2 oder der Unterrichtung gemäß Absatz 3 mitgeteilt worden sind, gegenüber den Leitern und

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

Gläubigern der Zweigstellen in diesem Aufnahmeland wirksam sind, auch wenn in den gemäß Absatz 1 für sie geltenden Rechtsvorschriften solche Maßnahmen nicht vorgesehen sind oder ihre Durchführung von Voraussetzungen abhängig gemacht wird, die nicht erfüllt sind.

5. Die gemäß Artikel 7 Absätze 1 und 2 von den zuständigen Behörden des Sitzlandes zu veranlassenden Publizitätsmaßnahmen sind bei Anwendung der Bestimmungen des Absatzes 4 dieses Artikels von der zuständigen Behörde des in Absatz 2 genannten Aufnahmelandes zu veranlassen.

C. Anpassung der Richtlinie an die Änderungen der innerstaatlichen Rechtsvorschriften

Artikel 9

1. Das im Anhang I aufgeführte Verzeichnis der Sanierungsmaßnahmen wird gemäß dem in diesem Artikel festgelegten Verfahren geändert und ergänzt.

2. Falls ein Mitgliedstaat das im Anhang aufgeführte Verzeichnis der Maßnahmen zu ändern oder zu ergänzen wünscht, teilt er die vorgesehene Maßnahme der Kommission mit und gibt an, ob die Maßnahme Bestimmungen umfaßt, die die Rechte der Gläubiger beeinträchtigen könnten oder nicht.

3. Ein Vertreter der Kommission ersucht den Vorsitzenden des durch die Richtlinie 77/780/EWG eingesetzten Beratenden Bankenausschusses, nachstehend Ausschuß genannt, den Ausschuß mit der vorgeschlagenen Maßnahme zu befassen, und beantragt, wenn die Lage dies seiner Ansicht nach erfordert, daß der Ausschuß sofort zusammentritt.

4. Der Ausschuß gibt seine Stellungnahme zu dieser Maßnahme mit der qualifizierten Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmen ab, betrifft die geplante Änderung jedoch eine

C. Anpassung dieses Titels an die Änderungen der innerstaatlichen Rechtsvorschriften

Artikel 9

Das im Anhang I aufgeführte Verzeichnis der Sanierungsmaßnahmen wird gemäß dem in diesem Artikel festgelegten Verfahren geändert und ergänzt.

2. Falls ein Mitgliedstaat das im Anhang I aufgeführte Verzeichnis der Maßnahmen gemäß den Bestimmungen seiner eigenen Rechtsordnung zu ändern oder zu ergänzen wünscht, teilt er die vorgesehene Maßnahme der Kommission mit.

3. Die Kommission wird von einem Ausschuß unterstützt, der sich aus Vertretern der Mitgliedstaaten zusammensetzt und in dem der Vertreter der Kommission den Vorsitz führt. Der Vertreter der Kommission unterbreitet dem Ausschuß einen Entwurf der zu treffenden Maßnahmen. Der Ausschuß gibt seine Stellungnahme zu diesem Entwurf innerhalb einer Frist ab, die der Vorsitzende unter Berücksichtigung der Dringlichkeit der betreffenden Frage festsetzen kann.

4. Die Stellungnahme wird mit der Mehrheit abgegeben, die in Artikel 148 Absatz 2 des Vertrags für die Annahme der vom Rat auf Vorschlag

Ursprünglicher Vorschlag

Maßnahme, die die Rechte der Gläubiger beeinträchtigen könnte, so gibt der Ausschuß seine Stellungnahme einstimmig ab.

5. Befürwortet der Ausschuß die Änderung des Verzeichnisses, so beschließt die Kommission die vorgesehene Maßnahme.

6. Gibt der Ausschuß keine solche Stellungnahme ab, so legt die Kommission dem Rat unverzüglich einen Vorschlag über die zu treffende Maßnahme vor; der Rat beschließt mit qualifizierter Mehrheit.

Hat der Rat nicht innerhalb einer Frist von sechs Monaten, nachdem er befaßt worden ist, entschieden, so wird die vorgeschlagene Maßnahme von der Kommission beschlossen.

Diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn die Maßnahme die Rechte der Gläubiger beeinträchtigen könnte. In diesem Falle unterbreitet die Kommission dem Rat einen Richtlinienvorschlag unter dem in Artikel 149 des Vertrages vorgesehenen Bedingungen.

7. Die Mitgliedstaaten können die vorgesehene Maßnahme beschließen, ohne die Entscheidungen des Ausschusses und des Rates abzuwarten; auf die aufgrund dieser Maßnahme getroffenen Entscheidungen sind jedoch die Bestimmungen dieser Richtlinie, insbesondere Artikel 4 Absätze 2 und 3, nicht anwendbar.

Artikel 10

Jeder Mitgliedstaat trägt dafür Sorge, daß die Anwendung der gegebenenfalls gemäß Artikel 4 von den zuständigen Behörden oder Gerichten des Sitzlandes beschlossenen Sanierungsmaßnahmen auf die in seinem Hoheitsgebiet errichteten Zweigstellen der Kreditinstitute, die ihren Sitz in einem anderen Mitgliedstaat haben, nicht durch rechtliche Hindernisse verhindert wird. Dementsprechend erläßt er unter Beachtung der allgemeinen Grundsätze seiner einschlägigen Gesetzgebung die hierzu erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften.

Geänderter Vorschlag

der Kommission zu fassenden Beschlüsse vorgesehen ist. Bei der Abstimmung im Ausschuß werden die Stimmen der Vertreter der Mitgliedstaaten gemäß dem vorgenannten Artikel gewogen. Der Vorsitzende nimmt an der Abstimmung nicht teil.

5. Die Kommission erläßt die beabsichtigten Maßnahmen, wenn sie mit der Stellungnahme des Ausschusses übereinstimmen.

6. Stimmen die beabsichtigten Maßnahmen mit der Stellungnahme des Ausschusses nicht überein oder liegt keine Stellungnahme vor, so unterbreitet die Kommission dem Rat unverzüglich einen Vorschlag für die zu treffenden Maßnahmen. Der Rat beschließt mit qualifizierter Mehrheit.

Hat der Rat nach Ablauf einer Frist, die in jedem vom Rat gemäß diesem Absatz zu erlassenden Rechtsakt festgelegt wird, keinesfalls aber drei Monate von der Befassung des Rates an überschreiten darf, keinen Beschluß gefaßt, so werden die vorgeschlagenen Maßnahmen von der Kommission erlassen.

7. Unverändert

Artikel 10 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

TITEL III

TITEL III

Liquidation

Liquidation

A. Kreditinstitute mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft

A. Kreditinstitute mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft

Artikel 11

Artikel 11

1. Die zuständigen Behörden des Sitzlandes werden zu jedem Antrag auf Eröffnung eines gerichtlichen Liquidationsverfahrens gehört, der von den Gläubigern, dem Schuldner oder von der Staatsanwaltschaft gestellt wird.

Absatz 1 unverändert

2. Die Tätigkeit des Kreditinstituts wird nach den Rechtsvorschriften des Sitzlandes liquidiert, soweit diese Richtlinie und das Übereinkommen über den Konkurs, Vergleiche und ähnliche Verfahren nichts anderes bestimmen.

2. Die Tätigkeit des Kreditinstituts wird nach den Rechtsvorschriften des Sitzlandes liquidiert, soweit diese Richtlinie nichts anders bestimmt.

3. Die von den Verwaltungs- oder Justizbehörden oder von den Liquidationsorganen getroffenen Entscheidungen über die Liquidation eines Kreditinstituts sind auch gegenüber den in anderen Mitgliedstaaten gelegenen Zweigstellen des Kreditinstituts voll wirksam und stehen vorbehaltlich des Artikels 12 Absatz 2 einer Entscheidung über die Eröffnung jedes anderen Liquidationsverfahrens gegenüber diesen Zweigstellen entgegen.

3. Die von den Verwaltungs- oder Justizbehörden oder von den Liquidationsorganen des Sitzlandes getroffenen Entscheidungen über die Liquidation eines Kreditinstituts sind auch gegenüber den in anderen Mitgliedstaaten gelegenen Zweigstellen des Kreditinstituts voll wirksam und stehen vorbehaltlich des Artikels 12 Absatz 2 einer Entscheidung über die Eröffnung jedes anderen Liquidationsverfahrens gegenüber diesen Zweigstellen entgegen.

Artikel 12

Artikel 12

1. Die zuständigen Behörden des Sitzlandes werden vor jeder Entscheidung der satzungsmäßigen Organe eines Kreditinstituts über eine freiwillige Liquidation konsultiert.

unverändert

2. Die freiwillige Liquidation eines Kreditinstituts steht der Eröffnung einer administrativen oder gerichtlichen Liquidation auf Antrag der zuständigen Behörden des Sitzlandes nicht entgegen, wenn die satzungsmäßigen Organe diese Liquidation nicht zufriedenstellend vollziehen oder berechtigte Zweifel bestehen, ob das Kreditinstitut in der Lage ist, seinen Verpflichtungen gegenüber seinen Gläubigern nachzukommen.

Ursprünglicher Vorschlag

Artikel 13

1. Wird gegen ein Kreditinstitut ein Liquidationsverfahren eröffnet, ohne daß Sanierungsmaßnahmen getroffen werden oder nachdem diese gescheitert sind, so entziehen die zuständigen Behörden des Sitzlandes diesem Kreditinstitut unter Beachtung des Verfahrens gemäß Artikel 8 der Richtlinie 77/780/EWG die Zulassung.

2. In Ausnahmefällen können die mit der Liquidation beauftragte Person oder beauftragten Personen jedoch trotz des Entzugs der Zulassung bestimmte Tätigkeiten des Kreditinstituts mit Zustimmung und unter der Aufsicht der zuständigen Behörden des Sitzlandes weiterbetreiben, soweit dies für die Zwecke der Liquidation erforderlich ist.

Diese Bestimmung ist in dem Aufnahmeland nur dann anwendbar, wenn die Rechtsvorschriften über den Entzug der Bankzulassung nichts anderes bestimmen.

3. Im Fall der freiwilligen Liquidation braucht die Zulassung gemäß Artikel 3 der Richtlinie 77/780/EWG bis zum Ende der Liquidationsvorgänge nicht entzogen zu werden, sofern das Kreditinstitut weiterhin die Voraussetzungen erfüllt, an die die Zulassung geknüpft ist.

Artikel 14

1. Die Liquidation wird unter der Aufsicht der zuständigen Behörden des Sitzlandes in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden des Aufnahmelandes durchgeführt.

2. Die Liquidatoren sind befugt, im Hoheitsgebiet aller Mitgliedstaaten sämtliche Befugnisse auszuüben, zu deren Ausübung sie im Hoheitsgebiet des Staates befugt sind, in dem die Liquidation eröffnet wird. Selbst wenn in den Rechtsvorschriften des Staates, in dem die Liquidation eröffnet wird, keine Mehrheit von Liquidatoren vorgesehen ist, können die zuständigen Behörden eines Aufnahme-

Geänderter Vorschlag

Artikel 13

unverändert

Artikel 14

Absatz 1 und 2 unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

landes, falls sie dies für erforderlich halten, gleichwohl die Ernennung eines Liquidators beantragen, der unter den Personen zu benennen ist, die in ihrem Hoheitsgebiet die Funktionen eines Liquidators ausüben. Können nach den Rechtsvorschriften des Staates, in dem die Liquidation eröffnet wird, bestimmte Befugnisse anderen Personen übertragen werden, so sind diese auf Antrag der zuständigen Behörden des Aufnahmelandes unter den Personen auszuwählen, die in diesem Land die Funktionen eines Liquidators ausüben dürfen.

B. Kreditinstitute mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft

Artikel 15

1. Falls die Rechtsvorschriften des Aufnahmelandes die Möglichkeit zur Liquidation einer Zweigstelle eines Kreditinstituts vorsehen, das seinen Sitz außerhalb der Gemeinschaft hat, so wird die Entscheidung über die Eröffnung der Liquidation von den zuständigen Behörden oder Gerichten dieses Aufnahmelandes getroffen.

2. Die zuständigen Behörden des in Absatz 1 genannten Aufnahmelandes entziehen dieser Zweigstelle die Zulassung, falls diese im Besitz einer eigenen Zulassung gemäß Artikel 4 Absatz 4 der Richtlinie 77/780/EWG war.

3. Die zuständigen Behörden gemäß den Absätzen 1 und 2 unterrichten die zuständigen Behörden der übrigen Aufnahmeländer vom Entzug der Zulassung und der Eröffnung eines Liquidationsverfahrens.

Geänderter Vorschlag

3. Die Bekanntmachung der Liquidation erfolgt auf Veranlassung des (der) Liquidators (Liquidatoren) durch Veröffentlichung eines Auszugs aus dem Liquidationsbeschluß im Amtsblatt und in zwei überregionalen Zeitungen des jeweiligen Aufnahmelandes.

B. Kreditinstitute mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft

Artikel 15

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

4. Die zuständigen Behörden der anderen Aufnahmeländer als des in den Absätzen 1 und 2 genannten Aufnahmelandes können beschließen, der in ihrem Hoheitsgebiet errichteten Zweigstelle eine gegebenenfalls erteilte eigene Zulassung zu entziehen.

5. In Ausnahmefällen kann die mit der Liquidation beauftragte Person bzw. können die beauftragten Personen trotz des Entzugs der Zulassung bestimmte Tätigkeiten der Zweigstelle mit Zustimmung der zuständigen Behörden und/oder unter Aufsicht der zuständigen Gerichte weiterbetreiben, soweit die Rechtsvorschriften des Aufnahmelandes dies zulassen.

6. Der Entzug der Zulassung beendet nicht die Beaufsichtigung der Tätigkeit einer Zweigstelle durch die zuständigen Behörden des Aufnahmelandes.

TITEL IV

Einlagensicherung

Artikel 16

1. Die Mitgliedstaaten tragen dafür Sorge, daß die in ihrem Hoheitsgebiet bestehenden Einlagensicherungssysteme die Einlagen der Zweigstellen von Kreditinstituten abdecken, die ihren Sitz in einem anderen Mitgliedstaat haben.

Geänderter Vorschlag

C. Anpassung dieses Titels an die Änderungen der innerstaatlichen Rechtsvorschriften

Artikel 16

Die Kommission wird von jeder Änderung des in Anhang II enthaltenen Verzeichnisses der einzelstaatlichen Verträge in Kenntnis gesetzt. Sie trägt für die ständige Aktualisierung des Anhangs II und die unverzügliche Veröffentlichung der aktualisierten Fassungen im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften Sorge.

TITEL IV

Einlagensicherung

Artikel 17

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

2. Als Übergangsmaßnahme tragen die Mitgliedstaaten bis zum Inkrafttreten eines Einlagensicherungssystems in jedem Mitgliedstaat dafür Sorge, daß die Einlagensicherungssysteme, denen die Kreditinstitute mit Sitz in ihrem Hoheitsgebiet angeschlossen sind, die Deckung der Einlagen in den Zweigstellen zulassen, die in Aufnahmeländern innerhalb der Gemeinschaft ohne jegliches Einlagensicherungssystem errichtet worden sind, und zwar unter den gleichen Bedingungen, wie sie zur Sicherung der Einlagen im Sitzland vorgesehen sind.

TITEL V

Schlußbestimmungen

Artikel 17

1. Die Mitgliedstaaten erlassen die erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften, um dieser Richtlinie bis zum 1. Januar 1990 nachzukommen. Sie setzen die Kommission unverzüglich davon in Kenntnis.

Die Mitgliedstaaten können vorsehen, daß die genannten Bestimmungen erst zwei Jahre nach diesem Datum anzuwenden sind.

2. Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission den Wortlaut der wichtigsten innerstaatlichen Rechtsvorschriften mit, die sie auf dem unter diese Richtlinie fallenden Gebiet erlassen.

Artikel 18

Diese Richtlinie ist an alle Mitgliedstaaten gerichtet.

TITEL V

Schlußbestimmungen

Artikel 18

unverändert

Artikel 19

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

ANHANG

Verzeichnis der Maßnahmen, die durch Artikel 2 Absatz 1 des Entwurfs einer Richtlinie zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute vorgesehen sind

BELGIEN

Banken

- Untersuchungen an Ort und Stelle und Beurteilung durch Sachverständige

Artikel 19 Absatz 3 Ziffer 2 und Absatz 4 des Königlichen Erlasses Nr. 185 vom 9. Juli 1935 über die Bankenaufsicht und die Bestimmungen für Aktien- und Wertpapieremissionen (Strafvorschrift: Artikel 42 Ziffer 9 des Erlasses).

Zuständige Behörde, die die Untersuchung oder Beurteilung beschließt: Commission Bancaire.

Zuständige Behörden für die Durchführung der Untersuchung oder der Beurteilung: Commission Bancaire und Banque Nationale de Belgique auf Antrag der Commission Bancaire.

- Bestellung eines speziellen Rechnungsprüfers

Artikel 25 § 1, Absatz a und 2 Ziffer 1 und § 2 des Königlichen Erlasses Nr. 185 vom 9. Juli 1935 (Strafvorschrift für Personen, die Maßnahmen ohne die Genehmigung des besonderen Rechnungsprüfers durchführen: Artikel 42, 2° bis des Königlichen Erlasses).

Zuständige Behörde für die Bestellung des besonderen Rechnungsprüfers: Commission Bancaire.

Geänderter Vorschlag

ANHANG

Verzeichnis der Maßnahmen, die durch Artikel 2 Absatz 1 des Entwurfs einer Richtlinie zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Sanierung und Liquidation der Kreditinstitute vorgesehen sind sowie die Einlagensicherungssysteme

BELGIEN

Banken

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

- Vollständige oder teilweise Aussetzung der Aktivitäten des Kreditinstituts

Artikel 25 § 1, Absatz und 2, 2° und § 3 des Königlichen Erlasses Nr. 185 vom 9. Juli 1935 (Strafvorschrift für Personen, die Maßnahmen in Zuwiderhandlung gegen den Aussetzungsbeschluß durchführen: Artikel 42, 2° bis des Königlichen Erlasses).

Zuständige Behörde für die Aussetzung der Aktivitäten: Commission Bancaire; Berufung kann beim Finanzministerium eingelegt werden, das den Beschluß bestätigt oder aufhebt.

Private Sparkassen

Private Sparkassen

- Untersuchungen an Ort und Stelle und Beurteilung durch Sachverständige

unverändert

Artikel 16 Paragraph 4, 2° und Paragraph 5 der Bestimmungen betreffend die Überwachung privater Sparkassen, koordiniert durch den Königlichen Erlaß vom 23. Juni 1967 (Strafvorschrift: Artikel 35 der koordinierten Bestimmungen).

Zuständige Behörde, die die Untersuchung oder Beurteilung durch Sachverständige beschließt: Commission Bancaire.

Zuständige Behörde für die Durchführung der Untersuchung oder Expertenbeurteilung: Commission Bancaire und Banque Nationale de Belgique auf Antrag der Commission Bancaire.

- Bestellung eines besonderen Rechnungsprüfers

Artikel 17 bis § 1 Absatz 1 und 2 1° und § 2 der koordinierten Bestimmungen (Strafvorschrift: Artikel 32 4° der koordinierten Bestimmungen).

Zuständige Behörde: Commission Bancaire.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

- Vollständige oder teilweise Aussetzung der Aktivitäten eines Kreditinstituts

Artikel 17 bis § 1 Absatz 1 und 2 2° und § 3 der koordinierten Bestimmungen (Strafvorschrift: Artikel 32 4° der koordinierten Bestimmungen).

Zuständige Behörde und Berufung: Commission Bancaire; Berufung kann beim Finanzministerium eingelegt werden, das den Beschluß bestätigt oder aufhebt.

- Der König hat in dem Erlaß, der die Zulassung einer privaten Sparkasse widerruft, die Befugnis, geeignete Maßnahmen zu treffen, um die Rechte von Einlegern zu schützen (vor allem den Transfer von bevorrechtigten Spargeldern und mit Schulden belastete Aktiva).

Artikel 23 der koordinierten Bestimmungen.

Institute, die unter Kapitel 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1964 fallen

Institute, die unter Kapitel 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1964 fallen

- Untersuchungen an Ort und Stelle und Expertenbeurteilung

Unverändert

Artikel 6 § 1, Absatz 3, 2° und Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juni 1964 über die Aufnahme von Fremdgeldern (Strafvorschrift: Artikel 13 4° des Gesetzes).

Zuständige Behörde, die die Untersuchung oder die Expertenbeurteilung beschließt: Commission Bancaire.

Zuständige Behörden für die Durchführung der Untersuchung oder Expertenbeurteilung: Commission Bancaire und Banque Nationale de Belgique auf Antrag der Commission Bancaire.

- Bestellung eines besonderen Rechnungsprüfers

Artikel 9 a § 1, Absatz 1 und 2, 2° und § 2 des Gesetzes (Strafvorschrift: Artikel 13 5° des Gesetzes).

Zuständige Behörde: Commission Bancaire.

Ursprünglicher Vorschlag

- Vollständige oder teilweise Suspension der Aktivitäten eines Kreditinstituts

Artikel 9 a § 1, Absatz 1 und 2, 2° und § 3 des Gesetzes (Strafvorschrift: Artikel 13 5° des Gesetzes).

Zuständige Behörde und Berufung:
Commission Bancaire; Berufung kann beim Finanzministerium eingelegt werden, das den Beschluß bestätigt oder aufhebt.

Öffentliche Kreditinstitute

Sparkasse (Caisse d'Epargne) der Caisse générale d'épargne et de retraite

- Untersuchungen vor Ort und Expertenbeurteilung

Artikel 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses Nr. 2 über die Aufsicht über die Sparkasse der Caisse générale d'épargne et de retraite.

Zuständige Behörde, die die Untersuchung oder Expertenbeurteilung beschließt: Commission Bancaire.

Zuständige Behörden für die Durchführung der Untersuchung oder Expertenbeurteilung: Commission Bancaire und Banque Nationale de Belgique auf Antrag der Commission Bancaire.

- Sonstige Maßnahmen:

Keine besonderen Maßnahmen; Zuständigkeit des Parlaments und der Regierung.

Geänderter Vorschlag

Sparkasse (Caisse d'Epargne) der Caisse générale d'épargne et de retraite

- Untersuchungen vor Ort und Expertenbeurteilung

Artikel 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses Nr. 2 vom 24. Dezember 1980 über die Aufsicht über die Sparkasse der Caisse générale d'épargne et de retraite, die auf sie den Artikel 19 Absatz 2 bis 5 des Königlichen Erlasses n° 135 vom 9. Juli 1935 (vor- genannt) zur Anwendung bringt.

Zuständige Behörde, die die Untersuchung oder Expertenbeurteilung beschließt: Commission Bancaire.

Zuständige Behörde für die Durchführung der Untersuchung oder Expertenbeurteilung: Commission Bancaire und Banque Nationale de Belgique auf Antrag der Commission Bancaire.

Unterrichtung den Geschäftsführern der Caisse d'épargne von der Caisse générale d'épargne et de retraite gemäß dem Artikel 3 des Königlichen Erlasses Nr. 2 vom 24. Dezember 1980.

Zuständige Behörde: Commission Bancaire.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

DÄNEMARK

DÄNEMARK

Paragraph 46 des Gesetzes Nr. 35 vom 30. Januar 1981

unverändert

Die Aufsichtsbehörden für Banken und Sparkassen können erklären, daß eine Bank oder Sparkasse die Zahlungen einstellt, wenn dies im Interesse der Einleger notwendig ist.

Die Erklärung kann durch die Bank oder Sparkasse ohne Zustimmung der Aufsichtsbehörden nicht rückgängig gemacht werden. Die Erklärung ist an das Gericht "skifteretten" zu senden, das Teil der Gerichtsbarkeit ist.

SPANIEN

- vorläufiger Ausschluß der Verwalter

Königlicher Erlaß 5/1978 vom 6. März 1978

Königlicher Erlaß 18/1982 vom 24. September 1982

Erweiterung der vorgenannten Bestimmungen auf Sparkassen und Genossenschaften:

Königliche Erlässe 2575 und 2576/1982 vom 1. Oktober 1982

FRANKREICH

FRANKREICH

Durch Gesetz Nr. 84/46 vom 24. Januar 1984 vorgesehene Maßnahmen betreffend die Tätigkeit und Überwachung von Kreditinstituten.

unverändert

Von der Commission Bancaire zu treffende Maßnahmen:

- einstweilige Verfügungen (Artikel 43);
- Bestellung eines vorübergehenden Verwalters (Artikel 44);
- Verbot bestimmter Operationen und andere Beschränkungen der Tätigkeit (Artikel 45 § 3);

Ursprünglicher Vorschlag

- vorübergehende Entlassung oder Zwangsentlassung einer oder mehrerer der für die tatsächliche Geschäftspolitik des Kreditinstituts zuständigen Personen (Artikel 45 § 4 und 5).

Maßnahmen, die vom Gouverneur der Banque de France zu treffen sind:

Organisation der Hilfe aller Kreditinstitute, um die zum Schutze der Einleger und Dritter, für das Funktionieren des Bankensystems und die Erhaltung des guten Rufs des lokalen Bankenapparats notwendigen Maßnahmen zu ergreifen (Artikel 52).

DEUTSCHLAND

Maßnahmen gemäß § 46 des Kreditwesengesetzes:

- Anweisungen für die Geschäftsführung;
- Verbot oder Einschränkungen des Rechts, Einlagen anzunehmen und Kredite zu gewähren;
- Entzug oder Einschränkung des Rechts von Inhabern und Geschäftsleitern, ihre Tätigkeit auszuüben;
- Bestellung von Aufsichtspersonen.

Maßnahmen gemäß § 46 a des Kreditwesengesetzes (1):

- Veräußerungs- und Zahlungsverbot;
- Schließung des Kreditinstituts für den Verkehr mit der Kundschaft;
- Verbot der Entgegennahme von Zahlungen, die nicht zur Tilgung von Schulden gegenüber dem Kreditinstitut bestimmt sind.

Zuständige Behörde: Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen.

Geänderter Vorschlag

DEUTSCHLAND

unverändert

(1) Diese Maßnahmen sind auch in Artikel I b) im Protokoll des Entwurfs eines Übereinkommens betreffend den Konkurs, Vergleiche und ähnliche Verfahren aufgeführt.

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

GRIECHENLAND

GRIECHENLAND

Maßnahmen gemäß:

unverändert

- a) Gesetz 1665/1951 zur Regelung des Bankmeldewesens, der administrativen Liquidation von Banken, der Bestellung eines Bevollmächtigten, der Liquidation und Rücknahme der Erlaubnis;
- b) Gesetz 236/75 zur Regelung der Bestellung eines vorübergehenden Bevollmächtigten in besonders dringlichen und wichtigen Fällen;
- c) Gesetz 431/76 betreffend die zwangsweise Verdoppelung des Aktienkapitals von Banken unter bestimmten Bedingungen, die den Tatbestand der Zahlungsunfähigkeit erfüllen;
- d) Gesetz 2292/1953 (vor allem Artikel 10 bis 12) betreffend die zwangsweise Fusion von Banken.
- A. Maßnahmen, die von der Bank von Griechenland (ehemaliger Devisenausschuß) nach dem allgemeinen Gesetz 1266/1982 zu treffen sind:
 - i) Obligatorische Erhöhung des Kapitals (Gesetz 1665/1951 Artikel 6);
 - ii) Bestellung einer Aufsichtsperson (Gesetz 1665/1951 Artikel 8);
 - iii) Bestellung einer vorübergehenden Aufsichtsperson in besonders wichtigen und dringlichen Fällen (Gesetz 236/75);
 - iv) Zwangsweise Erhöhung (Verdoppelung) des Aktienkapitals von Banken, die wiederholt einer Aufsichtsperson oder vorübergehenden Aufsichtsperson unterstellt wurden und deren Aktienkapital und Gewinn weniger als 1/70 der Gesamtsumme ihrer Einlagen beträgt (Gesetz 431/76).

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

B. Von der Regierung zu treffende Maßnahmen (Ministerrat und Handelsminister):

Zwangsfusion von Banken und zwangsweise Erhöhung des ursprünglichen Aktienkapitals um mindestens ein Drittel (Lax 2292/1953 Artikel 10 bis 12).

IRLAND

Maßnahmen betreffend zugelassene Banken, die unter den Central Bank Act, 1971, fallen und deren zuständige Behörde die Central Bank of Ireland ist:

- Aussetzung des Rechts, Einlagen entgegenzunehmen und Zahlungen zu leisten (Abschnitt 21);
- Einschränkung der Zulassung (Abschnitt 10);
- Verbot oder Einschränkung der Werbung für Einlagen (Abschnitt 22).

Maßnahmen betreffend Wohnungsbaugesellschaften, die unter den "Building Societies Act", 1976, fallen und bei denen die zuständige Behörde der Registrar of Friendly Societies ist:

- Einschränkung der Zulassung (Abschnitt 11);
- Darlehen eines Unternehmens an ein anderes (Abschnitt 24);
- Zusammenschluß von Gesellschaften (Abschnitt 25);
- Übertragung eines Unternehmens, um Verpflichtungen nachzukommen (Abschnitt 26);
- Bestätigung und Registrierung eines Zusammenschlusses nach Abschnitt 25 oder Transfer des Unternehmens gemäß Abschnitt 26 (Abschnitt 27);
- Befugnis des Registrators, eine Aufsichtsperson zu bestellen oder eine Sondersitzung einzuberufen (Abschnitt 29);
- Befugnis des Registrators, die Entgegennahme von Mitteln und die Zahlungen auszusetzen (Abschnitt 31);

IRLAND

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

- Befugnis des Registrators, die Werbung auszusetzen und zu kontrollieren (Abschnitt 32).

ITALIEN

- a) Befugnis, Auskünfte über die wirtschaftliche Situation des Kreditinstituts oder seiner Zweigstellen anzufordern (Abschnitt 31 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Banca d'Italia.
- b) Untersuchungen im Kreditinstitut und seinen Zweigstellen (Abschnitt 31 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Banca d'Italia.
- c) Einberufung von Sitzungen der Leitungsorgane des Kreditinstituts, um Sondermaßnahmen zu beschließen (Abschnitt 35 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Banca d'Italia.
- d) Absetzung der internen Verwaltungs- und Aufsichtsgremien und an ihrer Stelle Bestellung spezieller Organe für die Sanierung des Kreditinstituts (Abschnitt 57 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Schatzamt auf Vorschlag der Banca d'Italia (für die Bestellung der besonderen Gremien lediglich die Banca d'Italia).
- e) Vorübergehende Aussetzung von Zahlungen und Vollstreckungsverfahren gegen das Kreditinstitut während der unter d) erwähnten Sonderverwaltung (Abschnitt 63 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Banca d'Italia.
- f) Vorübergehende Suspension der Geschäftsleiter des Kreditinstituts und Bestellung eines Beamten der Bankaufsichtsbehörde, der an ihrer Stelle tätig wird (Abschnitt 66 des Bankgesetzes);

zuständige Behörde: Banca d'Italia.

ITALIEN

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

- g) Entzug der Zulassung für einzelne Branchen des Kreditinstituts wegen administrativer Mängel (Abschnitt 34 des Banking Act);

zuständige Behörde: Comitato interministeriale per il Credito ed il Risparmio.

LUXEMBURG

Durch Gesetz vom 10. August 1982 vorge-
sehene Maßnahmen:

1. Befugnis des Institut Monétaire Luxem-
bourgeois, Kreditinstitute zu suspendieren;
2. Zahlungseinstellung; überwachte Verwaltung
und Liquidation von Kreditinstituten.

Vom Institut Monétaire Luxembourgeois zu tref-
fende Maßnahmen:

- einstweilige Verfügungen (im Falle einer
Krise) (Artikel 2);
- Suspension von Direktoren (Artikel 3) (gilt
nicht für luxemburgische öffentlich-recht-
liche Institute);
- vollständige oder teilweise Einstellung der
Aktivitäten (Artikel 3).

Maßnahmen, die vom Tribunal d'Arrondissement
zu treffen sind, das als Handelsgericht tagt
(gegebenenfalls auf Antrag des Institut Moné-
taire Luxembourgeois):

- Aussetzung von Zahlungen und Verwaltung unter
Aufsicht (Artikel 7 bis 10) (gilt nicht für
luxemburgische öffentlich-rechtliche Insti-
tute).

NIEDERLANDE

Maßnahmen gemäß Gesetz vom 13. April 1978 be-
treffend die Aufsicht von Kreditinstituten:

- einstweilige Verfügungen;
- geheime Treuhandschaft (Teil III Abschnitt
24);

LUXEMBURG

unverändert

NIEDERLANDE

unverändert

Ursprünglicher Vorschlag

- Dringlichkeitsbestimmungen (Teil V Abschnitt 31);

zuständige Behörde: Zentralbank (De Nederlandsche Bank).

Geänderter Vorschlag

PORTUGAL

Maßnahmen, die von dem Finanzminister nach Stellungnahme der Bank von Portugal ergriffen werden können.

- vorläufige Befreiung von bestimmten gesetzlichen Verpflichtungen der sich in der Krise befindlichen Institute und Bewilligung einer finanziellen Hilfe.

Erlaß 51/84 vom 11. Februar 1984, Artikel 34.

- Frist von 90 Tagen für die Sanierung von Kreditinstituten, die ihre Zahlungen eingestellt haben und Ernennung eines Regierungsbeauftragten.

Erlaß Nr. 30689 vom 27. August 1940, Artikel 1.

- Ernennung eines Verwaltungsbeamten, der für das übliche Funktionieren der "Caixas Economicas" sorgt.

Erlaß Nr. 136/79 vom 18. Mai 1979 über die "Caixas Economicas", Artikel 23.

Maßnahmen, die vom Ministerrat auf Vorschlag der Finanzminister getroffen werden können, im Falle der Anwendung des Artikels 34 des Erlasses vom 11. Februar 1984 (vorgenannt)

- Ernennung von Delegierten, Verwaltern oder von einer Verwaltungskommission, die beauftragt sind, sich an der Geschäftsführung der Institute zu beteiligen.
- Einstweilige Amtsenthebung eines oder mehrerer Verwaltungsbeamten in Ausübung ihrer Funktion.

(den) II. MAHMA

Ursprünglicher Vorschlag

Geänderter Vorschlag

VEREINIGTES KÖNIGREICH

VEREINIGTES KÖNIGREICH

Maßnahmen, die der Bank of England zur Verfügung stehen:

unverändert

- Befugnis zur Bestellung einer oder mehrerer zuständiger Personen, um die Geschäftsführung eines zugelassenen Instituts zu untersuchen und Bericht zu erstatten (Banking Act 1979, Abschnitt 17);
- Befugnis des offenen Widerrufs der Zulassung eines Instituts (Banking Act 1979, Abschnitt 7 (1) (a));
- Befugnis des Widerrufs der Zulassung eines Instituts und, statt dessen, Erteilung einer bedingten Erlaubnis (Banking Act 1979, Abschnitt 7 (1) (b) und Abschnitt 10);
- Befugnis, bei offenem Widerruf der Zulassung eines Instituts, Weisungen für die Geschäftsführung zu geben (Banking Act 1979, Abschnitt 8 und 9).

ANHANG II (neu)

Verzeichnis der Liquidationsverfahren
gemäss Artikel 2.3 des Richtlinienvor-
schlags zur Koordinierung der Rechts- und
Verwaltungsvorschriften über die Sanierung
und die Liquidation der Kreditinstitute
und der Einlagensicherungssysteme

BELGIEN

- la faillite - het faillissement
Code de Commerce, livre III, Artikel 437
und folgende
- zuständige Behörde: tribunal de commerce

DÄNEMARK

- Konkurs

Gesetz Nr. 444 vom 28. Augustus 1984
Gesetz Nr. 374 vom 15. August 1985,
durch das das obige Gesetz Anwendung auf
Banken, Sparkassen und Genossenschafts-
banken findet
- zuständige Behörde : Skifteretten

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

- Konkurs
Artikel 46 a des Gesetzes über das
Kreditwesen, Neufassung vom 20. Dezember
1984.
- Zuständige Behörde : Bundesaufsichtsamt
für das Kreditwesen

- Freiwillige Liquidation

Artikel 38 Absatz 2 des Gesetzes über
das Kreditwesen

Artikel 131 und folgende, 145 und
folgende für die Offene Handels-
gesellschaft

Artikel 262 und folgende für die
Aktiengesellschaft

Artikel 60 sowie Artikel 78 und folgende
für die Genossenschaft

SPANIEN

1. Quiebra

Handelsgesetz Artikel 870 - 941

2. Suspension di pagos

Gesetz vom 26.7.1922

Zuständige Behörden : Justizbehörden

3. Liquidacion administrativa

(im Anschluss an die Rücknahme der
Zulassung) Bankgesetz vom 31.12.1946
Artikel 57 a

ergänzt durch Königlichen Erlass 1289/1986
vom 28. Juni Artikel 4-3)

Zuständige Behörden: Generaldirektion des
Schatzamtes und für die Finanzpolitik des
Ministeriums für Wirtschaft und Unter-
nehmen - Bank von Spanien.

4. Liquidation

Sparkassen: Königliches Dekret 2532/1929
vom 21. November 1929, Artikel 140 - 146

Kreditgenossenschaften: Gesetz 3/1987 vom
2. April 1987, Artikel 103 - 115

Sonstige Kreditinstitute. Gesetz be-
treffend Aktiengesellschaften vom
17.12.1981, Artikel 150 - 171

FRANKREICH

- redressement et liquidation judiciaires
Gesetz Nr. 85/98 vom 25. Januar 1985
(Titre III)
Dekret Nr. 85/1388 vom 27. Dezember
1985, Artikel 119 und folgende
- Zuständige Behörden : Handelsgericht

GRIECHENLAND

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και
Gesetz 1665/1951 vom 27.1.1951 über das Funk-
tionieren und die Beaufsichtigung der Banken;
ελέγχου Τραπεζών". Αρθρο 9 (εκκαθάριση.

Artikel 9 (Liquidation)

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

zuständige Behörden: der Währungsausschuss

IRLAND

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditor's voluntary winding-up
(Companies Act 1963 6. Teil)
- Liquidation of banks
Central Bank Act 1971 Abschnitte 28-31)
- Für Building Societies
- compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976, Abschnitt
95)

und einige andere Gesetze

- Housing (Miscellaneous Provisions) Act 1979

Teil 20

- Land Act 1984 (Abschnitt 4 (2))
- Age of Majority Act 1985

und verschiedene nachrangige Gesetztexte

Zuständige Behörde :

- zuständige Behörde für die Erteilung oder Zurücknahme der Zulassung und die Überwachung der Tätigkeit der Kreditinstitute

- The High Court bei Konkurs

Für Building Societies: Registrar of Friendly Societies, der auch der Registrar of Building Societies (Building Societies Act 1986, Abschnitt 85) ist.

ITALIEN

- il concordato preventivo

Dekret vom 16. März 1942, Artikel 160 - 186

Gesetzesdekret vom 12. März 1936, geändert Artikel 35, Absatz 2 d)

Zuständige Behörde : Justizbehörde

- la liquidazione coatta amministrativa

Gesetzesdekret vom 12. März 1936, Artikel 67 - 86

Dekret vom 16. März 1942, geändert, Artikel 194 - 215

- Zuständige Behörden: Bank von Italien, Schatzministerium und interministerieller Ausschuss für das Kredit- und Sparwesen

- la liquidazione volontaria

Dekret vom 12. März 1936, geändert, Artikel 86 a

LUXEMBURG

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit
Gesetz vom 10. August 1982, Abschnitt 2
Zuständige Behörden: das Tribunal d'arrondissement (Kammer für Handels-
sachen) auf Antrag des Staatsanwaltes
oder des Kommissars für die Banken
aufsicht
- Liquidation volontaire
Gesetz vom 10. August 1982, Artikel 12

NIEDERLANDE

- vrijwillige solvante liquidatie in-
gevolge statutaire ontbinding
und
- gedwongen solvante liquidatie na
intrekking van de vergunning
Burgerlijk Wetboek betreffende de
vereffening van (solvante) rechts-
personen (betreffend die Liquidation von
(solventen) Rechtspersonen) - Buch II
Titel 1, Art. 22 und 23; Titel 3 Art.
166 - 173
Zuständige Behörde: Das Kreditinstitut
selbst
- Solvante Liquidatie tijdens de
noodregeling (Solvante Liquidation)
Wet Toezicht Kredietwezen, Artikel 36,
erster und sechster Absatz, durch die
die obengenannten Bestimmungen des
Burgerlijk Wetboek Anwendung finden
Zuständige Behörde: Die Verwalter
- insolvente liquidatie na failliet-
verklaring van de kredietinstelling
(Insolvente Liquidation nach Konkurs-
anmeldung des Kreditinstituts)
Faillissement wet vom 30.9.1983 und
Anderungen, S 140, Titel I Artikel 1-212
Zuständige Behörde: Das Gericht

PORTUGAL

- Normas para a liquidacao de estabelecimentos bancarios
Gesetzesdekret Nr. 30-689 vom 27. August 1940, Artikel 11 und folgende
Zuständige Behörde: Finanzministerium
- liquidação na sequencia de revoção de autorizacao
Zuständige Behörde: Finanzministerium
- Caixas cooperativas
Gesetzesdekret Nr. 454/80 vom 9. Oktober 1980, Artikel 75 und 77 betreffend die allgemeine Regelung des Konkursverfahrens
Gesetzesdekret Nr. 44/129 vom 28. Dezember 1961, Kapitel XV Artikel 1245 und folgende
Verkauf von Aktiva: Artikel 882 und folgende

VEREINIGTES KÖNIGREICH

- Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986 4. Teil)
Creditors voluntary winding-up
Corporate voluntary arrangements (insolvency Act 1986, 1. Teil)
Corporate arrangements and reconstructions (Companies Act 1985, 13. Teil)
- Für Building Societies (Building Societies Act 1986, 10. Teil)
Compulsory winding-up
Creditors' voluntary winding-up
Dissolution by consent of an appropriate majority of the society's members
Zuständige Behörde: Justizbehörde
- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986 4. Teil)

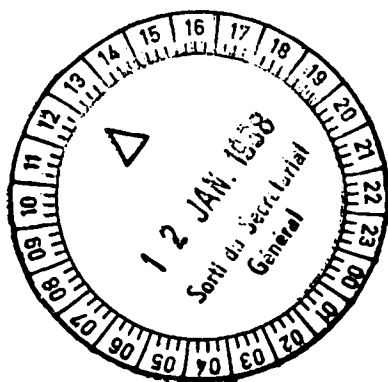
COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(88) 4 def.

Bruxelles, 4 gennaio 1988

PROPOSTA MODIFICATA DI DIRETTIVA DEL CONSIGLIO
in materie di risanamento e liquidazione degli enti
creditizi e di sistemi di garanzia dei depositi

presentata dalla Commissione al Consiglio
in virtù dell'articolo 149, terzo comma del Trattato CEE



Proposta modificata di direttiva del Consiglio in materia di
risanamento e liquidazione degli enti creditizi
e di sistemi di garanzia dei depositi

RELAZIONE INTRODUTTIVA

I. Riepilogo dell'iter procedurale

1. Il 19 dicembre 1985, la Commissione ha adottato una proposta di direttiva in materia di risanamento e liquidazione degli enti creditizi (1), comprendente un titolo IV relativo alla garanzia dei depositi. Queste disposizioni sono state integrate il 22 dicembre 1987 da una raccomandazione della Commissione relativa all'instaurazione, nella Comunità, di sistemi di garanzia dei depositi (2). La proposta di direttiva è stata trasmessa il 9 gennaio 1986 al Consiglio, il quale il 24 gennaio 1986, ha proceduto alla consultazione del Parlamento europeo e del Comitato economico e sociale.

2. Il Comitato economico e sociale ha adottato all'unanimità un parere (3) relativo alla proposta della Commissione nel corso della sua 238a sessione plenaria, svoltasi a Bruxelles il 2 luglio 1986.

Il Parlamento europeo ha approvato la risoluzione che chiude la procedura di consultazione in occasione della seduta plenaria di venerdì 13 marzo 1987 (4).

3. L'elaborazione della presente proposta modificata tiene conto dei risultati della consultazione con le due istituzioni sopra citate, nonché dell'adesione di due nuovi Stati membri.

(1) GU n. C 356 del 31.12.1985, pag. 55

(2) GU n. L 33 del 4 febbraio 1987, pag. 16

(3) GU n. C 263 del 20 ottobre 1986, pag. 13

(4) GU n. C 99 del 13 aprile 1987, pag. 211

Nella sua risoluzione, il Parlamento europeo ha riconosciuto che una tale direttiva avrebbe rappresentato "un progresso certo, pur se modesto, nello sviluppo del mercato comune del credito, nel cui ambito saranno meglio assicurate la tutela dei risparmiatori e la loro fiducia nel sistema bancario".

Il Comitato economico e sociale, che ha espresso il proprio parere prima che venisse approvata la raccomandazione della Commissione sui sistemi di garanzia dei depositi, ha soprattutto criticato l'articolo della direttiva relativo a tale questione, chiedendo che fosse soppresso un paragrafo (articolo 16.2). In quanto al Parlamento, esso ha sottolineato "che la direttiva sarà efficace solo se gli Stati membri si conformeranno, al più tardi il 1° gennaio 1990, alla raccomandazione della Commissione".

Per sottolineare l'importanza di tale questione, un emendamento propone di completare la denominazione della direttiva menzionando esplicitamente i sistemi di garanzia dei depositi nel titolo stesso della proposta.

La Commissione, vivamente consapevole del legame esistente tra le procedure di risanamento o di liquidazione e i sistemi di tutela dei depositanti, presenta pertanto la sua nuova proposta con un titolo più completo, conformemente alla risoluzione del Parlamento europeo.

II. COMMENTO ALLE MODIFICHE

Il Parlamento europeo ha proposto di aggiungere due considerando: il primo dovrebbe far riferimento alla Convenzione relativa al fallimento, ai concordati e ai procedimenti affini e il secondo alla citata raccomandazione della Commissione del 22 dicembre 1986. Questi due emendamenti del Parlamento europeo sono stati ripresi integralmente nella proposta modificata (10° e 18° considerando).

TITOLO 1 - Articolo 1

L'emendamento proposto dal Parlamento europeo specifica chiaramente che le disposizioni della presente direttiva sono applicabili alle succursali create in Stati membri diversi da quello in cui ha la propria sede sociale l'ente creditizio; ciò risultava dal contenuto stesso della direttiva, ma non era esplicitamente indicato nella versione precedente.

Articolo 2

Un primo emendamento del Parlamento a quest'articolo riprende un'osservazione già presente nel parere del Comitato economico e sociale, ossia la proposta di inserire nel primo comma un riferimento alle "autorità competenti", definite nella direttiva, per l'adozione dei provvedimenti che figurano nell'elenco in allegato. Tale aggiunta è stata ripresa nella forma proposta dal Comitato economico e sociale.

Oltre a questo emendamento di carattere formale, il Parlamento europeo ha proposto tre modifiche dell'articolo 2 che sono state riprese integralmente nella proposta modificata:

- La prima modifica consiste nel sopprimere i criteri positivi che la Commissione aveva ritenuto opportuno inserire per caratterizzare le misure di risanamento.

Secondo il Parlamento europeo è superfluo indicare tali criteri dato che alle lettere a) e b) del paragrafo 2 figurano i criteri negativi.

La natura dei provvedimenti figuranti in allegato, che nella maggior parte dei casi non sono specifici delle situazioni di risanamento, rendeva necessario precisare per lo meno i casi in cui essi non possono essere considerati come provvedimenti di risanamento (questo punto non è stato modificato); le precisazioni contenute nel paragrafo 1 erano utili ma non indispensabili e potevano pertanto essere soppresse, senza inconvenienti, nella versione modificata.

- La seconda modifica, che va vista nel contesto degli emendamenti proposti per gli articoli 3, 11 e 14, ha lo scopo di riprendere in questa direttiva alcune disposizioni relative alla liquidazione che, normalmente, erano di pertinenza della Convenzione relativa al fallimento e di conseguenza intende inserire un allegato II sulla falsariga del protocollo allegato alla citata convenzione, nel quale figurì l'elenco dei procedimenti di liquidazione applicabili agli enti creditizi.

Questa disposizione è dunque giustificata del fatto che nella proposta modificata è stato aggiunto un allegato II.

- La terza modifica consiste nel definire ciò che la direttiva intende per sistema di garanzia dei depositi.

Ispirandosi alla definizione che figura nella raccomandazione della Commissione, il Parlamento ha suggerito una definizione ampia, che permette di considerare come sistema di garanzia dei depositi certi sistemi funzionanti su base diversa da quella dell'indennizzo.

Articolo 3

Come sopra indicato, quest'aggiunta è giustificata dal nuovo orientamento adottato in questa direttiva in materia di procedimenti di liquidazione.

TITOLO II

Gli articoli 4, 5, 6 e 7, che definiscono le norme essenziali che disciplinano il reciproco riconoscimento delle decisioni di risanamento e la collaborazione fra le autorità competenti, sono stati oggetto di richieste di modifica da parte del Comitato economico e sociale (articolo 4) e del Parlamento (articolo 5, 6 e 7) che non possono però essere accolte nella proposta modificata in quanto finirebbero per sconvolgere integralmente il sistema prescelto.

Tuttavia, all'articolo 7 è stata apportata una modifica di carattere redazionale, vengono infatti menzionati i diritti degli azionisti, poiché potrebbe dare luogo a controversie la questione se nel loro caso si tratti o no di "creditori".

Articolo 9

Il Parlamento ed il Comitato economico e sociale hanno ritenuto necessario menzionare esplicitamente nel paragrafo 2 dell'articolo in esame che uno Stato membro può richiedere una modifica o un complemento dell'allegato solo per i provvedimenti che siano stati decretati in quello stesso Stato. Secondo la Commissione, tale modifica è di natura meramente formale, data la scarsa probabilità che uno Stato membro notifichi un provvedimento che non fa parte del proprio ordinamento giuridico. Inoltre, una decisione del Consiglio del 13 luglio 1987, dunque posteriore al parere del Parlamento, ha fissato "le modalità di esercizio delle competenze di esecuzione conferite alla Commissione" (5).

Il testo della decisione del Consiglio è stato quindi sostituito al testo che figurava nella proposta della Commissione.

Articolo 11

Il riferimento della Convenzione, già incluso nel paragrafo 2, è stato spostato e figura in un nuovo "considerando" (decimo considerando modificato).

Il Parlamento e il Comitato economico e sociale hanno fatto giustamente notare l'opportunità di affermare la competenza esclusiva delle autorità amministrative o degli organi di liquidazione del paese della sede, perché, qualora tale precisazione non figurasse nell'articolo, certi Stati membri avrebbero potuto contestare il principio dell'unità della liquidazione.

Articolo 14

Conformemente all'emendamento proposto dal Parlamento, una disposizione relativa alla pubblicità della liquidazione figura in un nuovo paragrafo 3 dell'articolo 14, che contiene già norme di diritto materiale applicabili specificamente agli enti creditizi.

((5) Decisione 87/373/CEE - GU n° L 197 del 18.7.87, pag. 33

III. ADEGUAMENTO DEL PRESENTE TITOLO ALLE MODIFICHE DELLE LEGISLAZIONI NAZIONALI

Articolo 16

Come risulta dal nuovo punto C aggiunto al titolo III, è stato aggiunto un nuovo articolo alla fine di questo titolo dedicato alla liquidazione, per tener conto dell'inserimento di un allegato II che elenca i procedimenti nazionali di liquidazione.

Era infatti opportuno prevedere che l'elenco di tali procedure potesse essere modificato rapidamente per seguire l'evoluzione delle legislazioni nazionali. Questo compito di aggiornamento è stato affidato alla Commissione, che provvederà altresì alla relativa pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Allegato I

Il titolo di questo allegato è stato modificato in modo da uniformarlo a quello della proposta modificata di direttiva.

Sono state aggiornate le misure vigenti in Belgio e relative alle casse di risparmio della Cassa generale di risparmio e fondo pensioni.

Sono state inserite altresì le misure di risanamento vigenti in Spagna ed in Portogallo.

Allegato II

Elenco dei procedimenti di liquidazione previsti dall'articolo 2, paragrafo 3 della proposta di direttiva relativa al coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative in materia di risanamento e liquidazione degli enti creditizi e di sistemi di garanzia dei depositi.

L'allegato, più completo e dettagliato di quello figurante nel Protocollo allegato al progetto di Convenzione relativa al fallimento, al concordato e ai procedimenti affini, al quale il Parlamento europeo proponeva di ispirarsi, è stato redatto con il contributo degli Stati membri, ai quali è stato chiesto di rispondere ad un questionario distribuito dalla Commissione.

Proposta modificata di Direttiva del Consiglio
relativa al risanamento e alla liquidazione
degli enti creditizi ed ai sistemi di garanzia dei depositi

Proposta originale

Proposta di Direttiva del Consiglio relativa al coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative in materia di risanamento e liquidazione degli enti creditizi.

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE

visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea e in particolare l'articolo 57, paragrafo 2, terza frase,

vista la proposta della Commissione,

in cooperazione con il Parlamento Europeo,

visto il parere del Comitato economico e sociale,

considerando che, in conformità degli obiettivi del Trattato, è necessario promuovere uno sviluppo armonioso delle attività economiche nella Comunità sopprimendo ogni restrizione alla libertà di stabilimento e alla libera prestazione dei servizi all'interno della Comunità;

Proposta modificata

Direttiva del Consiglio relativa al coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative in materia di risanamento e liquidazione degli enti creditizi e di sistemi di garanzia dei depositi.

Preambolo immutato

Considerando dal primo al nono immutati

Proposta originale

Proposta modificata

considerando che parallelamente alla soppressione di tali restrizioni è necessario provvedere a disciplinare le situazioni che in caso di difficoltà potrebbero verificarsi in un ente creditizio; in particolare nel caso in cui tale ente abbia succursali in altri Stati membri;

considerando che, data l'attuale struttura del settore degli enti creditizi, l'accesso all'attività e l'esercizio dei quali sono soggetti alla vigilanza delle autorità in tutti gli Stati della Comunità, è giustificato per tali enti contemplare in materia di risanamento e di liquidazione provvedimenti specifici;

considerando che la normativa e gli usi vigenti negli Stati membri mirano ad instaurare non appena si manifesti una situazione finanziaria difficile, procedimenti di risanamento destinati ad evitare l'insolvenza degli enti creditizi, segnatamente allo scopo di preservare la fiducia dei risparmiatori nel sistema bancario;

considerando che sarebbe molto difficile tentare di unificare tali normative ed usi senza predisporre una prima fase, un reciproco riconoscimento da parte degli Stati membri delle azioni di ciascuno di essi destinate a risolvere le difficoltà finanziarie dei propri enti;

Proposta originale

considerando che è opportuno che l'applicazione dei provvedimenti di risanamento ad un ente creditizio che opera in più Stati membri sia affidata alle autorità competenti di un solo Stato membro, vale a dire alle autorità dello Stato nel quale l'ente creditizio ha la propria sede sociale e che tali autorità devono poter applicare la propria legislazione al di fuori del territorio nazionale, consultandosi all'uopo con le autorità degli altri Stati membri interessati;

considerando che l'obiettivo del risanamento può essere raggiunto soltanto eliminando tutti gli ostacoli di natura giuridica che impedirebbero di rendere applicabili nelle succursali i provvedimenti di risanamento adottati dalle autorità del paese della sede;

considerando che è auspicabile e, a volte, necessario prevedere forme di pubblicità per informare creditori ed azionisti della applicazione di alcuni provvedimenti di risanamento nei paesi nei quali esistono succursali, in particolare allorquando tali provvedimenti possono ostacolare l'esercizio di alcuni loro diritti;

considerando che è indispensabile prevedere una procedura che consenta di adeguare rapidamente la direttiva all'evoluzione delle normative nazionali relative ai provvedimenti di risanamento che debbono continuare ad evolvere sul piano nazionale

Proposta modificata

Proposta originale

Proposta modificata

in funzione dell'esperienza acquisita; che è all'uopo auspicabile estendere le competenze del Comitato consultivo, creato in applicazione della direttiva 77/780/CEE del Consiglio (1) attribuendo a detto Comitato il potere di esprimere pareri sulla adozione o sul rifiuto di tali modifiche sul piano comunitario;

considerando che, in assenza di provvedimenti di risanamento o esperiti questi senza esito, gli enti creditizi in crisi devono essere liquidati; che è opportuno, in tal caso, prevedere disposizioni destinate a coordinare il ruolo delle autorità di vigilanza bancaria nell'applicazione dei provvedimenti di liquidazione;

considerando che è necessario che le autorità competenti, che con l'applicazione dei provvedimenti di risanamento hanno svolto un importante ruolo prima della apertura del procedimento di liquidazione, continuino a svolgere tale ruolo dopo l'apertura del procedimento per consentire un corretto svolgimento delle operazioni di liquidazione;

considerando che, in assenza di provvedimenti di risanamento o esperiti questi senza esito, gli enti creditizi in crisi devono essere liquidati; considerando che in attesa di una Convenzione, conclusa sulla base dell'articolo 220 del Trattato CEE, relativa ai fallimenti, ai concordati e ai procedimenti affini, è necessario coordinare le disposizioni essenziali applicabili in caso di liquidazione di un ente creditizio; considerando che è opportuno, in tal caso, prevedere disposizioni destinate a coordinare il ruolo delle autorità di vigilanza nell'applicazione dei provvedimenti di liquidazione;

considerando dal decimo al diciassettesimo immutati

(1) GU n° L 322 del 17.12.1977, pag. 30

Proposta originale

considerando che la revoca dell'autorizzazione bancaria deve essere una delle conseguenze necessarie della liquidazione degli enti creditizi; che tuttavia, in taluni casi eccezionali, le autorità competenti potranno mantenere l'autorizzazione per facilitare le operazioni di liquidazione;

considerando che per gli enti creditizi si reputa che, nel corso del periodo di attività, l'ente e le sue succursali formino una sola entità soggetta al controllo delle autorità competenti del paese della sede sociale per quanto concerne la vigilanza della liquidità e della solvibilità; che sarebbe inopportuno rinunciare a tale principio al momento della liquidazione di un ente creditizio;

considerando che la parità dei creditori è garantita soltanto se un ente creditizio viene liquidato in base a principi di unità e di universalità che implicano la competenza delle autorità amministrative e giudiziarie di un solo Stato, l'applicazione della legge di liquidazione del paese della sede e l'extraterritorialità dei suoi effetti;

considerando tuttavia che la liquidazione deve essere subordinata a norme particolari allorché l'ente è solvibile; che la liquidazione volontaria secondo le norme statu-

Proposta modificata

Proposta originale

Proposta modificata

tarie postula detta solvibilità; che è opportuno prevedere che le autorità competenti abbiano il potere di accertarsene durante tutta la durata di operazioni di liquidazione;

considerando che è necessario, mediante gli opportuni adeguamenti, far sì che il coordinamento del ruolo delle autorità competenti nel risanamento e nella liquidazione sia possibile anche per le succursali di enti creditizi la cui sede sociale sia al di fuori del territorio della Comunità;

considerando che, in caso di liquidazione di un ente creditizio insolvente, gli interessi dei depositanti devono essere tutelati mediante i sistemi di garanzia esistenti nella Comunità europea, senza discriminazioni in un medesimo territorio tra le succursali di enti creditizi nazionali o degli altri Stati membri e, in via sussidiaria, senza discriminazioni in uno stesso ente tra depositi effettuati nel paese della sede o nelle succursali di altri Stati qualora in questi ultimi non esista alcun sistema di garanzia dei depositi;

considerando che l'introduzione di un sistema di garanzia dei depositi dovrà essere oggetto di un ulteriore coordinamento mediante direttiva, alla luce dell'esperienza acquisita con l'attuazione delle disposizioni contenute nella raccomandazione della Commissione, in data

Proposta originale

Proposta modificata

22 dicembre 1986, riguardante l'istituzione nella Comunità di sistemi di garanzia dei depositi (87/63/CEE) pubblicata nella GU n. L 33 del 4.2.1987;

HA ADOTTATO LA PRESENTE DIRETTIVA:

TITOLO I

TITOLO I

Campo d'applicazione e definizioni

Campo d'applicazione e definizioni

Articolo 1

Articolo 1

1. Le disposizioni della presente direttiva si applicano agli enti creditizi e alle loro succursali - definiti conformemente all'articolo 1, primo e terzo trattino, della direttiva 77/780/CEE tenendo conto delle condizioni ed esenzioni previste dall'articolo 2 della stessa direttiva.

1. Le disposizioni della presente direttiva si applicano agli enti creditizi e alle loro succursali istituite in uno Stato membro diverso da quello della sede sociale - definiti conformemente all'articolo 1, primo e terzo trattino, della direttiva 77/780/CEE - tenendo conto delle condizioni ed esenzioni previste dall'articolo 2 della stessa direttiva.

2. Le disposizioni della presente direttiva concernenti le succursali di un ente creditizio la cui sede sociale si trova fuori della Comunità, si applicano soltanto allorquando detto ente abbia succursali in almeno due Stati membri della Comunità.

immutato

Proposta originale

Articolo 2

1. Ai sensi della presente direttiva si intendono per provvedimenti di risanamento, quelli destinati a mantenere o ristabilire la situazione finanziaria di un ente creditizio e che soddisfano le seguenti condizioni:

- a) figurano nell'elenco allegato;
- b) mirano ad evitare l'apertura di un procedimento di liquidazione;
- c) sono adottati prima che l'ente creditizio sia dichiarato in stato di insolvenza.

2. Non sono considerati provvedimenti di risanamento, neppure quando figurano nell'elenco allegato, i provvedimenti adottati:

- a) nell'ambito della normale vigilanza sugli enti creditizi, definita dall'articolo 7 della direttiva 77/780/CEE, nonché i provvedimenti destinati a reprimere infrazioni alle leggi e regolamenti;
- b) in caso di fallimento, di concordato o di qualsiasi altro procedimento di liquidazione già avviato.

Proposta modificata

Articolo 2

1. Ai sensi della presente direttiva, si intendono per provvedimenti di risanamento i provvedimenti figuranti nell'elenco di cui all'allegato I, purché tali provvedimenti siano destinati a mantenere o ristabilire la situazione finanziaria di un ente creditizio.

3. Ai sensi della presente direttiva, si intendono per procedimenti di liquidazione quelli indicati nell'allegato II.

Proposta originale

3. I provvedimenti di cui al paragrafo 1 e le autorità competenti per la loro applicazione sono determinati dalle leggi e dai regolamenti indicati nell'allegato.

Articolo 3

Ai sensi della presente direttiva si intende per:

- "paese della sede": lo Stato membro in cui un ente creditizio ha la sede sociale;
- "paese ospitante": qualsiasi Stato membro, diverso da quello definito paese della sede, nel quale un ente creditizio ha creato una succursale ai sensi dell'articolo 1, terzo trattino della direttiva 77/780/CEE;
- "autorità competenti": le autorità cui compete rilasciare e revocare l'autorizzazione e/o vigilare sull'attività degli enti creditizi a norma degli articoli 3, 4, 6, 7 e 8 della direttiva 77/780/CEE, nonché qualsiasi altra

Proposta modificata

4. Ai sensi della presente direttiva, si intendono per sistemi di garanzia dei depositi tutte le disposizioni intese ad assicurare un adeguato indennizzo dei depositi o a evitare loro qualsiasi perdita.

5. I provvedimenti di cui al paragrafo 1 e le procedure di liquidazione di cui al paragrafo 3 nonché le autorità competenti per attuarli sono determinati dalle leggi e dai regolamenti esposti negli allegati I e II.

Articolo 3

Ai sensi della presente direttiva si intende per:

- immutato
- immutato
- "autorità competenti": le autorità cui compete rilasciare o revocare l'autorizzazione e/o vigilare sull'attività degli enti creditizi a norma degli articoli 3, 4, 6, 7 e 8 della direttiva 77/780/CEE nonché qualsiasi altra

Proposta originale

autorità competente per l'applicazione dei provvedimenti di risanamento indicata nell'allegato della presente direttiva.

TITOLO II

Provvedimenti di risanamento

A. Enti con sede sociale all'interno della Comunità

Articolo 4

1. Le autorità o le giurisdizioni del paese della sede sono competenti a decidere, in conformità dei regolamenti, procedure e usi vigenti sul loro territorio, l'applicazione ad un ente creditizio ed alle sue succursali di uno o più provvedimenti di risanamento.

2. I provvedimenti di risanamento, adottati dalle autorità o dalla giurisdizione competente del paese della sede producono tutti i loro effetti nei riguardi dei dirigenti e dei creditori delle succursali aventi sede negli altri Stati membri, anche se la legislazione del paese ospitante non prevede siffatti provvedimenti o ne subordina l'applicazione a condizioni che non sono soddisfatte.

Proposta modificata

autorità di cui agli allegati I e II della presente direttiva, in quanto competente per l'applicazione dei provvedimenti di risanamento o dei procedimenti di liquidazione.

TITOLO II

Provvedimenti di risanamento

A. Enti con sede sociale all'interno della Comunità

Articolo 4

immutato

immutato

Proposta originale

Proposta modificata

3. Le decisioni, prese dalle autorità o dalla giurisdizione del paese della sede, di applicare uno o più provvedimenti di risanamento ostano all'applicazione o al mantenimento da parte delle autorità o della giurisdizione competente del paese ospitante di qualsiasi altro provvedimento di risanamento ai sensi dell'articolo 2, a meno che le autorità competenti del paese decidano altrimenti.

immutato

Articolo 5

Articolo 5

Prima di adottare qualsiasi provvedimento di risanamento, le autorità competenti del paese della sede sono tenute ad informare con ogni mezzo le autorità competenti del paese ospitante della propria intenzione e a consultare le stesse sugli effetti di tale provvedimento nel paese ospitante, a meno che il provvedimento non sia, manifestamente, destinato a produrre effetti significativi nei riguardi di una succursale situata in un altro Stato membro.

immutato

Articolo 6

Articolo 6

Le autorità competenti del paese ospitante, qualora ritengano necessaria l'applicazione sul loro territorio di uno o più provvedimenti di risanamento ai sensi dell'articolo 2, sono tenute ad informare le autorità competenti del paese della sede.

immutato

Proposta originale

Dopo, aver ricevuto detta informazione, le autorità competenti del paese della sede, qualora ritengano che le difficoltà incontrate dalla succursale non siano tali da giustificare l'applicazione dello articolo 4, paragrafi 1 e 2, ne informano le autorità del paese ospitante che possono decidere l'applicazione nel proprio territorio di uno o più provvedimenti di risanamento.

Articolo 7

1. Qualora l'applicazione dei provvedimenti di risanamento adottati a norma dello articolo 4, paragrafi 1 e 2, incida direttamente sui diritti dei creditori stabili in un paese ospitante e se, contro la decisione che adotta il provvedimento, è possibile far ricorso nel paese della sede, le autorità competenti di questo ultimo, ove lo ritengano necessario, possono pubblicare a spese dell'ente creditizio, un estratto della decisione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee e in due giornali a diffusione nazionale di ciascun paese ospitante.

2. Le autorità competenti del paese della sede, se lo ritengono opportuno, possono notificare il provvedimento direttamente e individualmente ai creditori residenti nella Comunità, sui diritti dei quali il provvedimento incide.

Proposta modificata

Articolo 7

1. Qualora l'applicazione dei provvedimenti di risanamento adottati a norma dello articolo 4, paragrafi 1 e 2, sia suscettibile di incidere direttamente sui diritti di tutti i creditori - compresi i lavoratori dell'ente creditizio in causa - stabiliti in uno Stato ospitante e di tutti gli azionisti e se, contro la decisione che adotta il provvedimento, è possibile far ricorso nel paese della sede, le autorità competenti di quest'ultimo, possono pubblicare a spese dell'ente creditizio un estratto della decisione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee e in due giornali a diffusione nazionale di ciascuno Stato ospitante.

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

3. L'estratto della decisione da pubblicare o la notifica devono indicare nella o nelle lingue nazionali degli Stati interessati, l'oggetto ed il fondamento giuridico della decisione adottata, i termini di ricorso e l'indirizzo esatto delle autorità o della giurisdizione competenti ad esaminare il ricorso.

Immutato

4. I provvedimenti di risanamento si applicano indipendentemente dagli adempimenti in materia di pubblicità di cui ai paragrafi da 1 a 3 e producono tutti i loro effetti nei riguardi dei creditori a meno che le autorità competenti del paese della sede o la legislazione di quest'ultimo relativa a tali provvedimenti non dispongano diversamente.

Immutato

5. Fatto salvo il caso di notifica individuale, i termini di ricorso decorrono a partire dalla data della pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

Immutato

B. Enti creditizi con sede sociale fuori della Comunità

B. Enti creditizi con sede sociale fuori della Comunità

Articolo 8

Articolo 8

1. In attesa di un ulteriore coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative relative alle succursali degli enti creditizi con sede sociale fuori Comunità, le autorità e giurisdizioni del paese ospitante man-

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

tengono la facoltà di applicare i provvedimenti di risanamento conformemente alle procedure, agli usi ed ai regolamenti vigenti nel loro territorio, salvo se diversamente disposto da accordi stipulati in conformità del trattato, sulla base del principio di reciprocità, con il paese della sede sociale.

2. Tuttavia, all'autorità competente del paese ospitante di una succursale di un ente creditizio con sede sociale fuori della Comunità, la quale ritenga necessario applicare uno o più provvedimenti di risanamento ai sensi dell'articolo 2, è fatto obbligo, prima della loro adozione, di informarne con ogni mezzo le autorità competenti degli altri paesi ospitanti nei quali l'ente abbia creato succursali che figurano nello elenco di cui all'articolo 3, paragrafo 7 della direttiva 77/780/CEE e pubblicato annualmente nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Immutato

3. Ove sia necessario un intervento di estrema urgenza, l'informazione di cui al paragrafo 2 può essere sostituita da una notifica immediata del provvedimento adottato alle autorità competenti degli altri paesi ospitanti.

Immutato

4. Le autorità competenti di un altro paese ospitante possono decidere che i provvedimenti di risanamento, di cui

Immutato

Proposta originale

hanno ricevuto informazione mediante la procedura di cui al paragrafo 2 o la notifica di cui al paragrafo 3, producono i loro effetti nei riguardi dei dirigenti e dei creditori delle succursali stabilite nel territorio di questo paese, anche se la normativa loro applicabile in virtù del paragrafo 1 non preveda siffatti provvedimenti o ne subordini l'applicazione a condizioni che non sono soddisfatte, fatta salva, tuttavia l'applicazione degli accordi menzionati nel paragrafo 1.

5. Ove siano applicate le disposizioni del paragrafo 4, gli adempimenti in materia di pubblicità devoluti dall'articolo 7, paragrafi 1 e 2, alle autorità competenti del paese della sede, sono devoluti all'autorità competente del paese ospitante di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

C. Adeguamento della direttiva alle modifiche delle legislazioni nazionali

Articolo 9

1. L'elenco dei provvedimenti di risanamento che figura nell'allegato è modificato e completato conformemente alla procedura definita nel presente articolo.

Proposta modificata

Immutato

C. Adeguamento del presente titolo alle modifiche delle legislazioni nazionali

Articolo 9

1. L'elenco dei provvedimenti di risanamento che figura nell'allegato I è modificato e completato conformemente alla procedura definita nel presente articolo.

Proposta originale

Proposta modificata

Tale disposizione non si applica qualora il provvedimento sia atto ad incidere sui diritti dei creditori. In questo caso, la Commissione sottopone al Consiglio una proposta di direttiva alle condizioni previste dall'articolo 149 del trattato.

7. Gli Stati membri, senza attendere le decisioni del comitato et del Consiglio, possono adottare il provvedimento previsto; tuttavia, le decisioni adottate in applicazione del suddetto provvedimento non possono beneficiare delle disposizioni della presente direttiva ed in particolare dell'articolo 4, paragrafi 2 e 3.

Immutato

Articolo 10

Articolo 10

Gli Stati membri vigilano affinché nessun ostacolo di natura giuridica osti alla applicazione alle succursali di enti creditizi con sede in un altro stato membro istituite sul proprio territorio, dei provvedimenti di risanamento che possono essere decisi, conformemente all'articolo 4, dalle autorità o dalla giurisdizione competenti del paese della sede; di conseguenza, gli stati membri adottano, nel rispetto dei principi generali dei rispettivi ordinamenti, gli atti legislativi, regolamentari ed amministrativi all'uopo necessari;

Immutato .

Proposta originale

Proposta modificata

TITOLO III

TITOLO III

Liquidazione

Liquidazione

A. Enti creditizi con sede sociale
all'interno della Comunità

A. Enti creditizi con sede sociale
all'interno della Comunità

Articolo 11

Articolo 11

1. Le autorità competenti del paese della sede sono consultate su qualsiasi richiesta di apertura di procedimento di liquidazione giudiziaria promossa dai creditori, dal debitore o dal pubblico ministero.

Immutato

2. L'ente creditizio è posto in liquidazione conformemente alle disposizioni della legge del paese della sede qualora la presente direttiva e la convenzione relativa al fallimento, al concordato ed ai procedimenti affini non dispongano diversamente.

2. L'ente creditizio è posto in liquidazione conformemente alle disposizioni della legge dello Stato della sede qualora la presente direttiva non disponga diversamente.

3. Le decisioni relative alla liquidazione di un ente creditizio adottate dalle autorità amministrative, giudiziarie o dagli organi liquidatori producono tutti i loro effetti anche nei confronti delle succursali dell'ente creditizio aventi sede in altri Stati membri e ostano alla decisione di aprire, nei riguardi delle medesime, qualsiasi altro procedimento di liquidazione, fatte salve le disposizioni dell'articolo 12, paragrafo 2.

3. Le decisioni relative alla liquidazione di un ente creditizio adottate dalle autorità amministrative, giudiziarie o dagli organi liquidatori dello Stato della sede producono tutti i loro effetti anche nei confronti delle succursali dell'ente creditizio aventi sede in altri Stati membri e ostano alla decisione di aprire, nei riguardi delle medesime, qualsiasi altro procedimento di liquidazione, fatto salvo il disposto dell'articolo 12, paragrafo 2.

Proposta originale

Proposta modificata

Articolo 12

Articolo 12

1. Le autorità competenti del paese della sede sono consultate prima dell'applicazione di qualsiasi decisione di liquidazione volontaria presa dagli organi statutari di un ente creditizio.

Immutato

2. La liquidazione volontaria di un ente creditizio non osta all'apertura, su richiesta delle autorità competenti del paese della sede, della liquidazione amministrativa o giudiziaria se gli organi statutari non procedono a tale liquidazione in maniera soddisfacente o se esiste fondato motivo di ritenere che l'ente creditizio non sia in grado di adempiere ai suoi obblighi nei riguardi dei propri creditori.

Immutato

Articolo 13

Articolo 13

1. Quando, in mancanza di provvedimenti di risanamento o esperiti questi ultimi senza esito, viene aperta una procedura di liquidazione nei confronti di un ente creditizio, le autorità competenti del paese della sede revocano l'autorizzazione all'ente creditizio in questione nel rispetto della procedura di cui all'articolo 8 della direttiva 77/780/CEE.

Immutato

2. Tuttavia, a titolo eccezionale, la revoca dell'autorizzazione non impedisce alla o alle persone incaricate della liquidazione di proseguire talune attività

Proposta originale

Proposta modificata

dell'ente creditizio con il consenso e sotto la vigilanza delle autorità competenti del paese della sede, nella misura necessaria ai fini della liquidazione. La presente disposizione si applica nel paese ospitante solo qualora la legislazione relativa alla revoca dell'autorizzazione bancaria non disponga diversamente.

3. In caso di liquidazione volontaria, l'autorizzazione prevista dall'articolo 3 della direttiva 77/780/CEE può essere mantenuta fino al termine delle operazioni di liquidazione, purché l'ente creditizio continui a soddisfare le condizioni alle quali è subordinata l'autorizzazione.

Articolo 14

Articolo 14

1. La liquidazione è effettuata sotto la vigilanza delle autorità competenti del paese della sede in collaborazione con le autorità competenti del paese ospitante. Immutato

2. I liquidatori hanno il potere di esercitare sul territorio di tutti gli Stati membri tutti i poteri che esercitano sul territorio di apertura della liquidazione. Tuttavia, anche quando la legislazione dello Stato in cui è aperta la liquidazione non prevede la pluralità dei liquidatori, le autorità competenti di un paese ospitante, ove lo ritengano necessario, possono chiedere la nomina di un liquidatore designato tra le persone che eserci-

Proposta originale

Proposta modificata

tano le funzioni di liquidatore sul proprio territorio; del pari, quando la legislazione dello Stato in cui è aperta la liquidazione consente di delegare determinati poteri ad altre persone, la scelta di queste ultime, su richiesta delle autorità competenti del paese ospitante, deve cadere sulle persone che possono esercitare le funzioni di liquidatore in quest'ultimo paese.

3. La pubblicità della liquidazione è assicurata a cura del o dei liquidatori dalla inserzione, nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee e in due quotidiani a diffusione nazionale di ciascuno Stato ospitante, di un estratto della decisione che la pronuncia.

B. Enti creditizi con sede sociale fuori della Comunità

B. Enti creditizi con sede sociale fuori della Comunità

Articolo 15

Articolo 15

1. Qualora la legislazione del paese ospitante preveda la possibilità di liquidare una succursale di un ente creditizio con sede sociale fuori della Comunità, la liquidazione è pronunciata dalle autorità o giurisdizioni competenti del paese ospitante.

Immutato

2. Le autorità competenti del paese ospitante di cui al paragrafo 1, revocano l'autorizzazione a detta succursale qualora essa costituisse oggetto di un autorizzazione separata in conformità dell'articolo 4, paragrafo 1, della direttiva 77/780/CEE.

Proposta originale

Proposta modificata

3. Le autorità competenti di cui ai paragrafi 1 e 2 informano le autorità competenti degli altri paesi ospitanti della revoca dell'autorizzazione e dell'apertura di un procedimento di liquidazione.

4. Le autorità competenti dei paesi ospitanti, diversi da quello di cui ai paragrafi 1 e 2, possono decidere di revocare l'autorizzazione separata eventualmente concessa alla succursale istituita sul loro territorio.

5. A titolo eccezionale, la revoca dell'autorizzazione non impedisce alla o alle persone incaricate della liquidazione di proseguire talune attività della succursale con il consenso delle autorità e/o sotto la vigilanza delle giurisdizioni competenti nella misura consentita dalla legislazione del paese ospitante.

6. La revoca dell'autorizzazione non pone termine alla vigilanza sulle attività di una succursale da parte delle autorità competenti del paese ospitante.

C. Adeguamento del presente titolo alle
modifiche delle legislazioni nazionali

Articolo 16

Qualsiasi modifica dell'elenco dei provvedimenti nazionali figurante all'allegato II è
notificata alla Commissione. Quest'ultima

Proposta originale

Proposta modificata

provvede agli aggiornamenti dell'allegato II
e alla loro immediata pubblicazione nella
Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee.

TITOLO IV

TITOLO IV

Garanzia dei depositi

Garanzia dei depositi

Articolo 16

Articolo 17

1. Gli Stati membri vigilano affinché i sistemi di garanzia dei depositi esistenti sul loro territorio coprano i depositi delle succursali di enti creditizi la cui sede sociale si trovi in un altro Stato membro.

Immutato

2. A titolo transitorio, fino alla entrata in vigore di un sistema di garanzia dei depositi in ciascuno Stato membro, gli Stati membri vigilano affinché i sistemi di garanzia ai quali aderiscono gli enti creditizi con sede sociale sul loro territorio consentano di coprire i depositi raccolti dalle succursali istituite nei paesi ospitanti all'interno della Comunità, sprovvisti di qualsiasi sistema di garanzia dei depositi, alle medesime condizioni previste a garanzia dei depositi raccolti nel paese della sede.

Proposta originale

Proposta modificata

TITOLO V

TITOLO V

Disposizioni finali

Disposizioni finali

Articolo 17

Articolo 18

1. Gli Stati membri adottano le disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative necessarie per conformarsi alla presente direttiva entro e non oltre il 1° gennaio 1990. Essi ne informano immediatamente la Commissione.

Immutato

Gli Stati membri possono prevedere che le disposizioni suddette si applicano soltanto due anni dopo tale data.

2. Gli Stati membri comunicano alla Commissione il testo delle disposizioni essenziali di diritto interno che adottano nel settore disciplinato dalla presente direttiva.

Articolo 18

Articolo 19

Gli Stati membri sono destinatari della presente direttiva.

Immutato

ALLEGATO

ALLEGATO I

Elenco dei provvedimenti di risanamento previsti dall'articolo 2, paragrafo 1, del progetto di direttiva relativa al coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative concernenti il risanamento e la liquidazione degli enti creditizi.

BELGIO

Banche

- Ispezioni in loco e perizie di esperti
Articolo 19, paragrafo 3, punto 2, e paragrafo 4, del decreto reale n. 185 del 9 luglio 1935 in materia di vigilanza sugli enti creditizi e di norme sulle emissioni di azioni ed obbligazioni (sanzione penale: articolo 42, punto 9, del decreto)

Autorità competente a decidere della ispezione o della perizia: commissione bancaria ("Commission bancaire")

Autorità competenti ad eseguire l'ispezione o la perizia: commissione bancaria e Banca nazionale del Belgio, a richiesta della commissione bancaria

- Nomina di un commissario straordinario
Articolo 25, paragrafo 1, capoversi 1 e 2, punto 1 e paragrafo 2, del decreto

Elenco dei provvedimenti di risanamento previsti dall'articolo 2, paragrafo 1, del progetto di direttiva relativa al coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative concernenti il risanamento e la liquidazione degli enti creditizi ed i sistemi di protezione dei depositi.

BELGIO

Banche

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

reale n. 185 del 9 luglio 1935 (sanzione penale per le persone che agiscono senza l'autorizzazione del commissario straordinario: articolo 42, punto 2bis, del decreto reale)

Autorità competente per la nomina del commissario straordinario: commissione bancaria

- Sospensione totale o parziale delle attività di un ente creditizio
Articolo 25, paragrafo 1, capoversi 1 e 2, punto 2 e paragrafo 3, del decreto reale n. 185 del 9 luglio 1935 (sanzione penale per le persone che agiscono contravvenendo alla decisione di sospensione delle attività: articolo 42, punto 2bis, del decreto reale)

Autorità competente a sospendere le attività: commissione bancaria; è possibile presentare ricorso al ministro delle finanze che conferma o annulla la decisione

Casse di risparmio private

Casse di risparmio private

- Ispezione in loco e perizie
Articolo 16, paragrafo 4, punto 2, e paragrafo 5, delle disposizioni relative alla vigilanza sulle casse di risparmio private, coordinate dal decreto reale del 23 giugno 1967 (sanzione penale: articolo 35 delle disposizioni coordinate)
Autorità competente a decidere della ispezione o della perizia: commissione bancaria ("Commission bancaire")

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

Autorità competenti ad eseguire
l'ispezione o la perizia: commissione
bancaria e Banca nazionale del Belgio,
a richiesta della commissione bancaria

- Nomina di un commissario straordinario
Articolo 17bis, paragrafo 1, capoversi 1
e 2, punto 1 e paragrafo 2 delle dispo-
sizioni coordinate (sanzione penale:
articolo 32, punto 4, delle disposizioni
coordinate)

Autorità competente: commissione bancaria

- Sospensione totale o parziale delle
attività di un ente creditizio
Articolo 17bis, paragrafo 1, capoversi 1
e 2, punto 2 e paragrafo 3, delle dispo-
sizioni coordinate (sanzione penale:
articolo 32, punto 4, delle disposi-
zioni coordinate)

Autorità competente e ricorso:
commissione bancaria; è possibile
presentare ricorso al ministro delle
finanze che conferma o annulla la
decisione

- Il re può prendere, mediante il decreto
di revoca dell'autorizzazione ad operare
di una Cassa di risparmio privata, oppor-
tune misure per salvaguardare i diritti
dei titolari di depositi (specie la
cessione di risparmi privilegiati e di
attivi ipotecati)

Articolo 23 delle disposizioni
coordinate

Proposta originale

Proposta modificata

Aziende disciplinate dal capitolo della legge 10 giugno 1964

Aziende disciplinate dal capitolo della legge 10 giugno 1964

- Ispezione in loco e perizie

Immutato

Articolo 6, paragrafo 1, capoverso 3 punto 2, e capoverso 4 della legge del 10 giugno 1964 sulla raccolta di risparmio fra il pubblico (sanzione penale: articolo 13, punto 4 della legge)

Autorità competente a decidere della ispezione o della perizia: commissione bancaria ("Commission bancaire")

Autorità competenti per l'esecuzione dell'ispezione o per la perizia: commissione bancaria e Banca nazionale del Belgio, a richiesta della commissione bancaria

- Nomina di un commissario straordinario
Articolo 9bis, paragrafo 1, capoversi 1 e 2, punto 2 e paragrafo 2 della legge (sanzione penale: articolo 13, punto 5, della legge)

Autorità competente: commissione bancaria

- Sospensione totale o parziale delle attività di un ente creditizio

Articolo 9bis, paragrafo 1, capoversi 1 e 2, punto 2 e paragrafo 3, della legge (sanzione penale: articolo 13, punto 5, della legge)

Autorità competente e ricorso: commissione bancaria; può essere presentato ricorso al ministro delle finanze che conferma o annulla la decisione

Proposta originale

Proposta modificata

Enti creditizi pubblici

Cassa di risparmio della Cassa generale di risparmio e fondo pensioni (Caisse d'Epargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite)

- Ispezioni in loco e perizie

Articolo 1, paragrafo 2, del decreto reale n 2 relativo alla vigilanza sulla Cassa di risparmio della Cassa generale di risparmio e fondo pensioni

Autorità competente a decidere della ispezione o della perizia: commissione bancaria

Autorità competenti per l'esecuzione dell'ispezione o della perizia: commissione bancaria e Banca nazionale del Belgio, a richiesta della commissione bancaria

- Altri provvedimenti

Nessuno in particolare; responsabilità del Parlamento e del governo

Enti creditizi pubblici

Cassa di risparmio della Cassa generale di risparmio e fondo pensione (Caisse d'Epargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite)

- Ispezioni in loco e perizie

Articolo 1, paragrafo 2 del decreto reale n 2 del 24 dicembre 1980 sulla vigilanza delle Casse di Risparmio della Cassa generale di risparmio e fondi pensioni, che ha reso applicabile ad esso l'articolo 19, paragrafi da 2 a 5 del decreto reale n 185 del 9 luglio 1935

Immutato

Immutato

- Consulenza ai dirigenti delle Casse di Risparmio della Cassa generale di risparmio e fondo pensioni
Articolo 9 del decreto reale n 2 del 24 dicembre 1980

Autorità competente: commissione bancaria

Proposta originale

Proposta modificata

DANIMARCA

DANIMARCA

Paragrafo 46 della legge n. 35 del
30 gennaio 1981

Immutato

Le autorità di vigilanza sulle banche
e sulle casse di risparmio possono
dichiarare la cessazione dei pagamenti
per le banche e le Casse di risparmio
qualora sia necessario nell'interesse
dei titolari di depositi. La dichiara-
zione non può essere revocata dalla
banca o dalla cassa di risparmio senza
il consenso delle autorità di vigilanza.

La dichiarazione deve essere inviata al
tribunale "Skifteretten" che è un organo
della magistratura

GERMANIA

GERMANIA

Provvedimenti presi in applicazione dello
articolo 46 della legge sull'organizza-
zione del settore creditizio:

Immutato

- istruzioni impartite ai dirigenti
- divieto o limitazione del diritto di
effettuare operazioni di pagamento
- divieto o limitazione dell'esercizio
delle attività di dirigente o di
proprietario
- nomina di persone incaricate della
vigilanza sull'ente creditizio

Proposta originale

Proposta modificata

Provvedimenti presi in applicazione dello articolo 46bis della legge sull'organizzazione del settore creditizio (1):

- divieto di effettuare operazioni di pagamento o di vendita
- chiusura degli sportelli dell'ente creditizio per le operazioni con il pubblico
- divieto di riscuotere pagamenti non destinati al rimborso di debiti nei riguardi dell'ente creditizio

Autorità competente: Ufficio federale di controllo bancario (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen)

SPAGNA

- Sospensioni ove temporanea dei dirigenti
Decreto reale 5/1978 del 6 marzo 1978
Decreto reale 18/1982 del 24 settembre 1982
Estensione alle Casse di Risparmio e alle banche cooperative di questa disposizione:
Decreto reale 2575 e 2576/1982 del 1°
Ottobre 1982

Autorità competente: Banca di Spagna

(1) Questi provvedimenti figurano anche nell'articolo 1 b) del protocollo al progetto di convenzione relativa al fallimento, al concordato e agli altri procedimenti affini.

Proposta originale

Proposta modificata

FRANCIA

FRANCIA

Provvedimenti previsti dalla legge
n. 84/46 del 24 gennaio 1984 relativa
all'attività e alla vigilanza degli
enti creditizi

Immutato

Provvedimenti di competenza della
commissione bancaria (Commission
bancaire)

- Ingiunzioni (articolo 43)
- Nomina di un amministratore
provvisorio (articolo 44)
- Divieto di alcune operazioni e
altre limitazioni di attività
(articolo 45, paragrafo 3)
- Sospensione temporanea o dimissioni
coatte di una o più delle persone
responsabili dell'effettiva deter-
minazione delle caratteristiche
generali dell'attività degli enti
creditizi (articolo 45, paragrafi
4 e 5)

Provvedimenti di competenza del
governatore della Banca di Francia:
organizzazione dell'assistenza a
tutti gli enti creditizi allo scopo
di prendere i provvedimenti necessari
alla tutela degli interessi dei titolari
di depositi e dei terzi, al funziona-
mento del sistema bancario e alla
salvaguardia della reputazione della
attività bancaria locale (articolo 52)

Proposta originale

Proposta modificata

GRECIA

GRECIA

Provvedimenti previsti:

Immutato

- a) della legge 1665/51 che disciplina il controllo prudenziale bancario, la liquidazione amministrativa della banche, la nomina di un commissario, la liquidazione e la revoca della autorizzazione
- b) della legge 236/75 che disciplina la nomina di un commissario provvisorio nei casi d'urgenza e importanza particolare
- c) della legge 431/76 che prevede l'obbligo di raddoppiare il capitale sociale degli enti creditizi in talune condizioni che si ritiene costituiscano uno stato di insolvenza
- d) dalla legge 2292/53 (in particolare gli articoli 10-12) relativa alle fusioni coattive di enti creditizi

A. Provvedimenti di competenza della Banca di Grecia ai sensi della legge 1266/82

- i) obbligo di aumento del capitale azionario (legge 1665/51, articolo 6)
- ii) nomina di un commissario (legge 1665/51, articolo 8)
- iii) nomina di un commissario provvisorio nei casi di importanza ed urgenza particolare (legge 236/75)
- iv) obbligo di aumento (raddoppio) del capital azionario per gli enti creditizi più volte amministrati da un commissario o da un commissario provvisorio ed il cui capitale azio-

Proposta originale

Proposta modificata

nario e l'eccedenza attiva sia inferiore ad 1/70 del totale dei loro depositi (legge 431/76)

B. Provvedimenti di competenza del governo (Consiglio dei ministri e ministro per il commercio)

Fusione coattiva di enti creditizi e obbligo di aumento del capitale azionario iniziale di almeno 1/3 (legge 2292/53, articolo 10-12)

IRLANDA

Provvedimenti relativi alle banche autorizzate il cui fondamento giuridico è il Central Bank Act, 1971 e l'autorità competente la Banca Centrale di Irlanda:

- sospensione del diritto di accettare depositi ed effettuare pagamenti (articolo 21)
- restrizione dell'autorizzazione (articolo 10)
- divieto o restrizione di pubblicità in materia di depositi (articolo 22)

Provvedimenti relativi agli enti di credito edilizio il cui fondamento giuridico è il Building Societies Act, 1976 e l'autorità competente il "Registrar" delle società di mutuo soccorso:

- restrizione dell'autorizzazione (articolo 11)
- prestiti di un ente ad un altro (articolo 24)

IRLANDA

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

- fusione di enti mediante unione (articolo 25)
- cessione di un'azienda per onorare gli impegni assunti (articolo 26)
- ratifica e registrazione della fusione mediante unione ai sensi dell'articolo 25 o della cessione d'azienda ai sensi dell'articolo 26 (articolo 27)
- nomina da parte dell'autorità di vigilanza (Registrar) di un ispettore o convocazione di un'assemblea straordinaria (articolo 29)
- sospensione e controllo della pubblicità da parte dell'autorità di vigilanza (Registrar) (articolo 32)

ITALIA

- a) Richiesta di informazioni sulla situazione economica dell'ente creditizio o delle sue succursali (articolo 31 della legge bancaria)
Autorità competente: Banca d'Italia
- b) Ispezioni presso l'ente creditizio e le sue succursali (articolo 31 della legge bancaria)
Autorità competente: Banca d'Italia
- c) Convocazione di assemblee (adde: nonché) degli organi amministrativi dell'ente creditizio allo scopo di prendere provvedimenti straordinari (articolo 35 della legge bancaria)
Autorità competente: Banca d'Italia

ITALIA

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

- d) Scioglimento degli organi interni amministrativi e di vigilanza e nomina a loro posto di organi straordinari per il risanamento dell'ente creditizio (articolo 57 della legge bancaria
Autorità competente: ministero del tesoro su proposta della Banca d'Italia (per la nomina degli organi straordinari unicamente la Banca d'Italia)
- e) Sospensione temporanea dei pagamenti e di qualsiasi procedimento esecutivo nei riguardi dell'ente creditizio nel corso dell'amministrazione straordinaria di cui al punto d) (articolo 63 della legge bancaria)
Autorità competente: Banca d'Italia
- f) Sospensione temporanea dei diritti (rectius: delle funzioni) degli organi amministrativi e di controllo dell'ente creditizio e nomina di un funzionario dell'autorità di vigilanza bancaria per assolvere in loro vece le funzioni sospese (articolo 66 della legge bancaria)
Autorità competente: Banca d'Italia
- f) Revoca dell'autorizzazione ad esercitare l'attività nei riguardi di singole succursali dell'ente creditizio in seguito a manchevolezze di esercizio (articolo 34 della legge bancaria)
Autorità competente: comitato interministeriale per il credito e il risparmio (CICR)

Proposta originale

Proposta modificata

LUSSEMBURGO

LUSSEMBURGO

Provvedimenti previsti dalla legge
del 10 agosto 1982 che disciplina:

Immutato

1. il diritto dell'Istituto monetario
lussemburghese (Institut monétaire
luxembourgeois) di sospendere le
attività degli enti creditizi
2. sospensione dei pagamenti, della
amministrazione controllata e della
liquidazione degli enti creditizi

Provvedimenti di competenza dello
Istituto monetario lussemburghese:

- ingiunzioni (in caso di crisi)
articolo 2)
- sospensione dei dirigenti (articolo
3) (non applicabile agli enti di
diritto pubblico lussemburghesi)
- sospensione totale o parziale delle
attività degli enti creditizi (articolo 3)

Provvedimenti di competenza della
maggistratura distrettuale (Tribunal
d'arrondissement) in sede di tribunale
commerciale (in determinati casi, a
richiesta dell'Istituto monetario
lussemburghese):

sospensione dei pagamenti e della
amministrazione controllata (articoli
7-10) (non applicabile agli enti di
diritto pubblico lussemburghesi)

PAESI BASSI

PAESI BASSI

Provvedimenti previsti dalla legge del
13 aprile 1978 relativa alla vigilanza
sugli enti creditizi:

Immutato

Proposta originale

Proposta modificata

- ingiunzioni
- curatela occulta (parte III, articolo 24)
- disposizioni di urgenza (parte IV, articolo 31)

Autorità competente: Banca centrale
(De Nederlandsche Bank)

PORTOGALLO

Misure a disposizione del Ministro delle
Finanza dopo essersi consultato con la Banca
del Portogallo:

- esenzione temporanea di alcune obbligazioni giuridiche e la garanzia di assistenza monetaria per istituzioni in crisi (Decreto Legge 51/84 dell'11 febbraio 84, articolo 34)
- potere di garantire uno speciale periodo di riabilitazione di 90 giorni per gli enti creditizi che hanno sospeso i pagamenti e di nominare un commissario governativo
- potere di nominare un dirigente responsabile per il normale funzionamento di una "Caixa Economica" (Decreto legge 136/79 del 18 maggio 1979, articolo 23 relativo alle Caixas Economicas)

Misure a disposizione del Consiglio dei
Ministri in seguito a proposte del Ministro

ALLEGATO II (nuova versione)

Elenco delle procedure di liquidazione
previste dall'articolo 2 paragrafo 3 della
proposta di direttiva relativa al
coordinamento delle disposizioni
legislative, regolamentari ed
amministrative in materia risanamento e
liquidazione degli enti creditizi e di
sistemi di garanzia dei depositi

BELGIO

- La faillite - het faillissement
Codice commerciale, tomo III,
articolo 437 e seguenti
- Autorità competenti: tribunale
commerciale

DANIMARCA

- Konkurs
Legge n. 444 del 28 agosto 1984
Legge n. 374 del 15 agosto 1985 che
applica la legge precedente alle banche,
casse di risparmio e cooperative
- Autorità competenti: Skifteretten

REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

- Konkurs
Articolo 46 bis della legge
sull'organizzazione della professione
bancaria, versione rivista del
20 dicembre 1984
- Autorità competenti: Ufficio federale per
il controllo bancario

- Freiwilligen Liquidation

Articolo 38, paragrafo 2 della legge
sull'organizzazione della professione
bancaria, articolo 131 e sgg., 145 e
sgg., für die offene Handelsgesellschaft
Articolo 262 e sgg. für die
Aktiengesellschaft
Articolo 60 e articolo 78 e sgg. für die
Genossenschaft

SPAGNA

1. Quiebra

Codice commerciale, articoli 870-941

2. Suspension de pagos

Legge del 26 luglio 1922

Autorità competenti: autorità
giudiziarie

3. Liquidacion administrativa

(a seguito di ritiro d'autorizzazione)

Legge bancaria del 31 dicembre 1946,
articolo 57 bis

(Completata dal decreto-legge
reale 1298/1986 del 28 giugno, articolo
4-3)

Autorità competenti: Direzione generale
del tesoro e della politica finanziaria
del Ministero dell'economia e delle
imprese - Banca di Spagna

4. Liquidacion

Casse di risparmio: decreto-legge
reale 2532/1929 del 21 novembre 1929,
articoli 140-146

Cooperative di credito: legge 3/1987 del
2 aprile 1987, articoli 103-115

Altri enti creditizi: legge sulle
società per azioni del 17 luglio 1981,
articoli 150-171

FRANCIA

- Redressement et liquidation judiciaires

Legge n. 85/98 del 25 gennaio 1985
(Titolo III)

Decreto n. 85/1388 del 27 dicembre 1985,
articoli 119 e segg.

- Autorità competenti: tribunale
commerciale

GRECIA

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και

Legge 1665/1951 del 27 gennaio 1951 sul funzionamento e il controllo delle banche
ελέγχου τραπεζών". Αρθρο 9 (εκκαθάριση).

Articolo 9 (liquidazione)

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Autorità competente: la Commissione monetaria

IRLANDA

- Bankruptcy

- Compulsory winding-up

- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963 V1a parte)

- Liquidation of banks

(Central Bank Act 1971, articoli 28-31)

Per gli istituti di credito fondiario

- Compulsory winding-up

- Creditors' voluntary winding-up

(Building Societies Act 1976, articolo
95)

ed altre leggi

- Housing (Miscellaneous Provisions) Act
1979 articolo 20

- Land Act 1984 (art. 4, (2)

- Age of Majority Act 1985

Legislazione secondaria

Autorità competente:

- Autorità competente al rilascio o al ritiro dell'autorizzazione e alla vigilanza sull'attività degli enti creditizi

- The High Court in caso di fallimento

Per le Building Societies: Registrar of Friendly Societies, che è anche Registrar of Building Societies (Building Societies Act 1986, art. 85)

ITALIA

- Il concordato preventivo

Decreto del 16 marzo 1942, articoli 160-186

Decreto-legge del 12 marzo 1936, modificato, articolo 35 comma 2 d)

Autorità competenti: autorità giudiziaria

- La liquidazione coatta amministrativa

Decreto-legge del 12 marzo 1936, articoli 67-86

Decreto del 16 marzo 1942, modificato, articoli 194-215

- Autorità competenti: Banca d'Italia, Ministro del tesoro e Comitato interministeriale per il Credito e il Risparmio

- La liquidazione volontaria

Decreto del 12 marzo 1936, modificato, articolo 86 bis

LUSSEMBURGO

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit

Legge del 10 agosto 1982, articolo 2

Autorità competenti: il Tribunal d'arrondissement, in sede commerciale, su richiesta del procuratore di Stato o del commissario responsabile per la vigilanza bancaria

- Liquidation volontaire

Legge del 10 agosto 1982, articolo 12

PAESI BASSI

- Vrijwillige solvente liquidatie ingevolge statutaire ontbinding

e

- Gedwongen solvente liquidatie na uitrekking van de vergunning
Burgerlijk Wetboek betreffende de vereffening van (solvente) rechtspersonen - Boek II titolo 1 articoli 22-23; titolo 3 articoli 166-173
Autorità competente: lo stesso ente creditizio

- Solvente liquidatie tijdens de noodregeling wet toezicht kredietwezen in artikel 36 eerste en zesde lid die de bovengenoemde bepalingen van het Burgerlijk Wetboek toepasselijk maakt
Autorità competente: gli amministratori

- Insolvente liquidatie na faillietverklaring van de kredietinstelling
Faillissement wet van 30 september 1983 en wijzingen S 140 Title I artikle 1 t/m 212
Autorità competente: il tribunale

PORTOGALLO

- Normas para a liquidação de estabelecimentos bancarios
Decreto-lei n. 30-689 de 27 agosto de 1940 art. 11 e seguintes
Autorità competente: Ministro delle finanze
- Liquidação na sequência de revoção de autorização
Autorità competente: Ministro delle finanze

- Caixas cooperativas

Decreto-lei n. 454/80 de 9 Outubro de 1980 art. 17 e 77 que remetem para as refras gereis do processo de falência

Decreto-lei n. 44/129 de 28 de Decembre de 1961 cap. XV art. 1245 e seguintes, venda de bens: art. 882 e seguintes

REGNO UNITO

Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986 4a parte)

Creditors' voluntary winding-up

Corporate voluntary arrangements (Insolvency Act 1986, 1a parte)

Corporate arrangements and reconstructions (Companies Act 1985, XIIIa parte)

For Building Societies (Building Societies Act 1986, Xa parte)

Compulsory winding-up

Creditors' voluntary winding-up

Dissolution by consent of an appropriate majority of the society's members

Autorità competente: autorità giudiziaria

- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986, 4a parte)

Proposta originale

2. Lo Stato membro che desideri modificare o completare l'elenco dei provvedimenti che figura in allegato, notifica alla Commissione il provvedimento previsto indicando se esso comporta o no disposizioni atte ad incidere sui diritti dei creditori.

3. Un rappresentante della Commissione chiede al presidente del Comitato consultivo bancario, istituito dalla direttiva 77/780/CEE, in appresso denominato il Comitato, di sottoporre al comitato il provvedimento proposto chiedendo, se ritiene che la situazione lo esiga, che il comitato si riunisca di urgenza.

4. Il comitato emette il proprio parere sul provvedimento a maggioranza qualificata dei due terzi dei voti; tuttavia, se la modifica prevista riguarda un provvedimento atto ad incidere sui diritti dei creditori, il comitato si pronuncia all'unanimità.

5. Qualora il comitato esprima parere favorevole in merito alla modifica dell'elenco, la Commissione adotta il provvedimento previsto.

6. Qualora il comitato non emetta tale parere, la Commissione sottopone senza indugio al Consiglio, che si pronuncerà a maggioranza qualificata, una proposta relativa al provvedimento da adottare.

Proposta modificata

2. Lo Stato membro che desideri modificare o completare l'elenco dei provvedimenti che figura nell'allegato I, in conformità alle disposizioni del suo ordinamento giuridico, notifica alla Commissione il provvedimento previsto.

3. La Commissione è assistita da un comitato composto dai rappresentanti degli Stati membri e presieduto dal rappresentante della Commissione.
Il rappresentante della Commissione sottopone al comitato un progetto delle misure da adottare. Il comitato formula il suo parere sul progetto entro un termine che il presidente può fissare in funzione dell'urgenza della questione in esame.

Il parere é formulato alla maggioranza prevista dall'articolo 148, paragrafo 2 del Trattato per l'adozione delle decisioni che il Consiglio deve prendere su proposta della Commissione. Nelle votazioni al comitato, viene attribuita ai voti dei rappresentanti degli Stati membri la ponderazione definita all'articolo precitato. Il presidente non partecipa alla votazione.

La Commissione adotta le misure previste qualora siano conformi al parere del comitato.

Se le misure previste non sono conformi al parere del comitato, o in mancanza di parere, la Commissione sottopone senza indugio al Consiglio una proposta in merito alle misure da prendere. Il Consiglio delibera a maggioranza qualificata.

Proposta originale

Proposta modificata

delle Finanze in relazione a misure di cui
all'articolo 34 del Decreto legge dell'11
febbraio 1984 (vedere sopra):

- potere di nominare delegati, amministra-
tori o un comitato amministrativo respon-
sabile per la conduzione dell'ente
- potere di sospendere gli attuali dirigenti
dalle loro cariche

REGNO UNITO

Provvedimenti di competenza della Banca
d'Inghilterra (Bank of England)

- nomina di una o più persone compe-
tenti ad effettuare ispezioni e a
riferire sulla situazione e sulla
gestione commerciale di un ente
autorizzato (Banking Act 1979,
articolo 17)
- revoca assoluta dell'autorizzazione
di un ente "Banking Act 1979, articolo
7, paragrafo 1, lettera a)
- revoca d'ella'autorizzazione di un
ente e concessione, in sua vece, di
un'autorizzazione ristretta (Banking
Act 1979, articolo 7, paragrafo 1 b)
e articolo 10)
- direttive sulla gestione ordinaria
nel caso di revoca assoluta della
autorizzazione di un ente creditizio
(Banking Act 1979, articoli 8 e 9)

REGNO UNITO

Immutato

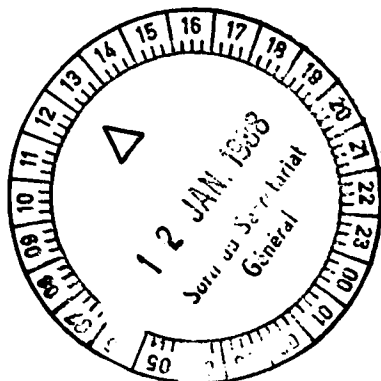
COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(88) 4 def.

Brussel, 4 januari 1988

GEWIJZIGD VOORSTEL VOOR EEN RICHTLIJN VAN DE RAAD
betreffende de sanering en de liquidatie van
kredietinstellingen en van de depositogarantiestelsels

door de Commissie ingediend bij de Raad
conform artikel 149, lid 2 van het Verdrag



Gewijzigd voorstel voor een richtlijn van de Raad betreffende
de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen en van de
depositogarantiestelsels

TOELICHTING

I. DE PROCEDURE

1. Op 19 december 1985 heeft de Commissie een voorstel voor een richtlijn betreffende sanering en liquidatie van kredietinstellingen (1) goedgekeurd, waarin een titel IV betreffende de depositogarantie was opgenomen. Deze is op 22 december 1986 aangevuld met een aanbeveling van de Commissie betreffende de invoering van depositogarantiestelsels in de Gemeenschap (2). Het voorstel voor een richtlijn is op 9 januari 1986 ingediend bij de Raad, die op 24 januari 1986 heeft besloten het Europese Parlement en het Economisch en Sociaal Comité te raadplegen.
2. Het Economisch en Sociaal Comité heeft met eenparigheid van stemmen advies uitgebracht (3) inzake het voorstel van de Commissie op zijn 238e voltallige zitting, die op 2 juli 1986 te Brussel heeft plaatsgevonden.

Het Europese Parlement heeft de resolutie ter afsluiting van zijn raadplegingsprocedure aangenomen bij de stemming op de plenaire vergadering van vrijdag 13 maart 1987 (4).

3. Het onderhavige gewijzigde voorstel is opgesteld ten einde rekening te houden met de resultaten van de raadpleging van deze twee instellingen alsmede met de toetreding van twee nieuwe Lid-Staten.

(1) PB C 356 van 31.12.1985, blz. 55

(2) PB L 33 van 4.2.1987, blz. 16

(3) PB C 263 van 0.10.1986, blz. 13

(4) PB C 99 van 13.4.1987, blz. 211

Het Europese Parlement heeft in zijn resolutie erkend dat een dergelijke richtlijn "onmiskenbaar een zij het bescheiden stap voorwaarts is in het kader van de ontwikkeling van de gemeenschappelijke kredietmarkt waarbinnen de spaarders beter worden beschermd en hun vertrouwen in het bankwezen beter wordt gewaarborgd".

Het Economisch en Sociaal Comité, dat vóór de goedkeuring van de aanbeveling van de Commissie over de depositogarantiestelsels advies heeft uitgebracht, heeft in hoofdzaak kritiek uitgeoefend op het artikel van de richtlijn dat betrekking heeft op deze kwestie, en dienaangaande om schrapping van een artikellid verzocht (artikel 16, lid 2). Zijnerzijds heeft het Parlement erop gewezen "dat een dergelijke richtlijn alleen effect kan sorteren wanneer de Lid-Staten zich uiterlijk op 1 januari 1990 conformeren aan de aanbeveling van de Commissie".

Ten einde de betekenis van deze kwestie te benadrukken, wordt in een amendement gesuggereerd de titel van de richtlijn aan te vullen door uitdrukkelijk de depositogarantiestelsels te vermelden in de titel van het richtlijnvoorstel.

De Commissie, die zich zeer wel bewust is van de band tussen de sanerings- of liquidatieprocedures en de stelsels ter bescherming van de beleggers dient derhalve haar nieuwe voorstel in met een vollediger titel, in overeenstemming met de resolutie van het Europese Parlement.

II. COMMENTAAR OP DE WIJZIGINGEN

Het Europese Parlement heeft voorgesteld twee overwegingen toe te voegen, in de eerste zou moeten worden verwezen naar het Verdrag betreffende faillissement, akkoord en andere soortgelijke procedures en in de tweede naar de aanbeveling van de Commissie van 22 december 1986. Deze twee door het Europese Parlement voorgestelde amendementen zijn integraal overgenomen in het gewijzigd voorstel (tiende en achttiende overweging).

TITEL 1 - Artikel 1

In het door het Europese Parlement voorgestelde amendement wordt duidelijk gesteld dat de bepalingen van de richtlijn van toepassing zijn op in andere Lid-Staten dan die van het hoofdkantoor van de kredietinstelling opgerichte bijkantoren. Dit vloeide voort uit de inhoud van de richtlijn, doch was niet uitdrukkelijk vermeld in de vroegere versie.

Artikel 2

In een eerste amendement van het Parlement op dit artikel wordt een opmerking van het advies van het Economisch en Sociaal Comité overgenomen, nl. dat in de eerste alinea een verwijzing naar de "bevoegde autoriteiten" zou moeten worden ingevoegd, als gedefinieerd in de richtlijn, die de maatregelen kunnen nemen welke in de lijst van de bijlage zijn opgenomen. Deze toevoeging is geschied in de door het Economisch en Sociaal Comité voorgestelde vorm.

Naast dit amendement van een formeel karakter heeft het Europese Parlement drie wijzigingen van artikel 2 voorgesteld die integraal in het gewijzigde voorstel zijn overgenomen :

- (i) In de eerste wijziging worden de positieve criteria, die de Commissie gemeend had te moeten opnemen ter kenmerking van de saneringsmaatregelen, geschrapt.

Het Europese Parlement is van oordeel dat deze criteria een verdubbeling inhouden van de negatieve criteria die in de punten a) en b) van lid 2 zijn opgenomen en derhalve overbodig zijn.

De aard van de in de bijlage opgenomen maatregelen die in de meerderheid van de gevallen niet specifiek zijn voor saneringssituaties, vereiste dat althans de gevallen worden gepreciseerd waarin deze maatregelen niet kunnen worden beschouwd als saneringsmaatregelen (hetgeen niet is gewijzigd); de in lid 1 opgenomen preciseringen waren nuttig doch niet noodzakelijk, en kunnen derhalve zonder bezwaren uit de gewijzigde versie worden geschrapt.

- (ii) De tweede wijziging, die moet worden gezien in het licht van de voor de artikelen 3, 11 en 14 voorgestelde wijzigingen, beoogt in deze richtlijn opnieuw bepaalde voorschriften betreffende de liquidatie op te nemen die normalerwijze onder het Faillissementsverdrag zouden vallen en derhalve een aan de hand van het bij dit Verdrag gevoegde protocol opgestelde bijlage II in te voegen, waarin de lijst van de op kredietinstellingen toepasselijke liquidatieprocedures zou worden opgenomen.

Deze nieuwe bepaling wordt derhalve gerechtvaardigd door de toevoeging van de bijlage II die in het gewijzigde voorstel is opgenomen.

- (iii) De derde wijziging beoogt een definitie te geven van hetgeen ingevolge de richtlijn onder depositogarantiestelsels wordt verstaan.

Uitgaande van de definitie in de aanbeveling van de Commissie stelt het Parlement een ruime definitie voor die het mogelijk maakt als depositogarantiestelsel ook bepaalde op een andere basis dan schadeloosstelling werkende stelsels te beschouwen.

Artikel 3

Zoals boven gezegd, resulteert deze toevoeging uit de nieuwe benadering die in deze richtlijn wordt gevolgd met betrekking tot de liquidatieprocedures.

TITEL II

Inzake de artikelen 4, 5 en 6 waarin de fundamentele regels inzake de onderlinge erkenning van saneringsbesluiten en de samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten zijn opgenomen is door het Economisch en Sociaal Comité (artikel 4) en het Parlement (artikelen 5, 6 en 7) verzocht om wijzigingen die niet in het gewijzigd voorstel kunnen worden opgenomen zonder de gehele opzet van het gekozen stelsel omver te werpen.

In artikel 7 is echter een redactionele wijziging aangebracht, nl. de vermelding van de rechten van de aandeelhouders, daar de vraag of zij "schuldeisers" zijn aanleiding kan geven tot meningsverschillen.

Artikel 9

Het Parlement en het Economisch en Sociaal Comité hebben het noodzakelijk geacht in lid 2 van dit artikel uitdrukkelijk te vermelden dat een Lid-Staat niet om een wijziging of een aanvulling van de bijlagen kan verzoeken behalve ter zake van maatregelen die in deze staat zijn uitgevaardigd. Deze wijziging is volgens de Commissie van algeheel formele aard aangezien het weinig waarschijnlijk is dat een Lid-Staat een maatregel aanmeldt die niet onder zijn eigen rechtsorde valt. Voorts heeft de Raad in een besluit van 13 juli 1987, derhalve na de resolutie van het Parlement, de voorwaarden vastgelegd "die gelden voor de uitoefening van aan de Commissie verleende uitvoeringsbevoegdheden" (5).

Artikel 11

De verwijzing naar het Verdrag in lid 2 is verplaatst naar een nieuwe "overweging" (tiende gewijzigde overweging).

Het Parlement en het Economisch en Sociaal Comité hebben terecht opgemerkt dat het gewenst zou zijn de exclusieve bevoegdheid van de administratieve autoriteiten of de liquidatieorganen van het land van het hoofdkantoor te bekrachtigen, omdat bepaalde Lid-Staten, indien deze precisering niet in het artikel zou worden opgenomen, het beginsel van de eenheid van de liquidatie zouden kunnen betwisten.

Artikel 14

In overeenstemming met het door het Parlement voorgestelde amendement is een bepaling betreffende de bekendmaking van de liquidatie opgenomen in een nieuw lid 3 van dit artikel, dat reeds de materieelrechtelijke voorschriften bevat die specifiek van toepassing zijn op kredietinstellingen.

(5) Besluit 87/373/EEG - PB nr. L 197 van 18-7-1987, blz. 33

III. AANPASSING VAN DEZE TITEL AAN DE WIJZIGINGEN VAN DE NATIONALE WETTELIJKE
REGELINGEN

Artikel 16

Zoals in het aan titel III toegevoegde nieuwe punt C wordt vermeld, is een nieuw artikel toegevoegd aan het eind van het artikel dat gewijd is aan de liquidatie, ten einde rekening te houden met de toevoeging van een bijlage II waarin de nationale liquidatieprocedures zijn opgenomen.

Het was immers dienstig, te voorzien in een snelle wijziging van de lijst van deze procedures ten einde de ontwikkeling van de nationale wetgevingen te volgen. Deze bijwerkingstaak is toevertrouwd aan de Commissie, die voor publikatie in het PBEG zal zorgen.

Bijlage I

De titel van deze bijlage is gewijzigd ten einde deze gelijk te trekken met die van het gewijzigde voorstel voor een richtlijn.

De in België genomen maatregelen betreffende de spaarkassen van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas zijn bijgewerkt.

De in Spanje en Portugal bestaande saneringsmaatregelen zijn opgenomen.

Bijlage II

Lijst van de liquidatieprocedures, bedoeld in artikel 2, lid 3 van het voorstel voor een richtlijn tot coördinatie van de wettelijk een bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen en van de depositogarantiestelsels.

Deze bijlage, die vollediger en meer gedetailleerd is dan die welke is opgenomen in het protocol van het ontwerp-Verdrag inzake faillissement, akkoord en andere soortgelijke procedures waarvan het Europese Parlement heeft voorgesteld uit te gaan, is opgesteld met medewerking van de Lid-Staten, die verzocht werden een door de Commissie verspreide vragenlijst te beantwoorden.

Gewijzigd voorstel voor een richtlijn van de Raad
betreffende de sanering en de liquidatie van Kredietinstellingen
en van de depositogarantiestelsels

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Richtlijn van de Raad tot coördinatie
van de wettelijke en bestuursrechtelijke
bepalingen betreffende de sanering en de
liquidatie van kredietinstellingen

Richtlijn van de Raad tot coördinatie
van de wettelijke en bestuursrechtelijke
bepalingen betreffende de sanering en de
liquidatie van kredietinstellingen en
van de depositogarantiestelsels

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van
de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 57, lid 2, derde zin

Visa ongewijzigd

Gezien het voorstel van de Commissie,

In samenwerking met het Europese
Parlement,

Gezien het advies van het Economisch en
Sociaal Comité,

Overwegende dat het, in overeenstem-
ming met de doelstelling van het Verdrag,
wenselijk is een harmonische ontwikkeling
van de economische activiteit binnen de
gehele Gemeenschap te bevorderen door de
opheffing van alle beperkingen voor het
recht van vestiging en het vrij verrichten
van diensten binnen de Gemeenschap;

Eerste negen overwegingen ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Overwegende dat het, naast de opheffing van deze beperkingen, wenselijk is zich bezig te houden met de situatie die zich kan voordoen in geval van moeilijkheden bij een krediet-instelling, met name indien deze instelling bijkantoren heeft in andere Lid-Statens;

Overwegende dat de huidige structuur van de sector kredietinstellingen waarin de toegang tot de werkzaamheden en de uitoefening daarvan in alle Lid-Statens onderworpen zijn aan toezicht door de autoriteiten, het voorzien in specifieke maatregelen voor deze instellingen op het gebied van saneringen liquidatie rechtvaardigt;

Overwegende dat de in de Lid-Statens geldende wettelijke regelingen en praktijken gericht zijn op de invoering van saneringsprocedures, die de insolventie van kredietinstellingen moeten voorkomen, zodra zich een moeilijke financiële situatie voordoet, zulks met name om het vertrouwen van de spaarders in het bankwezen te bewaren;

Overwegende dat het zeer moeilijk zou zijn te pogen deze wettelijke regelingen en praktijken te unificeren zonder in eerste instantie een onderlinge erkenning door de Lid-Statens van hetgeen elk hunner doet om de financiële moeilijkheden van zijn eigen instellingen op te lossen, tot stand te hebben gebracht;

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Overwegende dat het wenselijk is de tenuitvoerlegging van de saneringsmaatregelen betreffende een kredietinstelling die werkzaam is in meer dan een Lid-Staat toe te vertrouwen aan de bevoegde autoriteiten van een enkele Lid-Staat, namelijk die waar de kredietinstelling haar hoofdkantoor heeft, en dat deze gemachtigd moeten zijn hun eigen wetgeving buiten het nationale grondgebied toe te passen, in passend overleg met bevoegde autoriteiten van de andere betrokken Lid-Statens;

Overwegende dat het doel van de sanering slechts kan worden bereikt indien alle hindernissen van juridische aard die de toepassing van de door de autoriteiten van het land waar het hoofdkantoor zich bevindt genomen saneringsmaatregelen op de bijkantoren zouden beletten, worden opgeheven;

Overwegende dat een bekendmaking aan schuldeisers en aandeelhouders van de tenuitvoerlegging van bepaalde saneringsmaatregelen gewenst en soms noodzakelijk is in de landen waar zich bijkantoren bevinden, met name wanneer deze maatregelen de uitoefening van bepaalde van hun rechten kunnen doorkruisen;

Overwegende dat het noodzakelijk is te voorzien in een procedure die het mogelijk maakt de richtlijn snel aan te passen aan de ontwikkeling van de nationale regelingen betreffende de saneringsmaatregelen, welke zich op het nationaal

Voorgestelde tekst

niveau moeten kunnen blijven ontwikkelen aan de hand van de verkregen ervaring; dat het te dien einde wenselijk is de bevoegdheden van het overeenkomstig Richtlijn 77/780/EEG van de Raad ⁽¹⁾ opgerichte Raadgevend Comité uit te breiden door dit de bevoegdheid te geven advies uit te brengen over de goedkeuring of afwijzing van deze wijzigingen op communautair niveau;

Overwegende dat bij ontstentenis van of in geval van mislukking van saneringsmaatregelen, de in crisis verkerende kredietinstellingen moeten worden geliquideerd; dat het in dit geval dienstig is bepaalde maatregelen te treffen tot coördinatie van de rol van de autoriteiten voor het toezicht op het bankwezen bij de toepassing van liquidatiemaatregelen;

Overwegende dat de belangrijke rol die door de bevoegde autoriteiten voor de inleiding van de liquidatie met het treffen van liquidatiemaatregelen wordt gespeeld, na de inleiding van de liquidatie moet worden voortgezet ten einde een correcte afwikkeling van de liquidatieoperaties mogelijk te maken;

(1) PB nr. L 322 van 17.12.1977, blz. 30.

Gewijzigde tekst

Overwegende dat bij ontstentenis van of in geval van mislukking van saneringsmaatregelen de in crisis verkerende kredietinstellingen moeten worden geliquideerd; **overwegende dat het in afwachting van een op grond van artikel 220 van het EEG-Verdrag gesloten overeenkomst inzake faillissement, akkoord en andere soortgelijke procedures, noodzakelijk is over te gaan tot coördinatie van de voornaamste bepalingen die van toepassing zijn bij de liquidatie van kredietinstellingen;** dat het in dit geval dienstig is bepaalde maatregelen te treffen tot coördinatie van de rol van de autoriteiten voor het toezicht op het bankwezen bij de toepassing van liquidatiemaatregelen;

10de t/m 17de overweging ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Overwegende dat de intrekking van de bankvergunning een van de noodzakelijke gevolgen moet zijn van het in liquidatie brengen van kredietinstellingen; dat echter in bepaalde uitzonderlijke gevallen de bevoegde autoriteiten deze in stand kunnen houden om de liquidatieoperaties te vergemakkelijken;

Overwegende dat met betrekking tot kredietinstellingen algemeen aanvaard wordt dat de instelling en haar bijkantoren gedurende hun bedrijfsuitoefening een eenheid vormen die onderworpen is aan de controle van de bevoegde autoriteiten voor het hoofdkantoor wat het toezicht op de liquiteit en de solvabiliteit betreft; dat het niet dienstig zou zijn van deze regel af te zien bij de liquidatie van een kredietinstelling;

Overwegende dat de gelijkheid van de schuldeisers slechts kan worden gevrijwaard indien de kredietinstelling wordt geliquideerd aan de hand van de beginselen van eenheid en universaliteit, die de bevoegdheid van de administratieve en rechterlijke autoriteiten van een enkele Lid-Staat veronderstellen, alsmede de toepassing van het liquidatierecht van het land van het hoofdkantoor en de extraterritorialiteit van de gevolgen daarvan;

Overwegende dat voor de liquidatie bijzondere regels moeten gelden wanneer de instelling solvent is; dat de vrijwillige liquidatie volgens de statutaire bepalingen deze solvabiliteit veronderstelt;

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

dat er voor dient te worden gezorgd dat de bevoegde autoriteiten de bevoegdheid zullen hebben zich daarvan gedurende de hele looptijd van de liquidatie-operaties te verzekeren;

Overwegende dat de coördinatie van de rol van de bevoegde autoriteiten bij de sanering en de liquidatie door middel van bepaalde aanpassingen eveneens mogelijk moet worden gemaakt voor de bijkantoren van kredietinstellingen wier hoofdkantoor zich buiten de Gemeenschap bevindt;

Overwegende dat de belangen van de depositohouders in geval van liquidatie van een insolvente kredietinstelling moeten worden beschermd door middel van de in de Europese Gemeenschap bestaande garantiestelsels, zonder onderscheid op éénzelfde grondgebied tussen de bijkantoren van nationale dan wel van kredietinstellingen van de Lid-Staten, en subsidiair binnen éénzelfde instelling tussen de in de Lid-Staat van het hoofdkantoor dan wel bij de in andere Lid-Staten opgerichte bijkantoren ingelegde gelden, wanneer in deze Staten geen garantiestelsel bestaat;

Overwegende dat de invoering van een depositogarantiestelsel later door middel van een richtlijn moet worden gecoördineerd, in het licht van de ervaring opgedaan bij de tenuitvoerlegging van de bepalingen in de aanbeveling van de Commissie van 22 december 1986 betreffende

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

de invoering van depositogarantie-
stelsels in de Gemeenschap (87/63/EEG -
PB nr. L33 van 4/2/1987)

HEEFT DE VOLGENDE RICHTLIJN VASTGESTELD :

Toepassingsgebied en definities

Artikel 1

1. Deze richtlijn is van toepassing op kredietinstellingen en hun bijkantoren, als gedefinieerd in artikel 1, eerste en derde streepje, van Richtlijn 77/780/EEG en rekening houdend met de in artikel 2 van die richtlijn gestelde voorwaarden en genoemde uitzonderingen.

2. De bepalingen van deze richtlijn inzake bijkantoren van een kredietinstelling met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap zijn alleen van toepassing wanneer deze instelling bijkantoren heeft in minstens twee Lid-Statens van de Gemeenschap.

Artikel 1

1. Deze richtlijn is van toepassing op kredietinstellingen en hun bijkantoren **in een andere Lid-staat dan die waar zich de zetel bevindt, zoals deze zijn** gedefinieerd in artikel 1, eerste en derde streepje, van richtlijn 77/780/EEG en rekening houdend met de in artikel 2 van die richtlijn gestelde voorwaarden en genoemde uitzonderingen.

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Artikel 2

1. In de zin van deze richtlijn worden als saneringsmaatregelen beschouwd maatregelen die beogen de financiële situatie van een kredietinstelling te beschermen of weer in het reine te brengen en die voldoen aan de volgende voorwaarden :

- a) zij moeten zijn opgenomen in de lijst in de bijlage bij deze richtlijn;
- b) zij moeten ten doel hebben de inleiding van een liquidatieprocedure te voorkomen;
- c) het besluit ertoe moet genomen zijn voor een insolventieverklaring van de kredietinstelling.

2. Niet als saneringsmaatregelen worden beschouwd, zelfs indien zij vermeld worden in de lijst in de bijlage, de maatregelen welke worden genomen :

- a) in het kader van het normale toezicht op kredietinstellingen als gedefinieerd in artikel 7 van Richtlijn 77/780/EEG, alsmede maatregelen ter bestraffing van inbreuken op wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen;
- b) in het kader van een faillissement, een akkoord of enigerlei andere reeds ingeleide liquidatieprocedure.

Gewijzigde tekst

Artikel 2

1. In de zin van deze richtlijn worden als saneringsmaatregelen beschouwd maatregelen die zijn opgenomen in de lijst van bijlage I, voor zover deze ertoe strekken de financiële situatie van een kredietinstelling te beschermen of weer in het reine te brengen.

ongewijzigd

3. In de zin van deze richtlijn worden als liquidatieprocedures beschouwd de procedures die zijn opgenomen in bijlage II.

Voorgestelde tekst

3. De in lid 1 bedoelde maatregelen en de bevoegde autoriteiten die deze kunnen treffen worden vermeld in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen zoals vermeld in de bijlage.

Artikel 3

In deze richtlijn wordt verstaan onder :

- land van het hoofdkantoor : de Lid-Staat waar een kredietinstelling haar hoofdkantoor heeft.
- land van ontvangst : De Lid-Staat niet zijnde het land dat gedefinieerd wordt als het land van het hoofdkantoor, waar een kredietinstelling een bijkantoor in de zin van artikel 1, derde streepje, van Richtlijn 77/780/EEG heeft opgericht.
- bevoegde autoriteiten: de autoriteiten die bevoegd zijn voor de verlening en intrekking van de vergunning en/of voor het uitoefenen van toezicht op de werkzaamheid van kredietinstellingen overeenkomstig de artikelen 3, 4, 6, 7 en 8 van Richtlijn 77/780/EEG, alsmede de

Ongewijzigde tekst

4. In de zin van deze richtlijn worden als depositogarantiestelsels beschouwd het geheel van maatregelen die ertoe strekken hetzij de deposanten een redelijke schadeloosstelling te waarborgen, hetzij te voorkomen dat zij enig verlies lijden.

5. De in lid 1 bedoelde maatregelen en de bedoelde liquidatieprocedure in lid 3 alsmede de bevoegde autoriteiten die deze kunnen treffen worden vermeld in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen zoals vermeld bijlage I en II.

Artikel 3

In deze richtlijn wordt verstaan onder :

- ongewijzigd
- ongewijzigd
- bevoegde autoriteiten: de autoriteiten die bevoegd zijn voor de verlening en intrekking van de vergunning en/of voor het uitoefenen van toezicht op de werkzaamheid van kredietinstellingen overeenkomstig de artikelen 3, 4, 6, 7 en 8 van Richtlijn 77/780/EEG, alsmede de

Voorgestelde tekst

autoriteiten welk in de bijlage worden genoemd als zijnde belast met de tenuitvoerlegging van de saneringsmaatregelen.

TITEL II

Saneringsmaatregelen

A. Kredietinstellingen met hoofdkantoor binnen de Gemeenschap

Artikel 4

1. De autoriteiten of de rechterlijke instanties van het land van het hoofdkantoor zijn bevoegd om overeenkomstig de op hun grondgebied geldende regelingen, procedures en gebruiken te besluiten tot het ten aanzien van een kredietinstelling en haar bijkantoor treffen van een of meer saneringsmaatregelen.

2. De saneringsmaatregelen waartoe door de bevoegde autoriteiten of de bevoegde rechter van het land van het hoofdkantoor is besloten, hebben volledige werking ten aanzien van de bestuurders en de schuldeisers van in de andere Lid-Staten gevestigde bijkantoren, zelfs indien de hierop toepasselijke regelingen van het land van ontvangst niet in dergelijke maatregelen voorzien of de tenuitvoerlegging daarvan afhankelijk stellen van voorwaarden die niet worden vervuld.

Gewijzigde tekst

autoriteiten welk bijlage I en II worden genoemd als zijnde belast met de tenuitvoerlegging van de saneringsmaatregelen of de liquidatieprocedures.

TITEL II

Saneringsmaatregelen

A. Kredietinstellingen met hoofdkantoor binnen de Gemeenschap

Artikel 4

ongewijzigd

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

3. De door de bevoegde autoriteiten of de bevoegde rechter van het land van het hoofdkantoor genomen besluiten om een of meer saneringsmaatregelen ten uitvoer te leggen, stuiten de tenuitvoerlegging of de handhaving, door de bevoegde autoriteiten of rechterlijke instanties van het land van ontvangst, van alle saneringsmaatregelen in de zin van artikel 2, tenzij een andersluidende beslissing wordt genomen door de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor.

ongewijzigd

Artikel 5

Artikel 5

De bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor dienen vóór de vaststelling van saneringsmaatregelen op welke wijze dan ook de bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst in kennis te stellen van hun voornemen en overleg met hen te plegen over de gevolgen van deze maatregel in het land van ontvangst, tenzij de maatregel kennelijk niet bestemd is om gevolgen van betekenis te hebben voor een in een andere Lid-Staat gevestigd bijkantoor.

ongewijzigd

Artikel 6

Artikel 6

Indien de bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst het noodzakelijk achten op hun grondgebied een of meer saneringsmaatregelen in de zin van artikel 2 te treffen, dienen zij de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor daarover in te lichten.

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Indien de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor, na deze inlichtingen te hebben ontvangen, van oordeel zijn dat de door een op hun grondgebied gevestigd bijkantoor ondervonden moeilijkheden niet van dien aard zijn, dat de toepassing van artikel 4, leden 1 en 2, wordt gerechtvaardigd, delen zij zulks mede aan de autoriteiten van het land van ontvangst, die kunnen besluiten op hun grondgebied een of meer saneringsmaatregelen toe te passen.

Artikel 7

1. Wanneer de tenuitvoerlegging van saneringsmaatregelen waartoe overeenkomstig artikel 4, leden 1 en 2, is besloten, de rechten van in een land van ontvangst gevestigde schuldeisers rechtstreeks nadelig beïnvloedt en beroep mogelijk is in het land van het hoofdkantoor tegen het besluit waarbij de maatregel wordt gelast, kunnen de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor, indien zij zulks noodzakelijk achten, op kosten van de kredietinstelling een uittreksel van hun besluit bekendmaken in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen alsmede in twee nationale dagbladen van ieder land van ontvangst.

2. De bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor kunnen, indien zij zulks dienstig achten, rechtstreeks en individueel kennis geven van de maatregel aan de in de Gemeenschap woonachtige schuldeisers, wier rechten nadelig worden beïnvloed.

Artikel 7

1. Wanneer de tenuitvoerlegging van saneringsmaatregelen waartoe overeenkomstig artikel 4, leden 1 en 2, is besloten, de rechten van **enigerlei** in een land van ontvangst gevestigde **schuldeiser, met inbegrip van de aandeelhouders of de werknemers van de betrokken instelling**, rechtstreeks nadelig **kan beïnvloeden** en beroep mogelijk is in het land van het hoofdkantoor tegen het besluit waarbij de maatregel wordt gelast **kunnen** de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor op kosten van de kredietinstelling een uittreksel van hun besluit bekend te maken in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen alsmede in twee nationale dagbladen van ieder land van ontvangst.

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

3. In het bekend te maken uittreksel van het besluit of de kennisgeving moeten in de officiële taal of talen van de betrokken Lid-Staten doel en rechtsgrondslag van het genomen besluit, de beroepstermijnen en het adres van de voor de behandeling van het beroep bevoegde autoriteiten of bevoegde rechter nauwkeurig worden aangegeven.

ongewijzigd

4. De saneringsmaatregelen zijn onafhankelijk van de in de leden 1 tot en met 3 bedoelde bekendmakingsmaatregelen van toepassing en hebben volledige werking ten opzichte van de schuldeisers, tenzij de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor of de wetgeving van dat land betreffende deze maatregelen anders bepalen.

ongewijzigd

5. Behalve in geval van individuele kennisgeving lopen de beroepstermijnen vanaf de bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

B. Kredietinstellingen met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap

B. Kredietinstellingen met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap

Artikel 8

Artikel 8

1. In afwachting van een latere coördinatie van de wettelijke en rechtelijke bepalingen inzake de bijkantoren van kredietinstellingen met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap behouden de autoriteiten en rechterlijke instanties

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

van het land van ontvangst de mogelijkheid de saneringsmaatregelen ten uitvoer te leggen overeenkomstig de op hun grondgebied geldende regelingen, procedures en praktijken, tenzij in de met het land van het hoofdkantoor, overeenkomstig het Verdrag, op basis van wederkerigheid gesloten overeenkomsten anders wordt bepaald.

2. De bevoegde autoriteit van het land van ontvangst van een bijkantoor van een kredietinstelling met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap die het noodzakelijk acht een of meer saneringsmaatregelen in de zin van artikel 2 ten uitvoer te leggen dient echter vóór de vaststelling van dergelijke maatregelen op welke wijze dan ook de bevoegde autoriteiten van de andere landen van ontvangst waarin de instelling bijkantoren, opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 3, lid 7, van Richtlijn 77/780/EEG en ieder jaar gepubliceerd in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, heeft opgericht, daarover in te lichten.

ongewijzigd

3. In de gevallen waarin met uiterste spoed moet worden opgetreden kunnen de in lid 2 bedoelde inlichtingen worden vervangen door een onverwijlde kennisgeving van de maatregel aan de bevoegde autoriteiten van de andere landen van ontvangst.

ongewijzigd

4. De bevoegde autoriteiten van een ander land van ontvangst kunnen besluiten dat de saneringsmaatregelen waarvan zij kennis genomen hebben door de in lid 2 bedoelde

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

procedure of de in lid 3 bedoelde kennisgeving, werking hebben ten aanzien van bestuurders en schuldeisers van de in dat land van ontvangst gevestigde bijkantoren, zelfs indien de krachtens lid 1 op deze toepasselijke regeling niet in dergelijke maatregelen voorziet, of de tenuitvoerlegging daarvan afhankelijk stelt van voorwaarden die niet worden vervuld, zulks echter onder voorbehoud van de toepassing van de in lid 1 bedoelde overeenkomsten.

5. De bekendmakingsmaatregelen, die ingevolge artikel 7, leden 1 en 2, moeten worden genomen door de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor, dienen, bij toepassing van het bepaalde in lid 4 van dit artikel, te worden verzorgd door de in lid 2 bedoelde bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst.

C. Aanpassing van de richtlijn aan de wijzigingen van de nationale wettelijke regelingen

Artikel 9

1. De in bijlage I opgenomen lijst van saneringsmaatregelen wordt gewijzigd en aangevuld overeenkomstig de in dit artikel vastgestelde procedure.

ongewijzigd

C. Aanpassing van deze titel aan de wijzigingen van de nationale wettelijke regelingen

Artikel 9

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

2. Indien een Lid-Staat de lijst van de in bijlage opgenomen maatregelen wil wijzigen of aanvullen, stelt hij de Commissie in kennis van de voorgenomen maatregel, met vermelding of de maatregel al dan niet bepalingen inhoudt welke de rechten van derden nadelig kunnen beïnvloeden.

3. Een vertegenwoordiger van de Commissie verzoekt de voorzitter van het Raadgevend Comité voor het Bankwezen, ingesteld bij Richtlijn 77/780/EEG, hierna "het Comité" te noemen, de voorgestelde maatregel aan het Comité voor te leggen met het verzoek, indien de situatie zulks lijkt te vereisen, dat het Comité met spoed bijeenkomt.

4. Het Comité brengt over deze maatregel advies uit met gekwalificeerde meerderheid van twee derden der stemmen; indien de voorgenomen wijziging echter een maatregel betreft die de rechten van derden nadelig kan beïnvloeden, brengt het Comité advies uit met eenparigheid van stemmen.

5. Wanneer het Comité een gunstig advies uitbrengt over de wijziging van de lijst, stelt de Commissie de voorgenomen maatregel vast.

6. Wanneer het Comité een dergelijk advies niet uitbrengt, dient de Commissie onverwijld bij de Raad, die met gekwalificeerde meerderheid besluit, een voorstel betreffende de te nemen maatregel in.

Gewijzigde tekst

2. Indien een Lid-Staat de lijst van de in bijlage I opgenomen maatregelen **overeenkomstig het bepaalde in zijn eigen wetgeving** wil wijzigen of aanvullen, stelt hij de Commissie in kennis van de voorgenomen maatregel, met vermelding of de maatregel al dan niet bepalingen inhoudt welke de rechten van derden nadelig kunnen beïnvloeden.

3. De Commissie wordt bijgestaan door een comité bestaande uit vertegenwoordigers van de Lid-Staten en voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Commissie. De vertegenwoordiger van de Commissie legt het comité een ontwerp voor van de te nemen maatregelen. Het comité brengt advies uit over dit ontwerp binnen een termijn die de Voorzitter kan vaststellen naar gelang van de urgentie van de materie.

4. Het comité spreekt zich uit met de meerderheid van stemmen die in artikel 148, lid 2, van het Verdrag is voorgeschreven voor de aanneming van de besluiten die de Raad op voorstel van de Commissie dient te nemen. Bij de stemming in het comité worden de stemmen van de vertegenwoordigers van de Lid-Staten gewogen overeenkomstig genoemd artikel. De Voorzitter neemt niet aan de stemming deel.

5. De Commissie stelt de beoogde maatregelen vast wanneer zij in overeenstemming zijn met het advies van het comité.

6. Wanneer de beoogde maatregelen niet in overeenstemming zijn met het advies van het comité of indien geen advies is uitgebracht, dient de Commissie onverwijld bij de Raad een voorstel in betreffende de te nemen maatregelen. De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Indien de Raad na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de indiening van het voorstel geen besluit heeft genomen, wordt de voorgestelde maatregel door de Commissie vastgesteld.

Indien de Raad, na verloop van een termijn die in elk door de Raad uit hoofde van deze paragraaf te nemen besluit zal worden vastgesteld, maar die in geen geval langer kan zijn dan drie maanden na de indiening van het voorstel bij de Raad, geen besluit heeft genomen, worden de voorgestelde maatregelen door de Commissie vastgesteld.

Deze bepaling is niet van toepassing indien de maatregel de rechten van schuldeisers nadeling kan beïnvloeden. In dat geval dient de Commissie bij de Raad een voorstel voor een richtlijn in onder de in Artikel 149 van het Verdrag bepaalde voorwaarden.

7. De Lid-Staten kunnen, zonder de besluiten van het Comité en de Raad af te wachten, de voorgenomen maatregel vaststellen; de ingevolge die maatregel genomen besluiten kunnen echter niet in aanmerking komen voor de toepassing van de bepalingen van deze richtlijn, met name die van artikel 4, leden 2 en 3.

ongewijzigd

Artikel 10

Artikel 10

Iedere Lid-Staat ziet erop toe dat geen juridische belemmeringen in de weg staan aan de toepassing op de op zijn grondgebied opgerichte bijkantoren van kredietinstellingen, die hun hoofdkantoor hebben in een andere Lid-Staat, van saneringsmaatregelen waartoe overeenkomstig artikel 4 kan worden besloten door de bevoegde autoriteiten of de rechterlijke instantie van het land van het hoofdkantoor; diensgevolge neemt hij, met naleving van de algemene beginselen van zijn respectieve wetgeving, de daartoe vereiste wettelijke en bestuursrechtelijke maatregelen.

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

TITEL III

Liquidatie

A. Kredietinstellingen met hoofdkantoor
binnen de Gemeenschap

Artikel 11

1. De bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor worden geraadpleegd over ieder verzoek tot inleiding van een gerechtelijke liquidatieprocedure van schuldeisers, de schuldenaar of het openbaar ministerie.

2. Het bedrijf van de kredietinstelling wordt geliquideerd overeenkomstig de bepalingen van het recht van de staat van het hoofdkantoor, voor zover in deze richtlijn of in het Verdrag betreffende faillissement, akkoorden en andere soortgelijke procedures niet anders wordt bepaald.

3. De besluiten van administratieve, rechterlijke of met de liquidatie belaste organen van het land van het hoofdkantoor met betrekking tot de liquidatie van een kredietinstelling hebben ook volledige werking ten aanzien van de beide kantoren van de kredietinstelling die in andere Lid-Staten zijn gelegen en vormen een belemmering voor het besluit tot inleiding van andere liquidatieprocedures tegen die bijkantoren, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 12, lid 2.

Gewijzigde tekst

TITEL III

Liquidatie

A. Kredietinstellingen met hoofdkantoor
binnen de Gemeenschap

Artikel 11

ongewijzigd

2. Het bedrijf van de kredietinstelling wordt geliquideerd overeenkomstig de bepalingen van het recht van de staat van het hoofdkantoor, voor zover in deze richtlijn niet anders wordt bepaald.
(Referentie aan het Verdrag vervallen)

3. De besluiten van administratieve, rechterlijke of met de liquidatie belaste organen van het land van het hoofdkantoor met betrekking tot de liquidatie van een kredietinstelling hebben ook volledige werking ten aanzien van de beide kantoren van de kredietinstelling die in andere Lid-Staten zijn gelegen en vormen een belemmering voor het besluit tot inleiding van andere liquidatieprocedures tegen die bijkantoren, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 12, lid 2.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Artikel 12

Artikel 12

1. De bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor worden voor iedere beslissing tot vrijwillige liquidatie door de statutaire organen van een kredietinstelling geraadpleegd.

ongewijzigd

2. De vrijwillige liquidatie van een kredietinstelling vormt geen belemmering voor de inleiding, op verzoek van de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor, van een administratieve of gerechtelijke liquidatie, indien de statutaire organen van de instelling deze liquidatie niet bevredigend verrichten of indien er gegronde vrees voor bestaat dat de instelling niet in staat zal zijn aan haar verplichtingen jegens haar schuldeisers te voldoen.

Artikel 13

Artikel 13

1. Wanneer een liquidatieprocedure wordt ingeleid ten aanzien van een kredietinstelling bij ontstentenis van of na het mislukken van saneringsmaatregelen, trekken de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor de vergunning van deze instelling in met inachtneming van de procedure van artikel 8 van Richtlijn 77/780/EEG.

ongewijzigd

2. Bij wijze van uitzondering belemmert de intrekking van de vergunning echter de met de liquidatie belaste persoon of personen niet bepaalde activiteiten van de kredietinstelling voort te zetten met instemming

Voorgestelde tekst

en onder controle van de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor, voor zover zulks ten behoeve van de liquidatie noodzakelijk is.

Deze bepaling is in het land van ontvangst alleen van toepassing indien de wettelijke regeling met betrekking tot de intrekking van bankvergunningen niet anders bepaalt.

3. In geval van vrijwillige liquidatie heeft de in artikel 3 van Richtlijn 77/780/EEG bedoelde vergunning niet te worden ingetrokken tot het eind van de liquidatie-operaties, op voorwaarde dat de instelling blijft voldoen aan de voorwaarden waaraan de vergunning is verbonden.

Artikel 14

1. De liquidatie vindt plaats onder toezicht van de bevoegde autoriteiten van het land van het hoofdkantoor in samenwerking met de bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst.

2. De liquidators zijn gerechtigd op het grondgebied van alle Lid-Staten alle bevoegdheden uit te oefenen tot uitoefening waarvan zij op het grondgebied van het land van inleiding van de liquidatie bevoegd zijn. Zelfs indien de wetgeving van het land van inleiding van de liquidatie niet voorziet in de mogelijkheid van aanstelling van meer dan een liquidator, kunnen de bevoegde autoriteiten van een land van ontvangst,

Gewijzigde tekst

Artikel 14

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

indien zij dat nodig achten, verzoeken dat tevens een van de personen die in hun eigen land als liquidator optreden zal worden benoemd; eveneens zullen, indien de wet van het land waar de liquidatie-procedure is ingeleid toestaat dat aan andere personen bepaalde bevoegdheden worden overgedragen, diè personen op verzoek van de bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst, benoemd moeten worden uit de personen die in dat land als liquidator werkzaam mogen zijn.

B. Kredietinstellingen met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap

Artikel 15

1. Indien de wetgeving van het land van ontvangst voorziet in de mogelijkheid tot liquidatie van een bijkantoor van een kredietinstelling die haar hoofdkantoor buiten de Gemeenschap heeft, wordt deze liquidatie uitgesproken door de bevoegde autoriteiten of rechterlijke instanties van dit land van ontvangst.

2. De bevoegde autoriteiten van het in lid 1 bedoelde land van ontvangst trekken de vergunning van dit bijkantoor in, indien daaraan afzonderlijk vergunning is verleend overeenkomstig artikel 14, lid 4, van Richtlijn 77/780/EEG.

3. De bekendmaking van de liquidatie geschiedt op benaarstiging van de liquidator(s) door middel van publikatie in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen en in landelijke kranten van het land van ontvangst, van een uittreksel van de desbetreffende uitspraak.

B. Kredietinstellingen met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap

Artikel 15

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

3. De in de leden 1 en 2 bedoelde bevoegde autoriteiten stellen de bevoegde autoriteiten van de andere landen van ontvangst in kennis van de intrekking van de vergunning en de inleiding van de liquidatieprocedure.

4. De bevoegde autoriteiten van de andere landen van ontvangst dan het in de leden 1 en 2 bedoelde, kunnen besluiten de eventueel aan het op hun grondgebied opgerichte bijkantoor verleende, afzonderlijke vergunning in te trekken.

5. Bij wijze van uitzondering belet de intrekking van de vergunning de met de liquidatie belaste persoon of personen niet, bepaalde activiteiten van het bijkantoor voort te zetten met instemming van de autoriteiten en/of onder controle van de bevoegde rechterlijke instanties, voor zover de wetgeving van het land van ontvangst zulks toestaat.

6. De intrekking van de vergunning beëindigt niet het toezicht op de activiteiten van een bijkantoor door de bevoegde autoriteiten van het land van ontvangst.

C. Aanpassing van deze titel aan de wijzigingen van de nationale wettelijke regelingen

Artikel 16 (nieuw)

Iedere wijziging van de lijst van nationale procedures in bijlage II wordt ter kennis gebracht van de Commissie. Deze ziet erop toe dat bijlage II wordt bijgewerkt en dat

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

de wijzigingen ervan onverwijld in het
Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen
worden bekendgemaakt.

TITEL IV

TITEL IV

Depositogarantie

Depositogarantie

Artikel 16

Artikel 17

ongewijzigd

1. De Lid-Staten zien erop toe dat de op
hun grondgebied bestaande deposito-
garantiestelsels ook van toepassing zijn
op de deposito's van bijkantoren van
kredietinstellingen met hoofdkantoor in
een andere Lid-Staat.

2. Voorlopig en tot de inwerkingtreding
van een depositogarantiestelsel in alle
Lid-Staten zien deze erop toe dat de
depositogarantiestelsels waarbij de instel-
lingen die hun hoofdkantoor op hun grond-
gebied hebben, zijn aangesloten, het
mogelijk maken de deposito's te dekken van
bijkantoren welke zijn opgericht in landen
van ontvangst binnen de Gemeenschap waar
geen depositogarantiestelsel bestaat, op
dezelfde voorwaarden als voor de garantie
van in het land van het hoofdkantoor
ontvangen deposito's.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

TITEL V

TITEL V

Slotbepalingen

Slotbepalingen

Artikel 17

Artikel 18

1. De Lid-Staten treffen de wettelijke en bestuursrechtelijke maatregelen die nodig zijn om uiterlijk op 1 januari 1990 aan deze richtlijn te voldoen. Zij stellen de Commissie daarvan onverwijld in kennis.

ongewijzigd

De Lid-Staten kunnen bepalen dat de bedoelde maatregelen eerst twee jaar na die datum van toepassing zullen zijn.

2. De Lid-Staten delen de Commissie de tekst van alle belangrijke bepalingen van intern recht mede die zij op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen.

Artikel 18

Artikel 19

Deze richtlijn is gericht tot de Lid-Staten.

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

BIJLAGE

Lijst van saneringsmaatregelen, bedoeld in artikel 2, lid 1, van de ontwerp-richtlijn tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen

BELGIE

Banken

ongewijzigd

- Onderzoeken en expertises ter plaatse

Artikel 19, derde alinea, sub 2, en vierde alinea van Koninklijk Besluit nr.185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten (strafbepaling : artikel 42, sub 9, van hetzelfde besluit).

Bevoegde autoriteit om te besluiten tot het onderzoek of de expertise : de Bankcommissie.

Bevoegde autoriteiten voor het verrichten van de enquête of de expertise : de Bankcommissie en de Nationale Bank van België op verzoek van de Bankcommissie.

- Benoeming van een speciaal commissaris

Artikel 25, lid 1, eerste en tweede alinea, sub 1, en lid 2 van het Koninklijk Besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (strafbepaling voor degenen, die

Gewijzigde tekst

BIJLAGE I

Lijst van saneringsmaatregelen, bedoeld in artikel 2, lid 1, **van het voorstel** van een richtlijn tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen **en van depositogarantie-stelsels**

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

handelingen verrichten zonder toestemming van de speciaal commissaris : artikel 42, sub 2 bis, van hetzelfde besluit).

Bevoegde autoriteit voor de benoeming van de speciaal commissaris : de Bankcommissie.

- Volledige of gedeeltelijke opschorting van de activiteiten

Artikel 25, lid 1, eerste en tweede alinea, sub 2, en lid 3 van Koninklijk Besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (strafbepaling voor degenen die handelingen verrichten tegen een opschortingsbeslissing : artikel 42, sub 2 bis, van hetzelfde besluit).

Bevoegde autoriteit voor de opschorting: de Bankcommissie; beroep kan worden ingesteld bij de minister van Financiën die het besluit bekrachtigt of opheft.

Private spaarkassen

ongewijzigd

- Onderzoeken en expertises ter plaatse

Artikel 16, vierde alinea, sub 2, en vijfde alinea van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij Koninklijk Besluit van 23 juni 1967 (strafbepaling: artikel 35 van deze gecoördineerde bepalingen).

Bevoegde autoriteit om te besluiten tot de enquête of de expertise: de Bankcommissie.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Bevoegde autoriteiten voor het ver-
richten van de enquête of de expertise :
de Bankcommissie en de Nationale Bank
van België op verzoek van de Bankcommissie.

Benoeming van een speciaal commissaris

Artikel 17 bis, lid 1, eerste en tweede
alinea, sub 1, en lid 2 van deze gecoör-
dineerde bepalingen (strafbepaling:
artikel 32, sub 4, van deze gecoör-
dineerde bepalingen).

Bevoegde autoriteit: de Bankcommissie.

Volledige of gedeeltelijke opschorting
van de activiteiten

Artikel 17 bis, lid 1, eerste en
tweede alinea, sub 2, en lid 3 van
deze gecoördineerde bepalingen
(strafbepaling: artikel 32, sub 4,
van deze gecoördineerde bepalingen).

Bevoegde autoriteit en beroep: de
Bankcommissie; beroep kan worden
ingesteld bij de minister van
Financiën die het besluit bekrachtigt
of opheft.

Bevoegdheid van de Koning, bij het
besluit tot intrekking van de werkings-
machtiging van een private spaarkas de
nodige maatregelen te nemen om de
rechten van de geldbeleggers te vrijwaren,
met name de overdracht van met
zekerheid bezwaarde spaarfondsen en activa.

Artikel 23 van deze gecoördineerde
bepalingen.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Ondernemingen welke onder hoofdstuk 1 van
10 juni 1964 vallen

ongewijzigd

- Onderzoeken en expertises ter plaatse

Artikel 6, lid 1, derde alinea, sub 2,
en vierde alinea van de wet van 10 juni
1964 inzake het openbaar aantrekken van
spaargelden (strafbepaling: artikel 13,
hoofdstuk 4, van deze wet)

Bevoegde autoriteit om te besluiten tot
het onderzoek of de expertise: de
Bankcommissie.

Bevoegde autoriteiten voor het ver-
richten van het onderzoek of de exper-
tise: de Bankcommissie en de Nationale
Bank van België op verzoek van de
Bankcommissie.

- Benoeming van een speciaal commissaris

Artikel 9 bis, lid 1, eerste en tweede
alinea, sub 1 en lid 2 van deze wet
(strafbepaling: artikel 13, sub 5, van
deze wet).

Bevoegde autoriteit: de Bankcommissie.

- Volledige of gedeeltelijke opschorting
van de activiteiten

Artikel 9 bis, lid 2, eerste en tweede
alinea, sub 2, en lid 3 van deze wet
(strafbepaling: artikel 15, lid 5, van
deze wet).

Bevoegde autoriteit en beroep: de
Bankcommissie; een beroep kan worden
ingesteld bij de minister van Financiën
die het besluit bekrachtigt of opheft.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Publiekrechtelijke kredietinstellingen
Spaarkas van de Algemene Spaar- en
Lijfrentekas

Publiekrechtelijke kredietinstellingen
Spaarkas van de Algemene Spaar- en
Lijfrentekas

- Onderzoeken en expertises ter plaatse

- Onderzoeken en expertises ter plaatse

Artikel 1, tweede alinea van het Konink-
lijk Besluit nr. 2 betreffende het
toezicht op de Spaarkas van de Algemene
Spaar- en Lijfrentekas.

Artikel 1, tweede alinea, van het Konink-
lijk Besluit nr 2 van 24.12.1980 betref-
fende het toezicht op de Spaarkas van de
Algemene Spaar- en Lijfrentekas
waardoor deze onderworpen wordt aan
artikel 19, 4e en 5e alinea van het
Koninklijk Besluit nr. 135 van 9 juli 1935
(voornoemd).

Bevoegde autoriteit om te besluiten tot
het onderzoek of de expertise:
de Bankcommissie.

ongewijzigd

Bevoegde autoriteiten voor het verrichten
van het onderzoek of de expertise : de
Bankcommissie en de Nationale Bank van
België op verzoek van de Bankcommissie.

ongewijzigd

- Andere maatregelen: geen bijzondere
maatregelen; verantwoordelijkheid van het
Parlement en de Regering.

- Bericht aan de bestuursorganen van de
Spaarkas van de Algemene Spaar- en Lijf-
rentekas in toepassing van artikel 3 van
het Koninklijk Besluit nr. 2 van 24
december 1980. -

Bevoegde autoriteit: de Bankcommissie.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

DENEMARKEN

DENEMARKEN

Artikel 46 van Wet nr. 35 van 30 januari 1981.

ongewijzigd

De toezichthoudende autoriteiten voor banken en spaarbanken kunnen verklaren dat banken en spaarbanken verkeren in een toestand van te hebben opgehouden te betalen, wanneer zulks noodzakelijk is in het belang van de beleggers. De staking van de betalingen kan door de bank of spaarbank niet ongedaan worden gemaakt zonder goedkeuring van de toezichthoudende autoriteiten.

De verklaring moet worden toegezonden aan een rechterlijke instantie, het "Skifteret" dat deel uitmaakt van het gerechtelijk stelsel.

DUITSLAND

DUITSLAND

Maatregelen ingevolge artikel 46 van de wet op de organisatie van het bankbedrijf:

ongewijzigd

- instructies aan de bestuurders,
- verbod of beperking van het recht tot het verrichten van betalingstransacties,
- verbod of beperking van de uitoefening van hun functies voor eigenaren of bestuurders,
- benoeming van personen die belast zijn met het toezicht op de instelling.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Maatregelen ingevolge artikel 46 bis van de
wet op de organisatie van het
bankbedrijf(1) :

- verbod van het verrichten van betalingen
of van vervreemding,
- sluiting van de loketten van een
kredietinstelling voor operaties met de
cliënteel,
- verbod van in ontvangstneming van
betalingen die niet bestemd zijn voor de
delging van schulden jegens de
kredietinstelling.

Bevoegde autoriteit: het Bundesaufsichtsamt
für das Kreditwesen.

SPANJE (nieuw)

- Tijdelijke schorsing van de bestuurders
Koninklijk Wetsdecreet 5/1978 van 6
maart 1978
Koninklijk Wetsdecreet 18/1982 van 24
september 1982
Koninklijk Decreet 2575 en 2576/1982
van 1 oktober 1982 (uitbreiding van het
toepassingsgebied van de voorgaande
bepalingen tot de Spaarkassen en
coöperatieven).

Bevoegde autoriteit : de Bank van
Spanje.

(1) Deze maatregelen zijn eveneens opgenomen in
artikel 1, sub b), van het protocol bij het ontwerp
van het verdrag inzake faillissement, akkoord
en andere soortgelijke procedures.

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

FRANKRIJK

FRANKRIJK

Maatregelen, voorzien bij Wet nr. 84/46 van 24 januari 1984 betreffende de activiteit van en de controle op kredietinstellingen.

ongewijzigd

Door de Commission bancaire te nemen maatregelen :

- de injunctie (artikel 43),
- de benoeming van een tijdelijk bewindvoerder (artikel 44),
- het verbod van bepaalde operaties en andere beperkingen bij de uitoefening van het bankbedrijf (artikel 45, lid 3),
- de tijdelijke schorsing of het ontslag ambtshalve van een of meer van de met de daadwerkelijke bepaling van het bedrijfsbeleid van kredietinstellingen belaste personen (art. 45, leden 4 en 5).

Door de president van de Bank van Frankrijk te nemen maatregelen:

- Organisatie van de bijstand van de gezamenlijke kredietinstellingen ten einde de nodige maatregelen te nemen voor de bescherming van de belangen van de beleggers en derden, de werking van het banksysteem en het behoud van de reputatie van het bankbedrijf (artikel 52).

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

GRIEKENLAND

GRIEKENLAND

Maatregelen, voorzien in

ongewijzigd

- a) Wet nr. 1665/1951 tot organisatie van het bedrijfseconomisch toezicht op banken, de administratieve liquidatie van banken, de benoeming van een gemachtigde, de liquidatie en de intrekking van de vergunning;
- b) Wet nr. 236/75 betreffende de benoeming van een tijdelijke bewindvoerder in gevallen van bijzondere spoedeisendheid en betekenis;
- c) Wet nr. 431/76 inzake de verplichte verdubbeling van het aandelenkapitaal van banken onder bepaalde voorwaarden, die geacht worden een staat van insolventie in te houden;
- d) Wet nr. 2292/1953 (met name de artikelen 10 tot en met 12) inzake verplichte fusies van kredietinstellingen.

A. Maatregelen die kunnen worden genomen door de Bank van Griekenland ingevolge de algemene wet nr. 1266/1982

- i) verplichte verhoging van het aandelenkapitaal door banken (Wet nr. 1665/1951, artikel 6);
- ii) benoeming van een gemachtigde (Wet nr. 1665/1951, artikel 8);
- iii) benoeming van een tijdelijk bewindvoerder in gevallen van bijzondere betekenis en spoedeisendheid (Wet nr. 236/75);
- iv) verplichte verhoging (verdubbeling) van het aandelenkapitaal door banken die meermaals onder het toezicht van een gemachtigde of een tijdelijk bewindvoerder zijn geplaatst en wier aandelenkapitaal en reserves minder

Voorgestelde tekst

Ongewijzigde tekst

dan 1/70e van het totaal van hun
deposito's bedragen (Wet nr.431/76).

B. Maatregelen die door de regering kunnen
worden genomen (Raad van Ministers en
minister van Handel)

Verplichte fusie van banken en verplichte
verhoging van het oorspronkelijk aandelen-
kapitaal met ten minste een derde (Wet
nr. 2292/1953, artikel 10 tot en met 12).

IERLAND

IERLAND

Maatregelen betreffende erkende banken,
neergelegd in de Centrale Bank Act 1971;
bevoegde autoriteit: de Central Bank of
Ireland:

ongewijzigd

- opschorting van het recht tot
inontvangstneming van deposito's en het
verrichten van betalingen (artikel 21),
- beperking van de draagwijdte van de
vergunning (artikel 10),
- verbod of beperking van reclame betreffende
deposito's (artikel 22).

Maatregelen betreffende building societies,
neergelegd in de Building Societies
Act 1976; bevoegde autoriteit :
the Registrar of Friendly Societies;

- beperking van de vergunning (artikel 11);
- leningen van een vennootschap aan een
andere (artikel 24),

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

- fusie van vennootschappen (artikel 25),
- overdracht en bedrijf ter voldoening aan verbintenissen (artikel 26),
- bevestiging en registratie van de fusie ingevolge artikel 25 of overdracht van het bedrijf ingevolge artikel 26 (artikel 27),
- bevoegdheid van de registrar tot benoeming van een inspecteur of tot bijeenroeping van een speciale vergadering (artikel 29),
- bevoegdheid van de registrar tot opschorting van het aantrekken van middelen en het verrichten van betalingen (artikel 31),
- bevoegdheid van de registrar tot opschorting van en controle op reclame (artikel 32).

ITALIE

- a) Verzoek om informatie inzake de economische situatie van de kredietinstelling of van haar bijkantoren (artikel 31 van de Wet op het kredietwezen).
Bevoegde autoriteit : Banca d'Italia.
- b) Inspectie bij de kredietinstelling en haar bijkantoren (artikel 31 van de Wet op het kredietwezen).
Bevoegde autoriteit : Banca d'Italia.
- c) Bijeenroeping van vergaderingen van de schuldeisers en van de maatschappelijke organen van de kredietinstelling met het oog op het nemen van bijzondere maatregelen (artikel 35 van de Wet op het kredietwezen).
Bevoegde autoriteit : Banca d'Italia.

ITALIE

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

- d) Schorsing van de bestuurs- en toezichthoudende organen en hun vervanging door speciale instanties voor de herorganisatie van de kredietinstelling (artikel 57 van de Wet op het kredietwezen).

Bevoegde autoriteit: Ministerie van de Schatkist, op voorstel van de Banca d'Italia (voor benoeming van de speciale instanties, alleen de Banca d'Italia).

- e) Tijdelijke opschorting van de betalingen en van eventuele executieprocedures ten aanzien van de kredietinstelling gedurende het sub d) bedoelde buitengewoon beheer (artikel 63 van de Wet op het kredietwezen).

Bevoegde autoriteit : Banca d'Italia.

- f) Tijdelijke opschorting van de rechten van de bestuurs- en toezichthoudende organen van de kredietinstelling van hun functies en benoeming van een ambtenaar van de toezichthoudende autoriteit voor het bankwezen in hun plaats om de bevoegdheden van deze organen uit te oefenen (artikel 66 van de Wet op het kredietwezen).

Bevoegde autoriteit : Banca d'Italia

- g) Intrekking van de vergunning tot uitoefening van het bedrijf met betrekking tot afzonderlijke bijkantoren van de kredietinstelling wegens administratieve ingebrekeblijvingen (artikel 34 van de Wet op het kredietwezen).

Bevoegde autoriteit : Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio (CICR).

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

LUXEMBURG

LUXEMBURG

Maatregelen voorzien bij de wet van 10 augustus 1982 houdende regeling van :

ongewijzigd

1. het recht van het Institut monétaire luxembourgeois tot opschorting van het bedrijf van kredietinstellingen;
2. het uitstel van betaling, beheer onder toezicht en de liquidatie van kredietinstellingen.

Door het Institut monétaire luxembourgeois te nemen maatregelen :

- de injunctie (in crisisgevallen)(art.2),
- de schorsing van de bestuurders (art. 3) (niet van toepassing op publiekrechtelijke Luxemburgse instellingen),
- de gehele of gedeeltelijke opschorting van de activiteiten (artikel 3),

Maatregelen, te nemen door de arrondissementsrechtbank in handelszaken (eventueel op verzoek van het Institut monétaire):

Uitstel van betaling en beheer onder toezicht (artikel 7 tot en met 10) (niet van toepassing op Luxemburgse publiekrechtelijke instellingen).

NEDERLAND

NEDERLAND

Maatregelen krachtens de wet van 13 april 1978 inzake het toezicht op het kredietwezen:

ongewijzigd

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

- aanwijzingen
- stille curatele (deel III, artikel 24),
- noodregeling (deel V, artikel 31).

Bevoegde autoriteit : de Nederlandsche Bank.

PORTUGAL (nieuw)

Maatregelen die kunnen genomen worden door de Minister van Financiën na advies van de Bank van Portugal :

- tijdelijke uitzondering van in nood verkerende instellingen van zekere wettelijke verplichtingen en toekenning van een monetaire hulp.

(Wetsdecreet nr.51/84 van 11 februari 1984 artikel 34)

- termijn van 90 dagen voor de gezondmaking van de financiën van de kredietinstellingen die hun betalingen hebben opgeschort en benoeming van een regeringscommissaris.

(Wetsdecreet nr. 30/689 van 27 augustus 1940 artikel 1)

- benoeming van een bestuurder die ermee belast wordt om het normaal functioneren van een "Caixa economica" te verzekeren.

(Wetsdecreet nr. 136/79 van 18 mei 1979 betreffende de "Caixas Economicas", artikel 23).

Maatregelen die kunnen genomen worden door de Ministerraad op voorstel van de Minister van

Voorgestelde tekst

Gewijzigde tekst

Financiën ingeval de maatregelen voorzien in artikel 34 van Wetsdecreet van 11 februari 1984 (voor- noemd) toegepast worden :

- benoeming van afgevaardigden, bestuurders of van een administratieve Commissie die ermee belast worden om tussen te komen in het beheer van de instellingen
- opschorting van hun functies van een of meerdere bestuurders in dienst.

VERENIGD KONINKRIJK

VERENIGD KONINKRIJK

Maatregelen, te nemen door de Bank of England :

ongewijzigd

- de bevoegdheid tot benoeming van een of meer deskundigen voor het onderzoek en de opstelling van een verslag over de situatie en de bedrijfsvoering van een erkende instelling (Banking Act 1979, artikel 17),
- de bevoegdheid een vergunning van een instelling onmiddellijk in te trekken (Banking Act 1979, artikel 7, lid 1, sub a),
- de bevoegdheid tot intrekking van de vergunning van een instelling en de vervanging daarvan door een voorwaardelijke vergunning (Banking Act 1979, artikel 7, lid 1, sub b), en artikel 10),
- de bevoegdheid, bij de onmiddellijke intrekking van een vergunning, aanwijzingen te geven inzake de bedrijfsvoering (Banking Act 1979, artikelen 8 en 9).

BIJLAGE II (nieuw)

Lijst van liquidatieprocedures zoals bedoeld in artikel 2 lid 3 van het voorstel voor een richtlijn tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen en de deposito-garantiestelsels

BELGIE

- Faillissement - faillite
Wetboek van Koophandel, boek III, artikelen 437 e.v.
- Bevoegde instantie: rechtbank van koophandel

DENMARKEN

- Konkurs
Wet nr. 444 van 28 augustus 1984
Wet nr. 374 van 15 augustus 1985, waardoor de voornoemde wet op banken, spaarbanken en coöperatieve verenigingen van toepassing is geworden
- Bevoegde instantie: Skifteretten

BONDSREPUBLIEK DUITSLAND

- Konkurs
Artikel 46 bis van de Wet betreffende de organisatie van het bankbedrijf in de herziene versie van 20 december 1984
- Bevoegde instantie: Bundesaufsichtsamt für das Kredietwesen (BAK)

- Freiwillige Liquidation

Artikel 38, lid 2, van de Wet betreffende de
organisatie van het bankbedrijf.

Artikelen 131 e.v. en 145 e.v. voor de handels-
venootschap onder firma.

Artikelen 262 e.v. voor de naamloze venootschap.

Artikel 60 en artikelen 78 e.v. voor de -
coöperatieve vereniging

SPANJE

1. Quiebra

Wetboek van Koophandel, artikelen 870 tot en met
941

2. Suspencion di pagos

Wet van 26 juli 1922

Bevoegde instanties: rechterlijke macht

3. Liquidacion administrativa

(na intrekking van de vergunning)

Bankwet van 31 december 1946, artikel 57 bis

(aangevuld door Wetsbesluit nr. 1298 van 28 juni
1986, artikel 4-3)

Bevoegde instanties: Directoraat-generaal van de
Schatkist en de Financiële Politiek van het
Ministerie van Economische Zaken - Bank van Spanje

4. Liquidacion

Spaarbanken: Wetsbesluit nr. 2532 van 21 november
1929, artikelen 140 tot en met 146

Coöperatieve kredietinstellingen: Wet nr. 3 van 2
april 1987, artikelen 103 tot en met 115

Overige kredietinstellingen: Wet op de naamloze
venootschap van 17 juli 1981, artikelen 150 tot en
met 171

FRANKRIJK

- Redressement et liquidation judiciaires
Wet nr. 98 van 25 januari 1985 (titel III)
Besluit nr. 1388 van 27 december 1985,
artikelen 119 e.v.
- Bevoegde instantie: rechtbank van koophandel

GRIEKENLAND

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και
ελέγχου Τραπεζών". Αρθρο 9 (εκκαθάριση.
Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Wet 1665/1951 "ten aanzien van het functioneren van
en de controle op banker". Artikel 9 -liquidatie).
Bevoegde instanties : de Monetaire Commissie.

IERLAND

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
(Companies Act 1963, deel VI)
- Liquidation of banks
(Central Bank Act 1971, paragrafen 28 tot
en met 31)
Voor hypotheekbanken:
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976, paragraaf 95)
en enige andere wettelijke regelingen
- Housing Act 1979, paragraaf 20 (diverse
bepalingen)
- Land Act 1984 (paragraaf 4(2))
- Age of Majority Act 1985
en verscheidene ondergeschikte wettelijke
regelingen

Bevoegde instantie:

- instantie die bevoegd is de vergunning te verlenen of in te trekken en toe te zien op het bedrijf van de kredietinstellingen
- De High Court in geval van faillissement
Voor hypotheekbanken: Registrator van verenigingen voor onderlinge bijstand, die ook optreedt als registrator van hypotheekbanken (Building Societies Act 1986, paragraaf 85)

ITALIE

- Concordato preventivo
Besluit van 16 maart 1942, artikelen 160 tot en met 186
Wetsbesluit van 12 maart 1936 (gewijzigd), artikel 35, lid 2 d
Bevoegde instantie: rechterlijke instantie
- Liquidazione coatta amministrativa
Wetsbesluit van 12 maart 1936, artikelen 67 tot en met 86
Besluit van 16 maart 1942 (gewijzigd), artikelen 194 tot en met 215
- Bevoegde instanties: Bank van Italië, Minister van de Schatkist en Interministerieel comité voor het krediet- en spaarwezen
- Liquidazione volontaria
Besluit van 12 maart 1936 (gewijzigd), artikel 86 bis

LUXEMBURG

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit
Wet van 10 augustus 1982, paragraaf 2
Bevoegde instantie: arrondissementsrechtbank, die in handelszaken op verzoek van de procureur-generaal of de commissaris voor het toezicht op het bankwezen zitting houdt
- Liquidation volontaire
Wet van 10 augustus 1982, artikel 12

NEDERLAND

- Vrijwillige solvente liquidatie ingevolge
statuaire ontbinding

en

- Gedwongen solvente liquidatie na intrekking
van de vergunning Burgerlijk Wetboek
bepalingen betreffende de vereffening van
(solvente) rechtspersonen - boek II, titel
1, artikelen 22 en 23; titel 3, artikelen
166 tot en met 173

Bevoegde instantie: kredietinstelling zelf

- Solvente liquidatie tijdens de noodrege-
ling; Wet Toezicht Kredietwezen, artikel
36, eerste en zesde lid, waardoor de
hierboven genoemde bepalingen van het
Burgerlijk Wetboek toepasselijk zijn
verklaard

Bevoegde instantie: bewindvoerders

- Insolvente liquidatie na faillietverklaring
van de kredietinstelling
Faillissementswet van 30 september 1893 en
wijzigingen S 140, titel I, artikelen 1 tot
en met 212

Bevoegde instantie: rechtbank

PORTUGAL

- Regels betreffende de liquidatie van bank-
instellingen

Wetsbesluit nr. 30/689 van 27 augustus 1940,
artikelen 11 e.v.

Bevoegde instantie: Ministerie van Financiën

- Liquidatie na intrekking van de vergunning

Bevoegde instantie: Ministerie van Financiën

- Coöperatieve kredietinstellingen
Wetsbesluit nr. 454 van 9 oktober 1980,
artikelen 75 en 77, waarin wordt verwezen
naar de algemene regels inzake de faillis-
sementsprocedure
Wetsbesluit nr. 44/129 van 28 december
1961, hoofdstuk XV, artikelen 1245 e.v.
Executoriale verkoop: artikelen 882 e.v.

VERENIGD KONINKRIJK

Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986,
vierde deel)

Creditors' voluntary winding-up

Corporate voluntary arrangements (Insolvency
Act 1986, eerste deel)

Corporate arrangements and reconstructions
(Companies Act 1985, deel XIII)

Voor hypotheekbanken (Building Societies Act
1986, deel X):

Compulsory winding-up

Creditors' voluntary winding-up

Dissolution by consent of an appropriate
majority of the society's members

Bevoegde instantie: rechterlijke instantie

- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986,
vierde deel)

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(88) 4 final

Brussels, 4 January 1988

AMENDED PROPOSAL FOR A COUNCIL DIRECTIVE
concerning the reorganization and the winding-up
of credit institutions and deposit-guarantee schemes

presented by the Commission to the Council
pursuant to the 3 paragraph of Article 149 of the Treaty

Amended proposal for a Council Directive concerning the
reorganization and the winding-up of credit institutions
and deposit-guarantee schemes

EXPLANATORY MEMORANDUM

I. PROCEDURAL BACKGROUND

1. On 19 December 1985, the Commission adopted a proposal for a Directive on the reorganization and the winding-up of credit institutions,(1) which included a Title IV relating to deposit-guarantee schemes. Those provisions were supplemented on 22 December 1986 by a Commission Recommendation concerning the introduction of deposit-guarantee schemes in the Community(2). On 9 January 1986, the proposal for a Directive was transmitted to the Council, which decided on 24 January 1986 to consult Parliament and the Economic and Social Committee.

2. The Economic and Social Committee unanimously adopted an opinion(3) on the Commission proposal at its 238th plenary session held in Brussels on 2 July 1986.

Parliament adopted the resolution closing the procedure for consultation of the European Parliament at its plenary sitting on Friday 13 March 1987(4).

3. The present amended proposal has been drawn up to take account of the results of the consultations with these two institutions and of the accession of two new Member States.

(1) OJ No C 356, 31.12.1985, p. 55.

(2) OJ No L 33, 4.2.1987, p. 16.

(3) OJ No C 263, 20.10.1986, p. 13.

(4) OJ No C 99, 13.4.1987, p. 211.

In its resolution, Parliament recognized that "a directive of this nature would certainly constitute progress, albeit modest, in the development of a common market for credit within which there would be greater protection for savers and they could have greater confidence in the banking system".

The Economic and Social Committee, whose opinion was delivered before the Commission Recommendation concerning deposit-guarantee schemes was adopted, mainly criticized the Article of the Directive which dealt with that question; it requested the deletion of a paragraph (Article 16(2)). Parliament commented on this matter by emphasizing that "such a Directive will not be viable unless the Member States comply by 1 January 1990 with the Commission's recommendation".

In order to underline the importance of this question, one proposed amendment is that the very title of the proposal be supplemented by specific reference to deposit-guarantee schemes.

The Commission, which is well aware of the link between reorganization or winding-up procedures and schemes for protecting depositors, has therefore incorporated a fuller title into its new proposal in accordance with Parliament's resolution.

II. COMMENTS ON THE AMENDMENTS

Parliament has suggested that two recitals be added: the first referring to the Convention on bankruptcy, winding-up, arrangements, compositions and similar proceedings and the second to the Commission Recommendation of 22 December 1986. These two amendments proposed by Parliament have been incorporated into the amended proposal in full (tenth and eighteenth recitals).

TITLE 1 - Article 1

The amended proposed by Parliament clearly states that the provisions of the Directive are applicable to branches set up in Member States other than that in which the credit institution has its head office. While this was already covered in the Directive, it was not specifically stated in the previous version.

Article 2

The first amendment to this Article proposed by Parliament echoes the Economic and Social Committee's comment that reference should be made in paragraph 1 to the "competent authorities", as defined in the Directive, responsible for taking the measures set out in the annexed list. This addition has been incorporated in the form proposed by the Economic and Social Committee.

In addition to this formal amendment, Parliament has proposed three amendments to Article 2 which have been incorporated in full in the amended proposal:

- (i) the first amendment consists in deleting the positive criteria which the Commission had felt it should include in order to define the reorganization measures.

Parliament considers that these criteria duplicate the negative criteria in points (a) and (b) of paragraph 2 and are therefore superfluous.

The nature of the measures listed in the annex, which in most cases are not specific to reorganization situations, required that the cases in which such measures could not be considered to be reorganization measures should at least be specified (this has not been amended); the details in paragraph 1 were useful but not essential and they can therefore easily be deleted from the earlier version.

Article 9

Both Parliament and the Economic and Social Committee have pointed out that paragraph 2 of this Article should specify that a Member State may request an amendment or addition to the annexed list only in respect of measures enacted in that Member State. In the Commission's view, this amendment is of a purely formal nature, since it is highly unlikely that a Member State would notify a measure unrelated to its own legal system. Furthermore, a Council decision of 13 July 1987, thus after the Parliament's resolution, layed down "the procedures for the exercise of implementing powers conferred on the Commission"(5).

The text of the Council's decision has been replaced by the text figuring in the Commission's proposal.

Article 11

The reference to the Convention in paragraph 2 has been switched to a new "recital" (amended tenth recital).

Parliament and the Economic and Social Committee have rightly pointed out that the exclusive competence of the administrative authorities or winding-up agencies of the home country should be confirmed, because, if that stipulation did not appear in this Article, some Member States might challenge the principle of the unity of bankruptcy.

Article 14

In accordance with the amendment proposed by Parliament, a new paragraph 3 relating to the public announcement of the winding-up procedure has been incorporated in Article 14, which already contains substantive legal rules specifically applicable to credit institutions.

(5) Decision 87/373/EEC - OJ Nr L 197 of 18.7.1987, p. 33

- (ii) The second amendment, which should be taken together with the amendments proposed for Articles 3, 11 and 14, is intended to incorporate in this Directive certain winding-up procedures which would normally be covered by the bankruptcy Convention and therefore provided for an Annex II, modelled on the protocol annexed to that Convention, listing the winding-up procedures applicable to credit institutions.

This new provision is therefore justified by the addition of Annex II shown in the amended proposal.

- (iii) The purpose of the third amendment is to define what is meant by a deposit-guarantee scheme in the Directive.

On the basis of the definition contained in the Commission Recommendation, Parliament has suggested a broad definition which would enable certain systems which operate on a basis other than that of compensation to be regarded as deposit-guarantee schemes.

Article 3

As indicated above, this addition stems from the new approach adopted in this Directive towards winding-up procedures.

TITLE II

Articles 4, 5, 6 and 7, which lay down the main rules governing mutual recognition of reorganization decisions and cooperation between competent authorities, have been the subject of requests for amendments from the Economic and Social Committee (Article 4) and Parliament (Articles 5, 6 and 7). These amendments cannot be incorporated in the amended proposal without upsetting the whole structure of the system chosen.

In Article 7, however, a drafting amendment has been made by including reference to the rights of shareholders, since the question of whether they are "creditors" may lead to controversy.

TITLE III. ADJUSTMENT OF THIS TITLE TO CHANGES IN NATIONAL LEGISLATION

Article 16

As the new point C added to Title III indicates, a new article has been added at the end of this Title relating to winding-up to take account of the insertion of an Annex II listing national winding-up procedures.

It was considered necessary to provide for the rapid amendment of this list of procedures to take account of changes in national legislation. This updating task has been entrusted to the Commission, which will be required to publish the updated list in the Official Journal.

Annex I

The title of this Annex has been amended to bring it into line with that of the amended proposal for a directive.

The Belgian measures relating to the Savings Banks of the General Savings and Pensions Fund have been updated.

The reorganization measures in Spain and Portugal have been incorporated.

Annex II

List of winding-up procedures provided for in Article 2(3) of the proposal for a Directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the reorganization and the winding-up of credit institutions and deposit-guarantee schemes.

This Annex, which is fuller and more detailed than the list in the Protocol to the draft Convention on bankruptcy, winding-up, arrangements, compositions and similar proceedings, which Parliament suggested should be used as a basis, has been drawn up with the help of the Member States, which were requested to reply to a questionnaire sent out by the Commission.

Modified proposal for a Council Directive on the
reorganization and winding-up of credit institutions and
deposit guarantee schemes

Original proposal

Council Directive on the coordination
of laws, regulations and administrative
provisions relating to the reorganization
and the winding-up of credit institutions

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing
the European Economic Community, and, in
particular Article 57, paragraph 2, third
sentence thereof,

Having regard to the proposal from the
Commission,

In cooperation with the European
Parliament,

Having regard to the opinion of the
Economic and Social Committee,

Whereas, in accordance with the
objectives of the Treaty, the harmonious
development of economic activities
throughout the Community should be
promoted through the elimination of
any restrictions on freedom of establish-
ment and the freedom to provide services
within the Community;

Modified proposal

Council Directive on the coordination
of laws, regulations and administrative
provisions relating to the reorganization
and the winding-up of credit institutions
and deposit-guarantee schemes

Visas unchanged

First nine recitals unchanged

Original proposal

Modified proposal

Whereas, at the same time as those restrictions are eliminated, consideration should be given to the situation which might arise if a credit institution runs into difficulties, particularly where that institution has branches in other Member States;

Whereas the existing structure of the credit sector, where the taking up and pursuit of business are subject to supervision by the authorities in all the Member States of the Community, justifies the provision of specific measures in respect of the reorganization and winding up of credit institutions;

Whereas there is a tendency in the laws and practices in force in the Member States to institute reorganization procedures, aimed at preventing credit institutions from becoming insolvent, as soon as financial difficulties become apparent, so as to maintain savers' confidence in the banking system;

Whereas it would be very difficult to attempt to unify those laws and practices without first securing mutual recognition by the Member States of the achievements of each in resolving the financial difficulties of its own credit institutions;

Original proposal

Modified proposal

Whereas implementation of reorganization measures in respect of a credit institution operating in several Member States should be entrusted to the competent authorities of one Member State, namely that in which the credit institution has its head office; whereas those authorities must be empowered to enforce their own laws outside their national territory in consultation, as appropriate, with the competent authorities of the other Member States concerned;

Whereas reorganization cannot be achieved unless all the legal obstacles which might prevent the reorganization measures taken by the authorities of the home country from being effective against branches are eliminated;

Whereas it is desirable, and sometimes necessary, to notify creditors and shareholders of the implementation of certain reorganization measures in countries where branches are situated, particularly when such measures could hinder them from exercising certain of their rights;

Whereas it is essential to provide for a procedure to enable the Directive to be swiftly adjusted to changes in national rules on reorganization measures, which must continue to evolve at national level

in the light of experience; whereas it is desirable to extend the responsibilities of the Advisory Committee set up under Council Directive 77/780/EEC (1) to this end, by empowering it to give an opinion on whether such changes should be adopted or rejected at Community level;

Whereas in the absence of reorganization measures, or in the event of such measures failing, the credit institutions in difficulty must be wound up; whereas certain provisions should be made in such cases for coordinating the banking supervisory authorities' role in applying the winding-up measures;

Whereas the important role played by the competent authorities in implementing reorganization measures before winding-up commences must continue after winding-up has commenced so that the winding-up operations may be properly carried out;

Whereas in the absence of reorganization measures, or in the event of such measures failing, the credit institutions in difficulty must be wound up; whereas pending the conclusion, on the basis of Article 220 of the EEC Treaty, of a Convention on bankruptcy, winding-up arrangements, compositions and similar proceedings, it is necessary to coordinate the main provisions applicable when a credit institution is wound up; whereas certain provisions should be made in such cases for coordinating the banking supervisory authorities' role in applying the winding-up measures;

11th to 17th recitals unchanged

(1) OJ No L 322, 17.12.1977, p. 30.

Original proposal

Modified proposal

Whereas withdrawal of authorization to pursue the business of banking must be one of the necessary effects of winding-up credit institutions; whereas the competent authorities may, however, maintain such authorization in certain exceptional cases in order to facilitate the winding-up operations;

Whereas it is acknowledged that, while it is pursuing its business, a credit institution and its branches form a single entity whose liquidity position and solvency are subject to supervision by the competent authorities of the home country; whereas it would be inexpedient to abandon this rule at a time when a credit institution is being wound up;

Whereas equal treatment of creditors can be guaranteed only in so far as the credit institution is wound up according to the principles of unity and universality, which require that the administrative authorities and courts of a single State have jurisdiction, that the home country's law on winding-up be applied and that that law be effective outside the territory of the State concerned;

Whereas, however, winding-up must be governed by particular rules when an institution is solvent; whereas voluntary winding-up according to the statutory provisions presupposes such

Original proposal

Modified proposal

solvency; whereas provision should be made for the competent authorities to be empowered to ensure that the institution is solvent throughout the winding-up period;

Whereas it should be made possible, by means of certain adjustments, for the competent authorities' role to be coordinated also in respect of branches of credit institutions whose head office is outside the Community;

Whereas depositors' interests in the event of an insolvent credit institution being wound up must be safeguarded by the guarantee schemes existing in the European Community, without discrimination in a given territory between branches of national or Community credit institutions and also without discrimination in a given institution between deposits made in the State where the head office is situated and those made in branches set up in other States, where no deposit-guarantee scheme exists in those States;

Whereas introduction of a deposit-guarantee scheme should be coordinated at a later stage, by means of a directive, in the light of the experience gained during implementation of the provisions contained in the Commission's recommendation of 22

Original proposal

Modified proposal

December 1986 concerning the introduction
of deposit-guarantee schemes in the
Community (87/63/EEC) published in OJ No
L 33, 4.2.1987;

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE:

TITLE I

Scope and definitions

Article 1

1. This Directive shall apply to credit institutions and their branches as defined in the first and third indents of Article 1 of Directive 77/780/EEC, due regard being had to the conditions and exemptions laid down in Article 2 of that Directive.

2. The provisions of this Directive concerning the branches of a credit institution whose head office is outside the Community shall apply only where that institution has branches in at least two Member States of the Community.

TITLE I

Scope and definitions

Article 1

1. This Directive shall apply to credit institutions and their branches set up in in a Member State other than that in which they have their head office, as defined in the first and third indents of Article 1 of Directive 77/780/EEC, due regard being had to the conditions and exemptions laid down in Article 2 of that Directive.

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

Article 2

Article 2

1. For the purposes of this Directive, 'reorganization measures' means measures which are intended to safeguard or restore the financial situation of a credit institution and which satisfy the following conditions:

- (a) they are included in the list set out in the Annex of this Directive;
- (b) they are designed to avoid the opening of a winding-up procedure;
- (c) they were decided on before any declaration that the credit institution was insolvent.

2. The following shall not be considered to be reorganization measures, even if they are included in the list set out in the Annex.

- (a) measures taken as part of the normal supervision of credit institution as defined in Article 7 of Directive 77/780/EEC, and measures intended to deal with infringements of laws or regulations;
- (b) measures taken in connection with bankruptcy proceedings, an arrangement or any other winding-up procedure already initiated.

1. For the purposes of this Directive, 'reorganization measures' means the measures included in the list set out in Annex I in so far as they are intended to safeguard or restore the financial situation of a credit institution.

Unchanged

3. For the purposes of this Directive, 'winding-up procedures' means the procedures listed in Annex II.

Original proposal

Modified proposal

3. The measures referred to in paragraph 1 and the authorities responsible for implementing them shall be determined by the laws and regulations set out in the Annex.

4. For the purposes of this Directive, 'deposit-guarantee schemes' means all provisions designed to guarantee appropriate compensation for depositors or to protect them against any loss.

5. The measures referred to in paragraph 1 and the winding-up procedures referred to in paragraph 3 as well as the authorities responsible for implementing them shall be determined by laws and regulations set out in Annex I and II.

Article 3

Article 3

For the purposes of this Directive:

For the purposes of this Directive:

- 'home country' means the Member State in which a credit institution has its head office,
- 'host country' means any Member State - other than that defined as being the home country - in which a credit institution has set up a branch within the meaning of the third indent of Article 1 of Directive 77/780/EEC,
- 'competent authorities' means the authorities empowered to grant and withdraw authorization and/or supervise the activities of credit institutions pursuant to Articles 3, 4, 6, 7 and 8 of Directive 77/780/EEC and any other

- Unchanged

- Unchanged

- 'competent authorities' means the authorities empowered to grant and and withdraw authorization and/or supervise the activities of credit institutions pursuant to Articles 3, 4, 6, 7 and 8 of Directive 77/780/EEC

Original proposal

authority listed in the Annex to this Directive as being responsible for implementing the reorganization measures.

TITLE II

Reorganization measures

A. Credit institutions having their head office within the Community

Article 4

1. The authorities or courts of the home country shall be empowered to decide, in accordance with the rules, procedures and practices in force in their territory, on the implementation of one or more reorganization measures in a credit institution and its branches.

2. The reorganization measures decided on by the competent authorities or court in the home country shall be fully effective as against the governing bodies and creditors of branches situated in the other Member States, even where the rules of the host country applicable to them do not make provision for such measures or make their implementation subject to conditions which are not fulfilled.

Modified proposal

and any other authority listed in the Annex to this Directive as being responsible for implementing the reorganization measures or winding-up procedures.

TITLE II

Reorganization measures

A. Credit institutions having their head office within the Community

Article 4

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

authority listed in the Annex to this Directive as being responsible for implementing the reorganization measures.

and any other authority listed in Annex I and II to this Directive as being responsible for implementing the reorganization measures or winding-up procedures.

TITLE II

TITLE II

Reorganization measures

Reorganization measures

A. Credit institutions having their head office within the Community

A. Credit institutions having their head office within the Community

Article 4

Article 4

1. The authorities or courts of the home country shall be empowered to decide, in accordance with the rules, procedures and practices in force in their territory, on the implementation of one or more reorganization measures in a credit institution and its branches.

Unchanged

2. The reorganization measures decided on by the competent authorities or court in the home country shall be fully effective as against the governing bodies and creditors of branches situated in the other Member States, even where the rules of the host country applicable to them do not make provision for such measures or make their implementation subject to conditions which are not fulfilled.

Original proposal

Modified proposal

3. Decisions taken by the competent authorities or court in the home country to apply one or more reorganization measures shall preclude the application or maintenance by the competent authorities or court in the host country of any reorganization measure within the meaning of Article 2, unless a decision to the contrary is taken by the competent authorities of the home country.

Unchanged

Article 5

Article 5

The competent authorities of the home country shall, before adopting any reorganization measure, inform, by any available means, the competent authorities of the host country, of their intention and consult them on the effects of such a measure in the host country, unless the measure concerned is clearly not likely to have any significant effect on a branch situated in another Member State.

Unchanged

Article 6

Article 6

Where the competent authorities of the host country deem it necessary to implement in their territory one or more reorganization measures within the meaning of Article 2, they shall inform the competent authorities of the home country accordingly.

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

Where, upon receipt of such information, the competent authorities of the home country consider that the difficulties encountered by the branch are not such as to justify the application of Article 4(1) and (2), they shall so inform the authorities of the host country, which may decide to apply one or more reorganization measures in their territory.

Article 7

1. Where implementation of the reorganization measures decided on pursuant to Article 4(1) and (2) directly affects the rights of creditors established in a host country and where an appeal is possible in the home country against the decision ordering the measure, the competent authorities of the home country may, should they deem it necessary, publish at the expense of the credit institution an extract from their decision in the Official Journal of the European Communities and in two nationally distributed newspapers in each host country.

2. The competent authorities of the home country may, should they deem it expedient, notify the measure directly and individually to creditors resident in the Community whose rights are affected.

Article 7

1. Where implementation of the reorganization measures decided on pursuant to Article 4(1) and (2) is likely directly to affect the rights of any creditors including shareholders established in a host country and where an appeal is possible in the home country against the decision ordering the measure, the competent authorities of the home country may, should they deem it necessary, publish at the expense of the credit institution an extract from their decision in the Official Journal of the European Communities and in two nationally distributed newspapers in each host country.

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

3. The extract from the decision to be published or the notification shall specify, in the national language or languages of the States concerned, the purpose and legal basis of the decision taken, the time limits for lodging an appeal and the full address of the authorities or court competent to examine an appeal.

Unchanged

4. The reorganization measures shall apply irrespective of the publicity measures prescribed in paragraphs 1 to 3 and shall be fully effective as against creditors, unless the competent authorities of the home country or the law of that country governing the measures provide otherwise.

Unchanged

5. Except in the case of individual notification, the time for lodging an appeal shall run from publication in the Official Journal of the European Communities.

Unchanged

B. Credit institutions having their head office outside the Community

B. Credit institutions having their head head office outside the Community

ARTICLE 8

Article 8

1. Pending subsequent coordination of laws, regulations and administrative provisions applying to the branches of credit institutions having their head office outside the Community, the authorities and courts of the host country

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

shall retain the right to implement re-organization measures in accordance with the rules, procedures and practices in force in their territory, unless provision is made to the contrary in agreements concluded with the home country, in accordance with the Treaty, on the basis of the principle of reciprocity.

2. However, the competent authority of the host country of a branch of a credit institution having its head office outside the Community which deems it necessary to implement one or more re-organization measures within the meaning of Article 2 shall, before adopting such measures, so inform, by all available means, the competent authorities of the other host countries in which the institution has set up branches included in the list mentioned in Article 3(7) of Directive 77/780/EEC and published each year in the Official Journal of the European Communities.

Unchanged

3. In cases of extreme urgency, the information referred to in paragraph 2 may be replaced by notification of the measure, which must be made without delay to the competent authorities of the host country.

Unchanged

4. The competent authorities of another host country may decide, save where the agreements referred to in paragraph 1

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

are applicable, that the reorganization measures of which they are informed, through the procedure referred to in paragraph 2 or the notification referred to in paragraph 3, shall take effect as against the governing bodies and creditors of branches situated in that host country, even if the rules applicable to them, by virtue of paragraph 1, do not provide for such measures or make their implementation subject to conditions which are not fulfilled.

5. The publicity measures entrusted under Article 7(1) and (2) to the competent authorities of the home country shall, in the event of application of the provisions of paragraph 4 of this Article, be entrusted to the competent authority of the host country referred to in paragraph 2.

C. Adjustment of the Directive to changes in national legislation

Article 9

1. The list of reorganization measures given in the Annex shall be amended or supplemented in accordance with the procedure laid down in this Article.

Unchanged

C. Adjustment of this Title to changes in national legislation

Article 9

1. The list of reorganization measures given in Annex I shall be amended or supplemented in accordance with the procedure laid down in this Article.

Original proposal

2. If a Member State wishes to make amendments or additions to the annexed list, it shall notify the proposed measure to the Commission, stating whether or not it involves provisions that may affect the rights of creditors.

3. A Commission representative shall ask the Chairman of the Banking Advisory Committee set up by Directive 77/780/EEC, hereinafter referred to as the Committee, to refer the proposed measure to the Committee, asking the Committee to hold an emergency meeting if he considers that the situation so requires.

4. The Committee shall deliver its opinion on the measure by a qualified majority of two-thirds of the votes; if, however, the proposed amendment concerns a measure that may affect the rights of creditors, the Committee shall deliver its opinion unanimously.

5. Where the Committee delivers a favourable opinion on the amendment to the list, the Commission shall adopt the measure proposed.

6. Where the Committee does not deliver such an opinion, the Commission shall without delay present to the Council, which shall act by a qualified majority, a proposal on the measure to be adopted.

Modified proposal

2. If a Member State wishes to make amendments or additions in annex I, in accordance with its own legislation, it shall notify the draft of the proposed measure to the Commission.

3. The Commission shall be assisted by a committee composed of the representatives of the Member States and chaired by the representatives of the Commission.
The representative of the Commission shall submit to the committee a draft of the measures to be taken. The committee shall deliver its opinion on the draft within a time limit which the chairman may lay down according to the urgency of the matter.

4. The opinion shall be delivered by the majority laid down in Article 148(2) of the Treaty in the case of decisions which the Council is required to adopt on a proposal from the Commission. The votes of the representatives of the Member States within the committee shall be weighted in the manner set out in that article. The Chairman shall not vote.

5. The Commission shall adopt the measures envisaged if they are in accordance with the opinion of the committee.

6. If the measures envisaged are not in accordance with the opinion of the committee, or if no opinion is delivered, the Commission shall, without delay, submit to the Council a proposal relating to the measures to be taken. The Council shall act by a qualified majority.

Original proposal

Modified proposal

If the Council has not acted within six months of such referral, the proposed measure shall be adopted by the Commission.

If, on the expiry of a period to be laid down in each act to be adopted by the Council under this paragraph but which in no case may exceed three months from the date of referral to the Council, the Council has not acted, the proposed measures shall be adopted by the Commission.

This provision shall not apply where the measure may affect the rights of creditors. In that case, the Commission shall present to the Council a proposal for a Directive in the manner prescribed in Article 149 of the Treaty.

7. The Member States may adopt the proposed measure without awaiting the decisions of the Committee and of the Council; however, decisions taken pursuant to the measure shall not be covered by the provisions of this Directive, and in particular Article 4(2) and (3).

Unchanged

Article 10

Article 10

Each Member State shall ensure that there are no legal impediments preventing any reorganization measures that may be decided on, in accordance with Article 4, by the competent authorities or court of the home country from being rendered applicable to branches which credit institutions, having their head office in another Member State, have set up in its territory; it shall consequently adopt, with due regard to the general principles of its own system, the laws, regulations and administrative provisions necessary to this effect.

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

TITLE III

TITLE III

Winding-up

Winding-up

A. Credit institutions having their head office within the Community

A. Credit institutions having their head office within the Community

Article 11

Article 11

1. The competent authorities of the home country shall be consulted on any application from creditors, the debtor or the representative of the State for a compulsory winding-up procedure to be opened.

Unchanged

2. The business of the credit institution shall be wound up in accordance with the law of the home country in so far as this Directive and the Convention on bankruptcy, winding-up, arrangements, compositions and similar proceedings do not provide otherwise.

2. The business of the credit institution shall be wound up in accordance with the law of the home country in so far as this Directive does not provide otherwise.

3. Decisions on the winding-up of a credit institution taken by the administrative authorities or courts, or winding-up agencies, shall also be fully effective against the credit institution's branches situated in other Member States and shall preclude the opening of any other winding-up procedure in respect of them, subject to the provisions of Article 12(2).

3. Decisions on the winding-up of a credit institution taken by the administrative authorities or courts, or winding-up agencies of the home country shall also be fully effective against the credit institution's branches situated in other Member States and shall preclude the opening of any other winding-up procedure in respect of them, subject to the provisions of Article 12(2).

Original proposal

Modified proposal

Article 12

Article 12

1. The competent authorities of the home country shall be consulted prior to any voluntary winding-up decision taken by the governing bodies of a credit institution.

Unchanged

2. The voluntary winding-up of a credit institution shall not preclude the opening, at the request of the competent authorities of the home country, of a procedure for administrative or compulsory winding-up, if the governing bodies do not carry out such winding-up in a satisfactory manner, or there is good reason to believe that the institution is not in a position to fulfil its obligations to its creditors.

Article 13

Article 13

1. Where a winding-up procedure is opened in respect of a credit institution in the absence or following the failure of reorganization measures, the competent authorities of the home country shall withdraw the authorization of the institution in accordance with the procedure provided for in Article 8 of Directive 77/78780/EEC.

Unchanged

2. However, exceptionally, the withdrawal of authorization shall not prevent the person or persons entrusted with the winding-up from carrying on some of the activities of the credit institution with the consent and under the

Original proposal

Modified proposal

supervision of the competent authorities of the home country, in so far as this is necessary for the purposes of the winding-up. This provision shall be applicable in the host country only if the law on the withdrawal of banking authorization does not provide otherwise.

3. In the event of voluntary winding-up, the authorization provided for in Article 3 of Directive 77/780/EEC may be maintained until completion of the winding-up operations provided the institution continues to satisfy the conditions of the authorization.

Article 14

Article 14

1. Winding-up shall be carried out under the supervision of the competent authorities of the home country in collaboration with the competent authorities of the host country.

Unchanged

2. Liquidators shall be entitled to exercise in the territory of all the Member States all the powers which they are entitled to exercise in the territory of the Member State in which the winding-up procedure is opened. However, even if the law of the Member State in which the winding-up procedure is opened does not provide for the possibility of more than one liquidator being appointed, the competent authorities of a host country may, if they deem it necessary, request the appointment of a liquidator from among the persons exerci-

Original proposal

Modified proposal

sing the functions of liquidator in their territory; similarly, where the law of the Member State in which the winding-up procedure is opened permits the delegation of certain powers to other persons, such persons shall, at the request of the competent authorities of the host country be chosen from among the persons able to exercise the functions of liquidator in that country.

3. The winding-up procedure shall be announced at the request of the liquidator or liquidators, through publication of an extract from the winding-up decision in the Official Journal of the European Communities and two national newspapers in each of the host countries.

B. Credit institutions having their head office outside the Community

B. Credit institutions having their head office outside the Community

Article 15

Article 15

1. Where the law of the host country provides for the possibility of winding-up a branch of a credit institution having its head office outside the Community, such winding-up shall be decided on by the competent authorities of the host country.

Unchanged

2. The competent authorities of the host country referred to in paragraph 1 shall withdraw the authorization of the branch if the branch was granted a separate authorization in accordance with Article 4(4) of Directive 77/780/EEC.

Original proposalModified proposal

3. The competent authorities referred to in paragraphs 1 and 2 shall inform the competent authorities of the other host countries that authorization has been withdrawn and a winding-up procedure opened.

4. The competent authorities of the host countries other than the host country referred to in paragraphs 1 and 2 may decide to withdraw any separate authorization granted to the branch set up in their territory.

5. Exceptionally, the withdrawal of authorization shall not prevent the person or persons entrusted with the winding-up from carrying on certain of the activities of the branch with the consent of the competent authorities and/or under the supervision of the competent courts, in so far as the law of the host country so permits.

6. Withdrawal of authorization shall not bring to an end the supervision of the activities of a branch by the competent authorities of the host country.

C. Adjustment of this Title to changes in national legislation

Article 16

Any amendments to the list of national procedures contained in Annex II shall be notified to the Commission. The latter

Original proposal

Modified proposal

will ensure that Annex II is updated and published without delay in the Official Journal of the European Communities.

TITLE IV

TITLE IV

Deposit-guarantee schemes

Deposit-guarantee schemes

Article 16

Article 17

1. Member States shall ensure that the deposit-guarantee schemes that exist in their territory cover the deposits of branches of institutions having their head office in another Member State.

Unchanged

2. As a transitional measure, pending entry into force of a deposit-guarantee scheme in all Member States, the latter shall ensure that the deposit-guarantee schemes, in which the institutions that have their head office in their territory take part, extend cover to deposits received by branches set up in host countries within the Community which have no deposit-guarantee scheme, under the same conditions as those laid down to guarantee deposits received in the home country.

Original proposal

Modified proposal

TITLE V

TITLE V

Final provisions

Final provisions

Article 17

Article 18

1. Member States shall adopt the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive not later than 1 January 1990. They shall forthwith inform the Commission thereof.

Unchanged

Member States may stipulate that such provisions shall not apply until two years after that date.

2. Member States shall communicate to the Commission the texts of the main provisions of national law which they adopt in the field governed by this Directive.

Article 18

Article 19

This Directive is addressed to the Member States.

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

ANNEX

ANNEX I

List of the reorganization measures provided in Article 2(1) of the draft Directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the reorganization and the winding-up of credit institutions.

List of the reorganization measures provided in Article 2(1) in the draft Directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the reorganization and the winding-up of credit institutions and deposit-guarantee schemes.

BELGIUM

BELGIUM

Banks

Banks

- On-the-spot investigations and expert appraisals
Article 19, paragraph 3, 2° and paragraph 4 of Royal Decree No 185 of 9 July 1935 on the supervision of banks and the rules on issues of stocks and securities (penal sanction: Article 42 9° of the Decree).

Unchanged

Competent authority responsible for deciding on the investigation or appraisal: Banking Commission ('Commission Bancaire').

Competent authorities responsible for conducting the investigation or appraisal: Banking Commission and the Banque Nationale de Belgique, at the request of the Banking Commission.

- Appointment of a special auditor
Article 25, § 1, paragraphs 1 and 2, 1° and § 2 of Royal Decree n° 185 of 9 July

Original proposal

Modified proposal

1935 (penal sanction for persons carrying out acts without the authorization of the special auditor: Article 42, 2° bis of the Royal Decree).

Competent authority responsible for appointing the special auditor:
Banking Commission.

- Suspension of all or part of a credit institution's activities
Article 25, § 1, paragraphs 1 and 2, 2° and § 3 of Royal Decree No 185 of 9 July 1935 (penal sanction for persons carrying out acts in contravention of suspension decision: Article 42, 2° bis of the Royal Decree).

Competent authority responsible for suspending activities: Banking Commission; an appeal may be made to the Ministry of Finance, which confirms or reverses the decision.

Private savings banks

Private savings banks

- On-the-spot investigations and expert appraisals
Article 16, paragraph 4, 2° and paragraph 5 of the provisions concerning the supervision of private savings banks, coordinated by the Royal Decree of 23 June 1967 (penal sanction: Article 35 of the coordinated provisions).

Unchanged

Competent authority responsible for deciding on the investigation or expert appraisal: Banking Commission.

Original proposal

Modified proposal

Competent authorities responsible for carrying out the investigation or expert appraisal: the Banking Commission and the Banque Nationale de Belgique, at the request of the Banking Commission.

- Appointment of a special auditor

Article 17 bis, § 1, paragraphs 1 and 2, 1° and § 2 of the coordinated provisions (penal sanction: Article 32, 4° of the coordinated provisions).

Competent authority: Banking Commission.

- Suspension of all or part of a credit institution's activities

Article 17 bis, § 1, paragraphs 1 and 2, 2° and § 3 of the coordinated provisions (penal sanction: Article 32, 4° of the coordinated provisions).

Competent authority and appeal: Banking Commission; an appeal may be made to the Ministry of Finance, which confirms or reverses the decision.

- The King has the power, in the Decree revoking a private savings bank's authorization to operate, to take appropriate measures to safeguard the rights of depositors (especially the transfer of privileged savings funds and encumbered assets).

Art. 23 of the coordinated provisions.

Original proposal

Modified proposal

Undertakings governed by Chapter 1 of
the Law of 10 June 1964

Undertakings governed by Chapter 1 of
the Law of 10 June 1964

- On-the-spot investigations and expert
appraisals

Unchanged

Article 6, § 1, paragraph 3, 2° and
paragraph 4 of the Law of 10 June 1964
on the raising of funds from the public
(penal sanction: Article 13, 4° of the
Law).

Competent authority responsible for
deciding on the investigation or
expert appraisal: Banking Commission.

Competent authorities responsible for
carrying out the investigation or
expert appraisal: Banking Commission
and the Banque Nationale de Belgique at
the request of the Banking Commission.

- Appointment of a special auditor
Article 9 bis, § 1, paragraphs 1 and
2, 2° and § 2 of the Law (penal sanction:
Article 13, 5° of the Law).

Competent authority: Banking Commission.

- Suspension of all or part of a credit
institution's activities

Article 9 bis, § 1, paragraphs 1
and 2, 2° and § 3 of the Law (penal
sanction: Article 13, 4° of the Law).

Competent authority and appeal:
Banking Commission; an appeal may be
made to the Ministry of Finance, which
confirms or reverses the decision.

Original proposal

Modified proposal

Public credit institutions

Savings Bank of the General Savings and Pension Fund ('Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite')

- On-the-spot investigations and expert appraisal

Article 1, paragraph 2 of Royal Decree N° 2 on the supervision of the Savings Banks of the General Savings and Pensions Fund.

Competent authority responsible for deciding on the investigation or expert appraisal: Banking Commission.

Competent authorities responsible for carrying out the investigation or expert appraisal: the Banking Commission and the Banque Nationale de Belgique, at the request of the Banking Commission.

- Other measures

No special measures; responsibility of Parliament and the government.

Public credit institutions

Savings Bank of the General Savings and Pension Fund ('Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite')

- On-the-spot investigations and expert appraisal

Article 1, paragraph 2 of Royal Decree N° 2 of 24 December 1980 on the supervision of the Savings Bank of the General Savings and Pensions Fund, which made applicable to it Article 19, paragraphs 2 to 5 of Royal Decree N° 185 of 9 July 1935.

Unchanged

Unchanged

- Advice to managers of the Savings Bank of the General Savings and Pensions Fund
Article 3 of Royal Decree N° 2 of 24 December 1980.

Competent authority: Banking Commission.

Original proposal

Modified proposal

DENMARK

DENMARK

Article 46 of Law n° 35 of 30 January 1981.

Unchanged

The supervisory authorities for banks and savings banks can declare cessation of payments for banks or savings banks, when it is necessary in the interests of the depositors. The declaration cannot be revoked by the bank or savings bank without the agreement of the supervisory authorities.

The declaration should be sent to the Court 'skifteretten' which is a part of the Court system.

GERMANY

GERMANY

Measures taken pursuant to Section 46 of the Banking Act:

Unchanged

- instructions issued to directors,
- prohibition or limitation of the right to make payments,
- prohibition or limitation of the right to act as director or proprietor,
- appointment of persons responsible for supervising the institution.

Original proposal

Modified proposal

Measures taken pursuant to Section

46a of the Banking Act (1):

- ban on making payments or disposing of property,
- closure of a credit institution's counters for business with customers,
- ban on acceptance of payments not intended for the discharge of debts to a credit institution.

Competent authority: Federal Banking Supervisory Office (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen).

SPAIN

- Temporary suspension of directors

Royal Decree 5/1978 of 6 March 1978

Royal Decree 18/1982 of 24 September 1982

Extension to savings and Cooperative Banks' of this disposition:

Royal Decrees 2575 and 2576/1982 of 1 October 1982

Competent authority: Bank of Spain

(1) These measures are also listed in Article 1(b) of the Protocol to the draft Convention on bankruptcy, winding-up, arrangements, compositions and similar proceedings.

Original proposal

Modified proposal

FRANCE

FRANCE

Measures provided for by Law N° 84/46 of 24 January 1984 concerning the activity and supervision of credit institutions.

Unchanged

Measures to be taken by the Banking Commission ('Commission Bancaire'):

- injunctions (Article 43),
- appointment of a temporary administrator (Article 44),
- prohibition of certain operations and other limitations on activity (Article 45, § 3),
- temporary suspension or compulsory resignation of one or more of the persons responsible for actually determining the general patterns of the activity of credit institutions (Article 45; § 4 and 5).

Measures to be taken by the Governor of the Banque de France:

- organization of the assistance of all credit institutions with a view to taking the measures necessary for protecting the interests of depositors and third parties, for the functioning of the banking system and for preserving the reputation of local banking (Article 52).

Original proposal

Modified proposal

GREECE

GREECE

Measures provided for by

Unchanged

- (a) the Law 1665/1951 organizing the Banking Prudential Control, the administrative winding-up of banks, the appointment of a Commissioner, liquidation and revocation of licence;
- (b) Law 236/75 organizing the appointment of a temporary Commissioner in cases of special urgency and importance;
- (c) Law 431/76 providing for compulsory doubling of share capital of banks under certain conditions considered as constituting a state of insolvency;
- (d) Law 2292/1953 (especially Articles 10 to 12) dealing with compulsory mergers of banking corporations.

A. Measures to be taken by the Bank of Greece under the general law 1266/1982

- (i) Compulsory increase of capital (Law 1665/1951, Article 6);
- (ii) Appointment of a Commissioner (Law 1665/1951, Article 8);
- (iii) Appointment of a temporary Commissioner in cases of special importance and urgency (Law 236/75);
- (iv) Obligatory increase (doubling) of share capital by banks who have been placed repeatedly under a Commissioner or temporary Commissioner and whose share

Original proposal

Modified proposal

capital and surplus is less than
1/70 of the total of their
deposits (Law 431/76).

B. Measures to be taken by the
Government (Council of Ministers and
Minister of Commerce)

Compulsory merger of banks and compul-
sory increase of initial share capital
by 1/3 at least (Law 2292/1953, Articles
10 to 12).

IRELAND

IRELAND

Measures relating to licensed banks where
the legislative references are to the
Central Bank Act, 1971 and where the
competent authority is the Central
Bank of Ireland:

Unchanged

- suspension of the right to receive
deposits and make payments
(Section 21),
- restriction of the scope of
authorization (Section 10),
- prohibition or restriction of
advertising concerning deposits
(Section 22).

Measures relating to building societies
where the legislative references are to
the Building Societies Act, 1976 and
where the competent authority is the
Registrar of Friendly Societies:

- restriction on authorization
(Section 11),
- loans from one society to another
(Section 24),

Original proposal

Modified proposal

- union of societies (section 25),
- transfer of and undertaking to fulfil engagements (Section 26),
- confirmation and registration of union under Section 25 or transfer of undertaking under Section 26 (Section 27),
- power of registrar to appoint an inspector or call a special meeting (Section 29),
- power of registrar to suspend the raising of funds and making of payments (Section 31),
- power of registrar to suspend and control advertising (Section 32).

ITALY

- (a) Request for information of the economic situation of the credit institution or its branches (Section 31 of the Banking Act);
Competent authority: Banca d'Italia
- (b) Investigations at the credit institution and its branches (Section 31 of the Banking Act)
Competent authority: Banca d'Italia
- (c) Convening of shareholders' meetings and governing bodies of the credit institutions with a view to taking special measures (Section 35 of the Banking Act)
Competent authority: Banca d'Italia

ITALY

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

- (d) Withdrawal of internal administrative and supervisory bodies and appointment in their place of special bodies for the reorganization of the credit institution
(Section 57 of the Banking Act)
Competent authority: Ministry of the Treasury on a proposal from the Banca d'Italia (for appointment of the special bodies, only the Banca d'Italia)
- (e) Temporary suspension of payments and of any executive procedure in respect of the credit institution during the special administration referred to at (d) (Section 63 of the Banking Act)
Competent authority: Banca d'Italia
- (f) Temporary suspension of the functions of the credit institution's administrative and supervisory bodies and appointment of an official of the Banking Supervisory Authority to perform tasks in their place
(Section 66 of the Banking Act)
Competent authority: Banca d'Italia
- (g) Withdrawal of the authorization to operate in respect of the credit institution's individual branches on account of administrative shortcomings (Section 34 of the Banking Act)
Competent authority: Interministerial Committee for Credit and Savings
(Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio)

Original proposal

Modified proposal

LUXEMBOURG

LUXEMBOURG

Measures provided for by the Law of
10 August 1982 organizing:

Unchanged

1. the right of the Luxembourg
Monetary Institute ("Institut
Monétaire Luxembourgeois") to
suspend credit institutions;
2. suspension of payments; supervised
administration and the winding-up
of credit institutions.

Measures to be taken by the Luxembourg
Monetary Institute:

- injunctions (in the event of a crisis)
(Article 2),
- suspension of directors (Article 3)
(not applicable to institutions
governed by Luxembourg public law),
- total or partial suspension of
activities (Article 3).

Measures to be taken by the district
court ('Tribunal d'Arrondissement')
sitting as a commercial court (where
appropriate, at the request of the
Luxembourg Monetary Institute):

- suspension of payments and super-
vised administration (Articles 7
to 10) (not applicable to institu-
tions governed by Luxembourg
public law).

NETHERLANDS

NETHERLANDS

Measures provided by the law of 13 April
1978 concerning the supervision of
credit institutions:

Unchanged

Original proposal

Modified proposal

- injunctions,
- secret trusteeship (Part III, section 24),
- emergency regulations (Part V, section 31),

Competent authority: Central Bank
(De Nederlandsche Bank)

PORTUGAL

Measures available to the Ministry of Finance after consultation with the Bank of Portugal:

- temporary exemption from certain legal obligations and the granting of monetary assistance for institutions in crisis (Decree Law 51/84 of 11 February 1984, Article 34)
- power to grant a special 90-day rehabilitation period for credit institutions which have suspended payments and to appoint a government trustee
- power to appoint an official responsible for the normal operation of a "caixa economica" (Decree Law 136/79 of 18 May 1979, Article 23 relating to caixas economicas)

Measures available to the Council of Ministers following proposals from the

Original proposal

Modified proposal

Ministry of Finance relating to measures under Article 34 of the Decree Law of 11 February 1984 (see above):

- power to appoint delegates, administrators or an administrative Committee responsible for managing the institution
- power to suspend existing directors from their duties

UNITED KINGDOM

UNITED KINGDOM

Measures available to the Bank of England:

Unchanged

- the power to appoint one or more competent persons to investigate and report on the state and conduct of the business of an authorized institution (Banking Act 1979, Section 17),
- the power to revoke outright an institution's authorization (Banking Act 1979, Section 7(1)(a)),
- the power to revoke an institution's authorization and to grant in its place a conditional licence (Banking Act 1979, Section 7(1)(a) and Section 10),
- the power, when revoking outright an institution's authorization, to give directions as to conduct of the business (Banking Act 1979, Sections 8 and 9).

Original proposal

Modified proposal

ANNEXE II (new)

List of the winding-up procedures provided for in Article 2(3) of the draft Directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the reorganization and the winding-up of credit institutions and deposit-guarantee schemes

BELGIUM

- faillite - faillissement
Article 437 et seq. of Vol. III of the Commercial Code
- Competent authority: Commercial Court.

DENMARK

- konkurs
Law No 444 of 28 August 1984
Law No 374 of 15 August 1985 which provides that the above Law is applicable to banks, savings banks and cooperatives
- Competent authority: Skifteretten.

GERMANY

- Konkurs
Section 46a of the Banking Act, as at 20 December 1984
- Competent authority: Federal Banking Supervisory Office (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen)

Original proposal

Modified proposal

- freiwillige liquidation

Section 38(2) of the Banking Act

Section 131 et seq., Section 145 et seq.,
in the case of an offene Handelsgesellschaft

Section 262 et seq. in the case of an
Aktiengesellschaft

Section 60 and Section 78 et seq. in the
case of a Genossenschaft.

SPAIN

1. Quiebra

Article 870 to 941 of the Commercial Code

2. Suspensión de pagos

Law of 26 July 1922

Competent authorities: judicial authorities

3. Liquidación administrativa

(following withdrawal of authorization)

Section 57a of the Banking Act of 31

December 1946

(as supplemented by Article 4(3) of Royal
Decree-Law 1298/1986 of 28 June 1986)

Competent authorities: Directorate-General for
the Treasury and Fiscal Policy of the Ministry
of Economic Affairs and Enterprises - Banco de
España

4 Liquidación

Savings banks: Articles 140 to 146 of Royal
Decree-Law 2532/1929 of 21 November 1929

Credit cooperatives: Articles 103 to 115 of Law
3/1987 of 2 April 1987

Other credit institutions: Articles 150 to 171
of the Law governing public limited liability
companies of 17 July 1981.

Original proposal

Modified proposal

FRANCE

- redressement judiciaire and liquidation
judiciaire
Law No 85/98 of 25 January 1985 (Title III)
Articles 119 et seq. of Decree No 85/1388 of
27 December 1985
- Competent authorities: Commercial Court

GREECE

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και
ελέγχου Τραπεζών". Αρθρο 9 (εκκαθάριση.

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Law 1665/1951 of 27 January 1951 "on the
function ing and control of banks"
Article 9 (Liquidation)
Competent authority: the Monetary Commission

IRELAND

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963, Section VI)
- Liquidation of banks
(Central Bank Act 1971, Sections 28 to 31)

Original proposal

Modified proposal

For Building Societies

- compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976, Section 95)
- Housing (Miscellaneous Provisions) Act 1979,
Section 20
- Land Act 1984 (Section 4(2))
- Age of Majority Act 1985

Competent authority:

- competent authority responsible for granting
or withdrawing authorization and supervising
the activities of credit institutions

- the High Court, in cases of bankruptcy

For Building Societies: Registrar of Friendly
Societies who is also the Registrar of Building
Societies (Building Societies Act 1976, Section
85)

ITALY

- concordato preventivo
Articles 160 to 186 of the Decree of 16
March 1942
Subparagraph 2(d) of Article 35 of the
Decree-Law of 12 March 1936, as amended
Competent authority: judicial authority
- Liquidazione coatta amministrativa
Articles 67 to 86 of the Decree-Law of 12
March 1936
Articles 194 to 215 of the Decree of 16
March 1942, as amended
- Competent authorities: Banca d'Italia
Ministry of the Treasury and the Inter-
ministerial Committee for Credit and Savings
- Liquidazione volontaria
Article 86a of the Decree of 12 March 1936,
as amended

Original proposal

Modified proposal

LUXEMBOURG

- dissolution and liquidation of credit institutions
Article 2 of the Law of 10 August 1982
Competent authorities: the district court sitting as a commercial court at the request of the Procureur d'Etat or the Commissaire au contrôle des banques
- voluntary winding-up
Article 12 of the Law of 10 August 1982

NETHERLANDS

- vrijwillige solvende liquidatie ingevolge statutaire ontbinding
en
- gedwongen solvende liquidatie na intrekking van de vergunning
Articles 22 and 23 of Title 1 and Articles 166 to 173 of Title 3 of Vol. II of the Civil Code, concerning the winding-up of (solvent) persons
Competent authority: the credit institution itself
- solvende liquidatie tijdens de noodregeling
Paragraphs 1 and 6 of Article 36 of the Law concerning the supervision of credit institutions which provides that the abovementioned provisions of the Civil Code are applicable
Competent authority: the trustees
- insolvente liquidatie na faillietverklaring van de kredietinstelling
Law on bankruptcy of 30 September 1893 and amendments S 140, Articles 1 to 212 of Title I
Competent authority: the Court

Original proposal

Modified proposal

PORTUGAL

- rules governing the winding-up of banking institutions
Article 11 et seq. of Decree-Law No 30-689 of 27 August 1940
Competent authority: Minister of Finance
- liquidação na sequência de revoção de autorização
Competent authority: Minister of Finance
- cooperative banks
Articles 75 and 77 of Decree-Law No 454/80 of 9 October 1980 which refer to the general rules governing the bankruptcy procedure
Article 1245 et seq. of Chapter XV of Decree-Law No 44/129 of 28 December 1961
Sale of property: Article 882 et seq.

UNITED KINGDOM

Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986, Section 4)
Creditors' voluntary winding-up
Corporate voluntary arrangements (Insolvency Act 1986, Section 1)
Corporate arrangements and reconstructions (Companies Act 1985, Section 13)

For Building Societies (Building Societies Act 1986, Section 10)

Compulsory winding-up
Creditors' voluntary winding-up
Dissolution by consent of an appropriate majority of the society's members

Competent authority: judicial authority

Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986, Section 4)

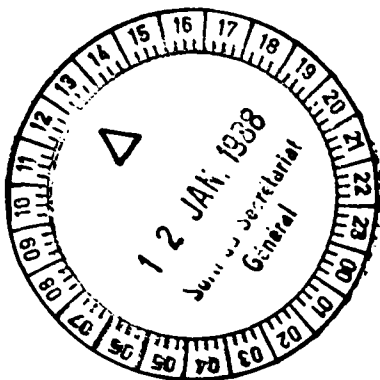
KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(88) 4 endelig udg.

Bruxelles, den 4 januar 1988

ÆNDRET FORSLAG TIL RÅDETS DIREKTIV
om sanering og likvidation af kreditinstitutter
samt om indskudsgarantiordninger

Forelagt Rådet af Kommissionen
i henhold til EØF-traktatens artikel 149, stk. 3



Ændret forslag til Rådets direktiv om sanering og
likvidation af kreditinstitutter samt om indskudsgarantiordninger

BEGRUNDELSE

PROCEDURENS FORLØB INDTIL DATO

1. Den 19. december 1985 vedtog Kommissionen et forslag til direktiv om sanering og likvidation af kreditinstitutter (1). Det pågældende forslag indeholdt under afsnit IV en bestemmelse om garantiordninger. Denne bestemmelse blev den 22. december 1986 suppleret med en Kommissionshenstilling om indførelse af indskudsgarantiordninger i Fællesskabet (2). Direktivforslaget blev den 9. januar 1986 oversendt til Rådet, der den 24. januar 1986 besluttede at forelægge Europa-Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg forslaget med henblik på høring.

2. På Det økonomiske og sociale Udvalgs 238. plenarforsamling, der fandt sted i Bruxelles den 2. juli 1986, vedtog Udvalget enstemmigt en udtalelse (3) vedrørende Kommissionens forslag.

Europa-Parlamentet vedtog under en afstemning på et plenarmøde den 13. marts 1987 (4) en beslutning, hvorved høringsproceduren blev bragt til afslutning.

3. Det foreliggende ændrede forslag er blevet udarbejdet under hensyntagen til resultaterne af høringen med disse to institutioner, samt under hensyntagen til de to medlemsstaters tiltræden.

(1) EFT C 356 af 31. december 1985, s. 55

(2) EFT L 33 af 4. februar 1987, s. 16

(3) EFT C 263 af 20. oktober 1986, s. 13

(4) EFT C 99 af 13. april 1987, s. 211

I sin beslutning erkendte Europa-Parlamentet, at et sådant direktiv udgjorde et ubestrideligt omend beskedent fremskridt henimod udviklingen af et fælles kreditmarked, der sikrer sparerne en bedre beskyttelse og øger deres tillid til banksystemet.

Det økonomiske og sociale Udvalg, hvis udtalelse blev afgivet før vedtagelsen af Kommissionens henstilling om indskudsgarantiordningerne, har primært kritiseret den i direktivet indeholdte artikel vedrørende dette spørgsmål og har anmodet om, at stk. 2 i artikel 16 udgår. Parlamentet har for sit vedkommende udtalt, at et sådant direktiv ikke tjener noget formål, medmindre medlemsstaterne senest den 1. januar 1990 efterkommer Kommissionens henstilling.

For at understrege garantiordningernes store betydning er der blevet fremsat et ændringsforslag om supplerung af direktivets titel, således at man udtrykkeligt angiver indskudsgarantiordningerne heri.

Kommissionen, der i høj grad er opmærksom på sammenhængen mellem sanering eller likvidation og indskudsgarantiordningerne fremlægger derfor et nyt forslag med en mere komplet titel, således som foreslået i Europa-Parlamentets beslutning.

II. BEMÆRKNINGER TIL ÆNDRINGSFORSLAGENE

Europa-Parlamentet har foreslået, at der indføres to betragtninger, hvor man i den ene henviser til konventionen om konkurs, akkord og tilsvarende bobehandlinger og i den anden til Kommissionens henstilling af 22. december 1986. Disse to ændringsforslag, som Europa-Parlamentet er fremkommet med, er blevet medtaget fuldt ud i det ændrede forslag (10. og 18. betragtning).

AFSNIT I - Artikel 1

Af den af Europa-Parlamentet foreslåede ændring fremgår det klart, at nærværende direktivs bestemmelser finder anvendelse på filialer, der er oprettet i andre medlemsstater end det, hvor kreditinstituttets hjemsted er beliggende. Dette fremgik også af selve direktivets indhold, men var ikke udtrykkeligt angivet i den tidligere version.

Artikel 2

Parlamentets første ændringsforslag til denne artikel afspejler en bemærkning, som Det økonomiske og sociale Udvalg var fremkommet med i sin udtalelse, og som gik ud på, at man i det første afsnit skulle indføje en henvisning til de "kompetente myndigheder", således som de er defineret i direktivet, dvs. de myndigheder der har kompetence til at træffe de foranstaltninger, der er angivet i den liste, der er vedføjet direktivet som bilag. Denne tilføjelse er blevet indføjet i den form, som Det økonomiske og sociale Udvalg havde foreslået.

Ud over denne ændring af ren formel karakter har Europa-Parlamentet foreslået tre yderligere ændringer til artikel 2, der er blevet medtaget fuldt ud i det ændrede direktivforslag:

- Den første ændring går ud på, at man skal lade de positive kriterier udgå, som Kommissionen havde ment, man måtte indføje som led i en karakteristik af saneringsforanstaltninger.

Europa-Parlamentet fandt, at disse kriterier overlappede de negative kriterier, der er anført under litra a) og b) i stk. 2, således at de dermed er overflødige.

Da de foranstaltninger, der er angivet i bilaget, i de fleste tilfælde ikke er specifikke for en saneringssituation, er det nødvendigt, at man i det mindste præciserer, hvornår disse foranstaltninger kan betragtes som værende saneringsforanstaltninger (der er ikke blevet foretaget nogen ændring her); da præciseringerne under stk. 1 ikke er uomgængelig nødvendige - omend nyttige - kan de følgelig uden større ulempe sløjfes i den ændrede version.

- Formålet med det andet ændringsforslag, der skal sammenholdes med ændringsforslagene til artikel 3, 11 og 14, er, at man i dette direktiv medtager visse bestemmelser vedrørende likvidation, der ellers normalt henhører under konkurskonventionen, og at der følgelig indføres et bilag II, der bygger på den til konkurskonventionen vedlagte protokolmodel, og som indeholder en liste over de likvidationsprocedurer, der bringes i anvendelse over kreditinstitutter.

Denne nye bestemmelse er således berettiget i og med, at man indfører ved en indskudsgarantiordning i henhold til direktivet.

Parlamentet, der har baseret sig på definitionen i Kommissionens henstilling, har foreslået en bred definition, der åbner mulighed for, at visse ordninger der ikke er baseret på erstatning, også kan betragtes som indskudsgarantiordninger.

Artikel 3

Som nævnt ovenfor skyldes denne tilføjelse den nye approach, der er lagt til grund i dette direktiv med hensyn til likvidationsprocedurerne.

AFSNIT II

Artikel 4, 5, 6 og 7, hvori der indføres vigtige regler vedrørende gensidig anerkendelse af beslutninger om sanering, samt vedrørende samarbejdet mellem de kompetente myndigheder, er blevet foreslået ændret af Det økonomiske og sociale Udvalg (artikel 4) og af Europa-Parlamentet (artikel 5, 6 og 7). Men disse ændringer kan ikke indføres i det ændrede direktivforslag uden at omkalfatre hele opbygningen i den valgte ordning.

I artikel 7 er der dog indført en redaktionel ændring, idet man nu angiver aktionærernes rettigheder, da spørgsmålet om de var at anse som kreditorer kunne give anledning til tvivl.

Artikel 9

Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg fandt det nødvendigt, at man i denne artikels stk. 2 udtrykkeligt angiver, at en medlemsstat kun kan anmode om en ændring eller supplerings af bilaget, dersom der er tale om foranstaltninger, der har hjemmel i vedkommende stats lovgivning. Ifølge Kommissionen ville en sådan ændring kun have rent formel karakter, da det er lidet sandsynligt, at en medlemsstat giver meddelelse om en foranstaltning, der falder uden for rammerne af den pågældende medlemsstats retsorden. Yderligere har en Rådsbeslutning af 13. juli 1987, altså efter Parlamentets udtalelse, fastlagt "de nærmere vilkår for udøvelsen af de gennemførelsesbeføjelser, der tillægges Kommissionen"(5). Teksten i Rådets beslutning har erstattet den tekst, der oprindeligt optrådte i Kommissionens forslag.

Artikel 11

Den i stk. 2 indeholdte henvisning til konkurskonventionen er blevet flyttet, idet den i stedet nu figurerer i en ny betragtning, nemlig i den 10. betragtning, der er blevet ændret.

Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg har med rette anført, at man udtrykkeligt bør fastslå, at de administrative myndigheder og likvidationsorganerne i hjemlandet har enekompetence, fordi visse lande, dersom en sådan præcisering ikke er givet i artiklen, ellers ville kunne anfægte princippet om likvidationens enhed.

Artikel 14

I overensstemmelse med Parlamentets ændringsforslag har man indføjet en bestemmelse om likvidationens offentliggørelse i et nyt stk. 3 til artikel 14, der allerede indeholder en række materielle regler, der specifikt finder anvendelse på kreditinstitutter.

(5) Beslutning 87/373/EØF - EFT L 197 af 18. juli 1987, s. 33

III. TILPASNING AF DET NUVÆRENDE AFSNIT TIL ÆNDRINGERNE I DE NATIONALE LOVGIVNINGER

Artikel 16

Som angivet under det nye punkt C, der tilføjes afsnit III, er der i slutningen af dette afsnit indføjet en ny artikel, der vedrører likvidation, for herved at tage hensyn til, at der nu er indføjet et bilag II, hvori man angiver de nationale likvidationsprocedurer.

Det viste sig nemlig hensigtsmæssigt at forudse mulighed for en hurtig ændring af listen over disse procedurer for derved at tage højde for udviklingen i de nationale lovgivninger. Denne ajourføring påhviler Kommissionen, der skal foretage den fornødne offentliggørelse i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Bilag I

Dette bilags titel er blevet ændret for derved at bringe den i overensstemmelse med titlen på det ændrede direktivforslag.

De belgiske foranstaltninger, der kan bringes i anvendelse over for Caisses d'epargne, der henhører under Caisse generale d'epargne et de retraite, er blevet medtaget i listen.

Bilag II

Dette bilag indeholder en liste over likvidationsprocedurer, jf. artikel 2, stk. 3, i direktivforslaget om samordning af medlemsstaternes love og administrativt fastsatte bestemmelser om sanering og likvidation af kreditinstitutter, samt om indskudsgarantiordninger.

Dette bilag, der er mere komplet og mere detaljeret end det bilag, der findes i den til konventionsudkastet om konkurs, akkord og tilsvarende bobehandlinger, knyttede protokol som Europa-Parlamentet foreslog, man brugte som model, er blevet udarbejdet med bistand fra medlemsstaterne, som har været anmodet om at besvare et af Kommissionen udsendt spørgeskema.

ÆNDRET FORSLAG TIL RÅDETS DIREKTIV OM SAMORDNING
AF MEDLEMSSTATERNES LOVE OG ADMINISTRATIVT FASTSATTE BESTEMMELSER
OM SANERING OG LIKVIDATION AF KREDITINSTITUTTER

Forslag til direktiv KOM(85)788 endelig udg.

Oprindeligt forslag

Rådets direktiv om samordning af medlemsstaternes love og administrativt fastsatte bestemmelser om sanering og likvidation af kreditinstitutter.

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab, særlig artikel 57, stk. 2, tredje sætning,

under henvisning til forslag fra Kommissionen,

i samarbejde med Europa-Parlamentet,

under henvisning til udtalelse fra det økonomiske og sociale Udvalg, og

ud fra følgende betragtninger:

I overensstemmelse med traktatens mål skal en harmonisk udvikling af de økonomiske aktiviteter inden for hele Fællesskabet fremmes ved at afskaffe enhver begrænsning i etableringsfriheden og retten til at udveksle tjenesteydelser inden for Fællesskabet;

Ændret forslag

Rådets direktiv om samordning af medlemsstaternes love og administrativt fastsatte bestemmelser om sanering og likvidation af kreditinstitutter og om indskudsgarantiordninger

Præamblen uændret.

1.-9. betragtning uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

parallelt med afskaffelsen af disse begrænsninger bør der fastsættes regler med henblik på den situation, der kan opstå, når et kreditinstitut kommer i vanskeligheder, herunder navnlig når det pågældende kreditinstitut har filialer i andre medlemsstater;

den nuværende struktur inden for kreditinstitutsektoren, hvor adgangen til at optage og udøve virksomhed i samtlige medlemsstater er underkastet myndighedernes tilsyn, berettiger, at der indføres foranstaltninger, der er specifikke for disse institutter, og som tager sigte på sanering og likvidation;

de i medlemsstaterne gældende lovgivninger og sædvaner går i retning af, når et kreditinstitut kommer i økonomiske vanskeligheder, at iværksætte saneringsforanstaltninger for derved at afværge dets insolvens navnlig med det formål at bevare indskydernes tillid til banksystemet;

det ville være meget vanskeligt at få tilvejebragt ensartede lovgivninger og sædvaner uden først at have indført en ordning, i henhold til hvilken medlemsstaterne gensidigt anerkender de foranstaltninger, de hver især måtte træffe for at løse de økonomiske vanskeligheder, som institutter i hjemlandet står overfor;

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

kompetencen til at iværksætte saneringsforanstaltninger over for et kreditinstitut, der opererer i flere medlemsstater, bør henhøre under myndighederne i en enkelt medlemsstat, nemlig den hvori kreditinstituttet har sit hjemsted, og de pågældende myndigheder skal være beføjet til at anvende deres egen lovgivning uden for det nationale territorium, om end med pligt i passende omfang at høre de kompetente myndigheder i andre berørte medlemsstater;

det med saneringen tilsigtede mål kan kun nås, dersom medlemsstaterne afskaffer enhver retlig bestemmelse, der er til hinder for, at saneringsforanstaltninger truffet af myndighederne ved kreditinstituttets hjemsted kan finde anvendelse på dets filialer;

en bekendtgørelse, hvorved kreditorer og aktionærer får meddelelse om iværksættelse af visse saneringsforanstaltninger, er ønskelig og undertiden også nødvendig i de lande, hvor der findes filialer, og herunder navnlig dersom de pågældende foranstaltninger kan begrænse visse af disse personers rettigheder;

det er nødvendigt at forudse en procedure, der åbner mulighed for en hurtig tilpasning af direktivet til den udvikling, som på nationalt plan og i lyset af de gjorte erfaringer til stadighed finder sted med hensyn til medlemsstaternes lovgivning vedrørende saneringsforanstaltninger;

Oprindeligt forslag

med henblik herpå er det ønskeligt, at Det rådgivende Udvalg, der blev nedsat i henhold til Rådets direktiv 77/780/EØF (1), får tillagt øgede beføjelser, således at Udvalget herefter får mulighed for at afgive en udtalelse om, hvorvidt en påtænkt ændring skal godkendes eller afvises på fællesskabsplan;

træffes der ikke saneringsforanstaltninger eller mislykkes de, skal et kriseramt kreditinstitut likvideres; i så fald må der fastsættes visse bestemmelser med henblik på at få koordineret banktilsynsmyndighedernes opgaver i forbindelse med likvidationens gennemførelse;

de kompetente myndigheder spiller ikke alene en vigtig rolle før likvidationens påbegyndelse, derved at de forinden iværksætter saneringsforanstaltninger, men også efter likvidationens påbegyndelse, idet de skal sikre en korrekt afvikling af likvidationen;

Ændret forslag

træffes der ikke saneringsforanstaltninger eller mislykkes de, skal et kriseramt kreditinstitut likvideres; på grundlag af EØF-traktatens artikel 200 indgås en konvention om konkurs, akkord og tilsvarende bobehandlinger, bør der ske en samordning af de vigtigste bestemmelser, der anvendes ved likvidation af et kreditinstitut, og der må fastsættes visse bestemmelser med henblik på at få koordineret banktilsynsmyndighedernes opgaver i forbindelse med likvidationens gennemførelse;

10.-17. betragtning uændret.

(1) EFT. nr L322 af 17.12.1977, s. 30

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

en tilbagekaldelse af tilladelsen til at drive bankvirksomhed er en af de nødvendige konsekvenser, når kreditinstituttet træder i likvidation, i visse særlige tilfælde kan de kompetente myndigheder dog opretholde tilladelsen af hensyn til likvidationens gennemførelse;

på kreditinstitutområdet betragtes et kreditinstitut sammen med dets filialer - så længe de driver virksomhed - som en enhed, der med hensyn til likviditeten og solvensen er underkastet tilsyn af de kompetente myndigheder ved hjemstedet; det ville være uhensigtsmæssigt at opgive denne regel på det tidspunkt, hvor kreditinstituttet træder i likvidation;

en ligebehandling af kreditorerne kan kun sikres, dersom kreditinstituttet likvideres under overholdelse af princippet om likvidationens enhed og universalitet, således at kun én stats administrative og judicielle myndigheder har kompetence, at kun hjemlandets lovgivning vedrørende likvidation finder anvendelse, og at likvidationen kan få ekstra-territoriale virkninger;

men likvidationen bør dog være underkastet særlige regler, dersom instituttet er solvent; frivillig likvidation efter de i vedtægterne fastsatte regler forudsætter således, at instituttet er solvent; der bør

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

fastsættes en bestemmelse om, at de ansvarlige myndigheder har kompetence til - så længe likvidationen står på - at påse, at instituttet er solvent;

en koordination af de kompetente myndigheds opgaver i forbindelse med sanering og likvidation skulle ved hjælp af visse tilpasninger ligeledes være mulig for så vidt angår filialer af kreditinstitutter, hvis hjemsted er beliggende uden for Fællesskabet;

indskydernes interesser skal i tilfælde af likvidation af et insolvent kreditinstitut sikres gennem de i medlemsstaterne eksisterende garantiordninger, dvs. inden for samme land uden diskrimination mellem filialer af indenlandske kreditinstitutter og filialer af kreditinstitutter fra andre EF-lande og subsidiært inden for samme institut uden diskrimination mellem indskud, foretaget i kreditinstituttets hjemland, og indskud foretaget i de af kreditinstituttets filialer, der er etableret i andre stater, for så vidt der i sidstnævnte ikke findes nogen indskudsgarantiordning -

ved indførelse af en indskudsgarantiordning skal der senere ske en samordning på grundlag af et direktiv ud fra de erfaringer, der er indhøstet i forbindelse med gennemførelsen af bestemmelserne i Kommis-

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

sionens henstilling af 22. december 1986
vedrørende overvågning af og kontrol med
kreditinstitutters store engagementer
(87/63/EØF) offentliggjort i EFT nr. L 33
af 4.2.1987, s. 16;

UDSTEDT FØLGENDE DIREKTIV:

A F S N I T I

Anvendelsesområde og definitioner

Artikel 1

1. Dette direktiv finder anvendelse på kreditinstitutter og deres filialer, som defineret i artikel 1, første og tredje led, i direktiv 77/780/EØF, og under hensyntagen til de betingelser og undtagelser, der er fastsat i samme direktivs artikel 2.

2. Nærværende direktivs bestemmelser om filialer af et kreditinstitut med hjemsted uden for Fællesskabet finder kun anvendelse, når det pågældende kreditinstitut har filialer i mindst to af Fællesskabets medlemsstater.

A F S N I T I

Anvendelsesområde og definitioner

Artikel 1

1. Dette direktiv finder anvendelse på kreditinstitutter og deres filialer, der er oprettet i en anden medlemsstat, end den, hvor kreditinstituttet har sit hjemsted, som defineret i artikel 1, første og tredje led, i direktiv 77/780/EØF, og under hensyntagen til de betingelser og undtagelser, der er fastsat i samme direktivs artikel 2.

2. Uændret.

Oprindeligt forslag

Artikel 2

1. Ved saneringsforanstaltninger forstås i nærværende direktiv de foranstaltninger, som træffes med henblik på at opretholde eller genoprette et kreditinstituts finansielle situation, og som opfylder følgende betingelser:

- a) de skal være opført på den liste, der er indeholdt i bilaget,
- b) de skal have til formål at forhindre, at kreditinstituttet træder i likvidation,
- c) de skal være vedtaget, før kreditinstituttet erklæres insolvent.

2. Foranstaltninger, der træffes

- a) inden for rammerne af et normalt tilsyn med kreditinstituttet, jf. artikel 7 i direktiv 77/780/EØF, eller med det formål at skride ind over for en overtrædelse af den gældende lovgivning,
- b) inden for rammerne af konkurs, akkord eller enhver anden allerede iværksat likvidationsprocedure, betragtes ikke som saneringsforanstaltninger, uanset om de er medtaget på den liste, der er indeholdt i bilaget.

Ændret forslag

Artikel 2

1. Ved saneringsforanstaltninger forstås i nærværende direktiv de foranstaltninger, som er opført på de i bilaget indeholdte lister for så vidt som de træffes med henblik på at opretholde eller genoprette et kreditinstituts finansielle situation.

2. Uændret

3. Ved likvidationsprocedurer forstås i nærværende direktiv de procedurer, der er anført i bilag II.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

3. De i stk. 1 omhandlede foranstaltninger og de myndigheder, der har kompetence til at iværksætte dem, fastsættes i den i bilaget nævnte lovgivning.

4. Ved indskudsgarantiordninger forstås i nærværende direktiv samtlige de bestemmelser, der enten har til formål at sikre, at en passende godtgørelse udbetales til indskyderne, eller at hindre, at de lider tab.

5. De i stk. 1 omhandlede foranstaltninger og de procedurer for likvidation som omhandlet i stk. 3 og de myndigheder, der har kompetence til at iværksætte dem, fastsættes i den i bilag I og II nævnte lovgivning.

Artikel 3

Artikel 3

I dette direktiv forstås ved:

I dette direktiv forstås ved:

- hjemland; den medlemsstat, hvori et kreditinstitut har sit hjemsted;
- værtslande: enhver medlemsstat, bortset fra hjemlandet, hvori et kreditinstitut, der har hjemsted i en anden medlemsstat, har oprettet en filial, som defineret i artikel 1, tredje led, i direktiv 77/780/EØF;
- kompetente myndigheder: de myndigheder, som har kompetence til at meddele og inddrage tilladelsen og/eller føre tilsyn med kreditinstitutternes virksomhed, jf. artikel 3, 4, 6, 7 og 8 i direktiv 77/780/EØF, samt enhver anden myndighed,

- Uændret.
- Uændret.
- kompetente myndigheder: de myndigheder, som har kompetence til at meddele og inddrage tilladelsen og/eller føre tilsyn med kreditinstitutternes virksomhed, jf. artikel 3, 4, 6, 7 og 8 i direktiv 77/780/EØF, samt enhver anden myndighed, der er nævnt i bilag I og II

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

der er nævnt i bilaget til nærværende direktiv, og som har til opgave at iværksætte saneringsforanstaltninger.

nærværende direktiv, og som har til opgave at iværksætte saneringsforanstaltninger eller likvidationsprocedurer.

A F S N I T I I

A F S N I T I I

Saneringsforanstaltninger

Saneringsforanstaltninger

A. Kreditinstitutter med hjemsted inden for Fællesskabet

A. Kreditinstitutter med hjemsted inden for Fællesskabet

Artikel 4

Artikel 4

1. Hjemlandets myndigheder og domstole har kompetence til, i overensstemmelse med de dér gældende bestemmelser, regler og praksis, at træffe beslutning om iværksættelse af en eller flere saneringsforanstaltninger i et kreditinstitut og dets filialer.

1. Uændret

2. De saneringsforanstaltninger, der iværksættes af de kompetente myndigheder eller den kompetente domstol i hjemlandet, finder også anvendelse på kreditinstitutets filialer i de øvrige medlemsstater og får således fuld virkning over for disse filialers ledere og kreditorer, uanset om de regler i værtslandet, som disse er underkastet, ikke hjemler sådanne foranstaltninger, og uanset om de betingelser, der er gældende herfor i værtslandet, ikke er opfyldt.

2. Uændret

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

3. Har hjemlandets kompetente myndigheder eller kompetente domstol truffet beslutning om iværksættelse af en eller flere saneringsforanstaltninger, kan de kompetente myndigheder eller den kompetente domstol i værtslandet ikke iværksætte eller opretholde saneringsforanstaltninger af den i artikel 2 omhandlede art, medmindre hjemlandets kompetente myndigheder bestemmer andet.

3. Uændret

Artikel 5

De kompetente myndigheder i hjemlandet skal, før de træffer beslutning om iværksættelse af saneringsforanstaltninger - på den ene eller anden måde - underrette værtslandets kompetente myndigheder herom og indhente disses udtalelse om foranstaltningens virkninger i værtslandet, medmindre den pågældende foranstaltning helt klart ikke vil få væsentlige virkninger for en filial i en anden medlemsstat.

Uændret.

Artikel 6

Finder værtslandets kompetente myndigheder det nødvendigt på deres område at iværksætte en eller flere af de i artikel 2 omhandlede saneringsforanstaltninger, har de pligt til at underrette hjemlandets kompetente myndigheder herom.

Uændret.

Artikel 5

Artikel 6

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Skønner hjemlandets kompetente myndigheder efter at have modtaget denne underretning, at de vanskeligheder, den pågældende filial befinder sig i, ikke giver anledning til at bringe artikel 4, stk. 1 og 2, i anvendelse meddeler de dette til værtslandets myndigheder, som da kan træffe beslutning om iværksættelse af en eller flere saneringsforanstaltninger på deres område.

Artikel 7

1. Såfremt iværksættelsen af saneringsforanstaltninger vedtaget i henhold til artikel 4, stk. 1 og 2, direkte berører kreditorer i et værtsland, og såfremt der i hjemlandet findes retsmidler mod beslutningen om iværksættelse af saneringsforanstaltningen, kan hjemlandets myndigheder, dersom de finder noget sådant nødvendigt, for kreditinstituttets regning lade et ekstrakt af denne beslutning bekendtgøre i De Europæiske Fællesskabers Tidende samt i to landsdækkende dagblade i hvert værtsland.

2. Hjemlandets kompetente myndigheder kan, hvis de finder det hensigtsmæssigt, give de kreditorer, hvis rettigheder berøres, og som er bosiddende i Fællesskabet, direkte og individuel meddelelse om denne foranstaltning.

Artikel 7

1. Såfremt iværksættelsen af saneringsforanstaltninger vedtaget i henhold til artikel 4, stk. 1 og 2, er i stand til direkte at berøre kreditorer i et værtsland eller aktionærer, og såfremt der i hjemlandet findes retsmidler mod beslutningen om iværksættelse af saneringsforanstaltninger, skal hjemlandets myndigheder, hvor de finder det nødvendigt, for kreditinstituttets regning lade et ekstrakt af denne beslutning bekendtgøre i De Europæiske Fællesskabers Tidende samt i to landsdækkende dagblade i hvert værtsland.

2. Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

3. Bekendtgørelsen eller den særskilte meddelelse skal på de berørte medlemsstaters nationale sprog indeholde oplysning om den vedtagne beslutnings formål og retsgrundlag, om klagefrister samt nøjagtig angivelse af adressen på de myndigheder eller den domstol, for hvilken klage kan indbringes.

3. Uændret

4. Beslutningen om saneringsforanstaltninger træder i kraft, uanset om den i stk. 1 til 3 omhandlede bekendtgørelse har fundet sted, og får umiddelbar virkning over for kreditorerne, medmindre de kompetente myndigheder i hjemlandet eller den dér gældende lovgivning om sådanne foranstaltninger fastsætter andet.

4. Uændret

5. Medmindre der gives særskilt meddelelse til kreditorerne, regnes klagefristen fra datoen for bekendtgørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

B. Kreditinstitutter med hjemsted
uden for Fællesskabet

B. Kreditinstitutter med hjemsted
uden for Fællesskabet

Artikel 8

Artikel 8

1. Så længe der ikke er foretaget samordning af medlemsstaternes lovgivning om filialer af kreditinstitutter med hjemsted uden for Fællesskabet, kan værtslandets myndigheder og domstole over for disse fi-

1. Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

lialer iværksætte saneringsforanstaltninger i henhold til de bestemmelser, regler og praksis, der er gældende på deres område, medmindre andet er fastsat i aftaler indgået med hjemlandet i overensstemmelse med traktaten og på grundlag af princippet om gensidighed.

2. Finder den kompetente myndighed i en medlemsstat, der er værtsland for en filial af et kreditinstitut med hjemsted uden for Fællesskabet, det nødvendigt at iværksætte en eller flere saneringsforanstaltninger af den i artikel 2 nævnte art, skal myndigheden imidlertid før vedtagelsen af sådanne foranstaltninger - på den ene eller anden måde - underrette de kompetente myndigheder i de andre medlemsstater, hvor det pågældende kreditinstitut har filialer, der er opført på den i artikel 3, stk. 7, i direktiv 77/780/EØF omhandlede liste, som hvert år offentliggøres i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

3. Er det nødvendigt at gribe ind omgående, kan en meddelelse om den pågældende foranstaltning, der opholdelig tilstilles de andre værtslandes kompetente myndigheder, træde i stedet for den i stk. 2 omhandlede underretning.

4. De kompetente myndigheder i et andet værtsland kan beslutte, at de saneringsforanstaltninger, de har fået underretning om,

2. Uændret

3. Uændret

4. Uændret

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

jf. stk. 2 eller 3, også skal gælde for filialer beliggende i dette værtsland og således have fuld virkning for disse filialers ledere og kreditorer, uanset om de bestemmelser, de i henhold til stk. 1 er underkastet, ikke hjemler sådanne foranstaltninger, og uanset om de fastsatte betingelser herfor ikke er opfyldt, medmindre aftaler af den i ovenstående stk. 1 nævnte art finder anvendelse.

5. Den bekendtgørelse, der i henhold til artikel 7, stk. 1 og 2, normalt skal finde sted på foranledning af hjemlandets kompetente myndigheder, skal ved anvendelse af stk. 4 i nærværende artikel i stedet finde sted på foranledning af den i stk. 2 omhandlede kompetente myndighed i værtslandet.

C. Tilpasning af direktivet til ændringer i medlemsstaternes lovgivning

Artikel 9

1. Den i bilaget indeholdte liste over saneringsforanstaltninger ændres og suppleres efter den i denne artikel fastlagte fremgangsmåde.

5. Uændret

C. Tilpasning af dette afsnit til ændringer i medlemsstaternes lovgivning

Artikel 9

1. Den i bilag I indeholdte liste over saneringsforanstaltninger ændres og suppleres efter den i denne artikel fastlagte fremgangsmåde.

Oprindeligt forslag

2. Ønsker en medlemsstat at ændre eller supplere den i bilaget indeholdte liste over foranstaltninger, meddeler den Kommissionen den påtænkte foranstaltning med angivelse af, om foranstaltningen medfører dispositioner, der kan berøre kreditorernes rettigheder eller ej.

3. En repræsentant for Kommissionen anmoder formanden for Det rådgivende Udvalg for Banklovgivning, som blev nedsat ved direktiv 77/780/EØF, - i det følgende benævnt Udvalget - om at forelægge den foreslåede foranstaltning for Udvalget og anmoder, såfremt dette skønnes nødvendigt, om at Udvalget indkaldes til hastemøde.

4. Udvalget afgiver udtalelse om denne foranstaltning med kvalificeret flertal på to tredjedele af stemmerne; såfremt den påtænkte ændring vedrører en foranstaltning, der kan berøre kreditorernes rettigheder, afgiver Udvalget dog sin udtalelse med enstemmighed.

5. Afgiver Udvalget en positiv udtalelse om den til listen foreslåede ændring, vedtager Kommissionen den påtænkte foranstaltning.

6. Afgiver Udvalget ikke positiv udtalelse, forelægger Kommissionen omgående Rådet, der træffer afgørelse med kvalificeret flertal, et forslag til den foranstaltning, der skal træffes.

Ændret forslag

2. Ønsker en medlemsstat at ændre eller supplere bilag I i overensstemmelse med, hvad der er fastsat i dets egne retsregler, meddeler den Kommissionen den påtænkte foranstaltning.

3. Kommissionen bistås af et udvalg, der består af repræsentanter for medlemsstaterne, og som har Kommissionens repræsentant som formand.

4. Det udtaler sig med det flertal, som er fastsat i traktatens artikel 148, stk. 2, for vedtagelse af de afgørelser, som Rådet skal træffe på forslag af Kommissionen. Under afstemningen i udvalget tildeles de stemmer, der afgives af repræsentanterne for medlemsstaterne, den vægt, som er fastlagt i nævnte artikel. Formanden deltager ikke i afstemningen.

5. Kommissionen vedtager de påtænkte foranstaltninger, når de er i overensstemmelse med udvalgets udtalelse.

6. Er de påtænkte foranstaltninger ikke i overensstemmelse med udvalgets udtalelse, eller hvis der ikke er afgivet nogen udtalelse, forelægger Kommissionen straks Rådet et forslag til de foranstaltninger, der skal træffes. Rådet træffer afgørelse med kvalificeret flertal.

Oprindeligt forslag

Har Rådet ikke truffet afgørelse efter udløbet af en frist på seks måneder fra den dag, hvor det fik sagen forelagt, vedtager Kommissionen den foreslåede foranstaltning.

Denne bestemmelse finder ikke anvendelse, når foranstaltningen vil kunne berøre kreditorernes rettigheder. I dette tilfælde forelægger Kommissionen Rådet et forslag til direktiv efter reglerne i traktaternes artikel 149.

7. Medlemsstaterne kan uden at afvente Udvalgets og Rådets beslutninger vedtage den pågældende foranstaltning; bestemmelserne i nærværende direktiv, navnlig artikel 4, stk. 2 og 3, finder imidlertid ikke anvendelse på de beslutninger, der træffes i forbindelse med denne foranstaltning.

Artikel 10

Hver medlemsstat drager omsorg for, at der ikke er nogen rettlige hindringer for, at de saneringsforanstaltninger, der i henhold til artikel 4 måtte blive vedtaget af hjemlandets kompetente myndigheder eller kompetente domstol, kan finde anvendelse på de filialer af kreditinstitutter med hjemsted i en anden medlemsstat, der er oprettet på deres område; med henblik herpå vedtager de under overholdelse af de almindelige principper i deres respektive lovgivninger de fornødne love og administrative bestemmelser.

Ændret forslag

Har Rådet efter udløbet af en frist, som fastsættes i hver enkelt retsakt, der skal vedtages af Rådet i henhold til dette stykke, men som under ingen omstændigheder kan være på over 3 måneder regnet fra forslagens forelæggelse for Rådet, ikke truffet nogen afgørelse, vedtages de foreslåede foranstaltninger af Kommissionen.

7. Uændret

Artikel 10

Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

A F S N I T I I I

A F S N I T I I I

Likvidation

Likvidation

A. Kreditinstitutter med hjemsted
inden for Fællesskabet

A. Kreditinstitutter med hjemsted
inden for Fællesskabet

Artikel 11

Artikel 11

1. De kompetente myndigheder i hjemlandet høres om enhver anmodning fra kreditorer, debitorer eller offentlige myndigheder om iværksættelse af retslig likvidation.

1. Uændret

2. Kreditinstituttet likvideres i overensstemmelse med hjemlandets lovgivning, medmindre andet er fastsat i nærværende direktiv eller i konventionen om konkurs, akkord og tilsvarende bobehandlinger.

2. Kreditinstituttet likvideres i overensstemmelse med hjemlandets lovgivning, medmindre andet er fastsat i nærværende direktiv.

3. En beslutning om likvidation af et kreditinstitut, der træffes af de administrative myndigheder, af domstole eller likvidationsmyndigheder, har ligeledes retsvirkning over for kreditinstituttets filialer i andre medlemsstater og bevirker, at der over for disse ikke kan iværksættes andre likvidationsprocedurer, jf. dog artikel 12, stk. 2.

3. En beslutning om likvidation af et kreditinstitut, der træffes af de administrative myndigheder, af domstole eller likvidationsmyndigheder i hjemlandet, har ligeledes retsvirkning over for kreditinstituttets filialer i andre medlemsstater og bevirker, at der over for disse ikke kan iværksættes andre likvidationsprocedurer, jf. dog artikel 12, stk. 2.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Artikel 12

Artikel 12

1. De kompetente myndigheder i hjemlandet høres, inden et kreditinstituts vedtægtsmæssige organer træffer enhver beslutning om frivillig likvidation.

Uændret.

2. Frivillig likvidation af et kreditinstitut er ikke til hinder for, at der efter anmodning fra hjemlandets kompetente myndigheder iværksættes en administrativ eller retslig likvidation, såfremt de vedtægtsmæssige organer ikke gennemfører den frivillige likvidation på tilfredsstillende måde, eller såfremt der er begrundet frygt for, at kreditinstituttet ikke er i stand til at indfri sine forpligtelser over for sine kreditorer.

Artikel 13

Artikel 13

1. Når der, uden at der forinden har været vedtaget saneringsforanstaltninger, eller uden at de vedtagne saneringsforanstaltninger har ført til det ønskede resultat, iværksættes likvidation af et kreditinstitut, inddrager hjemlandets kompetente myndigheder kreditinstituttets tilladelse efter den i artikel 8 i direktiv 77/780/EØF fastsatte fremgangsmåde.

Uændret.

2. I særlige tilfælde kan den eller de personer, der har til opgave at likvidere kreditinstituttet, uanset tilladelsens inddragelse fortsætte med at udøve visse af

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

kreditinstituttets aktiviteter og med disses samtykke, såfremt dette er nødvendigt af hensyn til likvidationen.

Denne bestemmelse finder kun anvendelse i værtslandet, for så vidt den dér gældende lovgivning om inddragelse af tilladelsen til at udøve bankvirksomhed ikke fastsætter andet.

3. Ved frivillig likvidation kan den i artikel 3 i direktiv 77/780/EØF omhandlede tilladelse opretholdes indtil likvidationens afslutning på betingelse af, at instituttet fortsat opfylder de betingelser, der er knyttet til tilladelsen.

Artikel 14

1. Likvidationen gennemføres under tilsyn af de kompetente myndigheder i hjemlandet i samarbejde med de kompetente myndigheder i værtslandet.

2. Likvidatorerne er bemyndiget til på samtlige medlemsstaters område at udøve alle de beføjelser, de er bemyndiget til at udøve på det lands område, hvor likvidationen iværksættes. Uanset om lovgivningerne i den medlemsstat, hvori likvidationen iværksættes, ikke indeholder hjemmel til at udpege flere likvidatorer, kan de kompetente myndigheder i et værtsland, såfremt de finder dette nødvendigt, anmode om udpegelse af en likvidator blandt de personer, der

Artikel 14

1. Uændret.

2. Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

fungerer som likvidatorer på deres eget område; tilsvarende gælder, at såfremt der i lovgivningen i den medlemsstat, hvor likvidationen iværksættes, er hjemmel til at delegere visse beføjelser til andre personer, skal disse på begæring af de kompetente myndigheder i værtslandet udpeges blandt de personer, der i dette land kan fungere som likvidatorer.

3. På foranledning af likvidatoren eller likvidationen ved offentliggørelse af et uddrag af likvidationsafgørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende samt i to landsdækkende dagblade i hvert værtsland.

B. Kreditinstitutter med hjemsted
uden for Fællesskabet

B. Kreditinstitutter med hjemsted
uden for Fællesskabet

Artikel 15

Artikel 15

1. Såfremt lovgivningen i et værtsland indeholder hjemmel til at likvidere en filial af et kreditinstitut med hjemsted uden for Fællesskabet, iværksættes likvidationen af de kompetente myndigheder eller domstole i dette værtsland.

Uændret.

2. De i stk. 1 omhandlede myndigheder i værtslandet inddrager denne filials tilladelse, hvis den pågældende filial var meddelt særskilt tilladelse, jf. artikel 4, stk. 4, i direktiv 77/780/EØF.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

3. De i stk. 1 og 2 nævnte kompetente myndigheder underretter de kompetente myndigheder i andre værtslande om inddragelsen af tilladelsen og iværksættelsen af likvidationen.

4. De kompetente myndigheder i de andre værtslande - udover det i stk. 1 og 2 nævnte - hvor et kreditinstitut har filialer, kan i givet fald inddrage den særskilte tilladelse, der måtte være udstedt til filialen på deres område.

5. I særlige tilfælde kan den eller de personer, der har fået til opgave at gennemføre likvidationen, uanset tilladelsens inddragelse, med myndighedernes samtykke og/eller under de kompetente domstoles opsyn, fortsætte med at udøve visse af filialens aktiviteter, såfremt der findes hjemmel herfor i værtslandets lovgivning.

6. Tilladelsens inddragelse har ikke til følge, at de kompetente myndigheder i værtslandet ophører med at føre tilsyn med filialens virksomhed.

C. Tilpasning af dette afsnit til ændringer i medlemsstaternes lovgivning

Artikel 16

Enhver ændring af listen over nationale procedurer, der er indeholdt i bilag II, meddeles Kommissionen. Denne sørger for,

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

at bilag II ajourføres, og at enhver
ajourføring omgående offentliggøres i De
Europæiske Fællesskabers Tidende.

A F S N I T I V

A F S N I T I V

Indskudsgarantiordning

Indskudsgarantiordning

Artikel 16

Artikel 17

1. Hver medlemsstat påser, at de indskuds-
garantiordninger, der findes på deres områ-
de, også dækker indskuddene i de derværende
filialer af kreditinstitutter med hjemsted
i en anden medlemsstat.

(Tidligere artikel 16 uændret).

2. I en overgangsperiode - så længe der
ikke findes en indskudsgarantiordning i
alle medlemsstater - påser disse, at de
indskudsgarantiordninger, hvori kredit-
institutterne med hjemsted på deres område
deltager på samme vilkår, som er gældende
for indskud i hjemlandet, kan dække ind-
skuddene i filialer i medlemsstater, hvor
der ikke findes nogen garantiordning.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

A F S N I T V

A F S N I T V

Afsluttende bestemmelser

Afsluttende bestemmelser

Artikel 17

Artikel 18

1. Medlemsstaterne vedtager de nødvendige love og administrative bestemmelser for senest den 1. januar 1990 at efterkomme dette direktiv. De underretter straks Kommissionen herom.

(Tidligere artikel 17 uændret).

Medlemsstaterne kan fastsætte, at nævnte bestemmelser først finder anvendelse to år efter nævnte dato.

2. Medlemsstaterne meddeler Kommissionen de vigtigste nationale retsforskrifter, som de udsteder på det område, der er omfattet af dette direktiv.

Artikel 18

Artikel 19

Dette direktiv er rettet til medlemsstaterne.

(Tidligere artikel 18 uændret).

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

BILAG

Lister over de saneringsforanstaltninger, der er fastsat i artikel 2, stk. 1, i forslaget til direktiv om samordning af medlemsstaternes love og administrativt fastsatte bestemmelser om sanering og likvidation af kreditinstitutter og om indskudsgarantiordninger.

BELGIEN

Banker

- Undersøgelser på stedet og ekspertvurderinger: Artikel 19, afsnit 3, nr. 2, afsnit 4, i décret royal nr. 185 af 9. juli 1935 om tilsyn med banker og regler for emission af obligationer og værdipapirer (straffebestemmelse: artikel 42, nr. 9 i nævnte décret royal).

Kompetent myndighed, der træffer beslutning om iværksættelse af en undersøgelse eller en vurdering: Bankkommissionen ("Commission Bancaire").

Kompetente myndigheder, der gennemfører undersøgelsen eller vurderingen: Bankkommissionen og Banque Nationale de Belgique efter anmodning fra Bankkommissionen.

- Beskikkelse af en særlig tilsynsførende: Artikel 25, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 1, og stk. 2, i décret royal nr. 185

BILAG I

Lister over de saneringsforanstaltninger, der er fastsat i artikel 2, stk. 1, i forslaget til direktiv om samordning af medlemsstaternes love og administrativt fastsatte bestemmelser om sanering og likvidation af kreditinstitutter og om indskudsgarantiordninger.

BELGIEN

Banker

Uændret.

Oprindeligt forslag

Andret forslag

af 9. juli 1935 (straffebestemmelse, der kan bringes i anvendelse, dersom der foretages dispositioner uden forudgående tilladelse fra den særlige tilsynsførende: artikel 42, nr. 2a, i nævnte décret royal).

Kompetent myndighed, der beskikker den særlige tilsynsførende: Bankkommissionen.

- Hel eller delvis suspension af et kreditinstituts aktiviteter: Artikel 25, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 2, og stk. 3, i décret royal nr. 185 af 9. juli 1935 (straffebestemmelse, der kan bringes i anvendelse, dersom der foretages dispositioner i strid med en beslutning om suspension af kreditvirksomhed: artikel 42, nr. 2a, i nævnte décret royal).

Kompetent myndighed, der træffer beslutning om suspension af virksomhed: Bankkommissionen; en beslutning om suspension kan påklages til finansministeriet, som stadfæster eller omstøder beslutningen.

Private sparekasser

- Undersøgelser på stedet og ekspertvurderinger: Artikel 16, stk. 4, nr. 2, og stk. 5, i bestemmelserne om tilsyn med private sparekasser, kodificeret ved décret royal af 23. juni 1967 (straffebestemmelse: artikel 35 i de kodificerede bestemmelser).

Kompetent myndighed, der træffer beslutning om iværksættelse af en undersøgelse eller ekspertvurdering: Bankkommissionen

Private sparekasser

Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Kompetente myndigheder, der forestår undersøgelsen eller ekspertvurderingen: Bankkommissionen og Banque Nationale de Belgique, efter anmodning fra Bankkommissionen.

- Beskikkelse af en særlig tilsynsførende: Artikel 17a, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 1, stk. 2, i de kodificerede bestemmelser (straffebestemmelse: artikel 32, nr. 4, i de kodificerede bestemmelser).

Kompetent myndighed: Bankkommissionen.

- Hel eller delvis suspension af et kreditinstituts aktiviteter

Artikel 17a, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 2, og stk. 3, i de kodificerede bestemmelser (straffebestemmelse: artikel 32, nr. 4, i de kodificerede bestemmelser).

Kompetent myndighed og klageinstans: Bankkommissionen; en beslutning om suspension kan påklages til finansministeriet, som stadfæster eller omstøder beslutningen.

- Den udøvende myndighed kan i henhold til dekretet tilbagekalde en privat sparekasses tilladelse til at drive sparekassevirksomhed med henblik på at træffe egnede foranstaltninger til sikring af indskydernes rettigheder (navnlig overførsel af særlig beskyttede opsparingsmidler og behæftede aktiver).

Artikel 23 i de kodificerede bestemmelser.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Selskaber, der falder ind under kapitel 1 i loven af 10. juni 1964

Selskaber, der falder ind under kapitel 1 i loven af 10. juni 1964

- Undersøgelser på stedet og ekspertvurderinger: Artikel 6, stk. 1, afsnit 3, nr. 2, og afsnit 4, i lov af 10. juni 1964 om kapitalfremskaffelse ved henvendelse til offentligheden (straffebestemmelse: artikel 13, nr. 4, i loven).

Uændret.

Kompetent myndighed, der træffer beslutning om iværksættelse af en undersøgelse eller ekspertvurdering: Bankkommissionen

Kompetente myndigheder, der forestår undersøgelsen eller ekspertvurderingen: Bankkommissionen og Banque Nationale de Belgique efter anmodning fra Bankkommissionen.

- Beskikkelse af en særlig tilsynsførende: Artikel 9a, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 2, og stk. 2, i loven (straffebestemmelse: artikel 13, nr. 5, i loven).

Kompetent myndighed: Bankkommissionen.

- Hel eller delvis suspension af et kreditinstituts aktiviteter:

Artikel 9a, stk. 1, afsnit 1 og 2, nr. 2, og stk. 3, i loven (straffebestemmelse: artikel 13, nr. 5, i loven).

Kompetent myndighed og klageinstans: Bankkommissionen; en beslutning om suspension kan påklages til finansministeriet, som stadfæster eller omstøder beslutningen.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Offentlige kreditinstitutter

Sparekasse for den almindelige opsparings- og pensionskasse ("Caisse d'Epargne de la Caisse Generale d'Epargne et de Retraite")

- Undersøgelser på stedet og ekspertvurdering:

Artikel 1, stk. 2, i arrête royal nr. 2 om tilsyn med Caisse d'Epargne de la Caisse Generale d'Epargne et de Retraite.

Kompetent myndighed, der træffer beslutning om iværksættelse af en undersøgelse eller ekspertvurdering: Bankkommissionen.

De kompetente myndigheder, der forestår undersøgelsen eller ekspertvurderingen: Bankkommissionen og Banque Nationale de Belgique efter anmodning fra Bankkommissionen.

- Andre foranstaltninger: Ingen specielle foranstaltninger; Parlamentets og regeringens ansvarsområde.

Offentlige kreditinstitutter

Sparekasse for den almindelige opsparings- og pensionskasse ("Caisse d'Epargne de la Caisse Generale d'Epargne et de Retraite")

- Undersøgelser på stedet og ekspertvurdering

Artikel 1, stk. 2, i arrête royal nr. 2 af 24. december 1980 om tilsyn med Caisse d'Epargne de la Caisse Generale d'Epargne et de Retraite som er baseret på artikel 19, stk. 2-5 i arrête royal nr. 185 af 9. juli 1935.

Uændret

Uændret.

- Rådgivning til ledelsen af sparekassen for den almindelige opsparings- og pensionskasse artikel 3 i arrête royal nr. 3 af 24. december 1980.
Kompetent myndighed: Bankkommissionen

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

DANMARK

DANMARK

§46 i lov nr. 35 af 30. januar 1981.

Uændret.

Tilsynet med banker og sparekasser kan træffe beslutning om betalingsstandsning for banker eller sparekasser, når det er nødvendigt af hensyn til indskydernes interesser. Beslutningen om betalingsstandsninger kan ikke ophæves af banken eller sparekassen uden tilsynsmyndighedernes godkendelse.

Beslutningen skal anmeldes til "Skifteretten", som er en del af domstolssystemet.

TYSKLAND

TYSKLAND

Foranstaltninger i medfør af §46 i bankloven (K.W.G.):

Uændret.

- instrukser til ledelsen
- forbud mod eller begrænsninger i adgangen til at modtage indskud eller yde lån;
- forbud mod ejernes eller ledelsens fortsatte udøvelse af virksomhed eller begrænsninger heri;
- beskikkelse af personer, der skal føre tilsyn med instituttet.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Foranstaltninger i medfør af §46a i bankloven (K.W.G.) (1):

- forbud mod at foretage betalinger eller afhændelse af aktiver;
- standsning af den løbende kundeekspedition;
- forbud mod at modtage betalinger, som ikke er bestemt til betaling af gæld over for et kreditinstitut.

Kompetent myndighed: Forbundsbanktilsynet
(Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen).

SPANIEN

- midlertidig suspension af ledelse
Kongeligt dekret 5/1978 af 6. marts 1978
Kongeligt dekret 18/1982 af 24. september 1982.
Disse bestemmelser er udvidet til også
at gælde sparekasser og andelskasser.
Kongeligt dekret 2575 og 2576/1982 af
1. oktober 1982.
Kompetent myndighed: Banco de Espana.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

FRANKRIG

FRANKRIG

Foranstaltningerne i lov nr. 84/46 af 24. januar 1984 om kreditinstitutters virksomhed og tilsyn med kreditinstitutter.

Uændret.

Foranstaltninger, som iværksættes af Bankkommissionen ("Commission bancaire"):

- påbud (artikel 43)
- beskikkelse af en midlertidig administrator (artikel 44);
- forbud mod visse transaktioner og andre begrænsninger i udøvelsen af bankvirksomhed (artikel 45, stk. 3);
- midlertidig suspension eller afskedigelse af en eller flere af de personer, der reelt er ansvarlige for den førte politik med hensyn til kreditinstitutters virksomhed (artikel 45, stk. 4 og 5).

Foranstaltninger, der skal iværksættes af Nationalbankdirektøren:

- organisering af de øvrige kreditinstitutters bistand med sigte på foranstaltninger, der er nødvendige for at beskytte indskydernes og tredjeparters interesser,
- sikre banksystemets funktion og bevare det lokale bankvæsens omdømme (artikel 52).

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

GRÆKENLAND

GRÆKENLAND

Foranstaltninger, der er fastsat i

Uændret.

- a) lov 1665/1951 om banktilsyn, likvidation af banker ved det offentliges foranstaltning, beskikkelse af en tilsynsførende, frivillig likvidation og tilbagekaldelse af tilladelse;
- b) lov 236/75 om beskikkelse af en midlertidig tilsynsførende i særlig alvorlige tilfælde, der kræver hurtigt indgreb;
- c) lov 431/76 om tvungen forhøjelse (med 100%) af bankers aktiekapital i visse situationer, hvor der foreligger insolvens;
- d) lov 2292/1953 (særlig artikel 10 til 12) om tvungen sammenslutning af banksekskaber.

A. Foranstaltninger, der skal iværksættes af Den græske Nationalbank i henhold til den almindelige lov nr. 1266/1982

- i) tvungen forhøjelse af aktiekapitalen i banker (lov 1665/1957, artikel 6);
- ii) beskikkelse af en tilsynsførende (lov 1665/1951, artikel 8);
- iii) beskikkelse af en midlertidig tilsynsførende i særlig alvorlige tilfælde, der kræver hurtigt indgreb (lov 236/75);
- iv) tvungen forhøjelse (med 100%) af aktiekapitalen i banker, der gentagne gange har været sat under administration eller midlertidig administration,

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

og hvis aktiekapital og reserver er mindre end 1/70 af den samlede indskudsmasse (lov 431/76).

B. Foranstaltninger, der skal iværksættes af regeringen (Ministerrådet og handelsministeren)

Tvungen sammenslutning af banker og tvungen forhøjelse af den oprindelige aktiekapital med mindst 1/3 (lov 2292/1953, artikel 10 til 12).

IRLAND

IRLAND

Foranstaltninger vedrørende godkendte banker, hvor retsgrundlaget er Central Bank Act af 1971, og hvor den kompetente myndighed er Central Bank of Ireland:

Uændret.

- forbud mod at modtage indskud og foretage betalinger (§21);
- begrænsning af tilladelsen (§10);
- forbud mod eller begrænsninger i adgangen til at reklamere med henblik på modtagelse af indskud (§22).

Foranstaltninger angående byggeforeninger, hvor retsgrundlaget er Building Societies Act 1976, og hvor den kompetente myndighed er The Registrar of Friendly Societies:

- begrænsning af tilladelsen (§11);
- lån fra en forening til en anden (§24);

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

- fusion af foreninger (§25);
- overførsel af og garantistillelse for indgående engagementer (§26);
- godkendelse og registrering af en fusion, jf. §25, eller overførsel af indgående engagementer, jf. §26 (§27);
- registrator har beføjelse til at udpege en granskningsmand eller indkalde til en ekstraordinær generalforsamling (§29);
- registrator kan suspendere indlån og betalinger (§31);
- registrator kan suspendere adgangen til at reklamere og føre kontrol hermed (§32).

ITALIEN

ITALIEN

- a) Anmodning om oplysninger om Uændret.
kreditinstituttets eller dets filialers økonomiske situation (§31 i bankloven).
Kompetent myndighed: Banca d'Italia.
- b) Inspektion i kreditinstituttet og dets filialer (§31 i bankloven).
Kompetent myndighed: Banca d'Italia.
- c) Indkaldelse til møder med kreditorerne og kreditinstituttets ledelse med henblik på at træffe specielle foranstaltninger (§35 i bankloven).
Kompetent myndighed: Banca d'Italia.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

- d) De interne administrative og ledende organer opløses, og i deres sted udpeges særlige organer med henblik på sanering af kreditinstituttet (§57 i bankloven).
Kompetent myndighed: Finansministeriet efter forslag fra Banca d'Italia (for så vidt angår udnævnelsen af de særlige organer, er det kun Banca d'Italia).
- e) Midlertidig suspension af betalinger og af indledte fuldbyrdelsesskridt for så vidt angår kreditinstituttet under den særlige administration, der er nævnt under punkt d) (§63 i bankloven).
Kompetent myndighed: Banca d'Italia.
- f) Midlertidig suspension af de rettigheder, der tilkommer kreditinstituttets administrative og ledende organer, og beskikkelse af en embedsmand fra banktilsynsmyndigheden til - i deres sted - at varetage opgaverne (§66 i bankloven).
Kompetent myndighed: Banca d'Italia.
- g) Tilbagekaldelse af tilladelsen til at drive bankvirksomhed med kreditinstituttets enkelte filialer på grund af mangler ved ledelsen (§34 i bankloven).
Kompetent myndighed: Tværministeriel komite for lån og opsparing (Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio - CICR).

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

LUXEMBOURG

LUXEMBOURG

Foranstaltningerne i loven af 10. august 1982, som regulerer følgende:

Uændret.

1. Institut Monetaire Luxembourgeois' ret til at suspendere kreditinstitutternes virksomhed;
2. suspendere betalinger, tilsyn med ledelsen og likvidation af kreditinstitutterne.

Foranstaltninger, der træffes af Institut Monetaire Luxembourgeois:

- påbud (i tilfælde af krise) (artikel 2);
- suspension af ledelsen (artikel 3) (finder ikke anvendelse på offentlige institutter i Luxembourg);
- hel eller delvis suspension af kreditinstituttets aktiviteter (artikel 3).

Foranstaltninger, der træffes af "Tribunal d'Arrondissement", når den fungerer som handelsret (i givet fald efter anmodning fra Institut Monetaire Luxembourgeois):

- suspension af betalinger og tilsyn med ledelsen (artikel 7 til 10) (finder ikke anvendelse på offentlige institutter i Luxembourg).

NEDERLANDENE

NEDERLANDENE

Foranstaltningerne i lov af 13. april 1978 om tilsyn med kreditinstitutter:

Uændret.

Oprindeligt forslag

- påbud
- hemmelig beskikkelse af en administrator (del III, afsnit 24);
- andre ekstraordinære indgreb (del V, afsnit 31).

Kompetent myndighed: Centralbanken (De Nederlandsche Bank).

Ændret forslag

PORTUGAL

Sanktionen til rådighed for finansministeriet efter konsultation med den portugisiske nationalbank

- Midlertidig fritagelse for visse lovmæssige forpligtelser og ydelse af økonomisk hjælp til kriseramte institutter (Lov 51/84 af 11. februar 1984, artikel 34)
- Kompetance til at sikre en særlig 30 dages rehabiliseringsperiode til kreditinstitutter, der har standset betalingerne og til at indsætte en regeringsudpeget bestyrer
- Kompetance til at udpege en officielt ansvarlig for den normale gennemførelse af "Caixa economica" (Lov 136/79 af 18. maj 1979, artikel 23 vedrørende Caixas economica)

Ministerrådet har beføjelser efter forslag fra finansministeriet vedrørende de i

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

artikel 34 i lov af 11. februar 1984
nævnte sanktioner (se overfor):

- Kompetance til at udnævne repræsentan-
ter, administratorer eller en admini-
strativ komite med ansvar for institut-
tets ledelse;
- kompetance til at afskedige den siddende
direktion.

DET FORENEDE KONGERIGE

Foranstaltninger, som Bank of England kan
træffe:

- beføjelse til at udpege en eller flere
kompetente personer til at undersøge
eller afgive indberetning om et godkendt
instituts finansielle stilling og
forretningsførelse (Banklov "Banking Act"
1979 §17);
- beføjelse til at tilbagekalde et
instituts tilladelse (Banklov "Banking
Act" 1979 §7.1a);
- beføjelse til at tilbagekalde et
instituts tilladelse og til i stedet at
udstede en betinget tilladelse (Banklov
"Banking Act" 1979 7.1b og §10);
- beføjelse til at give instrukser med
hensyn til forretningsførelse, når
instituttets tilladelse tilbageholdes
fuldstændigt (Banklov "Banking Act" 1979
§8 og 9).

DET FORENEDE KONGERIGE

Uændret.

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

BILAG II (nyt)

Liste over likvidationsprocedurer, jf.
artikel 2, stk. 3, i forslag til direktiv
om samordning af medlemsstaternes love og
administrativt fastsatte bestemmelser om
sanering og likvidation af kreditinstitut-
ter samt om indskudsgarantiordninger

BELGIEN

- faillite - faillissement

Artikel 437 ff, bind III, Handelslov-
bogen.

- Kompetent myndighed: Tribunal de
Commerce

DANMARK

- Konkurs

Lov nr. 444 af 28. august 1984

Lov nr. 374 af 15. august 1985, hvorved
førstnævnte lov bringes i anvendelse på
banker, sparekasser og andelskasser

- Kompetent myndighed: Skifteretten

TYSKLAND

- Konkurs

§46a i bankloven, som ændret den 20.
december 1984

- Kompetent myndighed: Forbundsbanktilsy-
net (Bundesaufsichtsamt für das Kredit-
wesen)

Oprindeligt forslag

Andret forslag

- Freiwillige Liquidation

§38, stk. 2, i bankloven

§131 ff., §145 ff. for så vidt angår
offene Handelsgesellschaft, samt §262
ff. for så vidt angår Aktiengesellschaft
Paragraf 60 og 78 ff. for så vidt angår
Genossenschaft

SPANIEN

1. Quiebra

Artikel 870 - 941 i Handelslovbogen

2. Suspensión di pagos

Lov af 26. juli 1922

Kompetent myndighed: domstolene

3. Liquidación administrativa

(som følge af koncessionens tilbagekaldelse)

Artikel 57a i bankloven af 31. december
1946

(som suppleret ved artikel 4, stk. 3, i
kongeligt lovdekret 1298/1986 af 28. juni
1986)

Kompetent myndighed: Generaldirektoratet
for Finansforvaltningen og Skattepolitik-
ken under Ministeriet for Økonomiske An-
liggender og Virksomheder - Banco de
Espana

4. Liquidación

Sparekasser: artikel 140 - 146 i kongeligt
lovdekret 2532/1929 af 21. november 1929

Andelskasser: artikel 103 - 115 i lov
3/1987 af 2. april 1987

Andre kreditinstitutter: artikel 150 - 171
i lov om aktieselskaber af 17. juli 1981

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

FRANKRIG

- Redressement judiciaire og liquidation judiciaire
Lov nr. 85/98 af 25. januar 1985 (afsnit III)
Artikel 119 ff. i dekret nr. 85/1388 af 27. december 1985
- Kompetent myndighed: tribunal de commerce

GRÆKENLAND

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και

ελέγχου Τραπεζών". Αρθρο 9 (εκκαθάριση.

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Lov 1665/1951 af 27. januar 1951 "om
udøvelse og kontrol med bankvirksomhed"
Artikel 9 (likvidation).
Kompetent myndighed: Det monetære Udvalg.

IRLAND

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963, section VI)
- Liquidation of banks
(Central Bank Act 1971, sektion 28 - 31)

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

Vedrørende Building Societies

- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976, section 95)

og andre foranstaltninger

- Housing (forskellige bestemmelser),
Act 1979, sektion 20
- Land Act 1984 (sektion 4(2))
- Age of Majority Act 1985

og andre efterstillede foranstaltninger

Kompetent myndighed:

- Den myndighed, der har beføjelse til at
meddele eller tilbagekalde koncession og
overvåge kreditinstitutters virksomhed
- the High Court i tilfælde af konkurs

Vedrørende Building Societies: Registrar
for Friendly Societies, der også er
registrator for Building Societies
(Building Societies Act 1976, sektion 85)

ITALIEN

- Concordato preventivo
Artikel 160 - 186 i dekret af 16 marts
1942
Artikel 35, andet afsnit, litra d), i
lovdekret af 12. marts 1936, som ændret
Kompetent myndighed: domstolene
- Liquidazione coatta amministrativa
Artikel 67 - 86 i lovdekret af 12. marts
1936
Artikel 194 - 215 i dekret af 16. marts
1942, som ændret
- Kompetent myndighed: Banca d'Italia
Ministeriet for Finansforvaltning og det
Interministerielle Udvalg for Kredit og
Opsparing
- Liquidazione volontaria
Artikel 86a i dekret af 12. marts 1986,
som ændret

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

LUXEMBOURG

- Dissolution et liquidation d'établissement de crédit

Artikel 2 i lov af 10. august 1982

Kompetent myndighed: Tribunal d'Arrondissement, der fungerer som handelsret på begæring af Procureur d'Etat eller Commissaire au contrôle des banques

- Liquidation volontaire

Artikel 12 i lov af 10. august 1982

NEDERLANDENE

- Vrijwillige solvente liquidatie ingevolge statutaire ontbinding

og

- Gedwongen solvente liquidatie na intrekking van de vergunning

Artikel 22 og 23 i Afsnit 1 og artikel 166 - 173 i Afsnit 3 i bind II i Den Civile Lovbog om likvidation af solvente juridiske personer

Kompetent myndighed: kreditinstituttet selv

solvente liquidatie tijdens de noodregeling

Artikel 36, stk. 1 og 6 i lov om tilsyn med kreditinstitutter, i henhold til hvilken de ovennævnte bestemmelser i Den Civile Lovbog finder anvendelse

Kompetent myndighed: de bewindvoerders

- Insolvente liquidatie na faillietverklaring van de kredietinstelling

Lov om konkurs af 30. september 1893 samt ændringer § 140, artikel 1 - 212 i Afsnit I

Kompetent myndighed: de rechtbank

Oprindeligt forslag

Ændret forslag

PORTUGAL

- Regler vedrørende likvidation af banker
Artikel 11 ff. i lovdekret nr. 30 - 689
af 27. august 1940
Kompetent myndighed: Ministro dos
Finanças
- Liquidação na sequência de revoção de
autorização
Kompetent myndighed: Ministro dos
Finanças
- Caixas cooperativas
Artikel 75 og 77 i lovdekret nr. 454/80
af 9. oktober 1980, hvori der henvises
til de almindelige regler vedrørende
konkurs, artikel 1245 ff. i Kapitel XV i
lovdekret nr. 44/129 af 28. december
1961
Salg af aktiver: artikel 882 ff.

DET FORENEDE KONGERIGE

Compulsory winding-up (Insolvency Act
1986, Section 4)
Creditors' voluntary winding-up
Corporate voluntary arrangements
(Insolvency Act 1986, Section 1)
Corporate arrangements and reconstructions
(Companies Act 1985, Section 13)

Vedrørende Building Societies (Building
Societies Act 1986, Section 10)
Compulsory winding-up
Creditors' voluntary winding-up
Opløsning ved beslutning truffet af et
fornødent flertal af selskabsdeltagerne
Kompetent myndighed: judicial authority
Voluntary liquidation (Insolvency Act
1986, Section 4)

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΚΟΜ (88) 4 τελικό

Βρυξέλλες, 4 Ιανουαρίου 1988

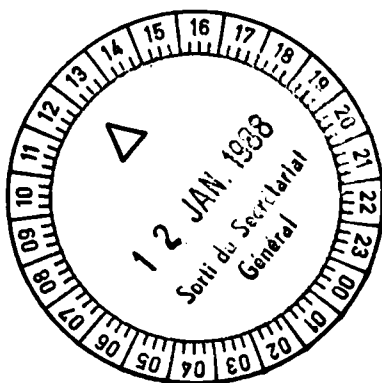
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

όσον αφορά την εξυγίανση και εκκαθάριση

των πιστωτικών ιδρυμάτων και

τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων

που υπέβαλε η Επιτροπή στο Συμβούλιο
σύμφωνα με το άρθρο 149 παράγραφος 3 της Συνθήκης



Τροποποιημένη πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου όσον αφορά
την εξυγίανση και εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων
και τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

I. ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

1. Στις 19 Δεκεμβρίου 1985 η Επιτροπή ενέκρινε πρόταση οδηγίας όσον αφορά την εξυγίανση και την εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων (1) που περιελάμβανε έναν τίτλο IV σχετικά με την εγγύηση των καταθέσεων. Η διάταξη αυτή συμπληρώθηκε στις 22 Δεκεμβρίου 1987 με σύσταση της Επιτροπής όσον αφορά τη δημιουργία, στην Κοινότητα, συστημάτων εγγύησης των καταθέσεων (2). Η πρόταση οδηγίας διαβιβάστηκε στις 9 Ιανουαρίου 1986 στο Συμβούλιο το οποίο αποφάσισε στις 24 Ιανουαρίου 1986 να προβεί σε διαβουλεύσεις με το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή.

2. Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή ενέκρινε ομόφωνα μία γνώμη (3) σχετικά με την πρόταση της Επιτροπής κατά την 238η σύνοδο της ολομέλειας που πραγματοποιήθηκε στις Βρυξέλλες στις 2 Ιουλίου 1986.

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο ενέκρινε το ψήφισμα με το οποίο έκλεινε τη διαδικασία διαβουλεύσεων κατά τη ψηφοφορία του κατά τη σύνοδο της ολομέλειας την Παρασκευή 13 Μαρτίου 1987 (4).

3. Η παρούσα τροποποιημένη πρόταση καταρτίστηκε με σκοπό να ληφθούν υπόψη τα αποτελέσματα των διαβουλεύσεων των δύο αυτών θεσμικών οργάνων καθώς και η ένταξη των δύο νέων κρατών μελών.

(1) ΕΕ αριθ. C 356 της 31ης Δεκεμβρίου 1985, σ. 55

(2) ΕΕ αριθ. L 33 της 4ης Φεβρουαρίου 1987, σ. 16

(3) ΕΕ αριθ. C της

(4) ΕΕ αριθ. C της

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο αναγνώρισε στο ψήφισμά του ότι η εν λόγω οδηγία αποτελούσε "μία ορισμένη πρόοδο αν και μικρή ως προς την ανάπτυξη της κοινής αγοράς στον πιστωτικό τομέα στα πλαίσια της οποίας θα διασφαλίζεται καλύτερα η προστασία των αποταμιευτών και η εμπιστοσύνή τους στο τραπεζικό σύστημα".

Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή, η γνωμοδότηση της οποίας ψηφίστηκε πριν από την έγκριση της σύστασης της Επιτροπής όσον αφορά τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων, επέκρινε κυρίως το άρθρο της οδηγίας που αφορά το συγκεκριμένο αυτό ζήτημα και ζήτησε τη διαγραφή μιάς παραγράφου (άρθρο 16.2). Από την πλευρά του το Κοινοβούλιο υπογράμμισε "ότι μία τέτοια οδηγία δεν είναι δυνατόν να έχει πρακτικά αποτελέσματα παρά μόνο εάν τα κράτη μέλη συμμορφωθούν το αργότερο μέχρι την 1η Ιανουαρίου 1990 με τη σύσταση της Επιτροπής".

Προκειμένου να υπογραμμιστεί η σημασία του εν λόγω ζητήματος, μία τροποποίηση προτείνει τη συμπλήρωση του τίτλου της οδηγίας κατά τρόπο που να αναφέρονται ρητά τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων στον ίδιο τον τίτλο της πρότασης οδηγίας.

Η Επιτροπή, γνωρίζοντας πολύ καλά το σύνδεσμο που υπάρχει μεταξύ των διαδικασιών εξυγίανσης ή εκκαθάρισης και των συστημάτων προστασίας των αποταμιευτών υποβάλλει τη νέα της πρόταση με πληρέστερο τίτλο σύμφωνα με το ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

II. ΕΠΕΞΗΓΗΜΑΤΙΚΑ ΣΧΟΛΙΑ ΕΠΙ ΤΩΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΩΝ

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρότεινε την προσθήκη δύο αιτιολογικών σκέψεων αναφερόμενο, στην πρώτη, στη Σύμβαση όσον αφορά την πτώχευση, τον πτωχευτικό συμβιβασμό και τις ανάλογες διαδικασίες και, στη δεύτερη, στη σύσταση της Επιτροπής της 22ας Δεκεμβρίου 1986. Οι δύο αυτές τροποποιήσεις του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου συμπεριλήφθηκαν ολόκληρες στην τροποποιημένη πρόταση (δέκατη και δέκατη-όγδοη αιτιολογική σκέψη).

ΤΙΤΛΟΣ 1 - Άρθρο 1

Η τροποποίηση που προτείνει το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο εκφράζει σαφώς ότι οι διατάξεις της πρώτης οδηγίας εφαρμόζονται στα υποκαταστήματα που δημιουργούνται σε άλλα κράτη μέλη από εκείνο όπου βρίσκεται η έδρα του πιστωτικού ιδρύματος. Το συμπέρασμα αυτό έβγαине από το ίδιο το περιεχόμενο της οδηγίας αλλά δεν αναφερόταν ρητά στην αρχική διατύπωση.

Άρθρο 2

Μία πρώτη τροποποίηση του Κοινοβουλίου όσον αφορά το εν λόγω άρθρο επαναλαμβάνει μία παρατήρηση που περιείχετο στη γνωμοδότηση της Κοινωνικής και Οικονομικής Επιτροπής και συνίστατο στην προσθήκη στο πρώτο εδάφιο μιας αναφοράς στις "αρμόδιες αρχές", όπως αυτές ορίζονται στην οδηγία, για τη λήψη των μέτρων που περιλαμβάνονται στον κατάλογο που περιέχεται στο παράρτημα. Η προσθήκη αυτή έχει συμπεριληφθεί υπό τη μορφή που προτείνει η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή.

Εκτός από την τροποποίηση αυτή που έχει χαρακτήρα τυπικό, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρότεινε τρεις τροποποιήσεις του άρθρου 2 οι οποίες περιελήφθησαν εξ ολοκλήρου στην τροποποιηθείσα πρόταση :

- Η πρώτη τροποποίηση συνίσταται στη διαγραφή των θετικών κριτηρίων που η Επιτροπή είχε κρίνει ότι έπρεπε να προσθέσει για να χαρακτηρίσει τα μέτρα εξυγίανσης.

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο κρίνει ότι τα εν λόγω κριτήρια εξυπηρετούν τον ίδιο σκοπό με τα αρνητικά κριτήρια που αναφέρονται στα εδάφια α) και β) της παραγράφου 2 και ότι συνεπώς είναι περιττά.

Η φύση των μέτρων που αναφέρονται στο παράρτημα και που δεν αφορούν συγκεκριμένα, στις περισσότερες περιπτώσεις, τις καταστάσεις εξυγίανσης, καθιστούσε αναγκαία τη διευκρίνιση εκείνων των περιπτώσεων τουλάχιστον όπου τα μέτρα αυτά δεν δύνανται να θεωρηθούν ως μέτρα εξυγίανσης (σημείο που δεν τροποποιήθηκε)* οι διευκρινίσεις που περιλαμβάνονται στην παράγραφο

1 ήταν χρήσιμες αλλά όχι απολύτως αναγκαίες, και συνεπώς δύνανται να διαγραφούν χωρίς κανένα πρόβλημα από την τροποποιημένη διατύπωση.

Historical Archives of the European Commission

- Η δεύτερη τροποποίηση που συμβάλλει στην προσέγγιση των τροποποιήσεων που προτάθηκαν για τα άρθρα 3, 11 και 14, προτείνει να συμπεριληφθούν σ'αυτή την οδηγία ορισμένες διατάξεις όσον αφορά την εκκαθάριση οι οποίες συνήθως αφορούσαν τη σύμβαση περί πτώχευσης και κατά συνέπεια, να προστεθεί παράρτημα II στο πρότυπο του πρωτοκόλλου που επισυνάπτεται στην εν λόγω Σύμβαση, στο οποίο θα περιλαμβάνονταν ο κατάλογος των διαδικασιών εκκαθάρισης που εφαρμόζονται στα πιστωτικά ιδρύματα.

Η νέα αυτή διάταξη δικαιολογείται συνεπώς με την προσθήκη του παραρτήματος II που περιλαμβάνεται στην τροποποιημένη πρόταση.

- Η τρίτη τροποποίηση αφορά τον καθορισμό των συστημάτων εγγύησης των καταθέσεων σύμφωνα με την οδηγία.

Βασιζόμενο στον ορισμό που περιλαμβάνεται στη σύσταση της Επιτροπής, το Κοινοβούλιο πρότεινε έναν ευρύ ορισμό ο οποίος επιτρέπει να θεωρηθούν ως συστήματα εγγύησης των καταθέσεων ορισμένα συστήματα που λειτουργούν σε διαφορετική βάση από εκείνη των αποζημιώσεων.

Άρθρο 3

Όπως έχει ήδη τονιστεί ανωτέρω, η προσθήκη αυτή οφείλεται στη νέα προσέγγιση που υιοθετήθηκε στα πλαίσια της παρούσας οδηγίας όσον αφορά τις διαδικασίες εκκαθάρισης.

ΤΙΤΛΟΣ II

Τα άρθρα 4, 5, 6 και 7 που αποτελούν τους κύριους κανόνες όσον αφορά την αμοιβαία αναγνώριση των αποφάσεων εξυγίανσης και τη συνεργασία μεταξύ των αρμόδιων αρχών, αποτέλεσαν αντικείμενο αιτήσεων τροποποίησης εκ μέρους της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής (άρθρο 4) και του Κοινοβουλίου (άρθρο 5, 6 και 7) οι οποίες όμως δεν δύνανται να συμπεριληφθούν στην τροποποιηθείσα πρόταση χωρίς να ανατρέφουν ολόκληρη τη διάταξη του συστήματος που έχει επιλεχθεί.

Εντούτοις, στο άρθρο 7 έγινε τροποποίηση της διατύπωσης κατά τρόπον ώστε να αναφέρονται τα δικαιώματα των μετόχων, δεδομένου ότι το ερώτημα του κατά πόσον πρόκειται για "πιστωτές" θα μπορούσε να προκαλέσει αμφισβητήσεις.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 9

Το Κοινοβούλιο και η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή έκριναν αναγκαίο να αναφερθεί ρητά στην παράγραφο 2 του εν λόγω άρθρου ότι ένα κράτος μέλος δεν δύναται να ζητήσει τροποποίηση ή συμπλήρωση του παραρτήματος παρά μόνο για τα μέτρα που έχουν θεσπιστεί στο εν λόγω κράτος μέλος. Η τροποποίηση αυτή κατά τη γνώμη της Επιτροπής, έχει χαρακτήρα καθαρά τυπικό λόγω του ότι δεν υπάρχουν μεγάλες πιθανότητες να γνωστοποιήσει ένα κράτος μέλος ένα μέτρο που δεν αποτελεί τμήμα της έννομης τάξης. Επιπλέον μία απόφαση του Συμβουλίου της 13ης Ιουλίου 1987, δηλαδή το ψήφισμα του Κοινοβουλίου, καθόρισε "τις διαδικασίες για την άσκηση των εκτελεστικών αρμοδιοτήτων που εκχωρούνται στην Επιτροπή" (5).

Το κείμενο της απόφασης του Συμβουλίου έχει αντικατασταθεί από το κείμενο που αναπαρίσταται στην πρόταση της Επιτροπής.

Άρθρο 11

Η αναφορά στη Σύμβαση που περιλαμβανόταν στην παράγραφο 2 μεταφέρθηκε και περιλαμβάνεται σε μία νέα "αιτιολογική σκέψη" (δέκατη τροποποιημένη αιτιολογική σκέψη).

Το Κοινοβούλιο και η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή δίκαια παρατήρησαν ότι έπρεπε να επιβεβαιωθεί η αποκλειστική αρμοδιότητα των διοικητικών αρχών ή των οργάνων εκκαθάρισης της χώρας της έδρας, επειδή ορισμένα κράτη μέλη, εάν δεν περιλαμβανόταν η διευκρίνιση αυτή στο εν λόγω άρθρο, θα μπορούσαν να αμφισβητήσουν την αρχή του ενιαίου χαρακτήρα της εκκαθάρισης.

Άρθρο 14

Σύμφωνα με την τροποποίηση που πρότεινε το Κοινοβούλιο, προστέθηκε διάταξη σχετικά με τη δημοσίευση της εκκαθάρισης σε μία νέα παράγραφο 3 του άρθρου 14 που περιλαμβάνει ήδη τους κανόνες ουσιαστικού δικαίου που εφαρμόζονται ειδικά στα πιστωτικά ιδρύματα.

III. ΠΡΟΣΑΡΜΟΓΗ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ ΤΙΤΛΟΥ ΣΤΙΣ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΝΟΜΟΘΕΣΙΩΝ

Άρθρο 16

⁵Όπως υποδεικνύει το νέο σημείο Γ που προστίθεται στον τίτλο III, (5) Απόφαση 87/373/ΕΟΚ-ΕΕ αριθ. Ν 197 της 18ης Ιουλίου 1987, σελ. 33

προστέθηκε ένα νέο άρθρο στο τέλος του εν λόγω τίτλου που είναι αφιερωμένος στην εκκαθάριση προκειμένου να ληφθεί υπόψη η προσθήκη ενός παραγράφου II στο οποίο αναφέρονται οι εθνικές διαδικασίες εκκαθάρισης.

Historical Archives of the European Commission

Πράγματι ήταν σκόπιμο να προβλεφθεί γρήγορη τροποποίηση του καταλόγου των διαδικασιών αυτών προκειμένου να ληφθούν υπόψη οι εξελίξεις των εθνικών νομοθεσιών. Το καθήκον επανεξέτασης και τροποποίησης ανατέθηκε στην Επιτροπή η οποία θα αναλάβει τη δημοσίευση στην Επίσημη Εφημερίδα.

Παράρτημα I

Ο τίτλος του εν λόγω παραρτήματος τροποποιήθηκε για λόγους ομοιομορφίας με τον τίτλο της τροποποιημένης πρότασης οδηγίας.

Συμπληρώθηκε το τμήμα που αφορά τα μέτρα του Βελγίου σχετικά με τα Caisses d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Προστέθηκαν τα μέτρα εξυγίανσης που εφαρμόζονται στην Ισπανία και στην Πορτογαλία.

Παράρτημα II

Κατάλογος των διαδικασιών εκκαθάρισης που προβλέπεται στο άρθρο 2.3 της πρότασης οδηγίας όσον αφορά το συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων σχετικά με την εξυγίανση και την εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων και τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων.

Το εν λόγω παράρτημα, το οποίο είναι πληρέστερο και λεπτομερέστερο από εκείνο που περιλαμβάνεται στο πρωτόκολλο του σχεδίου Σύμβασης όσον αφορά την πτώχευση, τους πτωχευτικούς συμβιβασμούς και τις ανάλογες διαδικασίες, το οποίο το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρότεινε να ληφθεί ως βάση, καταρτίστηκε με τη συνδρομή των κρατών μελών από τα οποία ζητήθηκε να απαντήσουν σε ένα ερωτηματολόγιο που διένειμε η Επιτροπή.

Τροποποιημένη πρόταση του Συμβουλίου σχετικά με την εξυγίανση
και εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων και τα συστήματα
εγγύησης των καταθέσεων

Αρχικό κείμενο

Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου για το
συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών
και διοικητικών διατάξεων που αφορούν την
εξυγίανση και εκκαθάριση των πιστωτικών
ιδρυμάτων

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής
Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο
57 παράγραφος 2, και επί τούτου τρίτη πρό-
τασις,
την πρόταση της Επιτροπής,

Σε συνεργασία με το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο,

τη γνώμη της Οικονομικής και Κοινωνικής
Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι, σύμφωνα με τους στόχους της συνθήκης,
θα πρέπει να καταβληθεί προσπάθεια για την
αρμονική ανάπτυξη των οικονομικών δραστη-
ριοτήτων στο σύνολο της Κοινότητας
καταργώντας κάθε περιορισμό στην ελευθερία
εγκατάστασης και στην ελεύθερη παροχή
υπηρεσιών στο εσωτερικό της Κοινότητας,

Τροποποιημένο κείμενο

Οδηγία του Συμβουλίου για το συντονισμό των
νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών
διατάξεων που αφορούν την εξυγίανση και
εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων καθώς
και τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων

σημεία αιτιολογικής αναφοράς αμετάβλητα

Αιτιολογικές σκέψεις 1 έως 9: αμετάβλητες

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ότι, παράλληλα με την κατάργηση αυτών των περιορισμών, θα πρέπει να ληφθεί πρόνοια σχετικά με την κατάσταση που δύναται ενδεχομένως να δημιουργηθεί σε περίπτωση δυσκολιών ενός πιστωτικού ιδρύματος, ιδίως στην περίπτωση που αυτό το ίδρυμα έχει υποκαταστήματα σε άλλα κράτη μέλη,

ότι η σημερινή διάρθρωση του τομέα των πιστωτικών ιδρυμάτων, όπου η πρόσβαση στη δραστηριότητα και η άσκηση υπόκεινται στην εποπτεία των αρχών σε όλα τα κράτη μέλη της Κοινότητας, δικαιολογεί την πρόβλεψη ειδικών μέτρων γι'αυτά τα πιστωτικά ιδρύματα σε θέματα εξυγίανσης και εκκαθάρισης,

ότι οι νομοθεσίες και οι ισχύουσες πρακτικές στα κράτη μέλη τείνουν στη θέσπιση διαδικασιών εξυγίανσης με στόχο να αποφευχθεί η αφερεγγυότητα των πιστωτικών ιδρυμάτων μόλις εμφανιστεί μια δύσκολη χρηματοοικονομική κατάσταση, και κυρίως για να διατηρηθεί η εμπιστοσύνη των αποταμιευτών στο τραπεζικό σύστημα,

ότι θα ήταν πολύ δύσκολο να επιδιωχθεί η ενοποίηση αυτών των νομοθεσιών και συναλλακτικών πρακτικών, χωρίς, σε ένα πρώτο στάδιο, να έχει τεθεί σε εφαρμογή μια αμοιβαία αναγνώριση από τα κράτη μέλη των λαμβανομένων, από κάθε ένα εξ αυτών, μέτρων προς αντιμετώπιση των χρηματοοικονομικών δυσκολιών των πιστωτικών ιδρυμάτων που βρίσκονται στην επικράτειά τους,

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ότι θα πρέπει να ανατίθεται η θέση σε εφαρμογή των μέτρων εξυγίανσης σχετικά με ένα πιστωτικό ίδρυμα που ασκεί τις εργασίες του σε περισσότερα κράτη μέλη στις αρμόδιες αρχές ενός μόνο κράτους μέλους, ήτοι εκείνου όπου το πιστωτικό ίδρυμα έχει την έδρα του, και ότι οι τελευταίες θα πρέπει να είναι εξουσιοδοτημένες να εφαρμόζουν τη δική τους νομοθεσία εκτός εθνικού εδάφους, με κατάλληλη διαβούλευση με τις αρμόδιες αρχές των λοιπών ενδιαφερομένων κρατών μελών,

ότι ο σκοπός εξυγίανσης δεν μπορεί να επιτευχθεί παρά μόνο εάν εξαλειφθούν όλα τα εμπόδια νομικής φύσης, τα οποία θα αποτελούσαν τροχοπέδη για την εφαρμογή στα υποκαταστήματα των λαμβανομένων μέτρων εξυγίανσης από τις αρχές της έδρας,

ότι η δημοσιότητα με την οποία πληροφορούνται οι πιστωτές και μέτοχοι σχετικά με τη θέση σε εφαρμογή ορισμένων μέτρων εξυγίανσης είναι επιθυμητή και πολλές φορές αναγκαία στις χώρες όπου βρίσκονται τα υποκαταστήματα, ιδίως όταν αυτά τα μέτρα υπάρχει κίνδυνος να δημιουργήσουν προβλήματα για την άσκηση ορισμένων από τα δικαιώματά τους,

ότι είναι απαραίτητο να προβλεφθεί μια διαδικασία που να επιτρέπει την ταχεία προσαρμογή της οδηγίας στην εξέλιξη των εθνικών κανονιστικών διατάξεων, σχετικά με τα μέτρα εξυγίανσης που θα πρέπει να συνεχίσουν να εξελίσσονται στο εθνικό επίπεδο σε συνάρτηση

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

με την κτηθείσα εμπειρία ότι είναι επιθυμητό όπως αυξηθούν σχετικά οι αρμοδιότητες της Συμβουλευτικής Επιτροπής, που έχει δημιουργηθεί σε εφαρμογή της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ του Συμβουλίου (1), αναθέτοντας σε αυτή τη δυνατότητα να γνωμοδοτεί σχετικά με την υιοθέτηση ή την απόρριψη αυτών των τροποποιήσεων στο κοινοτικό πεδίο,

ότι, σε περίπτωση απουσίας ή σε περίπτωση αποτυχίας των μέτρων αναδιοργάνωσης, τα πιστωτικά ιδρύματα που αντιμετωπίζουν κρίση θα πρέπει να εκκαθαρισθούν* ότι θα πρέπει, στην περίπτωση αυτή, να προβλέπονται ορισμένες διατάξεις που να έχουν σαν στόχο το συντονισμό του ρόλου των αρχών τραπεζικού ελέγχου σχετικά με την εφαρμογή των μέτρων εκκαθάρισης,

ότι ο σημαντικός ρόλος που διαδραματίζουν οι αρμόδιες αρχές προ της έναρξης της εκκαθάρισης, με τη θέση σε εφαρμογή των μέτρων εξυγίανσης, θα πρέπει να παρατείνεται μετά την έναρξη της εκκαθάρισης, για να καθίσταται δυνατή μια ομαλή εξέλιξη των πράξεων εκκαθάρισης,

ότι σε περίπτωση απουσίας ή σε περίπτωση αποτυχίας των μέτρων αναδιοργάνωσης, τα πιστωτικά ιδρύματα που αντιμετωπίζουν κρίση πρέπει να εκκαθαριστούν* ότι εν αναμονή υπογραφής της σύμβασης περί της πτώχευσης, του πτωχευτικού συμβιβασμού και των ανάλογων διαδικασιών, η οποία θα πραγματοποιηθεί με βάση το άρθρο 220 της συνθήκης ΕΟΚ, πρέπει να συντονισθούν οι βασικές διατάξεις που εφαρμόζονται σε περίπτωση εκκαθάρισης ενός πιστωτικού ιδρύματος και να προβλεφθούν ορισμένες διατάξεις που να έχουν σαν στόχο το συντονισμό του ρόλου των αρχών τραπεζικού ελέγχου σχετικά με την εφαρμογή των μέτρων εκκαθάρισης,

Αιτιολογικές σκέψεις 11 έως 17:
αμετάβλητες

(1) ΕΕ αριθ, L 322 της 17.12.1977, σ. 30

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ότι η ανάκληση της τραπεζικής έγκρισης λειτουργίας θα πρέπει να είναι μια από τις αναγκαίες συνέπειες της θέσης σε εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων· ότι, ωστόσο, σε ορισμένες εξαιρετικές περιπτώσεις, οι αρμόδιες αρχές θα έχουν τη δυνατότητα να διατηρούν αυτή προς διευκόλυνση των πράξεων εκκαθάρισης,

ότι, σε θέματα πιστωτικών ιδρυμάτων, γίνεται αποδεκτό ότι, κατά τη διάρκεια της άσκησης των εργασιών, το πιστωτικό ίδρυμα και τα υποκαταστήματά του αποτελούν μια οντότητα υποβαλλομένη στον έλεγχο των αρμοδίων αρχών της κυρίως έδρας σε ότι αφορά την εποπτεία της ρευστότητας και της φερεγγυότητας· ότι θα πρέπει να ισχύει αυτός ο κανόνας κατά τη στιγμή της εκκαθάρισης ενός πιστωτικού ιδρύματος,

ότι η ισότητα των πιστωτών δεν διαφυλάσσεται παρά κατά το μέτρο που ένα πιστωτικό ίδρυμα εκκαθαρίζεται σύμφωνα με τις αρχές της ενότητας και της καθολικότητας, οι οποίες αναφέρονται στην αρμοδιότητα των διοικητικών και δικαστικών αρχών ενός μόνο κράτους, την εφαρμογή του νόμου εκκαθάρισης της χώρας της έδρας και την ισχύ και την εφαρμογή των επιπτώσεών της εκτός του εδάφους της χώρας αυτής,

ότι θα πρέπει, ωστόσο, η εκκαθάριση να υποβάλλεται σε ειδικούς κανόνες όταν το πιστωτικό ίδρυμα είναι φερέγγυο· ότι η εκούσια εκκαθάριση σύμφωνα με τους καταστατικούς κανόνες συνηγορεί υπέρ αυτής της φερεγγυότητας,

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ότι θα πρέπει να προβλέπεται όπως οι αρμόδιες αρχές έχουν τη δυνατότητα της εξασφάλισης της καθ'όλη τη διάρκεια των εργασιών εκκαθάρισης,

ότι, μέσω ορισμένων προσαρμογών, ο συντονισμός του ρόλου των αρμοδίων αρχών κατά την εξυγίανση και την εκκαθάριση θα πρέπει να ισχύει και να επεκτείνεται επίσης στα υποκαταστήματα πιστωτικών ιδρυμάτων, των οποίων η έδρα είναι εκτός της Κοινότητας,

ότι τα συμφέροντα των καταθετών θα πρέπει να προστατεύονται, σε περίπτωση εκκαθάρισης ενός αφερέγγυου πιστωτικού ιδρύματος, μέσω των συστημάτων εγγύησης που υπάρχουν στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα, χωρίς διάκριση στο ίδιο έδαφος μεταξύ των υποκαταστημάτων εθνικών ή κοινοτικών πιστωτικών οργανισμών, και δευτερευόντως στον ίδιο πιστωτικό οργανισμό μεταξύ των καταθέσεων που έχουν πραγματοποιηθεί στο κράτος της έδρας ή στα υποκαταστήματα που έχουν δημιουργηθεί σε άλλα κράτη, όταν δεν υπάρχει στα τελευταία κανένα σύστημα εγγύησης των καταθέσεων,

ότι η διαμόρφωση ενός συστήματος εγγύησης των καταθέσεων πρέπει να γίνει αντικείμενο μεταγενέστερου συντονισμού μέσω οδηγίας, κάτω από το φως των εμπειριών που αποκτήθηκαν κατά την εφαρμογή των διατάξεων που περιέχονται στη σύσταση της Επιτροπής,

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

της 22ας Δεκεμβρίου 1986, σχετικά με την
καθιέρωση στην Κοινότητα, συστήματος
εγγύησης των καταθέσεων (87/63/ΕΟΚ), η οποία δημο-
σιεύθηκε στην Επίσημη Εφημερίδα αριθ.
L 33, της 4.2.1987.

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΟΔΗΓΙΑ:

ΤΙΤΛΟΣ Ι

Ορισμοί και πεδίο εφαρμογής

Άρθρο 1

1. Οι διατάξεις της παρούσας οδηγίας που αφορά τα μέτρα αναδιοργάνωσης και εκκαθάρισης των πιστωτικών ιδρυμάτων εφαρμόζονται στα πιστωτικά ιδρύματα και τα υποκαταστήματά τους, που καθορίζονται σύμφωνα με το άρθρο 1 πρώτη και δεύτερη περίπτωση της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ, λαμβάνοντας υπόψη τους όρους και τις εξαιρέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 2 της οδηγίας αυτής.

2. Οι διατάξεις της παρούσας οδηγίας που αφορούν τα υποκαταστήματα πιστωτικού ιδρύματος του οποίου η έδρα είναι εκτός Κοινότητας, εφαρμόζονται μόνο όταν το ίδρυμα αυτό διαθέτει υποκαταστήματα σε δύο τουλάχιστον κράτη μέλη της Κοινότητας.

Άρθρο 1

1. Οι διατάξεις της παρούσας οδηγίας εφαρμόζονται στα πιστωτικά ιδρύματα και τα υποκαταστήματά τους, τα οποία
οποία ιδρύονται σε κράτος μέλος διαφορε-
τικό από εκείνο στο οποίο βρίσκεται η
έδρα του ιδρύματος, όπως αυτά ορίζονται
στο άρθρο 1, πρώτη και τρίτη παύλα, της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ, υπό την επιφύλαξη των όρων και των διατάξεων που αναφέρονται στο άρθρο 2 της εν λόγω οδηγίας.

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Άρθρο 2

1. Κατά την έννοια της παρούσας οδηγίας, ως μέτρα εξυγίανσης θεωρούνται τα μέτρα που προορίζονται να στηρίξουν ή να αποκαταστήσουν την οικονομική κατάσταση ενός πιστωτικού οργανισμού, και τα οποία πληρούν τους εξής όρους:

- α) περιλαμβάνονται στον κατάλογο του παραρτήματος της παρούσας οδηγίας·
- β) έχουν ως αντικείμενο την αποφυγή ενάρξεως διαδικασίας εκκαθάρισης·
- γ) έχουν αποφασισθεί πριν από κάθε δήλωση αφερεγγυότητας του πιστωτικού ιδρύματος.

2. Δεν θεωρούνται ως μέτρα εξυγίανσης, ακόμη και αν αναφέρονται στον κατάλογο που περιλαμβάνεται στο παράρτημα της παρούσας οδηγίας, τα μέτρα που λαμβάνονται:

- α) στο πλαίσιο της κανονικής εποπτείας των πιστωτικών ιδρυμάτων, όπως αυτή καθορίζεται στο άρθρο 7 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ, καθώς και τα μέτρα που προορίζονται για την καταστολή των παραβάσεων των νόμων και των κανονισμών·
- β) στο πλαίσιο πτώχευσης, πτωχευτικών συμβιβασμών ή κάθε άλλης διαδικασίας εκκαθάρισης που έχει ήδη αρχίσει.

Τροποποιημένο κείμενο

Άρθρο 2

Αμετάβλητο

3. Κατά την έννοια της παρούσας οδηγίας ως διαδικασίες εκκαθάρισης θεωρούνται οι διαδικασίες που αναφέρονται στο παράρτημα II.

Αρχικό κείμενο

3. Τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 και οι αρχές που είναι αρμόδιες για την εφαρμογή τους, καθορίζονται από τους νόμους και τους κανονισμούς που αναφέρονται στο παράρτημα της παρούσας οδηγίας.

Άρθρο 3

Κατά την έννοια της παρούσας οδηγίας, νοείται ως:

- χώρα της κυρίως έδρας: το κράτος μέλος της Ευρωπαϊκής Κοινότητας στο οποίο το πιστωτικό ίδρυμα έχει την έδρα του,
- χώρα υποδοχής: η χώρα μέλος εκτός από εκείνη η οποία καθορίζεται ως χώρα της κυρίως έδρας στην οποία το πιστωτικό ίδρυμα έχει ιδρύσει υποκατάστημα, κατά την έννοια του άρθρου 1 τρίτη περίπτωση της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ,
- αρμόδιες αρχές: οι αρχές που έχουν αρμοδιότητα να χορηγούν και να αποσύρουν την έγκριση ή/και να επιτηρούν τη δραστηριότητα των πιστωτικών ιδρυμάτων, σύμφωνα με τα άρθρα 3, 4, 6, 7 και 8 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ, καθώς και άλλη

Τροποποιημένο κείμενο

4. Κατά την έννοια της παρούσας οδηγίας ως συστήματα εγγύησης των καταθέσεων θεωρούνται όλες οι διατάξεις που είτε αποσκοπούν στην εξασφάλιση κατάλληλης αποζημίωσης των καταθετών, είτε αποβλέπουν στο να αποφευχθεί κάθε απώλεια γι' αυτούς.

5. Τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 και οι διαδικασίες εκκαθάρισης που αναφέρονται στην παράγραφο 3 καθώς και οι αρχές που είναι αρμόδιες για την εφαρμογή τους, καθορίζονται από τους νόμους και τους κανονισμούς όπως ορίστηκαν στο παράρτημα I' και II.

Άρθρο 3

Κατά την έννοια της παρούσας οδηγίας, νοείται ως:

- Αμετάβλητο
- Αμετάβλητο
- αρμόδιες αρχές: οι αρχές που έχουν αρμοδιότητα να χορηγούν και να αποσύρουν την έγκριση και/ή να επιτηρούν τη δραστηριότητα των πιστωτικών ιδρυμάτων, σύμφωνα με τα άρθρα 3, 4, 6, 7 και 8 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ, καθώς

Αρχικό κείμενο

αρχή που αναφέρεται στο παράρτημα της παρούσας οδηγίας ως υπεύθυνη για την εφαρμογή των μέτρων εξυγίανσης.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ
Μέτρα εξυγίανσης

Α. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την κυρίως έδρα τους στο εσωτερικό της Κοινότητας

Άρθρο 4

1. Οι δικαστικές ή άλλες αρχές της χώρας της κυρίως έδρας είναι αρμόδιες να αποφασίζουν, σύμφωνα με την νομοθεσία, τις διαδικασίες και τις πρακτικές που ισχύουν στο έδαφός τους για την εφαρμογή, σε πιστωτικό ίδρυμα και στα υποκαταστήματά του, ενός ή περισσότερων μέτρων εξυγίανσης.

2. Τα μέτρα εξυγίανσης που έχουν αποφασισθεί από τις αρμόδιες δικαστικές αρχές ή άλλες αρχές της χώρας της έδρας, παράγουν πλήρως τα αποτελέσματά τους έναντι των διευθυντών και των πιστωτών των υποκαταστημάτων που ευρίσκονται στις άλλες χώρες της Κοινότητας, ακόμη και εάν η νομοθεσία της χώρας υποδοχής που εφαρμόζεται σε αυτά δεν προβλέπει τέτοια μέτρα ή εξαρτά την εφαρμογή τους από όρους οι οποίοι δεν πληρούνται.

Τροποποιημένο κείμενο

και κάθε άλλη αρχή που αναφέρεται στα παραρτήματα της παρούσας οδηγίας ως υπεύθυνη για την εφαρμογή των μέτρων αναδιοργάνωσης ή των διαδικασιών εκκαθάρισης.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ
Μέτρα εξυγίανσης

Α. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εντός της Κοινότητας

Άρθρο 4

Αμετάβλητο

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

3. Εκτός αντιθέτου αποφάσεως των αρμοδίων αρχών της χώρας της έδρας, οι αποφάσεις που λαμβάνονται από τις αρμόδιες δικαστικές ή άλλες αρχές της χώρας της έδρας για την εφαρμογή ενός ή περισσότερων μέτρων αναδιοργάνωσης, αποκλείουν την εφαρμογή ή τη διατήρηση, από τις αρμόδιες δικαστικές ή άλλες αρχές της χώρας υποδοχής, κάθε μέτρου εξυγίανσης κατά την έννοια του άρθρου 2.

Άρθρο 5

Οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας, πριν από τη θέσπιση κάθε μέτρου εξυγίανσης, υποχρεούνται να ενημερώνουν με κάθε δυνατό τρόπο τις αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής για την πρόθεσή τους και να ζητούν τη γνώμη τους για τα αποτελέσματα αυτού του μέτρου στην χώρα υποδοχής, εκτός αν το μέτρο αυτό δεν πρόκειται προφανώς να παράγει σημαντικά αποτελέσματα σε υποκατάστημα που ευρίσκεται σε άλλο κράτος μέλος.

Άρθρο 6

Εάν οι αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής θεωρούν απαραίτητη την εφαρμογή στο έδαφός τους ενός ή περισσότερων μέτρων εξυγίανσης, κατά την έννοια του άρθρου 2 της παρούσας οδηγίας, ενημερώνουν σχετικά τις αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας.

Αμετάβλητο

Άρθρο 5

Αμετάβλητο

Άρθρο 6

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Εάν οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας, αφού λάβουν την πληροφορία αυτή, θεωρούν ότι οι δυσχέρειες που αντιμετωπίζει το υποκατάστημα δεν δικαιολογούν την εφαρμογή του άρθρου 4 παράγραφοι 1 και 2, ενημερώνουν σχετικά τις αρχές της χώρας υποδοχής, οι οποίες δύνανται να αποφασίσουν για την εφαρμογή στο έδαφός τους ενός ή περισσότερων μέτρων εξυγίανσης.

Άρθρο 7

1. Όταν η εφαρμογή των μέτρων εξυγίανσης που αποφασίζονται σύμφωνα με το άρθρο 4 παράγραφοι 1 και 2 θίγει έμμεσα τα δικαιώματα των πιστωτών που ευρίσκονται σε χώρα υποδοχής και όταν στη χώρα της έδρας είναι δυνατό να ασκηθεί προσφυγή κατά της απόφασης με την οποία διατάσσεται το μέτρο, οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας δύνανται, εφόσον το θεωρούν αναγκαίο, να δημοσιεύσουν με δαπάνες του πιστωτικού ιδρύματος απόσπασμα της απόφασής τους στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και σε δύο εφημερίδες που κυκλοφορούν σε κάθε χώρα υποδοχής.

2. Οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας δύνανται, εάν το θεωρούν σκόπιμο, να προβούν σε ατομική κοινοποίηση του μέτρου προς τους πιστωτές οι οποίες διαμένουν στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα και των οποίων θίγονται τα δικαιώματα.

Τροποποιημένο κείμενο

Άρθρο 7

1. Όταν η εφαρμογή των μέτρων εξυγίανσης που αποφασίζονται σύμφωνα με το άρθρο 4 παράγραφος 1 και 2 μπορεί να θίξει άμεσα τα δικαιώματα κάθε πιστωτή που βρίσκεται σε χώρα υποδοχής ή κάθε μετόχου και όταν στη χώρα της έδρας είναι δυνατό να ασκηθεί προσφυγή κατά της απόφασης με την οποία διατάσσεται το μέτρο, οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας δύνανται, εφόσον το θεωρούν αναγκαίο, να δημοσιεύουν με δαπάνες του πιστωτικού ιδρύματος απόσπασμα της απόφασής τους στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και σε δύο εφημερίδες εθνικής κυκλοφορίας όλων των χωρών υποδοχής.

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

3. Το απόσπασμα της απόφασης που πρέπει να δημοσιευθεί ή η κοινοποίηση πρέπει να αναφέρονται στην ή στις εθνικές γλώσσες των ενδιαφερομένων κρατών μελών το αντικείμενο και τη νομική βάση της λαμβανομένης απόφασης, τις προθεσμίες προσφυγής και κατά ακριβή τρόπο τη διεύθυνση της δικαστικής ή άλλης αρχής που είναι αρμόδια για την εξέταση της προσφυγής.

4. Τα μέτρα αναδιοργάνωσης εφαρμόζονται ανεξάρτητα από τα μέτρα δημοσιότητας που προβλέπονται στις παραγράφους 1 έως 3 και παράγουν πλήρως τα αποτελέσματα έναντι των πιστωτών, εκτός εάν οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας ή η νομοθεσία της χώρας η σχετική με τα μέτρα αυτά ορίζουν διαφορετικά.

5. Εκτός από την περίπτωση ατομικής κοινοποίησης, οι προθεσμίες προσφυγής ισχύουν από τη δημοσίευση στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Β. Πιστωτικοί οργανισμοί που έχουν την έδρα τους εκτός Κοινότητας

Άρθρο 8

1. Μέχρι νεωτέρου συντονισμού των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν τα υποκαταστήματα πιστωτικών ιδρυμάτων που έχουν την έδρα τους εκτός Κοινότητας,

Τροποποιημένο κείμενο

Αμετάβλητο

Αμετάβλητο

Β. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εκτός της Κοινότητας

Άρθρο 8

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

οι δικαστικές και άλλες αρχές της χώρας υποδοχής διατηρούν τη δυνατότητα να εφαρμόζουν τα μέτρα εξυγίανσης σύμφωνα με τους κανονισμούς, διαδικασίες και πρακτικές που ισχύουν στο έδαφός τους, εκτός εάν υπάρχουν διαφορετικές διατάξεις σε συμφωνίες που έχουν γίνει με τη χώρα της έδρας, σύμφωνα με τη συνθήκη, με βάση την αρχή της αμοιβαιότητας.

2. Εντούτοις, η αρμόδια αρχή της χώρας υποδοχής ενός υποκαταστήματος πιστωτικού ιδρύματος που έχει την έδρα του εκτός της Κοινότητας, η οποία θεωρεί αναγκαία την εφαρμογή ενός ή περισσότερων μέτρων εξυγίανσης, κατά την έννοια του άρθρου 2 της παρούσας οδηγίας, οφείλει πριν από τη θέσπιση των μέτρων αυτών, να πληροφορεί σχετικά, με κάθε δυνατό μέσο, τις αρμόδιες αρχές των άλλων χωρών υποδοχής όπου το ίδρυμα έχει ιδρύσει υποκαταστήματα που αναφέρονται στον κατάλογο τραπεζών, ο οποίος αναφέρεται στο άρθρο 3 παράγραφος 7 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ και δημοσιεύεται ετησίως στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Αμετάβλητο

3. Στις εξαιρετικά επείγουσες περιπτώσεις η ενημέρωση που αναφέρεται στην παράγραφο 2 αντικαθίσταται από ανακοίνωση του μέτρου, η οποία πραγματοποιείται αμελλητί προς τις αρμόδιες αρχές των άλλων χωρών υποδοχής.

Αμετάβλητο

4. Οι αρμόδιες αρχές της άλλης χώρας υποδοχής δύνανται να αποφασίσουν ότι τα μέτρα αναδιοργάνωσης, τα οποία πληροφορήθηκαν

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

με τη διαδικασία που αναφέρεται στην παράγραφο 2 ή με την ανακοίνωση που αναφέρεται στην παράγραφο 3, παράγουν τα αποτελέσματά τους έναντι των διευθυντών και των πιστωτών των υποκαταστημάτων που ευρίσκονται σε αυτή τη χώρα υποδοχής, ακόμη και εάν η νομοθεσία που εφαρμόζεται σε αυτά κατά τους όρους της παραγράφου 1 δεν προβλέπει τέτοια μέτρα ή εξαρτά την εφαρμογή τους από όρους που δεν έχουν πληρωθεί, με την επιφύλαξη ωστόσο των συμφωνιών που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου.

5. Η ευθύνη για τα μέτρα δημοσιότητας η οποία, δυνάμει του άρθρου 7 παράγραφοι 1 και 2, βαρύνει τις αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας, σε περίπτωση εφαρμογής των διατάξεων της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου, βαρύνει την αρμόδια αρχή της χώρας υποδοχής που αναφέρεται στην παράγραφο 2.

Γ. Προσαρμογή της οδηγίας στις τροποποιήσεις των εθνικών νομοθεσιών

Άρθρο 9

1. Ο κατάλογος των μέτρων εξυγίανσης που αναφέρεται στο παράρτημα τροποποιείται και συμπληρώνεται σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στο παρόν άρθρο.

Αμετάβλητο

Γ. Προσαρμογή του παρόντος τίτλου στις τροποποιήσεις των εθνικών νομοθεσιών.

Άρθρο 9

1. Ο κατάλογος των μέτρων εξυγίανσης που αναφέρεται στο Παράρτημα I τροποποιείται και συμπληρώνεται σύμφωνα με την διαδικασία που καθορίζεται στο παρόν άρθρο.

Αρχικό κείμενο

2. Όταν ένα κράτος μέλος επιθυμεί να τροποποιήσει ή να συμπληρώσει τον κατάλογο των μέτρων που αναφέρονται στο παράρτημα κοινοποιεί στην Επιτροπή το προτεινόμενο μέτρο διευκρινίζοντας εάν το μέτρο περιλαμβάνει ή όχι διατάξεις που ενδέχεται να θίγουν τα δικαιώματα των πιστωτών.

3. Αντιπρόσωπος της Επιτροπής ζητά από τον πρόεδρο της Συμβουλευτικής Επιτροπής για τραπεζικά θέματα, που έχει συσταθεί με την οδηγία του Συμβουλίου της 12ης Δεκεμβρίου 1977, αποκαλούμενη εφεξής "επιτροπή", να παραπέμψει το προτεινόμενο μέτρο στην Επιτροπή, ζητώντας, όταν θεωρεί ότι αυτό απαιτείται από τις περιστάσεις, να συνέλθει επείγοντως σε έκτακτη συνεδρίαση.

4. Η επιτροπή διατυπώνει τη γνώμη της για το μέτρο αυτό με ειδική πλειοψηφία των δύο τρίτων των ψήφων· εντούτοις, εάν η προτεινόμενη τροποποίηση αφορά μέτρο που ενδέχεται να θίγει τα δικαιώματα των πιστωτών, η επιτροπή διατυπώνει τη γνώμη της ομοφώνως.

5. Όταν η επιτροπή διατυπώνει γνώμη υπέρ της τροποποίησης του καταλόγου, η Επιτροπή θεσπίζει το μέτρο.

6. Όταν η επιτροπή δεν διατυπώνει τη γνώμη της, η Επιτροπή υποβάλλει αμελλητί στο Συμβούλιο, το οποίο θα αποφασίσει με ειδική πλειοψηφία, αιτιολογημένη πρόταση σχετικά με το μέτρο που πρέπει να ληφθεί.

2. Όταν ένα κράτος μέλος επιθυμεί να κάνει τροποποιήσεις ή προσθέσεις στο παράρτημα I σύμφωνα με την δική του νομοθεσία, κοινοποιεί στην Επιτροπή το κείμενο του προτεινόμενου μέτρου.

3. Η Επιτροπή επικουρείται από μία επιτροπή που συντίθεται από τους αντιπροσώπους των κρατών μελών και προεδρεύεται από τους αντιπροσώπους της Επιτροπής.
Ο αντιπρόσωπος της Επιτροπής υποβάλλει στην εν λόγω επιτροπή ένα σχέδιο των μέτρων που πρόκειται να ληφθούν. Η Επιτροπή θα γνωμοδοτήσει επί του σχεδίου μέσα σ'ένα ορισμένο χρόνο που θα καθορίσει ο πρόεδρος σύμφωνα με τον επείγοντα χαρακτήρα του θέματος.

4. Η γνώμη θα εκδίδεται από την πλειοψηφία όπως έχει ορισθεί στο άρθρο 148(2) της Συνθήκης στην περίπτωση αποφάσεων που το Συμβούλιο καλείται να θεσπίσει πάνω σε μία πρόταση της Επιτροπής. Οι ψήφοι των αντιπροσώπων των κρατών μελών της επιτροπής θα βαρύνουν κατά τον τρόπο που έχει ορισθεί σ'αυτό το άρθρο.

5. Η Επιτροπή θα θεσπίζει τα προτεινόμενα μέτρα όταν είναι σύμφωνα με τη γνώμη της επιτροπής.

6. Εάν τα προτεινόμενα μέτρα δεν συμφωνούν με την γνώμη της επιτροπής, ή ελλείπει γνώμης, η Επιτροπή υποβάλλει χωρίς καθυστέρηση στο Συμβούλιο πρόταση σχετικά με τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν. Το Συμβούλιο αποφασίζει με ειδική πλειοψηφία.

Αρχικό κείμενο

Εάν το Συμβούλιο δεν αποφασίσει εντός έξι μηνών από την υποβολή της προτάσεως, το προτεινόμενο μέτρο θεσπίζεται από την Επιτροπή.

Η διάταξη αυτή δεν εφαρμόζεται όταν το μέτρο ενδέχεται να θίγει τα δικαιώματα των πιστωτών. Στην περίπτωση αυτή, η Επιτροπή υποβάλλει στο Συμβούλιο πρόταση οδηγίας υπό τους όρους που προβλέπονται στο άρθρο 149 της συνθήκης ΕΟΚ.

7. Τα κράτη μέλη δύνανται, χωρίς να αναμένουν τις αποφάσεις της Επιτροπής και του Συμβουλίου, να θεσπίσουν το προτεινόμενο μέτρο· εντούτοις, οι αποφάσεις που λαμβάνονται κατ'εφαρμογή του μέτρου αυτού δεν καλύπτονται από τις διατάξεις της παρούσας οδηγίας, και ιδίως από το άρθρο 4 παράγραφοι 2 και 3.

*Άρθρο 10

Κάθε κράτος μέλος μεριμνά, ώστε να μην υπάρχει κανένα κώλυμα για την εφαρμογή επί των υποκαταστημάτων των πιστωτικών ιδρυμάτων που έχουν την έδρα τους σε άλλο κράτος μέλος, και που έχουν ιδρυθεί επί του εδάφους του, των μέτρων εξυγίανσης τα οποία είναι δυνατόν να αποφασισθούν σύμφωνα με το άρθρο 4 της παρούσας οδηγίας, από τις δικαστικές ή άλλες αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας· κατά συνέπεια θεσπίζει, σύμφωνα με τις γενικές αρχές της αντίστοιχης νομοθεσίας του, τις νομοθετικές, κανονιστικές και διοικητικές διατάξεις που είναι αναγκαίες για το σκοπό αυτό.

Τροποποιημένο κείμενο

Εάν το Συμβούλιο δεν αποφασίσει εντός της προθεσμίας που καθορίζεται σε κάθε πράξη που εκδίδει το ίδιο δυνάμει της παρούσας παραγράφου, προθεσμία η οποία σε καμία περίπτωση δεν πρέπει να υπερβαίνει τους τρεις μήνες από την ημερομηνία υποβολής της πρότασης στο Συμβούλιο τα προτεινόμενα μέτρα θεσπίζονται από την Επιτροπή.

Αμετάβλητο

*Άρθρο 10

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

Εκκαθάριση

Α. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εντός της Κοινότητας

Άρθρο 11

1. Για κάθε αίτηση που αφορά την έναρξη δικαστικής εκκαθάρισης και προέρχεται από τους πιστωτές, τον οφειλέτη ή από τη δημόσια αρχή, ζητείται η γνώμη των αρμοδίων αρχών της χώρας της κυρίως έδρας.

2. Η εκκαθάριση του πιστωτικού ιδρύματος γίνεται σύμφωνα με τις διατάξεις του νόμου της χώρας της έδρας, εφόσον η παρούσα οδηγία και η σύμβαση περί της πτώχευσης, των πτωχευτικών συμβιβασμών και των αναλόγων διαδικασιών δεν ορίζουν διαφορετικά.

3. Οι αποφάσεις σχετικά με την εκκαθάριση πιστωτικών ιδρυμάτων λαμβάνονται από τις διοικητικές ή τις δικαστικές αρχές ή από τα όργανα εκκαθάρισης, παράγουν πλήρως τα αποτελέσματά τους έναντι των υποκαταστημάτων πιστωτικού ιδρύματος τα οποία ευρίσκονται σε άλλα κράτη μέλη και εμποδίζουν την έναρξη έναντι αυτών οιασδήποτε άλλης διαδικασίας εκκαθάρισης, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 12 παράγραφος 2.

Τροποποιημένο κείμενο

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

Εκκαθάριση

Α. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εντός της Κοινότητας

Άρθρο 11

Αμετάβλητο

2. Η εκκαθάριση του πιστωτικού ιδρύματος γίνεται σύμφωνα με τις διατάξεις του νόμου της χώρας της έδρας, εφόσον η παρούσα οδηγία δεν ορίζει διαφορετικά.
(αναφορά στην καταργηθείσα σύμβαση)

3. Οι αποφάσεις σχετικά με την εκκαθάριση πιστωτικών ιδρυμάτων που λαμβάνονται από τις διοικητικές ή τις δικαστικές αρχές ή από τα όργανα εκκαθάρισης της χώρας της έδρας παράγουν πλήρως τα αποτελέσματά τους έναντι των υποκαταστημάτων πιστωτικού ιδρύματος τα οποία ευρίσκονται σε άλλη κράτη μέλη και εμποδίζουν την έναρξη έναντι αυτών οιασδήποτε άλλης διαδικασίας εκκαθάρισης, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 12 παράγραφος 2.

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

Άρθρο 12

1. Πριν από κάθε απόφαση εκουσίας εκκαθάρισης που λαμβάνεται από τα καταστατικά όργανα του πιστωτικού ιδρύματος ζητείται η γνώμη των αρμοδίων της χώρας της έδρας.

Αμετάβλητο

2. Η εκουσία εκκαθάριση πιστωτικού ιδρύματος δεν εμποδίζει την έναρξη, κατόπιν αιτήσεως των αρμοδίων αρχών της χώρας της έδρας, διοικητικής ή δικαστικής εκκαθάρισης, όταν τα καταστατικά όργανα δεν προβαίνουν στην εκκαθάριση αυτή κατά τρόπο ικανοποιητικό ή όταν υπάρχει βάσιμη υπόνοια ότι το ίδρυμα δεν είναι σε θέση να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις του έναντι των πιστωτών του.

Άρθρο 13

1. Όταν κινείται διαδικασία εκκαθάρισης για το πιστωτικό ίδρυμα, ελλείψει ή μετά την αποτυχία των μέτρων εξυγίανσης, οι αρμόδιες αρχές της χώρας της έδρας ανακαλούν την έγκριση από το ίδρυμα αυτό τηρώντας τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 8 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ.

2. Εντούτοις, κατ'εξαίρεση, η ανάκληση της εγκρίσεως δεν εμποδίζει το ή τα πρόσωπα στα οποία έχει ανατεθεί η εκκαθάριση να συνεχίσουν ορισμένες δραστηριότητες του πιστωτικού ιδρύματος, με τη συγκατάθεση και υπό τον έλεγχο των αρμοδίων αρχών της χώρας της

Άρθρο 13

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

έδρας, στο μέτρο που αυτό απαιτείται για τις ανάγκες της εκκαθάρισης.

Η διάταξη αυτή εφαρμόζεται στη χώρα υποδοχής μόνο εφόσον η νομοθεσία σχετικά με την ανάκληση της τραπεζικής έγκρισης δεν ορίζει διαφορετικά.

3. Σε περίπτωση εκουσίας εκκαθάρισης, η έγκριση που προβλέπεται στο άρθρο 3 της οδηγίας 77/780/ΕΟΚ μπορεί να παραμένει σε ισχύ μέχρι το πέρας των εργασιών εκκαθάρισης, υπό τον όρο ότι το ίδρυμα εξακολουθεί να πληροί τους όρους της έγκρισης.

Άρθρο 14

1. Η εκκαθάριση πραγματοποιείται υπό την επιτήρηση των αρμοδίων αρχών της χώρας της έδρας σε συνεργασία με τις αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής.

2. Οι εκκαθαριστές εξουσιοδοτούνται να εκτελούν στην επικράτεια όλων των κρατών μελών όλες τις εξουσίες τις οποίες δικαιούνται να εκτελούν στην επικράτεια του κράτους μέλους στο οποίο άρχισε η διαδικασία της εκκαθάρισης. Εντούτοις, ακόμη και εάν η νομοθεσία του κράτους μέλους στο οποίο άρχεται η διαδικασία εκκαθάρισης δεν προβλέπει τη δυνατότητα διορισμού πλειόνων εκκαθαριστών, οι αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής, δύνανται, εάν το θεωρούν αναγκαίο, να ζητήσουν το διορισμό εκκαθαριστού που επιλέγεται μεταξύ των προσώπων που εκτελούν τα καθήκοντα εκκαθαρισμού στην

Άρθρο 14

Αμετάβλητο

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

επικράτειά τους" κατά τον ίδιο τρόπο, όταν η νομοθεσία του κράτους μέλους στο οποίο αρχίζει η διαδικασία εκκαθάρισης επιτρέπει τη μεταβίβαση ορισμένων εξουσιών σε άλλα πρόσωπα, τα πρόσωπα αυτά, κατόπιν αίτησης των αρμοδίων αρχών της χώρας υποδοχής, θα πρέπει να επιλεγούν μεταξύ των προσώπων που δύνανται να ασκήσουν καθήκοντα εκκαθαριστού στη χώρα αυτή.

Β. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εκτός Κοινότητας

* Άρθρο 15

1. Στην περίπτωση κατά την οποία η νομοθεσία της χώρας υποδοχής προβλέπει τη δυνατότητα εκκαθάρισης υποκαταστήματος πιστωτικού ιδρύματος που έχει την έδρα του εκτός Κοινότητας, η εκκαθάριση αυτή αποφασίζεται από τις αρμόδιες αρχές ή το δικαστήριο της χώρας υποδοχής.

2. Οι αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής που αναφέρεται στην παράγραφο 1 αποσύρουν την έγκριση από το υποκατάστημα εάν στο υποκατάστημα αυτό έχει χορηγηθεί ιδιαίτερη έγκριση σύμφωνα με το άρθρο 4 παράγραφος 4 της οδηγίας του Συμβουλίου 77/780/ΕΟΚ.

Τροποποιημένο κείμενο

3. Η δημοσιότητα της εκκαθάρισης εξασφαλίζεται κατόπιν πρωτοβουλίας του ή των εκκαθαριστών με καταχώρηση απόσπασματος της σχετικής απόφασης στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και σε δύο εφημερίδες εθνικής κυκλοφορίας κάθε χώρας υποδοχής.

Β. Πιστωτικά ιδρύματα που έχουν την έδρα τους εκτός Κοινότητας

* Άρθρο 15

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

3. Οι αρμόδιες αρχές που αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου πληροφορούν τις αρμόδιες αρχές των άλλων χωρών υποδοχής για την ανάκληση της έγκρισης και για την έναρξη διαδικασίας εκκαθάρισης.

4. Οι αρμόδιες αρχές των χωρών υποδοχής, εκτός από τη χώρα που αναφέρεται στις παραγράφους 1 και 2 παρόντος άρθρου, μπορούν να αποφασίσουν να ανακαλέσουν την ιδιαίτερη έγκριση που έχει ενδεχομένως χορηγηθεί στο υποκατάστημα που έχει ιδρυθεί επί του εδάφους τους.

5. Κατ'εξαίρεση η ανάκληση της έγκρισης δεν εμποδίζει το ή τα πρόσωπα που έχουν αναλάβει την εκκαθάριση να συνεχίσουν ορισμένες δραστηριότητες του υποκαταστήματος με τη συμφωνία ή και τον έλεγχο των αρμοδίων δικαστικών αρχών, εφόσον το επιτρέπει η νομοθεσία της χώρας υποδοχής.

6. Η ανάκληση της έγκρισης δεν θέτει τέρμα στην επιτήρηση των δραστηριοτήτων υποκαταστήματος από τις αρμόδιες αρχές της χώρας υποδοχής.

Γ. Προσαρμογή του παρόντος τίτλου στις τροποποιήσεις των εθνικών νομοθεσιών

*Άρθρο 16 (νέο)

Κάθε τροποποίηση του πίνακα των εθνικών διαδικασιών που αναφέρονται στο παράρτημα ΙΙ ανακοινώνεται στην Επιτροπή, η οποία

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

μεριμνά για τις ενημερώσεις του παραρτή-
ματος II και τη δημοσίευσή τους, χωρίς
καθυστέρηση, στην Επίσημη Εφημερίδα των
Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

ΤΙΤΛΟΣ IV

ΤΙΤΛΟΣ IV

Εγγύηση των καταθέσεων

Εγγύηση των καταθέσεων

Άρθρο 16

Άρθρο 17

1. Τα κράτη μέλη μεριμνούν ώστε τα συστή-
ματα εγγύησης των καταθέσεων που ισχύουν
στο έδαφός τους να καλύπτουν τις καταθέσεις
των υποκαταστημάτων οργανισμών που έχουν την
έδρα τους σε άλλο κράτος μέλος.

Αμετάβλητο

2. Ως μεταβατικό μέτρο και μέχρι την έναρξη
ισχύος συστήματος εγγύησης των καταθέσεων σε
κάθε κράτος μέλος, τα κράτη μέλη μεριμνούν
ώστε τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων,
τα οποία ισχύουν για τα ιδρύματα που έχουν την
έδρα τους στο έδαφός τους, να επιτρέπουν την
κάλυψη των καταθέσεων που δέχονται τα υποκατα-
στήματα που ιδρύονται στις χώρες υποδοχής, στο
εσωτερικό της Κοινότητας, για τα οποία δεν
ισχύει κανένα σύστημα εγγύησης των καταθέσεων,
υπό τους ίδιους όρους που προβλέπονται για
την εγγύηση των καταθέσεων στη χώρα της
έδρας.

Αρχικό κείμενο

ΤΙΤΛΟΣ V

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 17

1. Τα κράτη μέλη θεσπίζουν τις νομοθετικές, κανονιστικές και διοικητικές διατάξεις που είναι αναγκαίες για να συμμορφωθούν με την παρούσα οδηγία, πριν από την 1η Ιανουαρίου 1990, και ενημερώνουν αμέσως την Επιτροπή.

Τα κράτη μέλη δύνανται να προβλέπουν ότι οι διατάξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 εφαρμόζονται μόνο μετά την πάροδο δύο ετών από τη λήξη της προθεσμίας που προβλέπεται στην παράγραφο αυτή.

2. Τα κράτη μέλη ανακοινώνουν στην Επιτροπή το κείμενο των κυριοτέρων διατάξεων εσωτερικού δικαίου τις οποίες θεσπίζουν στον τομέα που διέπεται από την παρούσα οδηγία.

Άρθρο 18

Η παρούσα οδηγία απευθύνεται στα κράτη μέλη.

Τροποποιημένο κείμενο

ΤΙΤΛΟΣ V

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 18

Αμετάβλητο

Άρθρο 19

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Κατάλογος των μέτρων εξυγίανσης που προβλέπονται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 του σχεδίου της οδηγίας σχετικά με το συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν την εξυγίανση και την εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων

ΒΕΛΓΙΟ

Τράπεζες

- Επιτόπου έρευνες και πραγματογνωμοσύνες
Άρθρο 19 εδάφιο 3, 2° και εδάφιο 4 του βασιλικού διατάγματος αριθ. 185 της 9ης Ιουλίου 1935 περί του ελέγχου των τραπεζών και του καθεστώτος εκδόσεως τίτλων και χρεογράφων (ποινική κύρωση: άρθρο 42, 9° του ιδίου διατάγματος).

Αρχή αρμόδια να αποφασίζει τη διεξαγωγή έρευνας ή πραγματογνωμοσύνης: η Τραπεζική Επιτροπή.

Αρχές αρμόδιες να διεξάγουν την έρευνα ή την πραγματογνωμοσύνη: η Τραπεζική Επιτροπή και η Εθνική Τράπεζα Βελγίου κατόπιν αίτησης της Τραπεζικής Επιτροπής.

- Διορισμός ειδικού επιτρόπου

Άρθρο 25 παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 1° και παράγραφος 2 του βασιλικού διατάγματος αριθ. 185 της 9ης Ιουλίου 1935 (ποινική

Τροποποιημένο κείμενο

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I

Κατάλογος των μέτρων εξυγίανσης που προβλέπονται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 της πρότασης οδηγίας για την εναρμόνιση των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν την εξυγίανση και την εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων, καθώς και τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

κύρωση για όσους εκτελούν πράξεις χωρίς την έγκριση του ειδικού επιτρόπου: άρθρο 42, 2^οα του διατάγματος).

Αρχή αρμόδια για τον ορισμό του ειδικού επιτρόπου: η Τραπεζική Επιτροπή.

- Ολική ή μερική αναστολή των δραστηριοτήτων 'Άρθρο 25 παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 2^ο και παράγραφος 3 του βασιλικού διατάγματος αριθ. 185 της 9ης Ιουλίου 1935 (ποινική κύρωση για όσους εκτελούν πράξεις αντίθετες προς μια ανασταλτική απόφαση: άρθρο 42, 2^οα του ίδιου διατάγματος).

Αρχή αρμόδια για την απόφαση περί αναστολής: η Τραπεζική Επιτροπή* είναι δυνατόν να γίνει προσφυγή στο υπουργείο οικονομικών που επικυρώνει ή αναιρεί την απόφαση.

Ιδιωτικά ταμειυτήρια

Αμετάβλητο

- Επιτόπου έρευνες και πραγματογνωμοσύνες 'Άρθρο 16 εδάφιο 4, 2^ο και εδάφιο 5 των διατάξεων σχετικά με τον έλεγχο των ιδιωτικών ταμειυτηρίων, που συντονίζονται με το βασιλικό διάταγμα της 23ης Ιουνίου 1967 (ποινική κύρωση: άρθρο 35 των ιδίων συντονισμένων διατάξεων).

Αρχή αρμόδια να αποφασίσει την έρευνα ή την πραγματογνωμοσύνη: η Τραπεζική Επιτροπή.

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

Αρχές αρμόδιες να προβούν στην έρευνα ή στην πραγματογνωμοσύνη: η Τραπεζική Επιτροπή και η Εθνική Τράπεζα Βελγίου κατόπιν αίτησης της Τραπεζικής Επιτροπής.

- Διορισμός ειδικού επιτρόπου

Άρθρο 17α παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 1° και παράγραφος 2 των ιδίων συντονισμένων διατάξεων (ποινική κύρωση: άρθρο 32, 4° των ιδίων συντονισμένων διατάξεων).

Αρμόδια αρχή: η Τραπεζική Επιτροπή.

- Ολική ή μερική αναστολή των δραστηριοτήτων

Άρθρο 17α παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 2° και παράγραφος 3 των ιδίων συντονισμένων διατάξεων (ποινική κύρωση: άρθρο 32, 4° των ιδίων συντονισμένων διατάξεων).

Αρμόδια αρχή και προσφυγή: η Τραπεζική Επιτροπή* δύναται να γίνει προσφυγή στο υπουργείο οικονομικών που εγκρίνει ή αναιρεί την απόφαση.

- Εξουσία του Βασιλέως να λάβει, στο ακυρωτικό διάταγμα της εγκρίσεως λειτουργίας ιδιωτικού ταμιευτηρίου, τα κατάλληλα μέτρα για τη διασφάλιση των δικαιωμάτων των καταθετών (ειδικότερα τη μεταφορά προνομιούχων κεφαλαίων αποταμιεύσεως και βεβαρμένων ενεργειών).

Άρθρο 23 των ιδίων συντονισμένων διατάξεων.

Αρχικό κείμενο

Επιχειρήσεις που διέπονται από το κεφάλαιο I
του νόμου της 10ης Ιουνίου 1964

- Επιτόπου έρευνες και πραγματογνωμοσύνες
Άρθρο 6 παράγραφος 1 εδάφιο 3, 2°
εδάφιο 4 του νόμου της 10ης Ιουνίου 1964
sur les appels publics à l'épargne
(ποινική κύρωση: άρθρο 13, 4° του νόμου).

Αρχή αρμόδια να αποφασίσει τη διεξαγωγή
έρευνας ή πραγματογνωμοσύνης: Τραπεζική
Επιτροπή.

Αρχές αρμόδιες να προβαίνουν στην έρευνα
ή στην πραγματογνωμοσύνη: η Τραπεζική
Επιτροπή και η Εθνική Τράπεζα Βελγίου
κατόπιν αίτησης της Τραπεζικής Επιτροπής.

- Διορισμός ειδικού επιτρόπου
Άρθρο 9α παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 1°
και παράγραφος 2 του εν λόγω νόμου (ποινική
κύρωση: άρθρο 13, 5° του εν λόγω νόμου).

Αρμόδια αρχή: η Τραπεζική Επιτροπή.

- Ολική ή μερική αναστολή των δραστηριοτήτων
Άρθρο 9α, παράγραφος 1 εδάφιο 1 και 2, 2°
και παράγραφος 3 του εν λόγω νόμου (ποινική
κύρωση: άρθρο 13, 5° του εν λόγω νόμου).

Αρμόδια αρχή και προσφυγή: η Τραπεζική
Επιτροπή· δύναται να γίνει προσφυγή στο
υπουργείο οικονομικών που εγκρίνει ή
αναιρεί την απόφαση.

Τροποποιημένο κείμενο

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Δημόσιοι πιστωτικοί οργανισμοί

Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite

- Επιτόπου έρευνα και πραγματογνωμοσύνη
Άρθρο 1 εδάφιο 2 του βασιλικού διατάγμα-
τος αριθ. 2 σχετικά με την επιτήρηση του
Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite.

Αρχή αρμόδια να αποφασίσει τη διεξα-
γωγή έρευνας ή πραγματογνωμοσύνης:
η Τραπεζική Επιτροπή.

Αρχές αρμόδιες να προβαίνουν στην έρευνα
ή στην πραγματογνωμοσύνη: η Τραπεζική
Επιτροπή και η Εθνική Τράπεζα Βελγίου
κατόπιν αίτησης της Τραπεζικής Επιτροπής.

- Άλλα μέτρα:
Δεν προβλέπονται ειδικά μέτρα" ευθύνη του
κοινοβουλίου και της κυβέρνησης.

Τροποποιημένο κείμενο

Δημόσιοι πιστωτικοί οργανισμοί

Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite

- Επιτόπου έρευνα και πραγματογνωμοσύνη
Άρθρο 1 εδάφιο 2 του βασιλικού διατάγμα-
τος αριθ. 2 της 24.12.1980 για την εποπτεία του
Caisse d'épargne de la Caisse générale
d'épargne et de retraite με το οποίο
καθίστανται εφαρμοστέες στον οργανισμό
αυτό οι διατάξεις του άρθρου 19, εδάφια 2 έως 5 του
βασιλικού διατάγματος αριθ. 135 της
9ης Ιουλίου 1935 (που αναφέρεται ανωτέρω).

Αμετάβλητο

Αμετάβλητο

- Γνωμοδότηση που απευθύνεται στα όργανα
διαχείρισης του Caisse d'épargne de
la Caisse générale d'épargne et de retraite
κατ'εφαρμογή του άρθρου 3 του βασιλικού
διατάγματος αριθ. 2 της 24.12.1980.

Αρμόδια αρχή: η Τραπεζική Επιτροπή

Αρχικό κείμενο

ΔΑΝΙΑ

Άρθρο 46 του νόμου αριθ. 35 της 30ής
Ιανουαρίου 1981.

Οι αρχές ελέγχου των τραπεζών και των ταμειευτηρίων δύνανται να κηρύξουν την παύση των πληρωμών για τις τράπεζες ή τα ταμειυτήρια, εάν αυτό είναι αναγκαίο προς όφελος των καταθετών. Η κήρυξη της παύσης πληρωμών δεν δύναται να ανακληθεί από την τράπεζα ή το ταμειευτήριο χωρίς την έγκριση των αρχών ελέγχου.

Η κήρυξη της παύσης των πληρωμών γίνεται στο δικαστήριο "SKIFTERETTEN" που αποτελεί μέρος του δικαστικού συστήματος.

ΓΕΡΜΑΝΙΑ

Μέτρα που λαμβάνονται κατ'εφαρμογή του άρθρου 46 του νόμου σχετικά με την οργάνωση του τραπεζικού επαγγέλματος:

- συστάσεις που δίδονται στους διοικητές,
- απαγόρευση ή περιορισμός του δικαιώματος διενέργειας πληρωμών,
- απαγόρευση ή περιορισμός της άσκησης των δραστηριοτήτων του διοικητή ή του ιδιοκτήτη,
- ορισμός των προσώπων στα οποία ανατίθεται η επίβλεψη των εργασιών του οργανισμού.

Τροποποιημένο κείμενο

ΔΑΝΙΑ

Αμετάβλητο

ΓΕΡΜΑΝΙΑ

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

Μέτρα που λαμβάνονται κατ'εφαρμογή του άρθρου 46α του νόμου σχετικά με την οργάνωση του τραπεζικού επαγγέλματος (1):

- απαγόρευση διενέργειας πληρωμών ή εκποιήσεως,
- κλείσιμο των ταμείων του πιστωτικού οργανισμού για τις εργασίες με τους πελάτες,
- απαγόρευση εισπράξεων για πληρωμές που δεν διενεργούνται για την εξόφληση χρεών στον πιστωτικό οργανισμό.

Αρμόδια αρχή: το ομοσπονδιακό γραφείο τραπεζικού ελέγχου (BRUNDESAUFSICHTSAMT FÜR DAS KREDITWESEN).

ΙΣΠΑΝΙΑ (νέο)

- προσωρινή αναστολή των καθηκόντων των διαχειριστών
Βασιλικό διάταγμα 5/1978 της 6ης Μαρτίου 1978
Βασιλικό διάταγμα 18/1982 της 24ης Σεπτεμβρίου 1982
Βασιλικά διατάγματα 2575 και 2576/1982 της 1ης Οκτωβρίου 1982 (εφαρμογή των προαναφερομένων διατάξεων στα ταμειυτήρια και στους συνεταρισμούς)

Αρμόδια αρχή: η Τράπεζα της Ισπανίας

(1) Τα μέτρα αυτά αναφέρονται επίσης στο πρωτόκολλο Ια του σχεδίου σύμβασης περί της πτώχευσης, των πτωχευτικών οργανισμών και λοιπών ανάλογων διαδικασιών.

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ΓΑΛΛΙΑ

ΓΑΛΛΙΑ

Μέτρα που προβλέπονται από το νόμο αριθ. 84/46 της 24ης Ιανουαρίου 1984 σχετικά με τη δραστηριότητα και τον έλεγχο των πιστωτικών οργανισμών.

Αμετάβλητο

Μέτρα που πρέπει να ληφθούν από την Τραπεζική Επιτροπή:

- δικαστική επιτροπή (άρθρο 43),
- ορισμός του προσωρινού διαχειριστού (άρθρο 44),
- απαγόρευση ορισμένων εργασιών και άλλοι περιορισμοί κατά την άσκηση δραστηριοτήτων (άρθρο 45 παράγραφος 3),
- προσωρινή αναστολή ή αυτεπάγγελτη απαλλαγή από τα καθήκοντά τους ενός ή περισσότερων προσώπων που είναι υπεύθυνα για τον καθορισμό του προσανατολισμού της δραστηριότητας των πιστωτικών οργανισμών (άρθρο 45 παράγραφοι 4 και 5).

Μέτρα που πρέπει να ληφθούν από το διοικητή της Τράπεζας Γαλλίας:

- οργάνωση της συνδρομής όλων των πιστωτικών οργανισμών για τη λήψη των μέτρων που απαιτούνται για την προστασία των συμφερόντων των καταθετών και των τρίτων για τη λειτουργία του τραπεζικού συστήματος, καθώς και για τη διατήρηση της καλής φήμης των τοπικών τραπεζών (άρθρο 52).

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ΕΛΛΑΔΑ

ΕΛΛΑΔΑ

Μέτρα που προβλέπονται από:

Αμετάβλητο

- α) το νόμο αριθ. 1665/1951 περί οργανώσεως του ελέγχου και της διοικητικής πτώχευσης των τραπεζών, του διορισμού επιτρόπου, της εκκαθάρισης και της ανάκλησης της αδείας·
- β) το νόμο αριθ. 236/75 περί οργάνωσης του διορισμού προσωρινού επιτρόπου σε ιδιαίτερα επείγουσες και σημαντικές περιπτώσεις·
- γ) το νόμο αριθ. 431/76 περί πρόβλεψης υποχρεωτικού διπλασιασμού του κεφαλαίου των τραπεζών υπό ορισμένους όρους που θεωρούνται ότι συνιστούν κατάσταση αφερεγγυότητας·
- δ) το νόμο αριθ. 2292/1953 (ιδίως το άρθρο 10 έως 12) σχετικά με την υποχρεωτική συγχώνευση τραπεζικών εταιρειών.

Α. Μέτρα που λαμβάνονται από την Τράπεζα Ελλάδος υπό το γενικό νόμο αριθ. 1266/1982

- ι.) υποχρεωτική αύξηση του κεφαλαίου (νόμος αριθ. 1665/1951 άρθρο 6),
- ιι.) διορισμός επιτρόπου (νόμος αριθ. 1665/1951 άρθρο 8),
- ιιι.) διορισμός προσωρινού επιτρόπου σε ιδιαίτερα επείγουσες και σημαντικές περιπτώσεις (νόμος αριθ. 236/75),
- ιiv.) υποχρεωτική αύξηση του κεφαλαίου από τις τράπεζες που ετέθησαν πολλές φορές υπό την εποπτεία επιτρόπου ή προσωρινού επιτρόπου και των οποίων το κεφάλαιο και τα αποθέματα αντιπροσωπεύουν λιγότερο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

από το 1/70 του συνόλου των καταθέσεων
τους (νόμος 431/76).

Β. Μέτρα που λαμβάνονται από την κυβέρνη-
ση (συμβούλιο υπουργών και υπουργούς εμπο-
ρίου)

Υποχρεωτική συγχώνευση τραπεζών και αύξηση
του αρχικού κεφαλαίου πλέον του 1/3 (νόμος
αριθ. 2292/1953, άρθρο 10 έως 12).

ΙΡΛΑΝΔΙΑ

ΙΡΛΑΝΔΙΑ

Μέτρα σχετικά με τις εγκεκριμένες τρά-
πεζες των οποίων νομοθετική αναφορά είναι
η "CENTRAL BANK ACT" του 1971 και για
τις οποίες αρμόδια αρχή είναι η Κεντρική
Τράπεζα Ιρλανδίας:

Αμετάβλητο

- αναστολή του δικαιώματος παραλαβής των
καταθέσεων και διενέργειας πληρωμών
(τμήμα 21),
- περιορισμός του πεδίου των εργασιών που
καλύπτονται από την έγκριση (τμήμα 10),
- απαγόρευση ή περιορισμός της δημοσιότητας
που αφορά τις καταθέσεις (τμήμα 22).

Μέτρα σχετικά με τα στεγαστικά ταμειευτήρια
των οποίων νομοθετική αναφορά είναι η
"BUILDING SOCIETIES ACT" του 1976 και των
οποίων αρμόδια αρχή είναι η "REGISTRAR OF
FRIENDLY SOCIETIES":

- περιορισμός της έγκρισης (τμήμα 11),
- δάνειο μιας εταιρείας σε άλλη (τμήμα 24),

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

- ένωση εταιρειών (τμήμα 25),
- μεταφορά και εγγύηση της εκτελέσεως των υποχρεώσεων (τμήμα 26),
- έγκριση και καταχώρηση των ενώσεων που προβλέπονται στο τμήμα 25 της εγγύησης που προβλέπεται στο τμήμα 26 (τμήμα 27),
- αρμοδιότητα της ελεγκτικής αρχής (REGISTRAR) για την αναστολή της συγκέντρωσης κεφαλαίων και των πληρωμών (τμήμα 31),
- αρμοδιότητα της ελεγκτικής αρχής (REGISTRAR) για την αναστολή και τον έλεγχο της δημοσιότητας (τμήμα 32).

ΙΤΑΛΙΑ

ΙΤΑΛΙΑ

- α) Αίτηση πληροφοριών και στοιχείων επί της οικονομικής καταστάσεως των πιστωτικών οργανισμών και των υποκαταστημάτων τους (άρθρο 31 του νόμου περί τραπεζικής).
Αρμόδια αρχή: BANCA D'ITALIA.
- β) Επιθεωρήσεις στον πιστωτικό οργανισμό και στα υποκαταστήματά του (άρθρο 31 του νόμου περί τραπεζικής).
Αρμόδια αρχή: BANCA D'ITALIA.
- γ) Σύγκληση γενικών συνεδριάσεων καθώς και συνεδριάσεων των οργάνων διαχείρισης των πιστωτικών οργανισμών για τη θέσπιση εξαιρετικών μέτρων (άρθρο 35 του τραπεζικού νόμου).
Αρμόδια αρχή: BANCA D'ITALIA.

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

δ) Ανάκληση των οργάνων διαχείρισης και ελέγχου και αντικατάσταση αυτών από ειδικά όργανα για την αναδιοργάνωση των πιστωτικών οργανισμών (άρθρο 57 του τραπεζικού νόμου).

Αρμόδια αρχή: Υπουργείο Οικονομικών κατόπιν πρότασης της BANCA D'ITALITA (η BANCA D'ITALIA είναι η μόνη αρμόδια για τον ορισμό των ειδικών οργάνων).

ε) Προσωρινή αναστολή των πληρωμών και όλων των εκτελεστικών διαδικασιών που αφορούν τον πιστωτικό οργανισμό υπό το καθεστώς της ειδικής διαχείρισης που αναφέρεται στο στοιχείο δ) (άρθρο 63 του τραπεζικού νόμου).

Αρμόδια αρχή: BANCA D'ITALIA.

ζ) Προσωρινή αναστολή των δικαιωμάτων των οργάνων διαχείρισης και ελέγχου του πιστωτικού οργανισμού και ορισμός υπαλλήλου της εποπτικής αρχής για τις τράπεζες στον οποίο ανατίθεται στη θέση τους η άσκηση των αρμοδιοτήτων αυτών των οργάνων (άρθρο 66 του τραπεζικού νόμου).

Αρμόδια αρχή: BANCA D'ITALIA.

η) Ανάκληση της έγκρισης της ασκήσεως δραστηριοτήτων έναντι των διαφόρων υποκαταστημάτων του πιστωτικού οργανισμού λόγω διαχειριστικών παραπτωμάτων (άρθρο 34 του τραπεζικού νόμου).

Αρμόδια αρχή: COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO (CICR).

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ

Μέτρα που προβλέπονται από το νόμο της 10ης
Αυγούστου 1982 περί οργάνωσης:

Αμετάβλητο

- 1) του δικαιώματος προς αναστολή του Νομισμα-
τικού Ινστιτούτου Λουξεμβούργου έναντι των
πιστωτικών οργανισμών·
- 2) αναστολής των πληρωμών της ελεγχόμενης
διαχείρισης και της εκκαθάρισης των
πιστωτικών οργανισμών.

Μέτρα που λαμβάνονται από το Νομισματικό
Ινστιτούτο Λουξεμβούργου:

- δικαστική εντολή (σε περίπτωση κρίσης)
(άρθρο 2),
- διαθεσιμότητα των διευθυντών (άρθρο 3)
(δεν εφαρμόζεται στα ιδρύματα δημοσίου
δικαίου του Λουξεμβούργου),
- ολική ή μερική αναστολή των δραστηριοτή-
των (άρθρο 3).

Μέτρα που πρέπει να ληφθούν από το περιφε-
ρειακό δικαστήριο (TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT)
που συνεδριάζει ως εμποροδικείο (κατά περίπτωση
κατόπιν αίτησης του Νομισματικού Ινστιτούτου):
Αναστολή των πληρωμών και ελεγχόμενη διαχεί-
ριση (άρθρο 7 έως 10) (δεν εφαρμόζεται στους
οργανισμούς δημοσίου δικαίου του Λουξεμβούργου).

ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ

ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ

Μέτρα που προβλέπονται από το νόμο της
13ης Απριλίου 1973 σχετικά με τον έλεγχο
των πιστωτικών οργανισμών:

Αμετάβλητο

Αρχικό κείμενο

- δικαστική εντολή,
- άδηλη κηδεμονία (μέρος III τμήμα 24),
- επείγων διακανονισμός (μέρος V τμήμα 31).

Αρμόδια αρχή: Κεντρική Τράπεζα (DE NEDER-
LANSCHÉ BANK).

Τροποποιημένο κείμενο

ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΑ (νέο)

Μέτρα που ενδέχεται να ληφθούν από τον
υπουργό οικονομικών κατόπιν γνωμοδοτήσεως
της Τράπεζας της Πορτογαλίας:

- προσωρινή απαλλαγή των ιδρυμάτων που
αντιμετωπίζουν κρίση από ορισμένες νομικές
υποχρεώσεις και χορήγηση νομισματικής ή
οικονομικής ενίσχυσης.

Νομοθετικό διάταγμα 51/84 της 11ης
Φεβρουαρίου 1984 άρθρο 34

- προθεσμία 90 ημερών για την οικονομική
εξυγίανση πιστωτικών ιδρυμάτων που έχουν
αναστείλει τις πληρωμές τους και διορισμούς
κυβερνητικού επιτρόπου.

Νομοθετικό διάταγμα αριθ. 30689 της 27ης
Αυγούστου 1940 άρθρο 1

- διορισμός διαχειριστή για την εξασφάλιση
της ομαλής λειτουργίας μιας "CAIXA ECONO-
MICA"

Νομοθετικό διάταγμα αριθ. 136/79 της
18ης Μαΐου σχετικά με τα "CAIXAS
ECONOMICAS" άρθρο 23

Μέτρα που ενδέχεται να ληφθούν από το
υπουργικό συμβούλιο κατόπιν προτάσεως

Αρχικό κείμενο

Τροποποιημένο κείμενο

του υπουργού οικονομικών σε περίπτωση εφαρμογής των μέτρων που προβλέπονται στο άρθρο 34 του νομοθετικού διατάγματος της 11ης Φεβρουαρίου 1984

(που προαναφέρεται)

- διορισμός εκπροσώπων, διαχειριστών ή διοικητικής επιτροπής στους οποίους ανατίθεται να παρέμβουν στη διαχείριση του ιδρύματος
- αναστολή της άσκησης των καθηκόντων ενός ή περισσότερων διαχειριστών του ιδρύματος.

ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ

ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ

Μέτρα που δύνανται να ληφθούν από την Κεντρική Τράπεζα (BANK OF ENGLAND):

- εξουσία διορισμού ενός ή περισσότερων εμπειρογνομόνων για τη διενέργεια έρευνας και την υποβολή αναφοράς επί της κατάστασης και της διαχείρισης εγκεκριμένου οργανισμού (BANKING ACT 1979, τμήμα 17),
- εξουσία ανάκλησης της έγκρισης οργανισμού (BANKING ACT 1979, τμήμα 7-1α),
- εξουσία ανάκλησης της έγκρισης οργανισμού και αντικατάσταση της έγκρισης από μία υπό όρους άδεια (BANKING ACT 1979, τμήματα 7 - 1β και 10),
- σε περίπτωση ανάκλησης άνευ όρων της έγκρισης οργανισμού, εξουσία διατύπωσης συστάσεων για τη διαχείριση των υποθέσεων (BANKING ACT 1979, τμήματα 8 και 9).

Αμετάβλητο

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ (νέο)

Κατάλογος των διαδικασιών εκκαθάρισης που προβλέπονται στο άρθρο 2 παράγραφος 3 της πρότασης οδηγίας για το συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν την εξυγίανση και εκκαθάριση των πιστωτικών ιδρυμάτων, καθώς και τα συστήματα εγγύησης των καταθέσεων

ΒΕΛΓΙΟ

- la faillite - het faillissement
Εμπορικός κώδικας, βιβλίο ΙΙΙ, άρθρο 437
και επόμενα
- αρμόδια αρχή: εμποροδικείο

ΔΑΝΙΑ

- Konkurs
νόμος αριθ. 444 της 28ης Αυγούστου 1984
νόμος αριθ. 374 της 15ης Αυγούστου 1985
που προβλέπει την εφαρμογή του προηγούμενου
νόμου στις τράπεζες, ταμειευτήρια και
συνεταιρισμούς
- Αρμόδια αρχή: Skifteretten

ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ

- Konkurs
Άρθρο 46α του νόμου σχετικά με την οργάνωση
του τραπεζικού επαγγέλματος το κείμενο του
οποίου αναθεωρήθηκε στις 20 Δεκεμβρίου
1984.
- Αρμόδια αρχή: ομοσπονδιακό γραφείο τραπεζικού
ελέγχου

- freiwilligen liquidation

Άρθρο 38 παράγραφος 2 του νόμου σχετικά με την οργάνωση του τραπεζικού επαγγέλματος
άρθρο 131 και επόμενα, 145 και επόμενα, für die offene Handelsgesellschaft
άρθρο 262 και επόμενα für die Aktiengesellschaft
άρθρο 60 και άρθρο 78 και επόμενα für die Genossenschaft

ΙΣΠΑΝΙΑ

1. Quiebra

Άρθρα 870 έως 941 του εμπορικού κώδικα

2. Suspension di pagos

νόμος της 26/7/1922

Αρμόδιες αρχές: δικαστικές αρχές

3. Liquidacion administrativa

(μετά από ανάκληση της έγκρισης)

νόμος περί τραπεζών της 31.12.1946 άρθρο 57α
(ο οποίος έχει συμπληρωθεί από το βασιλικό
διάταγμα 1298/1986 της 28ης Ιουνίου, άρθρο
4-3)

Αρμόδιες αρχές: γενική διεύθυνση δημοσίων
ταμείων και δημοσιονομικής πολιτικής του
Υπουργείου Οικονομίας και επιχειρήσεων -
Τράπεζα της Ισπανίας

4. Liquidacion

Ταμειευτήρια: βασιλικό διάταγμα 2532/1929 της
21ης Νοεμβρίου 1929 άρθρα 140 έως 146

Συνεταιριστικά πιστωτικά ιδρύματα: νόμος
3/1987 της 2ας Απριλίου 1987 άρθρα 103 έως
115

Άλλα πιστωτικά ιδρύματα: νόμος περί ανωνύμων
εταιριών της 17.7.81 άρθρα 150 έως 171

- redressement et liquidation judiciaires
νόμος αριθ. 85/98 της 25ης Ιανουαρίου
1985 (Τίτλος ΙΙΙ)
διάταγμα αριθ. 85/1388 της 27ης Δεκεμβρίου
1985, άρθρο 119 και επόμενα
- Αρμόδιες αρχές: εμποροδικείο

ΕΛΛΑΔΑ

Αρμόδιες αρχές:

ΙΡΑΝΔΙΑ

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963 VI μέρος)
- Liquidation of banks
(Central Bank Act 1971 sections 28 to 31)
- For Building Societies
- compulsory winding-up
- creditors' voluntary winding-up

(Building Societies Act 1976 section 95)
and some other legislations

- Housing (Miscellaneous Provisions) Act 1979
section 20

- Land Act 1984 (section 4(2))

- Age of Majority Act 1985

and various subordinate legislation

Αρμόδια αρχή:

- αρμόδια αρχή για τη χορήγηση ή ανάκληση
της έγκρισης και την επίβλεψη της δραστηριό-
τητας των πιστωτικών ιδρυμάτων
- The High Court σε περίπτωση πτώχευσης
For Building Societies : Registrar of Friendly
Societies που είναι επίσης Registrar of
Building Societies (Building Societies Act
1986, section 85)

ΙΤΑΛΙΑ

- il concordato preventivo
Διάταγμα της 16ης Μαρτίου 1942 άρθρο 160
έως 186
Τροποποιημένο νομοθετικό διάταγμα της
12ης Μαρτίου 1936, άρθρο 35, εδάφιο 2δ)
Αρμόδια αρχή: δικαστική αρχή
- la liquidazione coatta amministrativa
Νομοθετικό διάταγμα της 12ης Μαρτίου 1936,
άρθρα 67 έως 86
Τροποποιημένο διάταγμα της 16ης Μαρτίου
1942, άρθρα 194 έως 215
- Αρμόδιες αρχές: Τράπεζα της Ιταλίας,
Υπουργός Οικονομικός και διυπουργική
επιτροπή για την πίστη και την αποταμίευση
- la liquidazione volontaria
Τροποποιημένο διάταγμα της 12ης Μαρτίου
1936, άρθρο 86α

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ

- Λύση και εκκαθάριση των πιστωτικών
ιδρυμάτων
Νόμος της 10ης Αυγούστου 1982 τμήμα 2
Αρμόδιες αρχές: το περιφερειακό δικαστήριο
(Tribunal d'arrondissement) που συνεδριάζει
ως εμποροδικείο κατόπιν αιτήσεως της
αρμόδιας εισαγγελικής αρχής και του
επιτρόπου που είναι αρμόδιος για τον έλεγχο
των τραπεζών
- Εκούσια εκκαθάριση
Νόμος της 10ης Αυγούστου 1982 άρθρο 12

KATΩ ΧΩΡΕΣ

- vrijwillige solvante liquidatie ingevolge
statutaire ontbinding

en

- gedwongen solvante liquidatie na uitrekking
van de vergunning
Burgerlijk Wetboek betreffende de vereffening
van (solvante) rechtspersonen - Boek II
title 1 art. 22 en 23; title 3 art. 166 t/m
173

Αρμόδια αρχή : Kredietinstelling zelf

- solvante liquidatie tijdens de noodregeling
wet toezicht kredietwezen in artikel 36
eerste en zesde lid die de bovengenoemde
bepalingen van het Burgerlijk Wetboek
toepasselijk maakt

Αρμόδια αρχή : de bewindvoerders

- insolvante liquidatie na faillietverklaring
van de kredietinstelling
Faillissement wet van 30/9/1893 en
wijzigingen S 140 Title I art. 1 t/m 212

Αρμόδια αρχή : de rechtbank

ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΑ

- Normas para a liquidação de estabelecimentos
bancarios
decreto-lei n° 30-689 de 27 de Agosto de
1940 art. 11 e seguintes

Αρμόδια αρχή : Ministro dos Finanças

- liquidação na sequência de revoção de
autorização

Αρμόδια αρχή : Ministro des Finanças

- Caixas cooperativas
decreto-lei n° 454/80 de 9 de Outubro de
1980 art. 75 e 77 que remetem para as
refras gereis do processo de falência
decreto-lei n° 44/129 de 28 de Decembre de
1961 cap. XV art. 1245 e seguintes,
venda de bens: art. 882 e seguintes

ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ

Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986
4ο μέρος)

Creditors voluntary winding-up

Corporate voluntary arrangements (insolvency
Act 1986, 1ο μέρος)

Corporate arrangements and reconstructions
(Companies Act 1985, 13ο μέρος)

For Building Societies (Building Societies
Act 1986, 10ο μέρος)

Compulsory winding-up

Creditors' voluntary winding-up

Dissolution by consent of an appropriate
majority of the society's members

Αρμόδια αρχή: δικαστική αρχή

- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986
4ο μέρος)

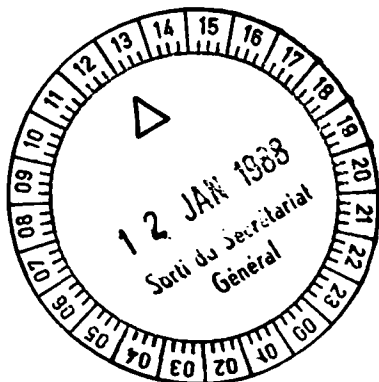
COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(88) 4 final

Bruselas, 4 de Enero de 1988

PROPUESTA MODIFICADA DE DIRECTIVA DEL CONSEJO
relativa al saneamiento y la liquidación de
las entidades de crédito y los
sistemas de garantía de los depósitos

presentada por la Comisión al Consejo,
con arreglo al apartado 3 del artículo 149 del Tratado



Propuesta modificada de una directiva del Consejo relativa
al saneamiento y la liquidación de las entidades de crédito
y los sistemas de garantía de los depósitos

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

I. RESUMEN DEL PROCEDIMIENTO

1. El 19 de diciembre de 1985, la Comisión adoptó una propuesta de directiva sobre el saneamiento y la liquidación de las entidades de crédito (1), que incluía un Título IV relativo a la garantía de los depósitos. Esta disposición se completó, el 22 de diciembre de 1987, mediante una recomendación de la Comisión, relativa al establecimiento, en la Comunidad, de sistemas de garantía de los depósitos (2). El 9 de enero de 1986, la propuesta de directiva se transmitió al Consejo, que decidió el 24 de enero de 1986, consultar al Parlamento Europeo y al Comité Económico y Social.

2. El Comité Económico y Social adoptó por unanimidad un dictamen (3) relativo a la propuesta de la Comisión en su sesión plenaria nº 238, que se celebró en Bruselas el 2 de julio de 1986.

El Parlamento Europeo adoptó la resolución que ponía fin a su procedimiento de consulta en su votación de la sesión plenaria del viernes 13 de marzo de 1987 (4).

3. La presente propuesta modificada se elaboró para recoger los resultados de la consulta a esas dos instituciones así como la adhesión de los dos nuevos Estados miembros.

(1) DO nº C 356 de 31 de diciembre de 1985, p. 55

(2) DO nº L 33 de 4 de febrero de 1987, p. 16

(3) DO nº C de

(4) DO nº C de

El Parlamento Europeo reconoció, en su Resolución, que una Directiva de este tipo constituiría "un progreso real, aunque modesto, en el desarrollo del mercado común del crédito en el que se garantizarían mejor la protección de los ahorradores y su confianza en el sistema bancario".

El Comité Económico y Social, cuyo dictamen se produjo antes de la adopción de la Recomendación de la Comisión sobre los sistemas de garantía de los depósitos, criticó principalmente el artículo de la Directiva que trataba sobre este tema y solicitó la supresión de un apartado (artículo 16.2). El Parlamento, en lo que le atañe, indicó "que una Directiva de este tipo sólo es factible si los Estados miembros se atienen, a más tardar, el 1 de enero de 1990, a la Recomendación de la Comisión".

Para resaltar la importancia de este tema, se sugiere en una enmienda completar el encabezamiento de la Directiva, mencionando, explícitamente, los sistemas de garantía de los depósitos en el título mismo de la propuesta de Directiva.

La Comisión, que tiene muy presente el vínculo existente entre los procedimientos de saneamiento o de liquidación y los sistemas de protección de los depositantes presenta, pues, su nueva propuesta con un encabezamiento más completo, conforme a la Resolución del Parlamento Europeo.

II. COMENTARIO DE LAS MODIFICACIONES

El Parlamento Europeo sugiere añadir dos considerandos, que hagan referencia, el primero, al Convenio relativo a la quiebra, a los acuerdos entre acreedores y a los procedimientos análogos y, el segundo, a la Recomendación de la Comisión de 22 de diciembre de 1986. Estas dos enmiendas del Parlamento Europeo se recogen íntegramente en la propuesta modificada (décimo y decimoctavo considerando).

TÍTULO 1 - Artículo 1

En la enmienda que propone el Parlamento Europeo se expresa claramente que las disposiciones de la presente Directiva son aplicables a las sucursales creadas en Estados miembros distintos al de la sede social de la entidad de crédito. Esto se desprendía del contenido mismo de la Directiva pero no estaba indicado explícitamente en la versión anterior.

Artículo 2

Una primera enmienda del Parlamento a este artículo recoge una observación presentada en el Dictamen del Comité Económico y Social consistente en insertar en el primer párrafo una referencia a las "autoridades competentes", tal como se definen en la Directiva, para adoptar las medidas que figuran en la lista que aparece en el Anexo. Este añadido adopta la forma propuesta por el Comité Económico y Social.

Además de esta enmienda, que tiene un carácter formal, el Parlamento Europeo propone tres modificaciones del artículo 2 que se han incluido íntegramente en la propuesta modificada:

- La primera modificación consiste en suprimir los criterios positivos que la Comisión creía necesario insertar para caracterizar las medidas de saneamiento.

El Parlamento Europeo considera que estos criterios representan una repetición de los criterios negativos que figuran en los puntos a) y b) del apartado 2 y que, por lo tanto, constituyen una redundancia.

La naturaleza de las medidas que figuran en el anexo, que no son específicas, en la mayoría de los casos, de situaciones de saneamiento, requería que se precisaran, al menos, los casos en que estas medidas no podían considerarse como medidas de saneamiento (lo que no ha sido modificado); las precisiones que figuran en el apartado 1 eran válidas, pero no indispensables, por lo tanto, pueden suprimirse sin inconvenientes en la versión modificada.

- La segunda modificación, que debería ser adoptada junto con las enmiendas propuestas para los artículos 3, 11 y 14, está encaminada a incluir en esta Directiva algunas disposiciones relativas a la liquidación que, normalmente, pertenecían al Convenio sobre la quiebra y, por consiguiente, insertar un Anexo II, sobre el modelo del protocolo adjunto a este Convenio, que incluya la lista de procedimientos de liquidación aplicables a las entidades de crédito.

Por lo tanto, esta nueva disposición queda confirmada en el añadido del Anexo II que figura en la propuesta modificada.

- La tercera modificación consiste en la definición de un sistema de garantía de los depósitos según la Directiva.

Inspirándose en la definición que figura en la Recomendación de la Comisión, el Parlamento sugiere una definición más amplia que permita considerar como sistema de garantía de los depósitos algunos sistemas que funcionan a partir de un concepto distinto al de la indemnización.

Artículo 3

Tal como se indicó más arriba, este añadido tiene su origen en la nueva orientación adoptada en esta Directiva respecto a los procedimientos de liquidación.

TÍTULO II

Los artículos 4, 5, 6 y 7, que establecen las normas esenciales del reconocimiento mutuo de las decisiones de saneamiento y de la colaboración entre las autoridades competentes, fueron objeto de solicitudes de modificación por parte del Comité Económico y Social (artículo 4) y del Parlamento (artículo 5, 6 y 7), que no pueden incluirse en la propuesta modificada sin trastornar toda la economía del sistema elegido.

Sin embargo, en el artículo 7 se ha incluido una modificación de redacción consistente en mencionar los derechos de los accionistas, ya que la cuestión de si se trata "de acreedores" puede dar lugar a polémica.

Artículo 9

El Parlamento y el Comité Económico y Social consideran necesario mencionar explícitamente en el apartado 2 de este artículo que un Estado miembro sólo puede pedir una modificación o un complemento del Anexo de las medidas que hayan sido decretadas en ese Estado. Esta modificación tiene, según la Comisión, un carácter totalmente formal a causa de la escasa posibilidad de que un Estado miembro notifique una medida que no pertenezca a su orden jurídico propio. Por otra parte, una decisión del Consejo de fecha 13 de julio de 1987, posterior en consecuencia al dictámen del Parlamento, ha fijado "las modalidades del ejercicio de las competencias de ejecución conferidas a la Comisión" (5).

El texto de la decisión del Consejo ha sido, pues, sustituido por el texto que figura en la propuesta de la Comisión.

Artículo 11

La referencia al Convenio que figuraba en el apartado 2 se traslada a un nuevo "considerando" (décimo considerando modificado).

El Parlamento y el Comité Económico y Social han señalado, con razón, que sería necesario señalar la competencia exclusiva de las autoridades administrativas o de los órganos de la liquidación del país de la sede, porque algunos Estados miembros podrían impugnar, si esa precisión no figurase en el artículo, el principio de unidad de la liquidación.

Artículo 14

Con arreglo a la enmienda propuesta por el Parlamento se insertó una disposición relativa a la publicidad de la liquidación en un nuevo apartado 3 de este artículo 14, que contiene ya normas de derecho material aplicables de forma específica a las entidades de crédito.

(5) Decisión 87/373 CEE - D.O. n° L 197 del 18.7.87, pag. 33

III. ADAPTACIÓN DEL PRESENTE TÍTULO A LAS MODIFICACIONES DE LAS LEGISLACIONES NACIONALES

Artículo 16

Como indica el nuevo punto C que se añade al Título III, se incorpora un nuevo artículo al final de este Título dedicado a la liquidación para tener en cuenta la inserción de un Anexo II que enumera los procedimientos nacionales de liquidación.

En efecto, era necesario prever una modificación rápida de la lista de estos procedimientos para seguir la evolución de las legislaciones nacionales. Esta tarea de puesta al día se confía a la Comisión que deberá efectuar su publicación en el DOCE.

Anexo I

Se modifica el título de este anexo para uniformizarlo con el de la propuesta modificada de Directiva.

Se actualizan las medidas en Bélgica relativas a las Cajas de Ahorros de la Caja General de Ahorros y de Pensiones.

Se insertan las medidas de saneamiento que existen en España y en Portugal.

Anexo II

Lista de los procedimientos de liquidación previstos en el artículo 2.3 de la propuesta de Directiva relativa a la coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas sobre el saneamiento y la liquidación de las entidades de crédito y los sistemas de garantía de los depósitos.

Este anexo, que es más completo y detallado que el que figura en el protocolo del proyecto de Convenio sobre la quiebra, a los acuerdos entre acreedores y otros procedimientos análogos que el Parlamento Europeo proponía como referencia, se elaboró con la colaboración de los Estados miembros, a quienes se solicitó que respondieran a un cuestionario que distribuyó la Comisión.

2

Propuesta modificada de directiva del Consejo relativa al
saneamiento y a la liquidación de las entidades de crédito
y a los sistemas de garantía de depósitos

Texto inicial

Texto modificado

Directiva del Consejo relativa a la
coordinación de las disposiciones legales
reglamentarias y administrativas relativas
al saneamiento y a la liquidación de
entidades de crédito.

Directiva del Consejo relativa a la co-
ordinación de las disposiciones legales
reglamentarias y administrativas relativas
al saneamiento y a la liquidación de las
entidades de crédito y los sistemas de
garantía de depósitos.

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Visto sin modificar

Visto el Tratado constitutivo de la
Comunidad Económica Europea y, en parti-
cular, el artículo 57, apartado 2, inciso
tercero

Visto la propuesta de la Comisión,

En cooperación con el Parlamento
Europeo,

Visto el Dictamen del Comité Económico
y Social,

Considerando que, de conformidad con los
objetivos del Tratado, es conveniente fo-
mentar un desarrollo armonioso de los ac-
tividades económicas en el conjunto de la
Comunidad mediante la eliminación de cual-
quier restricción a la libertad de estable-
cimiento y a la libre prestación de
servicios dentro la Comunidad;

Considerandos del 1^a al 9^a: sin modifi-
caciones

Texto inicial

Texto modificado

Considerando que, además de la eliminación de estas restricciones, es conveniente prestar atención a la situación que puede producirse en caso de dificultades de una entidad de crédito, en particular en el caso en que dicha entidad tenga sucursales en otros Estados miembros;

Considerando que la estructura actual del sector de las entidades de crédito, cuyo acceso a la actividad y ejercicio están sujetos a vigilancia por parte de las autoridades en todos los Estados de la Comunidad, justifica que se establezcan medidas específicas para dichas entidades en materia de saneamiento y de liquidación;

Considerando que las legislaciones y los usos en vigor en los Estados miembros persiguen el establecimiento de procedimientos de saneamiento destinados a evitar la insolvencia de las entidades de crédito desde que aparece una situación financiera difícil, con objeto especialmente de preservar la confianza de los ahorradores en el sistema bancario;

Considerando que sería muy difícil intentar unificar dichas legislaciones y usos sin haber procedido, en una etapa anterior, al reconocimiento recíproco por los Estados miembros de lo que lleva a cabo cada uno de ellos para resolver las dificultades financieras de sus propias entidades;

Texto inicial

Texto modificado

Considerando que es conveniente confiar la aplicación de las medidas de saneamiento relativas a una entidad de crédito que opera en varios Estados miembros a las autoridades competentes de un solo Estado miembro, es decir de aquél en que la entidad de crédito tiene su sede social, y que éstas deben estar habilitadas para aplicar su propia legislación fuera del territorio nacional, consultando de forma adecuada con las autoridades competentes de los demás Estados miembros afectados;

Considerando que únicamente podrá alcanzarse el objetivo de saneamiento si se suprimen todos los obstáculos de naturaleza jurídica que impiden aplicar a las sucursales las medidas de saneamiento adoptadas por las autoridades de la sede;

Considerando que es deseable y a veces necesario en los países en que se encuentran las sucursales realizar una publicidad por la que se informe a los acreedores y accionistas de la aplicación de determinadas medidas de saneamiento, en particular cuando dichas medidas pueden obstaculizar el ejercicio de algunos de sus derechos;

Considerando que es indispensable establecer un procedimiento que permita la adaptación rápida de la Directiva a la evolución de las normativas nacionales relativas a las medidas de saneamiento que deben seguir evolucionando a nivel nacional en función de la expe

Texto inicial

riencia adquirida; que es deseable, por lo tanto, aumentar las competencias del Comité consultivo, creado en aplicación de la Directiva 77/780/CEE del Consejo (1), confiándole el poder de emitir un dictamen sobre la adopción o la denegación de dichas modificaciones a nivel comunitario;

Considerando que en ausencia o en caso de fracaso de las medidas de saneamiento, las entidades de crédito en crisis deben ser liquidadas; que conviene, en este caso, establecer determinadas disposiciones encaminadas a coordinar el papel de las autoridades de control bancario en aplicación de las medidas de liquidación;

Considerando que el importante papel desempeñado por las autoridades competentes antes de la apertura de la liquidación con la adopción de las medidas de saneamiento debe prolongarse mediante la apertura de la liquidación para permitir un desarrollo correcto de las operaciones de liquidación;

Texto modificado

Considerando que en ausencia o en caso de fracaso de las medidas de saneamiento, las entidades de crédito en crisis, deben ser liquidadas; que, a la espera de un convenio, establecido sobre la base del artículo 220 del Tratado CEE, relativo a la quiebra, al acuerdo entre acreedores y a procedimientos análogos, conviene coordinar las disposiciones fundamentales aplicables en caso de liquidación de una entidad de crédito y establecer determinadas disposiciones encaminadas a coordinar el papel de las autoridades de control bancario en la aplicación de las medidas de liquidación;

Considerandos del 11^a al 17^a: sin modificaciones

(1) DO n^o L 322 de 17.12.1977, p.30

Texto inicial

Texto modificado

Considerando que la cancelación de la aprobación bancaria debe ser una de las consecuencias necesarias de la liquidación de las entidades de crédito; que, no obstante, en determinados casos excepcionales, las autoridades competentes podrán mantenerla para facilitar las operaciones de liquidación;

Considerando que en materia de entidades de crédito, se admite que, durante su período de actividad, la entidad y sus sucursales formen una entidad sujeta al control de las autoridades competentes de la sede social en lo que se refiere a la vigilancia de la liquidez y de la solvencia; que no sería oportuno renunciar a dicha norma en el momento de la liquidación de una entidad de crédito;

Considerando que únicamente se garantiza la igualdad entre los acreedores en la medida en que la entidad de crédito se liquide según los principios de unidad y de universalidad que postulan la competencia de las autoridades administrativas y judiciales de un único Estado, la aplicación de la ley de liquidación del país de la sede y la extraterritorialidad de sus efectos;

Considerando, no obstante, que la liquidación debe estar sujeta a normas específicas cuando la entidad es solvente; que la liquidación voluntaria según las normas estatutarias presupone dicha solvencia; que conviene establecer

Texto inicial

que las autoridades competentes tengan el poder de cerciorarse de dicha solvencia mientras duren las operaciones de liquidación;

Considerando que, por medio de determinadas adaptaciones, también puede conseguirse la coordinación de la función de las autoridades competentes durante el saneamiento y la liquidación de sucursales de entidades de crédito que tengan su sede social dentro de la Comunidad;

Considerando que, en caso de liquidación de una entidad de crédito insolvente, los intereses de los depositarios deben estar protegidos por los sistemas de garantía existentes en la Comunidad Europea, sin discriminación en un mismo territorio entre las sucursales de entidades de crédito nacionales y de los demás Estados miembros, y también sin discriminación, en una misma entidad, entre los depósitos efectuados en el país de la sede y en las sucursales establecidas en los demás Estados miembros, cuando en estos últimos no exista ningún sistema de garantía de depósitos;

Texto modificado

Considerando que la creación de un sistema de garantía de depósitos deberá ser objeto de una coordinación ulterior por medio de una directiva, a la luz de la experiencia adquirida al aplicar las disposiciones contenidas en la Recomendación de la Comisión, de 22 de diciembre

Texto inicial

Texto modificado

de 1986, relativa al establecimiento en la Comunidad de sistemas de garantía de depósitos (87/63/CEE), publicada en el Diario Oficial nº L 33, de 4.2.1987.

HA ADOPTADO LA PRESENTE DIRECTIVA:

TÍTULO I

Ambito de aplicación y definiciones

Artículo 1

1. La presente Directiva se aplicará a las entidades de crédito y a sus sucursales, tal como se definen en los guiones primero y tercero del artículo 1 de la Directiva 77/780/CEE, sin perjuicio de las condiciones y excepciones previstas en el artículo 2 de dicha Directiva.

2. Las disposiciones de la presente Directiva relativas a las sucursales de una entidad de crédito que tenga su sede social fuera de la Comunidad únicamente se aplicarán cuando dicha entidad tenga sucursales como mínimo en dos Estados miembros de la Comunidad.

Artículo 1

1. La presente Directiva se aplicará a las entidades de crédito y a sus sucursales, creadas en un Estado miembro distinto de aquél donde se encuentra la sede social, tal como se definen en los guiones primero y tercero del artículo 1 de la Directiva 77/780/CEE, sin perjuicio de las condiciones y excepciones previstas en el artículo 2 de dicha Directiva.

Sin modificaciones

Texto inicial

Artículo 2

1. Con arreglo a la presente Directiva, se consideran medidas de saneamiento destinadas a mantener o restablecer la situación financiera de una entidad de crédito y que respondan a las siguientes condiciones:

- a) figurar en la lista incluida en el Anexo;
- b) tener por objeto evitar la apertura de un procedimiento de liquidación;
- c) haber sido adoptadas antes de la declaración de insolvencia de la entidad de crédito.

2. No se considerarán como medidas de saneamiento, incluso en el caso de que figuren en la lista incluida en el Anexo, las medidas que se adopten:

- a) en el marco de la vigilancia normal de las entidades de crédito tal como se define en el artículo 7 de la Directiva 77/780/CEE, así como las medidas destinadas a sancionar las infracciones de las leyes y reglamentos;
- b) en el marco de una quiebra, de un acuerdo entre acreedores o de cualquier otro procedimiento de liquidación ya en curso.

Texto modificado

Artículo 2

1. Con arreglo a la presente Directiva, se considerarán medidas de saneamiento aquellas que figuran en la lista incluida en el Anexo I, a condición de que dichas medidas estén destinadas a mantener o restablecer la situación financiera de una entidad de crédito.

Sin modificaciones

3. Con arreglo a la presente Directiva, se considerarán procedimientos de liquidación los procedimientos incluidos en el Anexo II.

Texto inicial

3. Las medidas mencionadas en el apartado 1 y las autoridades competentes para su aplicación estarán determinadas por las leyes y reglamentos mencionados en el Anexo.

Artículo 3

Con arreglo a la presente Directiva se entiende por:

- país de la sede: el Estado miembro en el que una entidad de crédito tiene su sede social,
- país de acogida: cualquier Estado miembro distinto de aquél definido como el país de la sede, en el que una entidad de crédito ha creado una sucursal con arreglo al tercer guión del artículo 1 de la Directiva 77/780/CEE,
- autoridades competentes: las autoridades facultadas para otorgar y cancelar la aprobación y/o supervisar la actividad de las entidades de crédito, de conformidad con los artículos 3, 4, 6, 7, 8 de la Directiva 77/780/CEE, así como toda

Texto modificado

4. Con arreglo a la presente Directiva, se considerarán sistemas de garantía de depósitos al conjunto de las disposiciones que tengan por objeto asegurar una indemnización adecuada a los depositantes, o evitarles cualquier pérdida.

5. Las medidas mencionadas en el apartado 1 y los procedimientos de liquidación mencionados en el apartado 3, así como las autoridades competentes para su aplicación, estarán determinados por las leyes y reglamentos mencionados en los Anexos I y II.

Artículo 3

Con arreglo a la presente Directiva se entiende por:

- Sin modificaciones
- Sin modificaciones
- autoridades competentes: las autoridades facultadas para otorgar y cancelar la aprobación y/o supervisar la actividad de las entidades de crédito, de conformidad con los artículos 3, 4, 6, 7, 8 de la Directiva 77/780/CEE, así como toda

Texto inicial

Texto modificado

autoridad citada en el Anexo de dicha Directiva encargada de la aplicación de las medidas de saneamiento.

autoridad citada en los Anexos I y II de la presente Directiva encargada de la aplicación de las medidas de saneamiento o de los procedimientos de liquidación.

TÍTULO II

Medidas de saneamiento

TÍTULO II

Medidas de saneamiento

A. Entidades de crédito con sede social en el interior de la Comunidad

A. Entidades de crédito con sede social en el interior de la Comunidad

Artículo 4

Artículo 4

1. Las autoridades o las jurisdicciones del país de la sede son competentes para decidir, de conformidad con la normativa, procedimientos y usos en vigor en su territorio, la aplicación en una entidad de crédito y sus sucursales de una o varias medidas de saneamiento.

Sin modificaciones

2. Las medidas de saneamiento, decididas por las autoridades o la jurisdicción competentes del país de la sede, producen todos sus efectos respecto a los órganos de dirección y a los acreedores de las sucursales situadas en los demás Estados miembros, incluso en el caso en que la normativa del país de la sede no establezca tales medidas o condicione su aplicación a unos requisitos que no se cumplen.

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

3. Las decisiones adoptadas por las autoridades o la jurisdicción competentes del país de la sede de aplicar una o varias medidas de saneamiento impiden la aplicación o el mantenimiento por parte de las autoridades o la jurisdicción competentes del país de acogida de cualquier medida de saneamiento en el sentido del artículo 2, salvo decisión en contrario de las autoridades competentes del país donde se encuentra la sede social.

Sin modificaciones

Artículo 5

Artículo 5

Las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social estarán obligadas, antes de adoptar cualquier medida de saneamiento, a informar por todos los medios a las autoridades competentes del país de acogida sobre sus propósitos y consultarán a las mismas sobre las repercusiones de dicha medida en el país de acogida, salvo en los casos en que la medida claramente no valga a producir efectos significativos en una sucursal situada en otro Estado miembro.

Sin modificaciones

Artículo 6

Artículo 6

Si las autoridades competentes del país de acogida estiman necesaria la aplicación en su territorio de una o varias medidas de saneamiento en el sentido del artículo 2, estarán obligadas a informar de ello a las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social.

Sin modificaciones

Texto inicial

Si las autoridades competentes del país donde se encuentra la sede social, después de haber recibido dicha información estiman que las dificultades por las que atraviesa la sucursal no son suficientes para justificar la aplicación de los apartados 1 y 2 del artículo 4, informarán de ello a las autoridades del país de acogida que podrán decidir la aplicación en su territorio de una o varias medidas de saneamiento.

Artículo 7

1. Cuando la aplicación de las medidas de saneamiento adoptadas de conformidad con los apartados 1 y 2 del artículo 4 afecte directamente a los derechos de los acreedores situados en un país de acogida y si en el país donde se encuentre la sede es posible presentar un recurso contra la Decisión que ordena dicha medida, las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede podrán publicar, si lo consideran necesario y con cargo a la entidad de crédito, un extracto de su decisión en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas y en dos diarios de difusión nacional en cada uno de los países de acogida.

2. Las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede podrán notificar, si lo consideran oportuno, la medida directamente e individualmente a los acreedores que residen en la Comunidad y cuyos derechos se encuentren afectados.

Texto modificado

Artículo 7

1. Cuando la aplicación de las medidas de saneamiento adoptadas de conformidad con los apartados 1 y 2 del artículo 4 pueda afectar directamente a los derechos de cualquier acreedor que esté situado en un país de acogida, o de cualquier accionista, y si en el país donde se encuentra la sede social es posible presentar recurso contra la decisión que ordena dicha medida, las autoridades competentes del país donde se encuentra la sede podrán publicar, si lo consideran necesario y con cargo a la entidad de crédito, un extracto de su decisión en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas y en dos diarios de difusión nacional en cada uno de los países de acogida.

Sin modificaciones

Texto inicial

3. El extracto de la decisión que se debe publicar o la notificación deberán mencionar en la o las lenguas nacionales de los Estados afectados, el objeto y la base jurídica de la decisión adoptada, los plazos de recurso, y de modo preciso, el domicilio de las autoridades o de la jurisdicción competentes para conocer el recurso.

4. Las medidas de saneamiento se aplicarán independientemente de las medidas de publicidad establecidas en los apartados 1 a 3 y produzcan todos los efectos con respecto a los acreedores, a menos que las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede, o la legislación de dicho país relativa a estas medidas dispongan lo contrario.

5. Salvo en caso de notificación individual, los plazos de recurso empezarán a partir de la publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

B. Entidades de crédito con su sede social fuera de la Comunidad

Artículo 8

1. A la espera de una coordinación ulterior de las disposiciones legislativas, reglamentarias y administrativas relativas a las sucursales de las entidades de crédito con sede social fuera de la Comunidad, las autoridades y jurisdicciones del país de

Texto modificado

Sin modificaciones

Sin modificaciones

B. Entidades de crédito con sede social fuera de la Comunidad

Artículo 8

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

acogida conservarán la facultad de aplicar las medidas de saneamiento de conformidad con las reglamentaciones, procedimientos y usos en vigor en su territorio, salvo en caso de que los acuerdos celebrados con el país donde se encuentre la sede social, de conformidad con el Tratado, sobre la base del principio de reciprocidad, dispongan lo contrario.

2. No obstante, la autoridad competente del país de acogida de una sucursal de una entidad de crédito con sede social fuera de la Comunidad, que considere necesario aplicar una o varias medidas de saneamiento, en el sentido del artículo 2, estará obligada, antes de adoptar dichas medidas, a informar de ello, por todos los medios disponibles, a las autoridades competentes de los demás países de acogida en los que la entidad haya establecido sucursales incluidas en la lista mencionada en el apartado 7 del artículo 3 de la Directiva 77/780/CEE que se publica cada año en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

Sin modificaciones

3. En los casos en que sea necesaria una intervención de máxima urgencia, la información mencionada en el apartado 2 podrá ser sustituida por una notificación inmediata de la medida a las autoridades competentes de los demás países de acogida.

Sin modificaciones

4. Las autoridades competentes de un país de acogida podrán decidir que las medidas de saneamiento sobre las que

Texto inicial

hayan sido informados por el procedimiento mencionado en el apartado 2 o la notificación mencionada en el apartado 3, produzcan sus efectos con respecto a los dirigentes y los acreedores de las sucursales situadas en dicho país de acogida, incluso si la reglamentación que les es aplicable en virtud del apartado 1 no establece dichas medidas o subordina su aplicación a condiciones que no se cumplen, sin perjuicio no obstante de la aplicación de los acuerdos mencionados en dicho apartado 1.

5. Las medidas de publicidad confiadas por los apartados 1 y 2 del artículo 7 a la diligencia de las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social se confiarán, en caso de aplicación de las disposiciones del apartado 4 del presente artículo, a la diligencia de la autoridad competente del país de acogida mencionada en el apartado 2.

C. Adaptación de la Directiva a las modificaciones de las legislaciones nacionales

Artículo 9

1. La lista de las medidas de saneamiento que figuran en el Anexo queda modificada y completada de conformidad con el procedimiento definido en el presente artículo.

Texto modificado

Sin modificaciones

C. Adaptación del presente título a las modificaciones de la legislaciones nacionales

Artículo 9

1. La lista de las medidas de saneamiento que figura en el Anexo 1 queda modificada y completada de conformidad con el procedimiento definido en el presente artículo.

Texto inicial

2. Sin un Estado miembro desea modificar o completar la lista de las medidas que figuran en el Anexo, notificará a la Comisión dicha medida indicando si ésta implica o no disposiciones que pueden afectar a los derechos de los acreedores.

3. Un representante de la Comisión solicitará al Presidente del Comité consultivo bancario establecido por la Directiva 77/780/CEE, en adelante llamado "Comité", que someta la medida propuesta al Comité solicitando, si la situación lo exige, que éste se reúna en urgencia.

4. El Comité emitirá su dictamen sobre dicha medida por mayoría cualificada de los dos tercios de los votos; no obstante, si la modificación prevista implica una medida que puede afectar a los derechos de los acreedores, emitirá su dictamen por unanimidad.

5. Cuando el Comité emita un dictamen favorable a la modificación de la lista, la Comisión adoptará la medida prevista.

6. Cuando el Comité no emita un dictamen de este tipo, la Comisión presentará lo antes posible una propuesta relativa a la medida que debe adoptarse al Consejo que decidirá por mayoría cualificada.

Texto modificado

2. Si un Estado miembro desea modificar o completar la lista de las medidas que figuran en el Anexo I, de conformidad con las disposiciones de su propio ordenamiento jurídico propio, notificará a la Comisión el proyecto de medida prevista.

3. La Comisión estará asistida por un Comité compuesto por representantes de los Estados miembros y presidido por el representante de la Comisión.

El representante de la Comisión presentará al Comité un proyecto de las medidas que deban tomarse. El Comité emitirá su dictamen sobre dicho proyecto en un plazo que el presidente podrá determinar en función de la urgencia de la cuestión de que se trate.

4. El dictamen se emitirá según la mayoría prevista en el apartado 2 del artículo 148 del Tratado para adoptar aquellas decisiones que el Consejo deba tomar a propuesta de la Comisión. Con motivo de la votación en el Comité, los votos de los representantes de los Estados miembros se ponderarán de la manera definida en el artículo anteriormente citado. El presidente no tomará parte en la votación.

5. La Comisión adoptará las medidas previstas cuando sean conformes al dictamen del Comité.

6. Cuando las medidas previstas no sean conformes al dictamen del Comité o en caso de ausencia de dictamen, la Comisión someterá sin demora al Consejo una propuesta relativa a las medidas que deban tomarse. El Consejo se pronunciará por mayoría cualificada.

Texto inicial

Si, transcurrido un plazo de seis meses a partir del recurso al Consejo, y éste no se hubiera pronunciado, la medida propuesta será adoptada por la Comisión.

Esta disposición no será aplicable cuando la medida pueda afectar a los derechos de los acreedores. En este caso, la Comisión presentará al Consejo una propuesta de Directiva en las condiciones previstas en el artículo 149 del Tratado.

7. Los Estados miembros podrán adoptar la medida prevista sin esperar las decisiones del Comité y del Consejo; no obstante, las decisiones adoptadas en aplicación de dicha medida no podrán beneficiarse de las disposiciones de la presente Directiva y en particular de los apartados 2 y 3 del artículo 4.

Artículo 10

Los Estados miembros procurarán que ningún obstáculo de naturaleza jurídica impida que puedan aplicarse a las sucursales de las entidades de crédito con sede social en otro Estado miembro establecidas en su territorio, las medidas de saneamiento que puedan ser decididas, de conformidad con el artículo 4, por las autoridades o la jurisdicción competente del país donde se encuentre la sede social; por lo tanto, adoptarán, cumpliendo los principios generales de su propia legislación, los actos legislativos, reglamentarios y administrativos necesarios a tal fin.

Texto modificado

Si transcurrido un plazo que se fijará en cada acto que el Consejo adopte con arreglo al presente apartado, pero que en ningún caso podrá exceder de tres meses a partir del momento en que la propuesta se haya sometido al Consejo, éste no se hubiere pronunciado, la Comisión adoptará las medidas propuestas.

Sin modificaciones

Artículo 10

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

TÍTULO III

TITULO III

Liquidación

Liquidación

A. Entidades de crédito con sede social en el interior de la Comunidad

A. Entidades de crédito con sede social en el interior de la Comunidad

Artículo 11

Artículo 11

1. Se consultará a las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social sobre cualquier solicitud de apertura de un procedimiento de liquidación judicial que proceda de los acreedores, del deudor o del ministerio público.

Sin modificaciones

2. La actividad de la entidad de crédito se liquidará de conformidad con las disposiciones legales del país donde se encuentre la sede social, salvo en los casos en que la presente Directiva y el convenio relativo a la quiebra, a los acuerdos entre acreedores y a procedimientos análogos dispongan otra cosa.

2. La actividad de la entidad de crédito se liquidará de conformidad con las disposiciones legales del país donde se encuentre la sede social, salvo en el caso en que la presente Directiva disponga otra cosa.

(se suprime la referencia al Convenio)

3. Las decisiones relativas a la liquidación de una entidad de crédito que emanen de autoridades administrativas o judiciales, o de los órganos de liquidación, tendrán asimismo efectos plenos sobre las sucursales de la entidad de crédito situadas en otros Estados miembros y constituirán un obstáculo a la decisión de abrir cualquier otro procedimiento de liquidación con respecto a estas últimas, sin perjuicio de las disposiciones del apartado 2 del artículo 12.

3. Las decisiones relativas a la liquidación de una entidad de crédito que emanen de autoridades administrativas o judiciales, o de los órganos de liquidación del país donde se encuentre la sede social, tendrán asimismo efecto pleno sobre las sucursales de la entidad de crédito situadas en otros Estados miembros e impedirán la decisión de abrir cualquier otro procedimiento de liquidación con respecto a estas últimas, sin perjuicio de las disposiciones del apartado 2 del artículo 12.

Texto inicial

Texto modificado

Artículo 12

1. Se consultará a las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social antes de adoptar una decisión de liquidación voluntaria que emane de los órganos estatutarios de una entidad de crédito.

Sin modificaciones

2. La liquidación voluntaria de una entidad de crédito no será obstáculo para la apertura, a petición de las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social, de una liquidación administrativa o judicial si los órganos estatutarios no realizan dicha liquidación de forma satisfactoria o si se considera que la entidad de crédito no es capaz de cumplir sus obligaciones frente a sus acreedores.

Artículo 13

Artículo 13

1. Cuando se abra un procedimiento de liquidación de una entidad de crédito en ausencia o después del fracaso de medidas de saneamiento, las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social cancelarán la aprobación a dicha entidad con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 8 de la Directiva 77/780/CEE.

Sin modificaciones

2. No obstante, de modo excepcional, la cancelación de la aprobación no impedirá que la o las personas encargadas de la liquidación puedan continuar determinadas actividades de la entidad de crédito con el acuerdo y bajo el control de las autoridades competentes

Texto inicial

Texto modificado

del país donde se encuentre la sede social, en la medida en que esto sea necesario para los objetivos de la liquidación.

Esta disposición únicamente se aplicará en el país de acogida cuando la legislación relativa a la cancelación de la aprobación bancaria no disponga otra cosa.

3. En caso de liquidación voluntaria, la aprobación, prevista en el artículo 3 de la Directiva 77/780/CEE podrá ser mantenida hasta el final de las operaciones de liquidación, con la condición de que la entidad siga cumpliendo las condiciones a las que está vinculada la aprobación.

Artículo 14

Artículo 14

1. La liquidación se efectuará bajo la vigilancia de las autoridades competentes del país donde se encuentre la sede social en colaboración con las autoridades competentes del país de acogida.

Sin modificaciones

2. Los liquidadores estarán facultados para ejercer en el territorio de todos los Estados miembros todos los poderes que pueden ejercer en el territorio de apertura de la liquidación. No obstante, incluso en el caso de que la legislación del Estado de apertura de la liquidación no establezca la pluralidad de los liquidadores, las autoridades competentes de un país de acogida podrán, si lo consideran necesario, solicitar el nombramiento de un liquidador designado entre las personas que ejercen las funciones de

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

liquidador en su territorio; además cuando la legislación del Estado de apertura de la liquidación permita la delegación de determinados poderes a otras personas, dichas personas deberán ser escogidas, a petición de las autoridades competentes del país de acogida entre aquellas que pueden ejercer las funciones de liquidador en dicho país.

3. El procedimiento de liquidación será anunciado por el liquidador o los liquidadores mediante inclusión en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas y en dos diarios de difusión nacional de cada uno de los países de acogida de un extracto de la decisión que la declare.

B. Entidades de crédito con sede social fuera de la Comunidad

B. Entidades de crédito con sede social fuera de la Comunidad.

Artículo 15

Artículo 15

1. En el caso en que la legislación del país de acogida establezca la posibilidad de liquidar una sucursal de una entidad de crédito con sede social fuera de la Comunidad, la liquidación será pronunciada por las autoridades o la jurisdicción competente de dicho país de acogida.

Sin modificaciones

2. Las autoridades competentes del país de acogida mencionadas en el apartado 1 cancelarán la aprobación de dicha sucursal si ésta fué objeto de una aprobación por separado de conformidad con el artículo 4 de la Directiva 77/780/CEE.

Texto inicial

Texto modificado

3. Las autoridades competentes mencionadas en los apartados 1 y 2 informarán a las autoridades competentes de los demás países de acogida de la cancelación de la aprobación y de la apertura de un procedimiento de liquidación.

4. Las autoridades competentes de los países de acogida distintos del mencionado en los apartados 1 y 2, podrán decidir cancelar la aprobación por separado que se hubiera concedido a la sucursal creada en su territorio.

5. De modo excepcional, la cancelación de la aprobación no impedirá que la o las personas encargadas de la liquidación puedan continuar determinadas actividades de la sucursal con el consentimiento de las autoridades competentes y/o bajo el control de la jurisdicción competente, siempre que la legislación del país de acogida lo permita.

6. La cancelación de la aprobación no dará fin a la vigilancia de las actividades de una sucursal por las autoridades competentes del país de acogida.

C. Adaptación del presente título a las modificaciones de las legislaciones nacionales

Artículo 16 (nuevo)

Toda modificación de la lista de procedimientos nacionales incluida en el Anexo II se notificará a la Comisión. Esta

Texto inicial

Texto modificado

velará por la actualización del Anexo II
y por su publicación sin demora en el Dia-
rio Oficial de las Comunidades Europeas.

TÍTULO IV

TÍTULO IV

Garantía de depósitos

Garantía de depósitos

Artículo 16

Artículo 17

1. Los Estados miembros asegurarán que los sistemas de garantía de depósitos existentes en su territorio cubran los depósitos de las sucursales de entidades que tengan su domicilio social en otro Estado miembro.

Sin modificaciones

2. Con carácter transitorio, hasta la entrada en vigor de un sistema de garantía de depósitos en todos los Estados miembros, dichos Estados asegurarán que los sistemas de garantía de depósitos a los que están sujetas las entidades que tienen su domicilio social en su territorio permitan cubrir los depósitos existentes en las sucursales creadas en los países de acogida de la Comunidad que no dispongan de ningún sistema de garantía de depósitos, en las mismas condiciones que las que se prevén para garantizar los depósitos existentes en el país del domicilio social.

Texto inicial

Texto modificado

TÍTULO V

TÍTULO V

Disposiciones finales

Disposiciones finales

Artículo 17

Artículo 18

1. Los Estados miembros adoptarán las disposiciones legislativas, reglamentarias y administrativas necesarias para ajustarse a la presente Directiva a más tardar el 1 de enero de 1990. Informarán de ello inmediatamente a la Comisión.

Sin modificaciones

Los Estados miembros podrán establecer que dichas disposiciones no se apliquen hasta dos años después de dicha fecha.

2. Los Estados miembros comunicarán a la Comisión el texto de las disposiciones fundamentales de derecho interno que adopten en el ámbito regulado por la presente Directiva.

Artículo 18

Artículo 19

Los Estados miembros son destinatarios de la presente Directiva.

Sin modificaciones

Texto inicial

ANEXO

Lista de las medidas de saneamiento previstas en el apartado 1 del artículo 2 del proyecto de Directiva relativa a la coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas referentes al saneamiento y la liquidación de las entidades de crédito.

BÉLGICA

Bancos

- Investigaciones y peritajes in situ Art. 19, apdo. 3, 2ª y apdo. 4 del Real Decreto nº 185 de 9 de julio de 1935 sobre el control de los bancos y el régimen de emisión de títulos y valores (sanción penal: art. 42, 9ª del mismo decreto).

Autoridad competente para decidir la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria

Autoridades competentes para realizar la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria y el Banco Nacional de Bélgica a petición de la Comisión Bancaria.

- Nombramiento de un comisario especial Art. 25, § 1, apd. 1 y 2, 1ª y § 2 del Real Decreto nº 185 de 9 de julio de 1935.

Texto modificado

ANEXO I

Lista de las medidas de saneamiento previstas en el apartado 1 del artículo 2 de la propuesta de Directiva relativa a la coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas referentes al saneamiento y la liquidación de las entidades de crédito.

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

(sanción penal para los que realicen actos sin autorización del comisario especial: art. 42, 2º bis del mismo decreto).

Autoridad competente para designar al comisario especial: la Comisión Bancaria.

- Suspensión total o parcial de las actividades: Art. 25, § 1, apdo. 1 y 2, 2º y § 3 del Real Decreto nº 185 de 9 de julio de 1935 (sanción penal para los que realicen actos contra una decisión de suspensión: art. 42, 2º bis del mismo decreto).

Autoridad competente para suspender: la Comisión Bancaria; se abre un recurso ante el Ministro de Hacienda que confirma o revoca.

Cajas de ahorro privadas

Sin modificaciones

- Investigaciones y peritajes in situ: Art. 16, apdo. 4, 2º y apdo. 5, de las disposiciones relativas al control de las cajas de ahorro privadas, coordinadas por el Real Decreto de 23 de junio de 1967 (sanción penal: artículo 35 de las mismas disposiciones coordinadas).

Autoridad competente para decidir la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria.

Texto inicial

Texto modificado

Autoridades competentes para realizar la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria y el Banco Nacional de Bélgica a petición de la Comisión Bancaria.

- Nombramiento de un comisario especial
Art. 17 bis, § 1, apdo. 1 y 2, 1º y § 2, de las mismas disposiciones coordinadas (sanción penal: art. 21, 4º de las mismas disposiciones coordinadas).
- Autoridad competente: la Comisión Bancaria.
Suspensión de toda o parte de la actividad de una entidad de crédito.
Art. 17 bis § 1, párrafos 1 y 2, 2º y § 3 de las disposiciones coordinadas (sanción penal: Artículos 32, 4º de las disposiciones coordinadas).
- Autoridad competente y recurso: la Comisión Bancaria; se abre un recurso ante el Ministro de Hacienda que confirma o revoca la decisión.
- Poder del Rey de adoptar, en el decreto de revocación de la autorización de una caja de ahorros privada, las medidas apropiadas para proteger los derechos de los depositantes (especialmente la transferencia de fondos de ahorro privilegiados y de activos gravados).

Art. 23 de las mismas disposiciones coordinadas.

Texto inicial

Texto modificado

Empresas reguladas por el Capítulo 1 de la
Ley de 10 de junio de 1964

Sin modificaciones

- Investigaciones y peritajes in situ :Art.
6, § 1, ,apdo. 3, 2ª y apdo. 4 de la Ley
de 10 de junio de 1964 sobre los anuncios
públicos de ahorro (sanción penal: art.
13, 4ª de dicha ley).

Autoridad competente para decidir la in-
vestigación o el peritaje: la Comisión
Bancaria.

Autoridades competentes para realizar la
investigación o el peritaje: la Comisión
Bancaria y el Banco Nacional de Bélgica
a petición de la Comisión Bancaria.

- Nombramiento de un comisario especial
Art. 9 bis, § 1, apdo. 1 y 2, 1ª y § 2
de dicha ley (sanción penal: art. 13, 5ª
de dicha ley).

Autoridad competente: La Comisión Banca-
ria

- Suspensión total o parcial de las activi-
dades Art. 9 bis, § 1, apdo. 1 y 2, 2ª y
§ 3 de dicha ley (sanción penal: art. 13
5ª de dicha ley).

Autoridad competente y recurso: la comi-
sión bancaria; se abre un recurso ante
el Ministro de Hacienda que confirma o
revoca la decisión.

Texto inicial

Texto modificado

Entidades públicas de crédito Caja de Ahorros de la Caja General de ahorros y de pensiones

Entidades de crédito publicas
Caja de Ahorros del Fondo General de Ahorros y Pensiones

- Investigaciones y peritajes in situ Art. 1, apdo. 2 del decreto real nº 2 relativo a la vigilancia de la Caja de ahorros de la Caja general de ahorros y de pensiones.

- Investigaciones y peritajes in situ:
Art. 1, apdo. 2 del Real Decreto nº 2 relativa a la vigilancia de la Caja de Ahorros del Fondo General de Ahorros y Pensiones, que hace aplicable a ésta el art. 19, apdo. 2 a 5 del Decreto real nº 135 de 9 de julio de 1935 (citado más arriba).

Autoridad competente para decidir la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria.

Sin modificaciones

Autoridades competentes para realizar la investigación o el peritaje: la Comisión Bancaria y el Banco Nacional de Bélgica a petición de la Comisión Bancaria.

Sin modificaciones

- Otras medidas

No existen medidas especiales; responsabilidad del Parlamento y el Gobierno.

- Notificaciones a los órganos de gestión de la Caja de Ahorros del Fondo General de Ahorros y Pensiones, art. 3 del Real Decreto nº 2 de 24.12.1980.

Autoridad competente: la Comisión Bancaria.

Texto inicial

Texto modificado

DINAMARCA

DINAMARCA

Artículo 46 de la Ley nº 35 de 30 de enero de 1981.

Sin modificaciones

Las autoridades de control de los bancos y de las cajas de ahorro pueden declarar el estado de suspensión de pagos de los bancos o las cajas de ahorro, si es necesario en interés de los depositantes. La declaración no puede ser revocada por el banco o la caja de ahorros sin autorización de las autoridades de control.

La declaración se enviará al tribunal "Skifteretten" que forma parte del sistema judicial.

ALEMANIA

ALEMANIA

Medidas adoptadas en aplicación del art. 46 de la Ley Bancaria:

Sin modificaciones

- instrucciones dadas a los dirigentes;
- prohibición o limitación del derecho de efectuar operaciones de pago;
- prohibición o limitación del ejercicio de las actividades de dirigente o de propietario;
- designación de personas encargadas de la vigilancia de la entidad.

Texto inicial

Texto modificado

Medidas adoptadas en aplicación del art. 46a de la Ley Bancaria (1):

- prohibición de efectuar operaciones de pago o de enajenación;
- cierre de las ventanillas de la entidad de crédito destinadas a operaciones con la clientela;
- prohibición de ingresar pagos que no estén destinados al reembolso de las deudas frente a otra entidad de crédito.

Autoridad competente: la Oficina Federal de control bancario (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen).

ESPAÑA (nuevo)

- suspensión temporal de los administradores

Real Decreto Ley 5/1978 de 6 de marzo de 1978

Real Decreto Ley 18/1982 de 24 de septiembre de 1982

Decretos Reales 2575 y 2576/1982 de 1 de octubre de 1982 (extensión de las disposiciones anteriores a las Cajas de ahorro y cooperativas)

Autoridad competente: el Banco de España

(1) Estas medidas también figuran en el protocolo 1b del proyecto de Convenio relativo a la quiebra, al acuerdo entre acreedores y a procedimientos análogos.

Texto inicial

Texto modificado

FRANCIA

FRANCIA

Medidas previstas por la Ley nº 84/46 de 24 de enero de 1984, relativa a la actividad y al control de las entidades de crédito.

Sin modificaciones

Medidas que puede adoptar la Comisión Bancaria

- requerimiento (artículo 43)
- designación de un administrador provisional (artículo 44),
- prohibición de determinadas operaciones y otras limitaciones del ejercicio de la actividad (art. 45, § 3),
- suspensión temporal o dimisión obligatoria de una o varias personas responsables determinación efectiva de la orientación de la actividad de las entidades de crédito (art. 45, ° 4 y 5).

Medidas que puede adoptar el Gobernador del Banco de Francia:

- organizar el concurso del conjunto de las entidades de crédito a fin de adoptar las medidas necesarias para la protección de los intereses de los depositantes y de terceros, para el funcionamiento del sistema bancario y también para la preservación de la reputación de la banca local (artículo 52)

Texto inicial

Texto modificado

GRECIA

GRECIA

Medidas previstas por:

Sin modificaciones

- a) la Ley 1665/1951 por la que se organiza el control y la liquidación administrativa de los bancos, el nombramiento de un comisario, la liquidación y la cancelación de la aprobación;
- b) la Ley 236/75 por la que se organiza el nombramiento de un comisario temporal en los casos de urgencia e importancia especiales;
- c) la Ley 431/76 por la que se establece la obligación de doblar el capital de los bancos en determinadas condiciones consideradas como constitutivas de un estado de insolvencia;
- d) la Ley 2292/1953 (en particular los art. 10 al 12) relativa a la fusión obligatoria de las sociedades bancarias.

A. Medidas que puede adoptar el Banco de Grecia facultado por la ley general 1266/1982

- i) aumento obligatorio del capital (ley 1665/1951, art. 6);
- ii) nombramiento de un comisario (ley 1665/1951, art. 8);
- iii) nombramiento de un comisario temporal en los casos de urgencia e importancia especiales (ley 236/75);
- iv) doblamiento obligatorio del capital de los bancos que hayan estado varias veces bajo la tutela de un comisario o un comisario temporal y cuyo

Texto inicial

Texto modificado

capital y reservas representen menos de 1/70 avo del total de sus depósitos (Ley 431/76).

B. Medidas que puede adoptar el Gobierno (Consejo de Ministros y Ministro de Comercio).

Fusión obligatoria de bancos y aumento del capital inicial de más de un tercio (Ley 2292/1953, artículo 10-12)

IRLANDA

IRLANDA

Medidas relativas a los bancos autorizados, cuya referencia legislativa es la Central Bank Act de 1971 y cuya autoridad competente es el Banco Central de Irlanda:

Sin modificaciones

- suspensión del derecho de recibir depósitos y de efectuar pagos (sección 21),
- restricción del ámbito de la autorización (sección 10),
- prohibición o restricción de la publicidad de los depósitos (sección 22).

Medidas relativas a las cajas de crédito a la construcción cuya referencia legislativa es la Building Societies Act de 1976 y cuya autoridad competente es el Registrar of Friendly Societies:

- restricción de autorización (sección 11),
- préstamo de una sociedad a otra (sección 24),

Texto inicial

Texto modificado

- unión de sociedades (sección 25),
- transferencia y garantía de ejecución de los compromisos (sección 26),
- confirmación y registro de las uniones previstas en la sección 25 o de las transferencias de empresas previstas en la sección 26 (sección 27),
- competencia de la autoridad de control (registrar) para designar un inspector o convocar una asamblea especial (sección 29),
- competencia de la autoridad de control (registrar) para suspender la colecta de fondos y los pagos (sección 31),
- competencia de la autoridad de control (registrar) para suspender y controlar la publicidad (sección 32).

ITALIA

- a) Petición de informaciones sobre la situación económica de la entidad de crédito o de sus sucursales (artículo 31 de la Ley Bancaria).
Autoridad competente: Banca d'Italia
- b) Inspecciones de la entidad de crédito y de sus sucursales (artículo 31 de la Ley Bancaria)
Autoridad competente: Banca d'Italia
- c) Convocatoria de las asambleas generales y de los órganos de gestión de la entidad de crédito para la adopción de medidas extraordinarias (artículo 35 de la Ley Bancaria).
Autoridad competente: Banca d'Italia.

ITALIA

Sin modificaciones

Texto inicial

Texto modificado

- d) Revocación de los órganos de gestión y de control y su sustitución por órganos extraordinarios para el saneamiento de la entidad de crédito (artículo 57 de la Ley Bancaria).

Autoridad competente: Ministro del Tesoro a propuesta de la Banca d'Italia (la Banca d'Italia es la única competente para la designación de los órganos de excepción).

- e) Suspensión temporal de pagos y de cualquier otro procedimiento ejecutorio relativo a la entidad de crédito bajo el régimen de gestión extraordinario mencionado en la letra d) (artículo 63 de la Ley Bancaria).

Autoridad competente: Banca d'Italia.

- f) Suspensión temporal de las funciones de los órganos de gestión y de control de la entidad de crédito y designación de un funcionario de la autoridad de vigilancia bancaria para ejercer dichas funciones (artículo 66 de la Ley Bancaria).

Autoridad competente: Banca d'Italia.

- g) Revocación de la autorización de ejercer la actividad de determinadas sucursales de la entidad de crédito debido a carencias de gestión (artículo 34 de la ley bancaria).

Autoridad competente: Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio (CICR).

Texto inicial

Texto modificado

LUXEMBURGO

LUXEMBURGO

Medidas previstas por la Ley de 10 de agosto de 1982 relativa a la organización:

Sin modificaciones

- 1) del derecho de suspensión del Instituto monetario luxemburgués con respecto a las entidades de crédito;
- 2) del aplazamiento de pago, de la gestión controlada y de la liquidación de las entidades de crédito.

Medidas que puede adoptar el Instituto monetario luxemburgués:

- prohibición (en caso de crisis) (artículo 2),
- suspensión de los directivos (artículo 3) (no aplicable a las entidades de derecho público luxemburgués),
- suspensión total o parcial de las actividades (artículo 3).

Medidas que puede adoptar el tribunal de distrito, competente en materia comercial (en su caso a petición del Instituto monetario): aplazamiento de pago y gestión controlada (no aplicable a las entidades de derecho público luxemburgués).

PAÍSES BAJOS

PAÍSES BAJOS

Medidas previstas por la Ley de 13 de abril de 1973 relativa al control de las entidades de crédito:

Sin modificaciones

Texto inicial

- requerimientos
- intervención oculta (III parte),
sección 24),
- disposiciones de urgencia (V parte),
sección 31).

Autoridad competente: el Banco Central
(De Nederlandsche Bank)

Texto modificado

PORTUGAL (nuevo)

Medidas que pueden ser adoptadas por el
Ministro de Hacienda previo dictamen del
Banco de Portugal:

- exención temporal de las entidades en
crisis de determinadas obligaciones le-
gales y concesión de una ayuda moneta-
ria o financiera.
Decreto ley 51/84 de 11 de febrero de
1984 Artículo 34
- plazo de noventa días para el sanea-
miento financiero de entidades de
crédito que hayan suspendido sus pagos
y nombramiento de un comisario del
Gobierno.
Decreto ley nº 30689 de 27 de agosto
de 1940
artículo 1
- nombramiento de un administrador en-
cargado de garantizar el funcionamien-
to normal de una "Caixa económica"
Decreto ley nº 136/79 de 18 de mayo
de 1979 relativo a las "Caixas Económi-
cas"
artículo 23

Medidas que pueden ser adoptadas por
el Consejo de Ministros a propuesta

Texto inicial

Texto modificado

del Ministro de Hacienda en caso de aplicación de las medidas previstas en el artículo 34 del Decreto Ley de 11 de febrero de 1984 (citado anteriormente)

- nombramiento de delegados, administradores o de una comisión administrativa encargados de intervenir en la gestión de la entidad
- suspensión de las funciones de uno o varios administradores en ejercicio

REINO UNIDO

Medidas que pueden ser adoptadas por el Banco Central (Bank of England):

- poder de nombramiento de uno o varios expertos encargados de investigar y de informar sobre el estado y la gestión de una entidad autorizada (Banking Act 1979, sección 17),
- poder de revocar la autorización de una entidad (Banking Act 1979, sección 71a),
- poder de revocar la autorización de una entidad y de sustituirla por una autorización condicional (Banking Act 1979, secciones 71b y 10),
- poder, en caso de revocación pura y simple de la autorización de una entidad, de establecer las directrices para la gestión de los negocios (Banking Act 1979, secciones 8 y 9).

REINO UNIDO

Sin modificaciones

Lista de procedimientos de liquidación previstos en el artículo 2.3 de la propuesta de Directiva relativa a la coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas referentes al saneamiento y a la liquidación de las entidades de crédito y a los sistemas de garantía de depósitos

BÉLGICA

- la faillite - het faillissement
Código de Comercio, libro III, artículo 437
y siguientes
- autoridad competente: tribunal de commerce

DINAMARCA

- Konkurs
ley nº 444 de 28 de agosto de 1984
ley nº 374 de 15 de agosto de 1985 que hace
aplicable la ley anterior a los bancos, ca-
jas de ahorro y cooperativas
- Autoridad competente: Skifteretten

REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA

- Konkurs
Artículo 46bis de la Ley Bancaria
de 20 de diciembre de 1984
- Autoridad competente: Oficina federal de control bancario. (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen)

- freiwilligen Liquidación

Artículo 38 apartado 2 de la Ley Bancaria
artículo 131 y siguientes, 145 y siguientes,
en el caso de una offene Handelsgesellschaft
artículo 262 y sig. en el caso de una
Aktiengesellschaft artículo 60 y art. 78 y
sig. für die Genossenschaft

ESPAÑA

1.Quiebra

Código de comercio artículos 870 a 941

2.Suspensión de pagos

Ley de 26/7/1922

Autoridades competentes: autoridades judiciales

3.Liquidación administrativa

(después de una revocación de la autorización)

Ley Bancaria de 31.12.1946 art. 57 bis

(completada por el Real Decreto 1298/1986 de
28 de junio art. 4-3)

Autoridades competentes: Dirección general del
Tesoro y Política Financiera del Minis-
terio de Economía y Hacienda - Banco
de España

4.Liquidación

Cajas de ahorro: Real Decreto 2532/1929 de
21 de noviembre de 1929 art. 140 a 146

Cooperativas de crédito: Ley 3/1987 de 2 de
abril de 1987 art. 103 a 115

Otras entidades de crédito: Ley de Sociedades
Anónimas de 17.7.81 art. 150 a 171

Texto inicial

Texto modificado

FRANCIA

- redressement et liquidation judiciaire
Ley nº 85/98 de 25 de enero de 1985
(Título III)
Decreto nº 85/1388 de 27 de diciembre de
1985, art. 119 y siguientes
- Autoridades competentes: Tribunal de
Commerce

GRECIA

Ley 1665/1951 de 27 de enero de 1951 sobre
funcionamiento y control de los bancos
Artículo 9 (Liquidación)
Autoridad competente: La Comisión mone-
taria

IRLANDA

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(companies Act 1963 VIe part)
- liquidation of banks
(Central Bank Act 1971 sections 28 to
31)

Texto inicial

Texto modificado

Para las "Building Societies"

- compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976 artículo 95
- Housing (Miscellaneous Provisions)
Act 1979 artículo 20
- Land Act 1984 (artículo 4(2))
- Age of Majority Act 1985

Autoridad competente:

- autoridad competente para conceder o
cancelar la autorización y vigilar la
actividad de las entidades de crédito
- The High Court, en caso de quiebra

Para las Building societies: Registrar of
Friendly Societies, que es también Regis-
trar of Building Societies (Building
Societies Act 1986, Section 85)

ITALIA

- il concordato preventivo
Decreto de 16 de marzo de 1942 art. 160
a 186
Decreto ley de 12 de marzo de 1936 modi-
ficado art. 35, apdo. 2d)
Autoridad competente: autoridad judicial
- la liquidazione coatta amministrativa
Decreto ley de 12 de marzo de 1936
Art. 67 a 86
Decreto de 16 de marzo de 1942 modifica-
do art. 194 a 215
- Autoridades competentes: Banco de Italia
Ministro del Tesoro y Comité interminis-
terial para el crédito y el ahorro
- la liquidazione volontaria
Decreto de 12 de marzo de 1936 modifica-
do art. 86 bis

Texto inicial

Texto modificado

LUXEMBURGO

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit
Ley de 10 de agosto de 1982 sección 2
Autoridades competentes: el Tribunal de distrito competente en materia comercial a petición del Procurador del Estado o del Comisario del Control de los Bancos
- Liquidation volontaire
Ley de 10 de agosto de 1982 artículo 12

HOLANDA

- vrijwilligen solvente liquidatie ingevolge statutaire ontbinding
en
- gedwongen solvente liquidatie na uitreking van de vergunning
Burgerlijk Wetboek betreffende de vereffening van (solvente) rechtspersonen-
Boek II
Artículos 22 y 23 del Título 1 y Artículos 166 al 173 del Título 3 del Libro II del Código Civil, relativos a la liquidación de personas (solventes)
Autoridad competente: la propia entidad de crédito
- solvente liquidatie tijdens de noodregeling. Art. 36, apartados 1 y 6 de la Ley sobre la supervisión de las entidades de crédito, que establece que las disposiciones mencionadas del Código Civil son de aplicación
Autoridad competente: el comisario
- insolvente liquidatie na faillietverklaring van de kredietinstelling
Ley de Quiebra de 30 de septiembre de 1893 y las modificaciones 5140, artículos 1 al 212 del Título I.
Autoridad competente: los Tribunales

Texto inicial

Texto modificado

PORTUGAL

- Normas para la liquidación de entidades bancarias
Decreto-Ley nº 30-689 de 27 de Agosto de 1940 art. 11 y siguientes
Autoridad competente: Ministro de Finanzas
- Liquidación como consecuencia de la revocación de la autorización
Autoridad competente: Ministro de Finanzas
- Cajas cooperativas
Decreto-Ley nº 454/80, de 9 de Octubre de 1980, art. 75 y 77 que remiten a las normas generales del procedimiento de quiebra.
Decreto-Ley nº 44/129, de 28 de diciembre de 1961, capítulo XV, artículos 1245 y siguientes
Venta de bienes: artículos 882 y siguientes

REINO UNIDO

Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986 4ª parte)
Creditors voluntary winding-up
Corporate voluntary arrangement (insolvency Act 1986, Iª parte)
Corporate arrangements and reconstructions (Companies Act 1985, XIIIª parte)
For Building Societies (Building Societies Act 1986, Xª parte)
Creditors' voluntary winding-up
Dissolution by consent of an appropriate majority of the society's members
Autoridad competente: autoridad judicial
Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986 4ª parte)

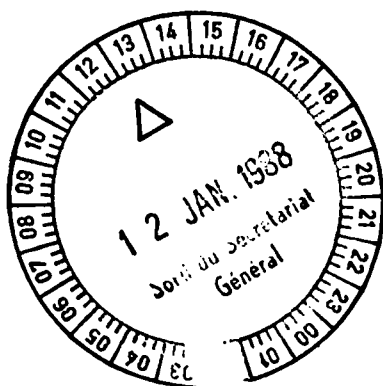
COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(88) 4 final

Bruxelas, 4 de Janeiro de 1988

PROPOSTA ALTERADA DE DIRECTIVA DO CONSELHO
relativa ao saneamento e à liquidação das
instituições de crédito e aos sistemas de
garantia de depósitos

apresentada pela Comissão ao Conselho,
em conformidade com o nº 3 do artigo 149º do Tratado



**Proposta alterada de directiva do Conselho relativa
ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito
e aos sistemas de garantia de depósitos**

FUNDAMENTAÇÃO

I. PROCESSO SEGUIDO

1. Em 19 de Dezembro de 1985, a Comissão adoptou uma proposta de directiva relativa ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito (1) que incluía um Título IV relativo à garantia d depósitos. Esta disposição foi completada em 22 de Dezembro de 1987 por uma recomendação da Comissão relativa à instituição, na Comunidade, de sistemas de garantia de depósitos (2). A proposta de directiva foi transmitida, em 9 de Janeiro de 1986, ao Conselho que decidiu, em 24 de Janeiro de 1986, consultar o Parlamento Europeu e o Comité Económico e Social.
2. O Comité Económico e Social adoptou por unanimidade um parecer (3) relativo à proposta da Comissão no decurso da sua 238ª sessão plenária que se realizou em Bruxelas em 2 de Julho de 1986.

O Parlamento Europeu adoptou a resolução, encerrando assim o seu processo de consulta, com a sua votação da sessão plenária de sexta-feira dia 13 de Março de 1987 (4).

3. A presente proposta alterada foi elaborada a fim de ter em conta os resultados da consulta destas duas instituições bem como a adesão de dois novos Estados-membros.

(1) JO n° C 356 de 31 de Dezembro de 1985, p. 55.

(2) JO n° L 33 de 4 de Fevereiro de 1987, p. 16.

(3) JO n° C 263, de 20.10.1986, p. 13

(4) JO n° C 99, de 13.4.1987, p. 211

O Parlamento Europeu reconheceu, na sua resolução, que uma tal directiva constituiria "um progresso certo, apesar de modesto, no desenvolvimento do mercado comum do crédito no qual serão melhor garantidas a protecção dos aforradores e a sua confiança no sistema bancário".

O Comité Económico e Social, cujo parecer foi emitido antes da adopção da recomendação da Comissão sobre os sistemas de garantia dos depósitos, criticou principalmente o artigo da directiva relativo a esta questão, tendo proposto a suspensão de um dos seus números (nº 2 do artigo 16º). O Parlamento, por seu turno, salientou "que tal directiva só é viável se os Estados-membros derem cumprimento à recomendação da Comissão, o mais tardar em 1 de Janeiro de 1990".

A fim de salientar a importância desta questão, é sugerido numa alteração que a designação da directiva seja completada com a menção expressa dos sistemas de garantia dos depósitos no próprio título da proposta de directiva.

Perfeitamente consciente do elo que existe entre os processos de saneamento ou de liquidação e os sistemas de defesa dos depositantes, a Comissão apresenta a sua nova proposta com uma designação mais completa, conforme à resolução do Parlamento Europeu.

11. COMENTÁRIO DAS ALTERAÇÕES

O Parlamento Europeu sugeriu acrescentar dois considerandos, fazendo-se referência, no primeiro, à concordata e a processos análogos, e no segundo, à Recomendação da Comissão de 22 de Dezembro de 1986. Estas duas alterações do Parlamento Europeu foram retomadas integralmente na proposta alterada (décimo e décimo oitavo considerandos).

TÍTULO 1 - Artigo 1º

A alteração, proposta pelo Parlamento Europeu, exprime claramente que as disposições da presente directiva se aplicam às sucursais criadas noutros Estados-membros diferentes do da sede social da instituição de crédito. Isto resulta do próprio texto da directiva mas não constava expressamente da versão anterior.

Artigo 2º

Uma primeira alteração do Parlamento a este artigo retoma uma observação apresentada no parecer do Comité Económico e Social que consiste em inserir no primeiro parágrafo uma referência às "autoridades competentes", tais como definidas na directiva, para tomar as medidas constantes da lista em anexo. Este aditamento foi feito na forma proposta pelo Comité Económico e Social.

Além desta alteração de carácter formal, o Parlamento Europeu propôs três alterações do artigo 2º que foram retomadas integralmente na proposta alterada :

- a primeira alteração consiste em suprimir os critérios positivos que a Comissão tinha decidido inserir para caracterizar as medidas de saneamento.

O Parlamento Europeu considera que esses critérios se sobrepõem aos critérios negativos constantes das alíneas a) e b) do nº 2 pelo que são supérfluos.

A natureza das medidas constantes em anexo, que, na maior parte dos casos, não são específicas das situações de saneamento, exigia que, pelo menos, se especificassem os casos em que essas medidas não podem ser consideradas como medidas de saneamento (o que não foi alterado). As especificações do nº 1 eram úteis mas não indispensáveis pelo que podem ser suprimidas, sem inconvenientes, da versão alterada.

- a segunda alteração, que convém aproximar das alterações propostas aos artigos 3º, 11º e 14º, tende a retomar nesta directiva certas disposições relativas à liquidação que, normalmente, seriam do âmbito da Convenção sobre a falência e, consequentemente, de inserir num Anexo II, segundo o modelo do protocolo anexo a essa convenção, que retomaria a lista dos processos de liquidação aplicáveis às instituições de crédito.

Esta nova disposição justifica-se pelo aditamento do Anexo II que consta da proposta alterada.

- a terceira alteração consiste em definir um sistema de garantia dos depósitos nos termos da directiva.

Fundamentando-se na definição constante da recomendação da Comissão, o Parlamento sugeriu uma definição lata que permita considerar certos sistemas que funcionem numa base diferente da indemnização como sistemas de garantia dos depósitos.

Artigo 3º

Como assinalado, este aditamento resulta da nova orientação adoptada nesta directiva no que se refere aos processos de liquidação.

TÍTULO II

Os artigos 4º, 5º, 6º e 7º, que instituem as regras essenciais do reconhecimento mútuo das decisões de saneamento e de colaboração entre as autoridades competentes, foram objecto de propostas de alteração por parte do Comité Económico e Social (artigo 4º) e do Parlamento (artigos 5º, 6º e 7º) que não podem ser inseridas na proposta alterada sem pôr em causa toda a economia do sistema escolhido.

Todavia, no artigo 7º, foi introduzida uma alteração de redacção que consiste em mencionar os direitos dos accionistas dado que pode ser controversa a sua classificação como "credores".

Artigo 9º

O Parlamento e o Comité Económico e Social considerarem necessário mencionar expressamente no nº 2 deste artigo que um Estado-membro só pode propor uma alteração ou um complemento ao Anexo para as medidas existentes nesse Estado. Esta alteração tem, na opinião da Comissão, um carácter totalmente formal devido à fraca probabilidade de um Estado-membro notificar uma medida que não pertença ao seu ordenamento jurídico próprio. Por outro lado, uma decisão do Conselho, datada de 13 de Julho de 1987, posterior, consequentemente, ao parecer do Parlamento, determinz "as modalidades do exercício das competências de execução concedidas à Comissão". O texto que constava de proposta da Comissão foi consequentemente substituído pelo texto da decisão do Conselho.

Artigo 11º

A referência à convenção que era feita no nº 2 foi transferida para um novo "considerando" (décimo considerando alterado).

O Parlamento e o Comité Económico e Social observaram, com justeza, que convinha afirmar a competência exclusiva das autoridades administrativas ou dos órgãos liquidatários do país da sede dado que certos Estados-membros poderiam contestar o princípio de unidade da liquidação se esta especificação não constasse deste artigo.

Artigo 14º

Em conformidade com a alteração proposta pelo Parlamento foi inserida uma disposição relativa à publicidade da liquidação num novo nº 3 do artigo 14º que já contém regras de direito material aplicáveis de forma específica às instituições de crédito.

III. ADAPTAÇÃO DO PRESENTE TÍTULO ÀS ALTERAÇÕES DAS LEGISLAÇÕES NACIONAIS

Artigo 16º

Como indicado no novo ponto C aditado ao Título III, foi aditado um novo artigo no final deste título, consagrado à liquidação, para ter em conta a inserção de um Anexo II que enumera os processos nacionais de liquidação.

Com efeito, convinha prever uma alteração rápida da lista desses processos para acompanhar a evolução das legislações nacionais. Esta função de actualização foi confiada à Comissão que deve proceder à sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

Anexo I

O título deste anexo foi alterado com o fim de o uniformizar com o da proposta alterada de directiva.

As medidas da Bélgica relativas às Caixas de Poupança da "Caisse générale d'épargne et de retraite" foram actualizadas.

Foram inseridas as medidas de saneamento existentes em Espanha e em Portugal.

Anexo II

Lista dos processos de liquidação prevista no nº 3 do artigo 2º da proposta de directiva relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas relativas ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito e aos sistemas de garantia dos depósitos.

Este anexo, que é mais completo e pormenorizado que o que consta do protocolo do projecto de convenção sobre a falência, a concordata e outros processos análogos em que o Parlamento pretendia inspirar-se, foi estabelecido com o apoio dos Estados-membros aos quais foi pedido que respondessem a um questionário distribuído pela Comissão.

Proposta alterada de directiva do Conselho relativa ao saneamento
e liquidação das instituições de crédito e aos
sistemas de garantia de depósitos

Texto inicial

Directiva do Conselho relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas respeitantes ao saneamento e liquidação das instituições de crédito

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, a terceira frase do nº 2 do seu artigo 57º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Em cooperação com o Parlamento Europeu,

Tendo em conta o parecer do Comité Económico e Social,

Considerando que, de acordo com os objectivos do Tratado, convém promover o desenvolvimento harmonioso das actividades económicas no conjunto da Comunidade, suprimindo todas as restrições à liberdade de estabelecimento e à livre prestação de serviços no interior da Comunidade,

Texto alterado

Directiva do Conselho relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas respeitantes ao saneamento e liquidação das instituições de crédito e aos sistemas de garantia de depósitos

Preâmbulo inalterado

1º a 9º considerando: inalterados

Texto inicial

Texto alterado

considerando que, paralelamente á supressão destas restrições, deve ser dada atenção especial à situação que pode surgir caso se verifiquem dificuldades numa instituição de crédito, nomeadamente, quando a referida instituição tenha sucursais noutros Estados-membros;

Considerando que a estrutura actual do sector das instituições de crédito, cujo acesso à actividade e seu exercício são submetidos a uma fiscalização por parte das autoridades em todos os Estados da Comunidade, justifica que se adoptem medidas específicas para estas instituições em matéria de saneamento e liquidação;

Considerando que as legislações e os usos em vigor nos Estados-membros tendem a instituir processos de saneamento destinados a evitar a insolvência das instituições de crédito logo que surja uma situação financeira difícil, a fim, nomeadamente, de preservar a confiança dos aforradores no sistema bancário;

Considerando que seria muito difícil tentar unificar estas legislações e usos sem se proceder, numa primeira fase, a um reconhecimento recíproco pelos Estados-membros das medidas adoptadas por cada um deles para resolver as dificuldades financeiras das suas próprias instituições;

Texto inicial

Texto alterado

Considerando que convém confiar a aplicação das medidas de saneamento relativas a uma instituição de crédito que exerça a sua activida de em vários Estados-membros às autoridades competentes de um único Estado-membro, a saber, as autoridades do país onde a instituição de crédito tem a sua sede social, e que estas devem estar habilitadas a aplicar a sua própria legislação fora do território nacional, consultando adequadamente as autoridades competentes dos outros Estados-membros em causa;

Considerando que o objectivo de saneamento só pode ser atingido se forem removidos todos os entraves jurídicos que impediriam que as medidas de saneamento adoptadas pelas autoridades da sede fossem aplicáveis nas sucursais;

Considerando que uma publicidade que informe os credores e accionistas da aplicação de determinadas medidas de saneamento é conveniente e, por vezes, necessária nos países onde existem sucursais, nomeadamente, quando essas medidas forem susceptíveis de dificultar o exercício de alguns dos seus direitos;

Considerando que é indispensável prever um procedimento que permita a rápida adaptação da directiva à evolução das regulamentações nacio nais relativas às medidas de saneamento, que devem continuar a evoluir, a nível nacional,

Texto inicial

em função da experiência adquirida; que convém, para este efeito, aumentar os poderes do Comité Consultivo, criado nos termos da Directiva 77/780/CEE do Conselho (1), atribuindo-lhe o poder de dar um parecer sobre a adopção ou rejeição destas alterações a nível comunitário;

Considerando que, na ausência ou em caso de malogro das medidas de saneamento, as instituições de crédito em crise devem ser liquidadas; que convém, nesse caso, prever determinadas disposições com vista a coordenar o papel das autoridades de controlo bancário relativamente à aplicação das medidas de liquidação;

Considerando que o importante papel desempenhado pelas autoridades competentes antes da abertura da liquidação com a aplicação de medidas de saneamento se deve prolongar pela abertura da liquidação, a fim de permitir que as operações de liquidação decorram correctamente;

Texto alterado

Considerando que, na ausência ou em caso de malogro das medidas de saneamento, as instituições de crédito em crise devem ser liquidadas; que, na expectativa da celebração de uma Convenção, ao abrigo do artigo 220º do Tratado CEE, relativo à falência, à concordata e aos processos análogos, convém coordenar as disposições essenciais aplicáveis em caso de liquidação de uma instituição de crédito e prever determinadas disposições com vista a coordenar o papel das autoridades de controlo bancário relativamente à aplicação das medidas de liquidação;

11º a 17º considerando: inalterados

(1) J.O. nº L 322, de 17.12.1977, p. 30.

Texto inicial

Texto alterado

Considerando que a ^{revogação} revogação da autorização bancária deve ser uma das consequências necessárias da abertura do processo de liquidação das instituições de crédito; que, todavia, em alguns casos excepcionais, as autoridades competentes poderão manter essa autorização, de forma a facilitar as operações de liquidação;

Considerando que, em matéria de instituições de crédito, admite-se que, durante o seu período de actividade, a instituição de crédito e as suas sucursais formem uma entidade sujeita ao controlo das autoridades competentes da sede social no que se refere à fiscalização da liquidez e da solvabilidade; que será inoportuno renunciar a esta regra no momento da liquidação de uma instituição de crédito;

Considerando que a igualdade dos credores só é salvaguardada se a instituição de crédito for liquidada de acordo com os princípios de unidade e universalidade que requerem a competência das autoridades administrativas e judiciais de um único Estado, a aplicação da lei de liquidação do país em que se situa a sede e a extraterritorialidade dos seus efeitos;

Considerando, todavia, que a liquidação deve ser submetida a regras especiais caso a instituição seja solvente; que a liquidação voluntária de acordo com as regras estatutárias requer essa solvabilidade;

Texto inicial

que convém prever que as autoridades competentes tenham o poder de se assegurar dessa solvabilidade durante o período de duração das operações de liquidação;

Considerando que deve ser possível, através de determinadas adaptações, a coordenação do papel das autoridades competentes aquando do saneamento e da liquidação igualmente para as sucursais de instituições de crédito que tenham a sua sede social fora da Comunidade;

Considerando que, em caso de liquidação de uma instituição de crédito insolvente, os interesses dos depositantes devem estar protegidos pelos sistemas de garantia existentes na Comunidade Europeia, sem discriminação, num mesmo território, entre as sucursais de instituições de crédito nacionais e dos outros Estados-membros e, subsidiariamente, numa mesma instituição, entre os depósitos efectuados no país em que se situa a sede e nas sucursais criadas nos outros Estados-membros, desde que, nestes últimos, não exista nenhum sistema de garantia de depósitos;

Texto alterado

Considerando que o estabelecimento de um sistema de garantia de depósitos deverá ser objecto de coordenação ulterior através de uma directiva, à luz da experiência adquirida com a execução das disposições contidas na Recomendação da Comissão,

Texto inicial

Texto alterado

de 22 de Dezembro de 1986, relativa à instituição, na Comunidade, de sistemas de garantia de depósitos (87/63/CEE), publicada no Jornal Oficial nº L 33, de 4.2.1987.

ADCP TOU A PRESENTE DIRECTIVA:

TÍTULO I

Âmbito de aplicação e definições

Artigo 1º

1. A presente directiva aplica-se às instituições de crédito e às suas sucursais, na aceção do primeiro e terceiro travessões do artigo 1º da Directiva 77/780/CEE, sem prejuízo das condições e isenções previstas no artigo 2º da referida directiva.

2. As disposições da presente directiva que tenham por objecto as sucursais de uma instituição de crédito que tenha a sua sede social fora da Comunidade só se aplicam se essa instituição de crédito possuir sucursais em, pelo menos, dois Estados-membros da Comunidade.

Artigo 1º

1. A presente directiva aplica-se às instituições de crédito e suas sucursais criadas num Estado-membro que não seja o da sede social, tal como se encontram definidas no primeiro e terceiro travessões do artigo 1º da Directiva 77/780/CEE, sem prejuízo das condições e isenções previstas no artigo 2º da referida directiva.

Inalterado

Texto inicial

Artigo 2º

1. Na acepção da presente directiva, consideram-se como medidas de saneamento as medidas destinadas a manter ou a recuperar a situação financeira de uma instituição de crédito e que preencham as seguintes condições:

- a) Constarem da lista reproduzida em anexo
- b) Destinarem-se a evitar a abertura de um processo de liquidação;
- c) Serem decididas antes de qualquer declaração de insolvência da instituição de crédito.

2. Não se consideram como medidas de saneamento, mesmo que constem da lista reproduzida em anexo, as medidas tomadas:

- a) No âmbito da fiscalização normal das instituições de crédito, tal como é definida no artigo 7º da Directiva 77/780/CEE, bem como as medidas destinadas a sancionar as infracções às leis e regulamentos;
- b) No âmbito de uma falência, de uma concordata ou de qualquer outro processo de liquidação já iniciado.

Texto alterado

Artigo 2º

1. Na acepção da presente directiva, consideram-se como medidas de saneamento as medidas

lista reproduzida no Anexo I,
destinadas a manter ou a recuperar a situação financeira de uma instituição de crédito.

2. Inalterado

3. Na acepção da presente directiva são considerados como processos de liquidação os processos constantes do Anexo II.

Texto inicial

3. As medidas previstas no nº 1, bem como as autoridades competentes para as executarem, são determinadas pelas leis e regulamentos referidos em anexo.

Artigo 3º

Na aceção da presente directiva, entende-se por:

- país da sede : o Estado-membro onde uma instituição de crédito tem a sua sede social,
- país de acolhimento: qualquer Estado-membro, à excepção daquele que é definido como país da sede , onde uma instituição de crédito criou uma sucursal, na aceção do terceiro travessão do artigo 1º da Directiva 77/780/CEE,
- autoridades competentes: as autoridades que têm competência para conceder e retirar a autorização e/ou fiscalizar a actividade das instituições de crédito, em conformidade com os artigos 3º, 4º, 6º, 7º e 8º da Directiva 77/780/CEE, bem como qualquer

Texto alterado

4. Na aceção da presente directiva, consideram-se como sistemas de garantia de depósitos o conjunto de disposições que têm por objectivo garantir uma indemnização adequada aos depositantes, ou evitar-lhes qualquer prejuízo.

5. As medidas previstas no nº 1 e os processos de liquidação previstos no nº 3, bem como as autoridades competentes para as executarem, são determinadas pelas leis e regulamentos referidos nos anexo I e II.

Artigo 3º

Na aceção da presente directiva, entende-se por:

- Inalterado

- Inalterado

- autoridades competentes: as autoridades que têm competência para conceder e retirar a autorização e/ou fiscalizar a actividade das instituições de crédito, nos termos dos artigos 3º, 4º, 6º, 7º e 8º da Directiva 77/780/CEE, bem como

Texto inicial

outra autoridade referida nos anexos à presente directiva como estando incumbida de desencadear a aplicação das medidas de saneamento.

TÍTULO II

Medidas de saneamento

A. Instituições de crédito que tenham a sua sede social no interior da Comunidade

Artigo 4

1. As autoridades ou as jurisdições do país da sede são competentes para decidir, de acordo com as normas, processos e usos em vigor no seu território, a aplicação, numa instituição de crédito e nas suas sucursais de uma ou várias medidas de saneamento.

2. As medidas de saneamento, decididas pelas autoridades ou pela jurisdição competentes do país da sede, produzem todos os seus efeitos em relação aos dirigentes e credores das sucursais situadas nos outros Estados-membros, mesmo que as normas do país de acolhimento que lhe são aplicáveis não prevejam tais medidas ou submetam a sua aplicação a condições que não se encontram preenchidas.

Texto alterado

qualquer outra autoridade referida no anexo I e II presente directiva como estando em carregada de desencadear a aplicação das medidas de saneamento ou dos processos de liquidação

TÍTULO II

Medidas de saneamento

A. Instituições de crédito com sede social no interior da Comunidade

Artigo 4º

Inalterado

Inalterado

Texto inicial

Texto alterado

3. As decisões tomadas pelas autoridades ou pela jurisdição competentes do país da sede, no sentido de aplicar uma ou várias medidas de saneamento impedem a aplicação ou a manutenção pelas autoridades ou pela jurisdição competentes do país de acolhimento de qualquer medida de saneamento na acepção do artigo 2º, salvo decisão em contrário das autoridades competentes do país da sede.

Inalterado

Artigo 5º

Artigo 5º

As autoridades competentes do país da sede, antes da adopção de qualquer medida de saneamento, devem informar, por todos os meios disponíveis, as autoridades competentes do país de acolhimento das suas intenções e consultá-las sobre os efeitos dessa medida no país de acolhimento, a menos que a medida não se destine, manifestamente, a produzir efeitos significativos numa sucursal situada noutro Estado-membro.

Inalterado

Artigo 6º

Artigo 6º

No caso de as autoridades competentes do país de acolhimento considerarem necessária a aplicação, no seu território, de uma ou várias medidas de saneamento, na acepção do artigo 2º, devem informar de tal facto as autoridades competentes do país sede.

Inalterado

Texto inicial

Caso as autoridades competentes do país em que se situa a sede, após terem recebido essa informação, considerem que as dificuldades sentidas pela sucursal não são de molde a justificar a aplicação dos n.ºs 1 e 2 do artigo 4.º, informam de tal facto as autoridades do país de acolhimento que têm competência para decidir da aplicação no seu território de uma ou várias medidas de saneamento.

Artigo 7.º

1. Se a aplicação das medidas de saneamento decididas nos termos dos n.ºs 1 e 2 do artigo 4.º afectar directamente os direitos dos credores situados num país de acolhimento e se for possível interpor um recurso no país em que se situa a sede contra a decisão de aplicação de tais medidas as autoridades competentes do país da sede podem, caso o considerem necessário, publicar, a expensas da instituição de crédito, um extracto da sua decisão no Jornal Oficial das Comunidades Europeias e em dois jornais de circulação nacional de cada um dos países de acolhimento.

2. As autoridades competentes do país em que se situa a sede podem, se o considerarem oportuno, notificar a medida directa e individualmente aos credores residentes na Comunidade cujos direitos sejam afectados.

Texto alterado

Artigo 7.º

1. Se a aplicação das medidas de saneamento decididas nos termos dos n.ºs 1 e 2 do artigo 4.º for susceptível de afectar directamente os direitos de qualquer credor situados num país de acolhimento, ou de qualquer accionista, e se for possível interpor um recurso no país em que se situa a sede contra a decisão de aplicação de tais medidas as autoridades competentes do país da sede podem, caso o considerem necessário, publicar, a expensas da instituição de crédito, um extracto da sua decisão no Jornal Oficial das Comunidades Europeias e em dois jornais de circulação nacional de cada um dos países de acolhimento.

Inalterado

Texto inicial

Texto alterado

3.0 extracto de decisão a publicar ou a notificação devem fazer referência, na ou nas línguas nacionais dos Estados em causa, ao objecto e à base jurídica da decisão tomada, aos prazos de recurso e, de forma precisa, ao endereço das autoridades ou da jurisdição competentes para conhecer o recurso.

Inalterado

4. As medidas de saneamento são aplicáveis independentemente das medidas de publicidade previstas nos n.ºs 1 a 3, e produzem todos os seus efeitos em relação aos credores, a menos que as autoridades competentes do país da sede ou a legislação deste país relativa a essas medidas prescrevam em contrário.

Inalterado

5. Salvo em casos de notificação individual, os prazos de recurso decorrem a contar da publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

B. Instituições de crédito com sede social fora da Comunidade.

B. Instituições de crédito com sede social fora da Comunidade

Artigo 8.º

Artigo 8.º

1. Na expectativa de coordenação ulterior das disposições legislativas, regulamentares e administrativas aplicáveis às sucursais das instituições de crédito com sede social fora da Comunidade, as autoridades e jurisdições do país de acolhimento

Inalterado

Texto inicial

Texto alterado

mantêm a faculdade de aplicar as medidas de saneamento conformes às normas, processos e usos em vigor no seu território, a menos que, se disponha em contrário em acordos concluídos com o país da sede social, nos termos do Tratado e com base no princípio da reciprocidade.

2. Todavia, a autoridade competente do país de acolhimento de uma sucursal de uma instituição de crédito com sede social fora da Comunidade que considere ser necessário aplicar uma ou várias medidas de saneamento, na acepção do artigo 2º, deve, antes da adopção de tais medidas, informar de tal facto, por todos os meios disponíveis, as autoridades competentes dos outros países de acolhimento onde a instituição instalou sucursais que constam da lista referida no nº 7 do artigo 3º da Directiva 77/780/CEE e publicada anualmente no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

Inalterado

3. Caso seja necessária uma intervenção de extrema urgência, a informação prevista no nº 2 pode ser substituída por uma notificação imediata da medida às autoridades competentes dos outros países de acolhimento.

Inalterado

4. As autoridades competentes de um outro país de acolhimento podem decidir que as medidas de saneamento de que tiveram

Texto inicial

Texto alterado

conhecimento através do processo previsto no nº 2 ou da notificação prevista no nº 3 produzam os seus efeitos em relação aos dirigentes e aos credores das sucursais situadas nesse país de acolhimento, mesmo que a regulamentação que lhes é aplicável por força do nº 1 não preveja tais medidas ou sujeite a sua aplicação a condições que não se encontram preenchidas, sem prejuízo, contudo, da aplicação dos acordos referidos no nº 1.

5. As medidas de publicidade confiadas, pelos nºs 1 e 2 do artigo 7º, à diligência das autoridades competentes do país da sede são, em caso de aplicação do disposto no nº 4, confiadas à diligência da autoridade competente do país de acolhimento referida no nº 2.

C. Adaptação da directiva às alterações das legislações nacionais.

Artigo 9º

1. A lista das medidas de saneamento que figura em anexo é alterada e completada de acordo com o processo definido no presente artigo.

Inalterado

C. Adaptação do presente título às alterações das legislações nacionais.

Artigo 9º

1. A lista das medidas de saneamento que figura no anexo I é alterada e completada de acordo com o processo definido no presente artigo.

Texto inicial

2. Se um Estado-membro desejar alterar ou completar a lista das medidas em anexo, notifica a Comissão da medida prevista, indicando se esta comporta ou não disposições que possam afectar os direitos dos credores.

3. Um representante da Comissão pede ao presidente do Comité Consultivo Bancário instituído pela Directiva 77/780/CEE, a seguir de nominado "comité", que submeta ao Comité a medida proposta requerendo que este se reúna de urgência, se, em sua opinião, a situação o exigir.

4. O Comité emite o seu parecer sobre esta medida por uma maioria qualificada de dois terços dos votos; contudo, se a alteração prevista se referir a uma medida que possa afectar os direitos dos credores, o comité emite o seu parecer por unanimidade.

5. Se o comité emitir um parecer favorável à alteração da lista, a Comissão adopta a medi da prevista.

6. Se o comité não emitir um parecer favorável, a Comissão submete, sem demora, ao Conselho, que deliberará por maioria qualificada, uma proposta relativa à medida a tomar.

Se, ao fim de um prazo de seis meses a contar da data da apresentação da proposta ao Conselho, este ainda não tiver deliberado, a medida proposta é adoptada pela Comissão.

Texto alterado

2. Se um Estado-membro desejar alterar ou completar a lista das medidas constante ao Anexo I de acordo com o estatuido no seu ordenamento jurídico próprio, notifica a Comissão o projecto da medida prevista.

3. A Comissão é assistida por um Comité composto por Representantes dos Estdos-membros e presidida pelo Representante da Comissao.

4. O parecer é emitido por maioria, nos termos previstos no nº 2 do artigo 148º do Tratado para a adopção das decisões que o Conselho é convidado a tomar sob proposta da Comissão. Nas votações no seio do Comité, os votos dos Representantes dos Estados-membros estão sujeitos à ponderação definida no mesmo artigo. O presidente não participa na votação.

5. A Comissão adopta as medidas projectadas desde que sejam conformes com o parecer do Comité.

6. Se as medidas projectadas não forem conformes com o parecer do Comité, ou na ausência de parecer, a Comissão submeterá sem demora ao Conselho uma proposta relativa às medidas a tomar. O Conselho delibera por maioria qualificada.

Se, no termo de um prazo que será fixado para cada acto a adoptar pelo Conselho por força do presente número, mas que não poderá em caso algum ultrapassar três meses a contar da data em que o assunto foi submetido à apreciação do Conselho, este ainda não tiver deliberado, a Comissao adoptará as medidas propostas.

Texto inicial

Texto alterado

Esta disposição não é aplicável se a medida puder afectar os direitos dos credores. Neste caso, a Comissão submete ao Conselho uma proposta de directiva, nas condições previstas no artigo 149º do Tratado.

7. Os Estados-membros podem, sem esperarem pelas decisões do comité e do Conselho, adoptar a medida prevista; todavia, as decisões tomadas em aplicação desta medida não poderão beneficiar do disposto na presente directiva e, nomeadamente, nos nºs 2 e 3 do artigo 4º.

Inalterado

Artigo 10º

Artigo 10º

Cada Estado-membro assegura que nenhum obstáculo de natureza jurídica impeça que sejam aplicáveis às sucursais das instituições de crédito, com sede noutro Estado-membro e instaladas no seu território, as medidas de saneamento que possam ser decididas, nos termos do artigo 4º, pelas autoridades ou pela jurisdição competentes do país da sede; em consequência, cada Estado-membro adopta, em conformidade com os princípios gerais da sua respectiva legislação, os actos legislativos, regulamentares e administrativos necessários para esse efeito.

Inalterado

Texto inicial

TÍTULO III

Liquidação

A. Instituições de crédito com sede social no interior da Comunidade.

Artigo 11º

1. As autoridades competentes do país ~~em que se situa~~ a sede devem ser consultadas sobre qualquer pedido de abertura de um processo de liquidação judicial apresentado pelos credores, pelo devedor ou pelo Ministério Público.

2. A actividade da instituição de crédito é liquidada nos termos da legislação do país da sede, desde que a presente directiva e a convenção relativa à falência, concordatas e processos análogos não disponham em contrário.

3. As decisões relativas à liquidação de uma instituição de crédito provenientes das autoridades administrativas ou judiciais, ou dos órgãos liquidatários, produzem todos os seus efeitos igualmente no que se refere às sucursais das instituições de crédito situadas em outros Estados-membros e impedem qualquer decisão de abertura de outros processos de liquidação relativamente a essas sucursais, sem prejuízo do disposto no nº 2 do artigo 12º.

Texto alterado

TÍTULO II

Liquidação

A. Instituições de crédito com sede social no interior da Comunidade.

Artigo 11º

Inalterado

2. A actividade da instituição de crédito é liquidada nos termos da legislação do país da sede, desde que a presente directiva não disponha em contrário.

(foi suprimida a referência à Convenção)

3. As decisões relativas à liquidação de uma instituição de crédito provenientes das autoridades administrativas ou judiciais, ou dos órgãos liquidatários do país da sede produzem todos os seus efeitos igualmente no que se refere às sucursais das instituições de crédito situadas em outros Estados-membros e impedem qualquer decisão de abertura de outros processos de liquidação relativamente a essas sucursais, sem prejuízo do disposto no nº 2 do artigo 12º.

Texto inicial

Texto alterado

Artigo 12º

Artigo 12º

1. As autoridades competentes do país da sede são consultadas antes de qualquer decisão de liquidação voluntária proveniente dos órgãos estatutários de uma instituição de crédito.

Inalterado

2. A liquidação voluntária de uma instituição de crédito não impede a abertura, a pedido das autoridades competentes do país da sede, de uma liquidação administrativa ou judicial se os órgãos estatutários não procederem a essa liquidação de uma forma satisfatória ou se existirem suspeitas fundadas de que a instituição não está em condições de cumprir as suas obrigações para com os seus credores.

Artigo 13º

Artigo 13º

1. Se for aberto um processo de liquidação para uma instituição de crédito, na ausência ou após o malogro das medidas de saneamento, as autoridades competentes do país da sede devem revogar a autorização a esta instituição, de acordo com o procedimento previsto no artigo 8º da Directiva 77/780/CEE.

Inalterado

2. Todavia, a título excepcional, a revogação da autorização não impede que a ou as pessoas responsáveis pela liquidação prossigam determinadas actividades da instituição de crédito com o acordo e sob

Texto inicial

Texto alterado

controlo das autoridades competentes do país da sede, desde que tal seja necessário ao processo de liquidação.

Esta disposição só é aplicável no país de acolhimento se a legislação relativa à revogação da autorização bancária nada estipular em contrário.

3. Em caso de liquidação voluntária, a autorização prevista no artigo 3º da Directiva 77/780/CEE pode ser mantida até que estejam concluídas as operações de liquidação, sob condição de a instituição continuar a preencher as condições às quais a autorização se encontra ligada.

Artigo 14º

Artigo 14º

1. A liquidação é efectuada sob fiscalização das autoridades competentes do país da sede, em colaboração com as autoridades competentes do país de acolhimento.

Inalterado

2. Os liquidatários estão habilitados a exercer no território de todos os Estados-membros todos os poderes que estão habilitados a exercer no território de abertura da liquidação. Contudo, mesmo que a legislação do Estado de abertura da liquidação não preveja a pluralidade dos liquidatários, as autoridades competentes de um país de acolhimento poderão, se o considerarem necessário, requerer a nomeação de um liquidatário, designado de entre as pessoas que exercem

Inalterado

Texto inicial

as funções de liquidatário no seu território; do mesmo modo, se a legislação de um Estado de abertura da liquidação permitir a delegação de determinados poderes a outras pessoas, estas, a pedido das autoridades competentes do país de acolhimento, devem ser escolhidas entre as pessoas que podem exercer as funções de liquidatário neste país.

B. Instituições de crédito com sede social fora da Comunidade

Artigo 15º

1. Caso a legislação do país de acolhimento preveja a possibilidade de liquidar uma sucursal de uma instituição de crédito com sede social fora da Comunidade, a liquidação é pronunciada pelas autoridades ou jurisdição competentes desse país de acolhimento.

2. As autoridades competentes do país de acolhimento referidas no nº 1 revögam a autorização desta sucursal se a mesma for objecto de uma autorização separada nos termos do artigo 4º da Directiva 77/780/CEE.

Texto alterado

3. A publicidade da liquidação fica a cargo do ou dos liquidatários, através de publicação, no Jornal Oficial das Comunidades Europeias e em dois jornais de circulação nacional de cada país de acolhimento, de um extracto da decisão que a pronuncia.

B. Instituições de crédito com sede social fora da Comunidade

Artigo 15º

Inalterado

Texto inicial

Texto alterado

3. As autoridades competentes referidas nos n.ºs 1 e 2 informam as autoridades competentes dos outros países de acolhimento da revogação da autorização e da abertura de um processo de liquidação.

4. As autoridades competentes dos países de acolhimento, com excepção do referido nos n.ºs 1 e 2, podem decidir revogar a autorização separada eventualmente concedida à sucursal criada no seu território.

5. A título excepcional, a revogação da autorização não impede que as pessoas incumbidas da liquidação prossigam determinadas actividades da sucursal com o acordo das autoridades competentes e/ou sob controlo da jurisdição competente, desde que a legislação do país de acolhimento o permita.

6. A retirada da autorização não põe termo à fiscalização das actividades de uma sucursal pelas autoridades competentes do país de acolhimento.

C. Adaptação do presente título às alterações das legislações nacionais

Artigo 16.º (novo)

Toda e qualquer alteração da lista dos processos nacionais reproduzida no Anexo II é notificada à Comissão. Esta

Texto alterado

encarregar-se-á da actualização do Anexo II e da sua imediata publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

TÍTULO IV

Garantia de depósitos

Artigo 16º

1. Os Estados-membros asseguram que os sistemas de garantia de depósitos existentes no seu território cubram os depósitos das sucursais de instituições com sede social noutro Estado-membro.

2. A título transitório, até à entrada em vigor de um sistema da garantia de depósitos em todos os Estados-membros, cabe a estes últimos assegurar que os sistemas de garantia de depósitos a que aderem as instituições de crédito com sede social no seu território permitam cobrir os depósitos efectuados nas sucursais criadas nos países de acolhimento, no interior da Comunidade, desprovidos de qualquer sistema de garantia de depósitos, nas mesmas condições que as previstas para garantir os depósitos efectuados no país em que se situa a sede.

TÍTULO IV

Garantia de depósitos

Artigo 17º

Inalterado

Texto inicial

TÍTULO V

Disposições finais

Artigo 17º

1. Os Estados-membros devem adoptar todas as disposições legislativas, regulamentares e administrativas necessárias para darem cumprimento à presente directiva até 1 de Janeiro de 1990. Desse facto informam imediatamente a Comissão.

Os Estados-membros podem prever que as referidas disposições só sejam aplicáveis dois anos após essa data.

2. Os Estados-membros devem comunicar à Comissão as disposições essenciais de direito nacional que adoptem no domínio regulado pela presente directiva.

Artigo 18º

Os Estados-membros são destinatários da presente directiva.

Texto alterado

TÍTULO V

Disposições finais

Artigo 18º

Inalterado

Artigo 19º

Inalterado

Texto inicial

ANEXO

Lista das medidas de saneamento previstas no nº 1 do artigo 2º do projecto de directiva relativa à coordenação das disposições legislativas regulamentares e administrativas respeitantes ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito

BÉLGICA

Bancos

- Inquéritos e peritagens no local, parágrafos 3º, 2º e 4º do artigo 19º do "arrêté royal" nº 185 de 9 de Julho de 1935 relativo ao controlo dos bancos e ao regime das emissões de títulos e valores (sanção penal: artigo 42º, 9º do mesmo "arrêté").

Autoridade competente para decidir do inquérito ou da peritagem: a Comissão Bancária

Autoridades competentes para proceder ao inquérito ou à peritagem: a Comissão Bancária e o Banco Nacional da Bélgica, a pedido da Comissão Bancária.

- Nomeação de um comissário especial
nº 1, parágrafo 1º e 2º, 1º e nº 2 do artigo 25º do "arrêté royal" nº 185 de 9 de Julho de 1935.

Texto alterado

ANEXO I

Lista das medidas de saneamento previstas no nº 1 do artigo 2º da proposta de directiva relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas que respeitantes ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito e aos sistemas de garantia de depósitos

Inalterado

Texto inicial

Texto alterado

(sanção penal para os autores de actos práticos sem autorização do comissário especial: artigo 42º 2º bis do mesmo "arrêté").

Autoridade competente para designar o comissário especial: a Comissão Bancária.

- Suspensão de toda ou parte das actividades; no 1, parágrafo 1º e 2º, 2º e no 3 do artigo 25º do "arrêté royal" no 185 de 9 de Julho de 1935 (sanção penal para os autores dos actos que violem uma decisão de suspensão: art. 42º, 2º bis do mesmo "arrêté").

Autoridade competente para suspender: a comissão bancária; pode ser interposto um recurso junto do Ministro das Finanças, que confirma ou infirma.

Caixas de poupança privadas

Inalterado

- Inquéritos e peritagens no local; 4º parágrafo, 2º e 5º parágrafo do artigo 16º, das disposições relativas ao controlo das caixas de poupança privadas, coordenadas pelo "arrêté royal" de 23 de Junho de 1967 (sanção penal: artigo 35º das mesmas disposições coordenadas).

Autoridade competente para decidir o inquérito ou a peritagem: a Comissão Bancária.

Texto inicial

Texto alterado

Autoridades competentes para proceder ao in
quérito ou à peritagem: a Comissão Bancária
e o Banco Nacional da Bélgica, a pedido da
comissão bancária.

- Nomeação de um comissário especial; nº 1, pa
rágrafos 1 e 2, 1º e nº 2 do artigo 17º A,
das mesmas disposições coordenadas (sanção
penal: artigo 21º das mesmas disposições co
ordenadas).

Autoridade competente: a Comissão Bancária

- Suspensão de toda, ou parte, das actividades

nº 1, parágrafo 1 e 2, 2º e nº 3 do artigo
17º A, das mesmas disposições coordenadas
(sanção penal: artigo 32º, 4º das mesmas
disposições coordenadas).

Autoridade competente e recurso : a Comis-
são Bancária; pode ser interposto um recurso
junto do ministro das Finanças, que confir-
ma ou infirma.

- Poder que o Rei tem de tomar, no decreto de
revogação da autorização de funcionamento
de uma caixa de poupança privada, as medi-
das adequadas para salvaguardar os direi-
tos dos depositantes (especialmente a trans
ferência dos fundos de poupança preferen-
ciais e dos activos lesados).

Artigo 23º das mesmas disposições coordena-
das.

Texto inicial

Texto alterado

Empresas reguladas pelo Capítulo 1 da lei
de 10 de Junho de 1964.

Inalterado

- Inquéritos e peritagens no local; nº 1, 3º
parágrafo 2º, e 4º parágrafo do artigo 6º da
lei de 10 de Junho de 1964, relativa ao
convite público à poupança (sanção penal:
artigo 13º, alínea 4 da referida lei).

Autoridade competente para decidir do in-
quérito ou da peritagem: a Comissão Bancá-
ria.

Autoridades competentes para proceder ao
inquérito ou à peritagem: a Comissão Ban-
cária e o Banco Nacional da Bélgica, a pe-
dido da Comissão Bancária.

- Nomeação de um comissário especial; nº 1, 1º
e 2º parágrafos, 1º e nº 2 do artigo 9º da referi-
da lei (sanção penal : artigo 13º, 5º da
da referida lei).

Autoridade competente: a Comissão Bancária

- Suspensão de toda, ou parte, das actividades
nº 1, 1º e 2º parágrafos 2º e nº 3 do arti-
go 9º A, da referida lei (sanção penal: ar-
tigo 13º, alínea 5 da referida lei).

Autoridade competente e recurso: a Comis-
são Bancária; pode ser interposto recurso
junto do Ministério das Finanças, que
confirma ou infirma.

Texto inicial

Instituições públicas de crédito Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

- Inquéritos e peritagens no local; 2º parágrafo do artigo 1º do "arrêté royal" nº 2, relativo à fiscalização da Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Autoridade competente para decidir do inquérito ou da peritagem: a Comissão Bancária

Autoridades competentes para proceder ao inquérito ou à peritagem: a Comissão Bancária e o Banco Nacional da Bélgica, a pedido da Comissão Bancária.

- Outras medidas
Nenhuma medida especial: responsabilidade do Parlamento e do Governo.

Texto alterado

Instituições públicas de crédito Caixa de poupança e Caixa Geral de poupança e de pensões

- Inquéritos e peritagens no local; 2º parágrafo do artigo 1º do "arrêté royal" nº 2 de 24.12.1980, relativo à fiscalização da Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite, que lhe torna aplicável os 2º a 5º parágrafos do artigo 19º do decreto real nº 135 de 9 de Julho de 1935 (supracitado).

Inalterado

Inalterado

- Aviso aos órgãos de gestão da Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite, em aplicação do artigo 3º do "arrêté royal" nº 2 de 24.12.1980.

Autoridade competente: a Comissão Bancária.

Texto inicial

Texto alterado

DINAMARCA

DINAMARCA

Artigo 46º da lei nº 35 de 30 de Janeiro de 1981.

Inalterado

As autoridades de controlo dos bancos e das caixas de poupança podem declarar a situação de cessação de pagamentos no que se refere aos bancos e às caixas de poupança, se tal for necessário no interesse dos depositantes. A declaração não pode ser revogada pelo banco ou pela caixa de poupança sem a autorização das autoridades de controlo.

A declaração será pronunciada pelo tribunal "Skifteretten" que faz parte do sistema judicial.

ALEMANHA

ALEMANHA

Medidas tomadas em aplicação do artigo 46º da lei relativa à organização da profissão bancária:

Inalterado

- instruções dadas aos dirigentes;
- proibição ou limitação do direito de efectuar operações de pagamento,
- proibição ou limitação do exercício das actividades de dirigente ou de proprietário ,
- designação de pessoas incumbidas da fiscalização da instituição.

Texto inicial

Texto alterado

Medidas adoptadas em aplicação do artigo 46º A da lei relativa à organização da profissão bancária (1):

- proibição de efectuar operações de pagamento ou de alienação,
- encerramento dos balcões da instituição de crédito destinados às operações com a clientela,
- proibição de receber pagamentos que não se destinem ao reembolso das dívidas para com a instituição de crédito.

Autoridade competente: o serviço federal de controlo bancário (Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen).

ESPAÑA (novo)

- suspensão temporária dos administradores
Decreto-lei real 5/1978, de 6 de Março de 1978
Decreto-lei real 18/1982, de 24 de Setembro de 1982
Decretos reais 2575 e 2576/1982, de 1 de Outubro de 1982 (alargamento das disposições precedentes às Caixas de poupança e cooperativas)

Autoridade competente: o Banco de Espanha

(1) Estas medidas constam igualmente do protocolo 1b) do projecto de convenção relativa à falência, à concordata e a outros processos análogos.

Texto inicial

Texto alterado

FRANÇA

FRANÇA

Medidas previstas pela lei nº 84/46 de 24 de Janeiro de 1984, relativa à actividade e ao controlo das instituições de crédito.

Inalterado

Medidas a adoptar pela Comissão Bancária:

- injunção (artigo 43º),
- designação de um administrador provisório (artigo 44º),
- proibição de determinadas operações e outras limitações quanto ao exercício da actividade (nº 3 do artigo 45º),
- suspensão temporária ou demissão automática de um ou vários dos responsáveis pela determinação efectiva da orientação da actividade das instituições de crédito (nºs 4 e 5 do artigo 45º).

Medidas a tomar pelo Governador do Banco de França:

- organizar a colaboração do conjunto das instituições de crédito, com vista a adoptar as medidas necessárias à protecção dos interesses dos depositantes e de terceiros, ao funcionamento do sistema bancário, bem como à preservação do bom nome da praça (artigo 52º).

Texto inicial

Texto alterado

GRÉCIA

GRÉCIA

Medidas previstas por:

Inalterado

- a) lei 1665/1951, que organiza o controlo e a falência administrativa dos bancos, a nomeação de um comissário, a liquidação e a retirada da autorização;
- b) lei 236/75, que organiza a nomeação de um comissário temporário em casos de urgência e de especial importância;
- c) lei 431/76, que prevê a obrigação de duplicar o capital dos bancos em determinadas condições consideradas como constitutivas de uma situação de insolvabilidade;
- d) lei 2292/1953 (nomeadamente os artigos 10º a 12º) relativa à fusão obrigatória das sociedades bancárias.

A. Medidas a adoptar pelo Banco da Grécia, habilitado pela lei geral 1266/1982

- i) aumento obrigatório do capital (lei 1665/1951, artigo 6º);
- ii) nomeação de um comissário (lei 1665/1951, artigo 8º);
- iii) nomeação de um comissário temporário em casos de urgência e de especial importância (lei 236/75);
- iv) duplicação obrigatória do capital pelos bancos que foram colocados por, várias vezes, sob a autoridade de um comissário ou um comissário temporário

Texto inicial

Texto alterado

e cujo capital e reservas representam menos de 1/70 do total dos seus depósitos (Lei 431/76).

B. Medidas a adoptar pelo governo (Conselho de Ministros e Ministro do Comércio)

Fusão obrigatória dos bancos e aumento do capital inicial em mais de um terço (Lei 2292/1953), artigo 10º-12º).

IRLANDA

IRLANDA

Medidas relativas aos bancos autorizados, cuja referência legislativa é o "Central Bank Act" de 1971 e cuja autoridade competente é o Banco Central da Irlanda):

Inalterado

- suspensão do direito de receber depósitos e de efectuar pagamentos (secção 21),
- restrição do âmbito da autorização (secção 10),
- proibição ou restrição da publicidade no que se refere aos depósitos (secção 22).

Medidas relativas às caixas de crédito à construção cuja referência legislativa é o "Building Societies Act" de 1976 e cuja autoridade competente é o "Registrar of Friendly Societies":

- restrição da autorização (secção 11),
- empréstimo concedido por uma sociedade a outra (secção 24),

Texto inicial

Texto alterado

- união de sociedades (secção 25),
- transferência e garantia de execução dos compromissos (secção 26),
- confirmação e registo das uniões previstas na secção 25, ou das outras transferências de garantia previstas na secção 26 (secção 27),
- competência da autoridade de controlo (registrar) para designar um inspector ou convocar uma assembleia especial (secção 29)
- competência da autoridade de controlo (registrar) para suspender a recolha de fundos e os pagamentos (secção 31),
- competência da autoridade de controlo (registrar) para suspender e controlar a publicidade (secção 32).

ITÁLIA

ITÁLIA

Inalterado

- a) Pedido de informações sobre a situação económica da instituição de crédito ou das suas sucursais (artigo 31º da lei bancária).
Autoridade competente: Banca d'Italia.
- b) Inspeções junto da instituição de crédito e das suas sucursais (artigo 31º da lei bancária)
Autoridade competente: Banca d'Italia
- c) Convocação das assembleias gerais bem como dos órgãos de gestão da instituição de crédito, com vista à adopção de medidas extraordinárias (artigo 35º da lei bancária).
Autoridade competente: Banca d'Italia.

Texto inicial

Texto alterado

- d) Demissão dos órgãos de gestão e de controlo e sua substituição por órgãos extraordinários com vista ao saneamento da instituição de crédito (artigo 57º da lei bancária).
Instância competente: Ministro do Tesouro, sob proposta do "Banca d'Italia" (o "Banca d'Italia" é a única entidade competente para a designação dos órgãos de excepção).
- e) Suspensão temporária dos pagamentos e de qualquer outro processo executório relativo às instituições de crédito sob o regime de gestão extraordinária previsto na alínea d) (artigo 63º da lei bancária).
Autoridade competente: Banca d'Italia.
- f) Suspensão temporária das funções dos órgãos de gestão e de controlo da instituição de crédito e designação de um funcionário da autoridade de fiscalização bancária para exercer as referidas funções (artigo 66º da lei bancária).
Autoridade competente: Banca d'Italia.
- g) Revogação da autorização de exercer a actividade de determinadas sucursais da instituição de crédito devido a carências de gestão (artigo 34º da lei bancária).
Autoridade competente: Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio (CICR).

Texto inicial

Texto alterado

LUXEMBURGO

LUXEMBURGO

Medidas previstas pela lei de 10 de Agosto de 1982, relativa à organização:

Inalterado

- 1) do direito de suspensão do Instituto Monetário Luxemburguês relativamente às instituições de crédito;
- 2) do diferimento de pagamentos, da gestão controlada e da liquidação das instituições de crédito;

Medidas a adoptar pelo Instituto Monetário Luxemburguês:

- injunção (em caso de crise) (artigo 2º),
- suspensão dos dirigentes (artigo 3º)
(não aplicável às instituições de direito público luxemburguês),
- suspensão total ou parcial das actividades (artigo 3º).

Medidas a tomar pelo "tribunal d'arrondissement", que decide em matéria comercial (se for caso disso, sob petição do Instituto Monetário):

diferimento de pagamentos e gestão controlada (artigos 7º a 10º) (não aplicável às instituições de direito público luxemburguês).

PAÍSES BAIXOS

PAÍSES BAIXOS

Medidas previstas pela lei de 13 de Abril de 1973, relativa ao controlo das instituições de crédito:

Inalterado

Texto inicial

- injunções,
- curadoria oculta (Parte III, secção 24),
- regulamento de urgência (Parte V, secção 31).

Autoridade competente: o Banco Central
(De Nederlandsche Bank).

Texto alterado

PORTUGAL (novo)

Medidas que podem ser tomadas pelo Ministro das Finanças, após parecer do Banco de Portugal:

- isenção temporária das instituições em crise de determinadas obrigações legais e concessão de um auxílio monetário ou financeiro.

Decreto-Lei 51/84, de 11 de Fevereiro de 1984, artigo 34º

- prazo de 90 dias para o saneamento financeiro de instituições de crédito que tenham suspenso os seus pagamentos e nomeação de um comissário do governo.

Decreto-Lei nº 30689, de 27 de Agosto de 1940, artigo 1º

- nomeação de um administrador incumbido de assegurar o funcionamento normal de uma "Caixa económica"

Decreto-Lei nº 136/79, de 18 de Maio de 1979, relativo às "Caixas Económicas", artigo 23º

Medidas que podem ser tomadas pelo Conselho de Ministros sob proposta

Texto inicial

Texto alterado

do Ministro das Finanças, em caso de aplicação das medidas previstas no artigo 34º do decreto-lei de 11 de Fevereiro de 1984 (supracitado)

- nomeação de delegados, administradores ou de uma comissão administrativa incumbida de intervir na gestão da instituição
- suspensão das suas funções de um ou vários administradores em exercício.

REINO UNIDO

Medidas que podem ser tomadas pelo Banco Central (Bank of England):

- poder de nomeação de um ou vários peritos incumbidos de inquirir e de elaborar um relatório sobre a situação e a gestão de uma instituição autorizada (Banking Act 1979, secção 17),
- poder de revogar a autorização de uma instituição (Banking Act 1979, secção 71a),
- poder de revogar a autorização de uma instituição e de a substituir por uma autorização condicional (Banking Act 1979, secções 71b e 10),
- poder, em caso de revogação pura e simples da autorização de uma instituição, de dar directivas para a gestão dos negócios (Banking Act 1979, secções 8 e 9).

REINO UNIDO

Inalterado

ANEXO II (novo)

Lista dos processos de liquidação previstos no nº 3 do artigo 2º da proposta de directiva relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas respeitantes ao saneamento e à liquidação das instituições de crédito e aos sistemas de garantia dos depósitos

BÉLGICA

- la faillite - het faillissement
Código de Comércio, livro III, artigo 437º e seguintes
- autoridade competente: tribunal do comércio

DIANAMARCA

- Konkurs
Lei nº 444 de 28 de Agosto de 1984
Lei nº 374 de 19 de Agosto de 1985 que torna aplicável aos bancos, caixas de poupança e cooperativas a lei anterior
- Autoridade competente: Skifteretten

REPÚBLICA FEDERAL DA ALEMANHA

- Konkurs
Artigo 46 A da lei relativa à organização da profissão bancária, versão revista de 20 de Dezembro de 1984.
- Autoridade competente; serviço federal de controlo bancário.

- freiwilligen liquidação

Nº 2 do artigo 38º da lei relativa à orga-
nização da profissão bancária artigo 131º
e seg., 145º e seg., für die offene
Handelsgesellschaft
artigo 262º e seg. für die Aktien-
gesellschaft
artigo 60º e artigo 78º e seg. für die
Genossenschaft

ESPANHA

1. Quiebra

Código de comércio artigos 870º a 941º

2. Suspension di pagos

Lei de 26/7/1922

Autoridades competentes: autoridades judi-
ciais

3. Liquidacion administrativa

(na sequência de uma revogação de autoriza-
ção)

Lei bancária de 31.12.1946 art. 57 A

(completada pelo decreto-lei real 1298/1986
de 28 de Junho art. 4º-3º)

Autoridades competentes: direcção geral do
tesouro e da política financeira do Ministé-
rio da Economia e das Empresas-Banco de
Espanha

4. Liquidacion

Caixas de poupança: decreto-lei real
2582/1929 de 24 de Novembro de 1929
art. 140º a 146º

Cooperativas de crédito: lei 3/1987 de
2 de Abril de 1987 art. 103º a 115º

Outras instituições de crédito: lei sobre
as sociedades anónimas de 17.7.1981,
art. 150º a 171º

FRANÇA

- redressement et liquidation judiciaires
lei nº 85/98 de 25 de Janeiro de 1985
(Título III)
- decreto nº 85/1388, de 27 de Dezembro de
1985, art. 119º e seguintes
- autoridade competente: tribunal do comércio

GRÉCIA

A.N. 1665/1951 "περί λειτουργίας και

ελέγχου Τραπεζών". Άρθρο 9 (εκκαθάριση.

Αρμόδια αρχή: "Η νομισματική επιτροπή"

Lei 1655/1951, de 27 de Janeiro de 1951,
relativa ao funcionamento e controlo dos
bancos, artigo 9º (liquidação).

Autoridade competente : a Comissão
Monetária

IRLANDA

- Bankruptcy
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Companies Act 1963 VIe partie)
- liquidation of banks
(Central Bank Act 1971 sections 28 to 31)
- For Building Societies
- compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
(Building Societies Act 1976 section 95)
- and some others legislations
- Housing (Miscellaneous Provisions) Act 1979
section 20
- Land Act 1984 (section 4(2))
- Age of Majority Act 1985
- and various subordinate legislation

Autoridade competente:

- autoridade competente para emitir ou revogar a autorização e vigiar a actividade das instituições de crédito.
- The High Court em caso de falência
- For Building Societies: Registrar of Friendly Societies que é também Registrar of Building Societies (Building Societies Act 1986, section 85)

ITÁLIA

- il concordato preventivo
Decreto de 16 de Março de 1942, art. 160º a 186º
Decreto-Lei de 12 de Março de 1936 alterado nº 2 alínea d) do art. 35º
Autoridade competente: autoridade judicial
- la liquidazione coatta amministrativa
Decreto-Lei de 12 de Março de 1936, art. 67º a 86º
Decreto de 16 de Março alterado art. 194º a 219º
- Autoridades competentes: Banco de Itália, Ministro do Tesouro e Comité interministerial para o crédito e a poupança
- la liquidazione volontaria
Decreto de 12 de março de 1936 alterado art. 86º A

LUXEMBURGO

- Dissolution et liquidation des établissements de crédit
Lei de 10 de Agosto de 1982 secção 2
Autoridades competentes: le Tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale sur requête du Procureur d'Etat ou du commissaire au contrôle des banques
- Liquidation volontaire
Lei de 10 de Agosto de 1982 art. 12º 50

PAÍSES BAIXOS

- vrijwillige solvente liquidatie ingevolge
statutaire ontbinding
en
- gedwongen solvente liquidatie na ⁱⁿafrekening
van de vergunning
Burgerlijk Wetboek betreffende de vereffening
van (solvente) rechtspersonen - Boek II
title 1 art. 22 en 23; title 3 art. 166 t/m
173
Autoridade competente: Kredietinstelling Zelf
- solvente liquidatie tijdens de noodregeling
wet toezicht kredietwezen in artikel 36
eerste en zesde lid die de bovengenoemde
bepalingen van het Burgerlijk Wetboek
toepasselijk maakt
Autoridade competente: de bewindvoerders
- insolvente liquidatie na faillietverklaring
van de kredietinstelling
Faillissement wet van 30/9/1893 en
wijzigingen S 140 Title I art. 1 t/m 212
Autoridade competente: de rechtbank

PORTUGAL

- Normas para a liquidação de estabelecimentos
bancários
decreto-lei n° 30-689 de 27 de Agosto de
1940 art. 11 e seguintes
Autoridade competente: Ministro das Finanças
- liquidação na sequência de revogação de
autorização
Autoridade competente: Ministro das Finanças

- Caixas cooperativas
decreto-lei n° 454/80 de 9 de Outubro de
1980 art. 750 e 770 que remetem para as
regras gerais do processo de falência
decreto-lei n° 44/129 de 28 de Dezembro de
1961 cap. XV art. 1245 e seguintes
venda de bens: art. 882 e seguintes

REINO UNIDO

- Compulsory winding-up (Insolvency Act 1986
4ème partie)
- Creditors voluntary winding-up
- Corporate voluntary arrangements (insolvency
Act 1986, 1ère partie)
- Corporate arrangements and reconstructions
(Companies Act 1985, XIIIe partie)
- For Building Societies (Building Societies
Act 1986, Xe partie)
- Compulsory winding-up
- Creditors' voluntary winding-up
- Dissolution by consent of an appropriate
majority of the society's members
- Autoridade competente: autoridade judicial
- Voluntary liquidation (Insolvency Act 1986
4a parte)

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

CORRIGENDUM

COM(88) 4 def./2

CONCERNE SOLO LA VERSIONE ITALIANA

Bruxelles, 19 gennaio 1988

In seguito ad errore le pagine 16
e 39 si trovano al termine del do-
cumento; occorre reinserirle nel-
l'ordine corretto.

PROPOSTA MODIFICATA DI DIRETTIVA DEL CONSIGLIO
in materie di risanamento e liquidazione degli enti
creditizi e di sistemi di garanzia dei depositi

presentata dalla Commissione al Consiglio
in virtù dell'articolo 149, terzo comma del Trattato CEE

COM(88) 4 def./2

